

Royaume du Maroc  
Haut Commissariat au Plan

P r o s p e c t i v e  
**MAROC** 2030

Actes du Forum

Pour une  
Initiative  
Tricontinentale  
Atlantique

Skhirat

29-30 mai 2009

P r o s p e c t i v e  
**MAROC** 2030  
Haut Commissariat au Plan

Actes du Forum

Pour une  
Initiative  
Tricontinentale  
Atlantique



## AVANT-PROPOS

S'inscrivant dans le processus de réflexion prospective « Maroc 2030 » que mène le Haut Commissariat au Plan depuis 2004, le forum international « Pour une Initiative Tricontinentale Atlantique », qui s'est déroulé les 29 et 30 mai 2009 au Palais des congrès Mohammed VI à Skhirat, a vu la participation de représentants d'organisations et d'institutions régionales, d'institutions nationales de prospective et d'études stratégiques, de maires de grandes villes atlantiques, d'universités, d'organisations entrepreneuriales ainsi que de personnalités politiques et de représentants de la société civile des pays riverains de l'Atlantique (Etats-Unis, Canada, Amérique du Sud, Europe et Afrique de l'Ouest).

Les travaux de ce forum ont été organisés en sessions plénières et en commissions parallèles. Les thématiques traitées ont porté essentiellement sur les axes suivants : l'Atlantique et le monde, défis pour la gouvernance globale ; pertinence de l'espace atlantique ; enjeux communs dans l'espace atlantique ; actions communes dans l'espace atlantique.

Les interventions et contributions ont été faites en anglais, français, espagnol ou arabe, au choix de leurs auteurs. Les débats ont été enrichis par un parterre composé de personnalités politiques, d'universitaires, de représentants d'entreprises, d'ONG, de l'Administration... Les intervenants ont interagi avec le public aux moments prévus dans le programme. Les débats se sont déroulés selon les règles de « Chatham House » : aucun propos ne peut être attribué à son auteur sans son autorisation expresse.

Le présent document inclut les contributions telles quelles ont été exposées par leurs auteurs. Il n'inclut pas l'ensemble des débats qui sont, par ailleurs, mis en ligne dans le site [www.ati.hcp.ma](http://www.ati.hcp.ma) dédié au forum, sous forme de textes ou de supports audiovisuels selon l'autorisation de leurs auteurs.



## TABLE DES MATIÈRES

9	<b>Ahmed Lahlimi Alami</b> Allocution d'ouverture
<hr/>	
	<b>SESSION PLÉNIÈRE 1</b>
13	<b>L'Atlantique et le monde, défis pour la gouvernance globale</b>
14	<b>Elliott Abrams</b>
	<b>Enrique V. Iglesias</b>
16	Los desafíos de la crisis
19	<b>Amiral Jacques Lanxade</b>
	<b>M. Wu Jia Min</b>
21	La montée en puissance de l'Asie et le bassin atlantique
<hr/>	
	<b>SESSION PLÉNIÈRE 2</b>
25	<b>Pertinence de l'espace atlantique</b>
26	<b>Christian Fremont</b>
	<b>Essop Goolam Pahad</b>
30	A perspective from South Africa
	<b>Simon Serfaty</b>
32	The Making of a Tri-Continental Atlantic Space : a Preliminary Note
37	<b>TRAVAUX EN COMMISSIONS</b> <b>Enjeux communs dans l'espace atlantique</b>
39	<b>Commission 1</b> <b>Temps 1 : Commerce, investissement et compétitivité</b> <b>Temps 2 : Cohésion sociale et valeurs culturelles</b>
	<b>Dorval Brunelle</b>
40	L'intégration économique dans les Amériques : quelles leçons tirer pour une initiative tricontinentale atlantique ?
	<b>Xavier Guilhou</b>
48	Les grandes questions transatlantiques : canevas de réflexion
	<b>Roberto Lavagna</b>
54	Cómo alcanzar el desarrollo sustentable

63	<b>Papa Kwesi Nduom</b> The Global Financial Crisis and New Economic Nationalism
66	<b>Guillaume Grosso</b> Post-Crisis opportunities : Investing in a changing economy An OECD Development Centre's Perspective
77	<b>M. Emile H. Malet</b> Multilatéralisme, mondialisation et développement durable
81	<b>Mohamed Larbi Messari</b> Lecciones de una experiencia de diálogo
84	<b>William Zartman</b> Cohésion sociétale et valeurs culturelles dans la Communauté atlantique Valeurs atlantiques, valeurs universelles
87	<b>Abdellah Saâf</b> Identité et valeurs dans le projet atlantiste
91	<b>Commission 2</b> <b>Temps 1 : La sécurité globale</b> <b>Temps 2 : Les organisations régionales</b>
92	<b>Jean Dufourcq</b> Géostratégie de l'Atlantique : penser la sécurité globale ?
99	<b>Louis Gautier</b> Retrouvailles transatlantiques et crises internationales
104	<b>Eneko Landaburu</b> Le rôle de l'Union européenne dans la gouvernance globale et régionale
109	<b>Adán Martín Menis</b> Les Canaries et les régions ultra-périphériques : liens de l'Europe avec l'Afrique et l'Amérique
113	<b>Antonio Monteiro</b>
<hr/>	
115	<b>SESSION PLÉNIÈRE 3</b> <b>Actions communes dans l'espace atlantique</b>
116	<b>Grigori Lazarev</b> Gouvernance locale et gestion durable des ressources naturelles : une réponse politique commune pour changer un modèle de développement insoutenable
122	<b>P<sup>r</sup> Juan A. De Castro</b> Capital naturel et politiques d'économies externes pour le développement durable
125	<b>Papa Ndiaye</b> La recherche halieutique dans l'Atlantique : facteur de coopération et de solidarité entre nos peuples
128	<b>Reinaldo Figueredo</b>
131	<b>Ebrahim Rassol</b> Migration : Managing Social Cohesion, Reducing Conflict

135	<b>Jorge Nuño Jiménez</b> Las nuevas tecnologías y la carrera mundial por la economía del conocimiento
141	<b>Demetrios G. Papademetriou</b> Immigration and Competitiveness at a Time of Recession
145	<b>Kojo Yankah</b> Knowledge Economy and Mutual Understanding
<hr/>	
147	<b>Contributions à la marge des travaux du Forum</b>
148	Message de M. Kofi Annan, <i>ancien Secrétaire général de l'ONU</i>
149	Message de M. Hédi Baccouche, <i>ancien Premier ministre de Tunisie</i>
151	Message de M. Pascal Lamy, <i>Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce</i>
<hr/>	
153	<b>APPEL DE SKHIRAT</b>
154	<b>L'AGENDA DU FUTUR</b>
157	<b>Liste des intervenants</b>



## Allocution d'ouverture

Ahmed LAHLIMI ALAMI

*Haut Commissaire au Plan*

Mesdames, Messieurs,

Le Haut Commissariat au Plan mène, depuis quatre ans, en toute indépendance institutionnelle et intellectuelle, un programme d'étude prospective sur le thème « Maroc 2030 ». Dans ce cadre, des forums thématiques ont été organisés avec la participation d'experts nationaux et étrangers et de représentants des mondes universitaire, économique, politique et des acteurs de la société civile. Ces forums, appuyés par des études générales et sectorielles et des enquêtes sur le terrain, ont donné lieu à l'élaboration de scénarios exploratoires et alternatifs et fait l'objet de multiples publications qu'il est aisé de consulter sous leur forme écrite et, parfois, audiovisuelle sur le site [www.hcp.ma](http://www.hcp.ma).

Grâce au Haut Patronage que Sa Majesté le Roi a bien voulu accorder à ce processus de réflexion, les programmes de prospective du HCP ont créé un espace ouvert d'échange d'idées et d'approches, soumis à la seule exigence de l'expertise et de l'objectivité, et acquis une large audience, nationale et internationale.

Outre les thèmes relatifs à la démographie, à l'économie, à l'évolution des différentes composantes de la société marocaine et de leurs cultures, cette réflexion prospective a ainsi accordé une place privilégiée à l'environnement régional et international et, plus particulièrement, aux rapports euromaghébins. Les deux derniers forums en date ont été, à cet égard, significatifs. Le premier, avec une forte participation sud-américaine, s'intitulait « Le Maroc dans l'espace Maghreb : approches pour une nouvelle géographie économique du Maghreb » et le second, focalisé sur l'Union pour la Méditerranée, portait sur « Le Maghreb 2030 dans son environnement euro-méditerranéen et dans la perspective de l'Union pour la Méditerranée ».

Au stade actuel de la réflexion, nous avons été fortement interpellés par la distance excessive existant, aussi bien dans nos travaux que dans la conscience politique de l'opinion publique, entre les deux espaces géostratégiques voisins, méditerranéen, d'un côté, et atlantique, de l'autre.

Le forum qui nous réunit aujourd'hui et auquel vous avez bien voulu nous faire l'amitié de contribuer par votre présence et l'apport de vos idées a l'ambition de redonner toute sa place à cet espace atlantique. Il sera sûrement l'un des moments forts de notre réflexion prospective sur l'environnement géostratégique du Maroc.

Mesdames, Messieurs,

Notre pays appartient, comme vous le savez, aux mondes arabe, africain et euro-méditerranéen. Nous avons eu l'occasion, lors des forums antérieurs, de montrer l'impact de cette appartenance multiple sur son identité, ses engagements et sa vision de l'avenir. Sa dimension atlantique n'avait pas manqué de s'inviter dans notre réflexion, déjà, au cours de ces forums, naturellement et avec force, comme géographie, histoire et destin.

Sur une côte six fois plus longue que la côte méditerranéenne, les provinces atlantiques du Maroc abritent plus de 45 % de ses citoyens, participent pour environ 60 % de son produit intérieur brut et réalisent la quasi-totalité de son commerce extérieur.

Par ailleurs, l'histoire, à travers ses échanges atlantiques, particulièrement avec ses voisins du Sud et du Nord, a été l'un des facteurs déterminants de son positionnement dans le monde. Ces échanges humains, avec leur pluralité d'ethnies, de langues et de cultures, ont façonné son identité nationale et contribué, par la suite, à lui ouvrir, dès qu'il a recouvré son indépendance nationale, la voie d'une présence humaine, culturelle et diplomatique en Amérique du Sud, alors que ses relations historiques avec les Etats-Unis d'Amérique datent de l'indépendance de ce pays qu'il a été l'un des premiers à reconnaître.

Il reste, cependant, que face aux défis – effectifs et potentiels – portés par les réalités économiques, environnementales et sécuritaires du monde, la conscience d'une communauté de destin de tous les pays riverains de l'Atlantique a, aujourd'hui, le plus vocation à fonder la pertinence de l'engagement du Maroc dans cet espace. C'est de là que procède aussi le poids que nous assignons à ce dernier dans notre réflexion prospective parmi les déterminants des scénarios alternatifs du Maroc 2030.

Dans ces scénarios, nous ne négligeons certes pas les stigmates laissés par le passé colonial sur les relations euro-africaines, ni les insatisfactions exprimées par les pays africains à l'égard du bilan de leur expérience avec l'Union européenne, tant en termes d'investissements que de partenariats stratégiques. Nous ne négligeons pas, non plus, les rancœurs nées de l'hégémonie exercée, pendant longtemps, par les Etats-Unis d'Amérique sur les pays du Sud. Bien que leur voisin du Nord puisse se prévaloir de l'importance et de la qualité qu'il a su imprimer à leurs relations économiques en matière d'investissement et de commerce. Malgré le poids de ces séquelles historiques, l'analyse prospective de l'évolution que connaît le monde, à l'ère de la mondialisation, inscrit ces scénarios plutôt dans une dynamique tendancielle de dépassement des antagonismes Est-Ouest, Nord-Sud et des différentes formes, encore avérées, de paternalisme des uns et de récriminations incantatoires des autres. La grave crise internationale que traverse aujourd'hui le monde et l'émergence de nouveaux concepts pour une gouvernance internationale rénovée ont, pensons-nous, vocation à favoriser cette dynamique.

Mesdames, Messieurs,

Il est avéré que la crise actuelle est d'une exceptionnelle gravité tant par sa nature que par sa dimension. Elle est l'aboutissement tectonique du long processus de décrochage d'une sphère financière surdimensionnée par rapport à des économies réelles dont la mondialisation a permis une croissance soutenue sans, pour autant, réduire les inégalités aussi bien entre pays qu'entre catégories sociales, ni apporter de réponses durables à des défis mondiaux aussi dangereux, à terme, que la pauvreté, la dégradation de l'environnement, la sécurité globale.

Je pense qu'avec cette crise s'effondre, du coup, tout un savoir conventionnel de l'économie politique dominante à l'ère de la mondialisation comme s'est effondré, il y a vingt ans, le modèle soviétique avec le mur de Berlin. En disant cela, je ne suis pas, évidemment, dans la dialectique autrefois si chère à Mao Tsé-Toung qui veut que « lorsque ça va mal, ça va bien ». Je rappelle seulement ce que nous apprend l'Histoire. Les crises du système capitaliste ont souvent été les manifestations de l'épuisement, à des moments donnés, de la capacité d'un modèle d'accumulation de richesses à se reproduire ; elles ouvrent, dès lors, la voie à un modèle plus adapté aux nouveaux besoins matériels et culturels de la société. Un système basé sur une économie de marché ne crée ainsi, comme l'humanité, que les problèmes qu'il peut résoudre.

Il y a, cependant, tout lieu de craindre que les graves questions de développement humain et de sécurité qui se posent dans les pays en développement n'échappent à cette catégorie de problèmes. D'ores et déjà, plusieurs pays en développement, et sur notre propre continent africain, subissent, sous les effets de cette crise, une dégradation de leur commerce extérieur, des risques d'asphyxie financière et des menaces de déstabilisation sociale et politique. Il est, dès lors, légitime de se poser la question de savoir si le montant des fonds mis à la disposition du FMI et les mécanismes de leur déboursement seraient en mesure de permettre à ces pays de faire face à de telles situations. Ayant subi les chocs aussi bien des hausses des prix des produits énergétiques et alimentaires que de leur effondrement, affrontant les lourds handicaps de la pauvreté et de la morbidité, ces pays vivent la lancinante question de savoir quelle voie de croissance et de développement humain ils peuvent espérer, dans une après-crise, à laquelle seuls les pays développés sont en mesure et commencent à se préparer.

Mesdames, Messieurs,

Il est, à cet égard, clair que lors de la prochaine vague de mondialisation, l'accumulation des richesses connaîtra, à l'échelle internationale, une nouvelle hiérarchisation de ses sources sectorielles et technologiques. Une lecture des perspectives de l'après-crise à travers la grille des nouvelles politiques économiques annoncées aux Etats-Unis d'Amérique et, avec plus ou moins de force et de cohérence, dans d'autres pays développés permettrait d'identifier quelques-unes de ces nouvelles sources de compétitivité. Les énergies renouvelables, les produits et services écologiques, les biotechnologies, l'économie du savoir mais aussi la réduction des inégalités sociales et les intégrations régionales seraient les principaux moteurs de l'économie mondiale et les nouveaux gisements de profits. Tout cela ne se fera pas, bien entendu, du jour au lendemain et demandera beaucoup de temps. Il faut, en particulier, tenir compte de la lourdeur et de la durée d'amortissement des investissements nécessaires aux mutations technologiques requises et à une diversification significative de la production et de la consommation d'énergie. Il faut également tenir compte du temps que devrait prendre l'adaptation des sociétés et des territoires aux impacts de ces évolutions. Aussi faut-il s'attendre à ce que les Etats renouent, même pendant un certain temps, avec leur pouvoir souverain d'intervention dans le domaine économique et social, comme ils en avaient usé dans la période de reconstruction d'après-guerre. Dans ce cadre, il est prioritaire que le système financier soit soumis aux exigences de l'économie au lieu que celle-ci soit soumise à ses exigences, et c'est en grande partie la tâche à laquelle se sont attelés les membres du G20.

Dans ce contexte, les pays qui ne se donneraient pas les moyens d'accéder aux nouvelles sources de compétitivité subiraient, à terme, les lois de la division du travail de la troisième ère de la mondialisation. De nouvelles normes écologiques et environnementales devraient

constituer la nouvelle génération d'obstacles non tarifaires à un large accès des produits des pays en développement aux marchés des pays riches.

Mesdames, Messieurs,

Il est clair qu'une nouvelle gouvernance mondiale devrait impérativement apporter une réponse globale aux enjeux communs à l'ensemble des composantes de la communauté internationale. Elle devrait offrir, à cet effet, une plateforme de réponses innovantes à la crise mondiale pour éradiquer les sources des dysfonctionnements actuelles des gouvernances nationales et internationales, aujourd'hui unanimement stigmatisées, et ouvrir des perspectives d'une mondialisation maîtrisée et au service de tous.

A cet effet, la constitution de groupements régionaux constitue la voie solidaire et co-responsable la plus appropriée à la prise en charge de la gouvernance mondiale des défis de la prochaine vague de mondialisation dans le domaine de la croissance, de la compétitivité, de la cohésion sociale, du développement durable et de la sécurité globale. L'espace atlantique présente, à n'en pas douter, toutes les conditions pour promouvoir un modèle exemplaire de ce type de communauté d'intérêt ouverte au dialogue et ouvrant la voie à un dépassement des clivages, aujourd'hui inopportuns et, en tout cas, inopérants parce que dépassés par les réalités du monde.

C'est à l'identification du contenu d'un tel projet que nous consacrerons nos travaux animés par une démarche prospective où il n'y a guère de place pour les discours conventionnels et encore moins pour l'influence des aléas conjoncturels politiques ou autres qui n'ont, de toute évidence, aucune consistance historique. Si la prospective est une construction de l'avenir, elle est aussi, forcément, un pari sur l'avenir et sur la capacité de l'être humain à mettre sa volonté au service de sa liberté.

## SESSION PLÉNIÈRE 1

# L'Atlantique et le monde, défis pour la gouvernance globale

Quelle évaluation faire de l'état du monde et des problèmes posés par sa gouvernance globale, au lendemain d'échéances internationales majeures ?

Quels sont les enjeux de la gouvernance globale après la crise économique mondiale ?

En s'inscrivant dans une démarche prospective, quelles visions sont capables d'identifier des approches alternatives communes, de nouvelles formes de régulation et des politiques convergentes à même de remédier aux dysfonctionnements actuels de la gouvernance mondiale ?

Quelle évaluation fait-on des résultats du G20 et du sommet de l'OTAN du point de vue de chaque région ?

Quels scénarios de sortie de crise ?

Quelle configuration prendrait la nouvelle gouvernance globale ?

## Elliott ABRAMS

*Senior Fellow for Middle Eastern Studies  
Council on Foreign Relations, Washington, D.C.*

We meet early in this new century and two-thirds of a century after the founding of the United Nations. The UN has developed into a colossus, reflecting in a sense the industrial organization of the era in which it was designed – the era of giant corporations like General Motors, so recently bankrupt. The UN has tens of thousands, indeed hundreds of thousands, of employees in its various agencies, housed in hundreds and hundreds of offices throughout the world.

I say all of this not to criticize the organization but to suggest that in this new century, such a model may not be best as we consider cooperation in the Atlantic region. The massive scale and huge overhead costs are perhaps not something we wish now to re-create. The very strengths of these organizations – broad or universal membership, vast scope of activities, and large staffs – are also their Achilles heels, for they often lack flexibility, and sometimes discord among their members prevents them from acting at all. At the other end of the spectrum, we find the G-7 and G-8, by comparison tiny groupings but ones which until recently came to have immense importance in the governance of world affairs. Yet that model too seems outdated, and only this year has been replaced by the G-20, small but three times as large and far more representative of the entire world – and producing 90 percent of the world's GDP. The G-8 is the past, and the G-20 is the future.

Now, the G-20 is not really an organization at all; it is more like a meeting. There is no secretariat, no building, no employees with pensions and vacations. No – just a meeting; yet a meeting of heads of government, well prepared, can in fact make important decisions about international cooperation.

I suggest to you that this is the sort of model we need for the Atlantic opening. Consider the PSI, the Proliferation Security Initiative. PSI is not an organization at all; it is an activity. It is a group of nations committed to working together to prevent the proliferation of dangerous weapons (chemical, biological, and nuclear), and 90 nations have joined together. It is now six years old. It brings together diplomatic, law enforcement, and military tools and personnel to monitor global shipping and uses existing authorities to intercept and seize illegal WMD cargoes. Every action is voluntary.

The PSI is a unique model of multilateral cooperation that works not through a bureaucracy but because there is no bureaucracy. There is no secretariat, no headquarters; there are no regularly scheduled meetings. No single party can prevent the others from acting. It is speedy and flexible. There is no formal treaty; there are no formal obligations. It has been described as a “set of partnerships” that establish a basis for cooperation, an “open and agile architecture.” And it has worked. Thus it may provide a more accurate picture of successful multilateral activity in the future, as it transcends previous models and exceeds them in efficacy and efficiency.

We can apply this model to many problems. Ministers of Justice should meet regularly and coordinate activities; the same for those combating drug trafficking and drug abuse; likewise for

those dealing with population movements. And joint activities should follow, so that meetings become the basis for action.

I do not suggest that the existing institutions are not of great importance or will wither away; Marx was wrong when he predicted that the state would wither away, as we know very well, and institutions such as the UN or the IMF, World Bank, and regional banks serve irreplaceable functions. But I do not expect more of them to be created. Better, for example, the close but unstructured coordination of securities regulators from the major economies than a new organization. Better indeed that national regulators cooperate and coordinate based on mutual interests than that some new organization be formed that attempts to regulate across borders, effectively putting a strait-jacket on economic and financial activities that must necessarily vary country to country.

When we look at the Atlantic space, this approach seems apt. Common values are already widely shared. There is considerable common activity in the shared Atlantic space. What is needed is flexible cooperation in the economic, security, and social areas, and this will be best achieved in flexible forms of association among relevant officials. Let me put it this way: I favor structure, but not structures. That is, new organizations and bureaucracies will not help, but organized cooperation is the way forward.

## Los desafíos de la crisis

Enrique V. IGLESIAS

*Secrétaire général, SEGIB*

Para analizar la actual crisis económica hay que pensar en los desafíos que tiene por delante nuestro mundo de hoy, un mundo marcado por fuertes contradicciones y por una creciente inseguridad.

La contradicción más evidente aparece cuando observamos, por un lado, los grandes progresos de la humanidad en las últimas décadas, y por otro, los grandes déficits políticos y sociales no resueltos.

Entre los grandes logros está el vigoroso crecimiento económico de los últimos años ; crecimiento que, en algún caso – y estoy pensando en China – ha supuesto la superación de lacras históricas como la hambruna y la pobreza.

También América Latina ha demostrado estos últimos años su capacidad de crecimiento y reducido su pobreza del 45 al 35 por ciento en un quinquenio.

Pero junto a los logros tenemos que reconocer que, a nivel mundial, la pobreza sigue siendo dramática. Como dramáticos son la exclusión, la desigualdad y el desempleo, que hoy castigan a más del 50 % de la población mundial.

Vivimos en un mundo más inseguro debido a la destrucción del medio ambiente, a la amenaza creciente del cambio climático, a las armas de destrucción masiva, al terrorismo internacional, al crimen organizado o al dramático impacto que en América Latina tiene el tráfico de drogas.

En estas realidades aparece una crisis financiera y económica inédita, imprevisible y resistente a las medicinas tradicionales.

Es difícil adivinar cuándo y cómo la superaremos. Pero si sabemos que se superará y que el mundo que viene y no volverá a ser el mismo, así que intentemos identificar algunas grandes tendencias.

### **1. Una nueva geografía del poder económico y político del mundo**

La irrupción en el escenario económico de los países emergentes es una realidad creciente e irreversible en la distribución del poder financiero, económico y comercial. En su momento, quizá también lo sea en el poder militar.

Hoy no es posible concebir una nueva estructura financiera internacional sin contar con países como China, India, Rusia, Brasil, México o Sudáfrica. Estos países no han originado la crisis pero ayudarán a salir de ella. Como América Latina, que no ha sido responsable de este desastre pero contribuirá a superarlo mediante su capacidad económica, financiera y comercial.

## **2. Una nueva arquitectura financiera internacional**

Desde la crisis financiera de los años 90 empezamos a reclamar una nueva arquitectura financiera internacional. La naturaleza de la crisis actual y su gravedad ya han movilizándolo la voluntad política del G-20 para trabajar en esta dirección.

## **3. Habrá más proteccionismo o se avanzará hacia un nuevo orden comercial mundial más equitativo ?**

La historia demuestra que en las grandes crisis baja el comercio y crece el desempleo. La tentación de caer en los proteccionismos, tanto comerciales como financieros, se hace en ocasiones por los Gobiernos algo irresistible. Pero la historia demuestra también que esos proteccionismos, a la larga, no sólo no protegen sino que generan más problemas de los que pretenden resolver.

En América Latina, esta tentación también estará presente. Debemos ampliar consultas y pedir la cooperación de los sectores públicos y privados para mantener los logros del consumo regional de los últimos años.

## **4. Más estado y más políticas públicas en los procesos económicos**

Esta tendencia, que ya fue claramente perceptible durante la reciente salvación de los sistemas financieros privados también se nota en la orientación a la que parece dirigirse la nueva arquitectura financiera internacional.

Y si algo debe protegerse en este periodo de crisis y transición hacia una nueva economía son los logros de los últimos años en la región : la estabilidad económica y las ganancias sociales. Ambas tareas reclamarán más y mejor Estado. Más y mejores políticas públicas.

## **5. Cambios en los modelos de negocios**

La globalización comercial y de inversión de las últimas décadas y los avances imparable de la tecnología y la innovación han producido importantes cambios en las estructuras de las empresas y en el modelo de negocios.

Las nuevas prioridades en la agenda pública tendrán importantes implicaciones sobre las inversiones privadas. La lucha contra el deterioro ambiental o el cambio climático, las nuevas aplicaciones de la biotecnología o la nanotecnología, las nuevas formas de producción agro-industrial... todo ello está expuesto a grandes transformaciones que tendrán implicación sobre los modelos de negocios y la estructura de las empresas.

Esta nueva orientación también tendrá sus efectos sobre las industrias de servicios como la innovación en la educación, la salud o la propia calidad de vida en el campo o en las ciudades. Son innovaciones que abren muchas posibilidades al sector privado.

Señaladas estas grandes tendencias, no debemos olvidar que todas las crisis han tenido impactos inevitables sobre la sociedad y sobre la política. Recordemos las turbulencias sociales y políticas de los años 30 y el drama de la Segunda Guerra Mundial.

La crisis actual ya tiene un fuerte impacto sobre la sociedad y la política, sobre todo debido al desempleo y a la destrucción de pequeñas y medianas empresas. Por desgracia, son las jóvenes generaciones las que más sufren las crisis en la medida en que se restringen sus oportunidades de trabajo y empleo.

Los Gobiernos están procurando responder a la pérdida de dinamismo de la economía aumentando el consumo público e interviniendo en el gasto fiscal.

En todo caso, lo que podemos anticipar es que necesitaremos mejor Estado y mejor mercado.

El creciente rechazo a lo financiero y en especial, a los bancos y a las bolsas es comprensible si se analizan los costes tanto individuales como sociales de la crisis actual. La regulación que se anticipa y la mayor presencia de la banca pública ayudarán a recuperar una confianza en el sistema financiero que es fundamental para el funcionamiento de los mercados, el flujo del crédito y el financiamiento de la inversión.

Recordemos, en fin, que el capitalismo de hoy ha olvidado uno de los principios éticos y solidarios que formuló el mismísimo Adam Smith, quien enseñaba Moral antes de enseñar Economía. La violación de estos principios reclama hoy la vuelta a los orígenes del sistema de mercado. Así, y sólo así, saldremos fortalecidos de la crisis.

## Amiral Jacques LANXADE

*Président de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, France*

L'appréciation de la situation mondiale et sa vision prospective sont aujourd'hui rendues complexes parce que nous devons prendre en compte à la fois les conséquences de la très grave crise économique et financière que nous subissons et les conflits qui préexistaient à cette crise.

Cette crise entraînera inévitablement une aggravation des tensions actuelles, et elle sera, en même temps, un révélateur des dysfonctionnements qui se sont établis dans le monde depuis quelques années. Elle provoquera, en tout état de cause, un changement dans l'ordre mondial, créant ainsi une sorte de rupture avec le passé.

Il est cependant encore impossible de déterminer quelles seront l'ampleur et la durée de cette crise financière, économique et sociale.

L'Europe était avant la crise un espace relativement stabilisé, même si des inquiétudes subsistaient tant dans les Balkans que dans l'Est du continent où la transition entre la guerre froide et la période qui lui a succédé n'est pas totalement achevée. La Russie a en effet créé une sérieuse tension dans ses relations avec l'Ukraine et la Géorgie, mais elle répondait ainsi à la politique de la précédente Administration américaine qui avait entrepris de déployer en Europe de l'Est un système anti-missile et qui souhaitait un élargissement de l'OTAN jugé provoquant par Moscou.

La Méditerranée demeure elle-même confrontée à la situation créée par le conflit israélo-palestinien et, plus particulièrement, aux conséquences de la crise de Gaza qui est venue entraver sérieusement le développement, cependant souhaitable, de l'Union pour la Méditerranée. Quant à l'UMA, elle reste politiquement bloquée et ne progresse donc pas vers le marché commun qui est une condition du progrès économique de la région.

Plus généralement, je serais tenté de dire, de manière imagée, que le centre géostratégique du monde, qui était situé durant la guerre froide au-dessus de l'Atlantique, s'est déplacé aujourd'hui au Moyen-Orient, mais qu'il pourrait bientôt s'établir dans le Pacifique.

C'est que la principale zone de tension est aujourd'hui à l'évidence celle qui va du Proche-Orient à l'Afghanistan. Les crises qui s'y déroulent ne peuvent plus être séparées les unes des autres, même si leurs origines sont différentes. Le renforcement de la pression islamiste et la réapparition de l'opposition entre Sunnites et Chiites aggravent une situation largement créée par une politique américaine aventureuse. La menace contre la stabilité du Pakistan s'ajoute dangereusement au retour des Talibans en Afghanistan, tandis que le conflit israélo-arabe s'est dramatiquement développé avec l'opération menée par Tel Aviv contre Gaza. Et derrière se profile l'affrontement entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran.

Cependant, malgré la crise économique, l'Asie poursuit sa progression. Après le Japon, l'Inde et surtout la Chine sont désormais des puissances économiques considérables.

La Chine est d'ores et déjà une super-puissance économique, et elle se dote progressivement des moyens militaires qui en feront avant peu une super-puissance stratégique. Aussi, l'enjeu du

futur sera de faire en sorte que la relation entre Beijing et Washington et, plus généralement, avec l'Occident, soit fondée sur la coopération et non sur la confrontation. Les schémas de la guerre froide ne peuvent être transposés dans le rapport sino-américain car l'URSS était une super-puissance incomplète, sans réelle capacité économique, alors que la Chine est en passe de devenir une super puissance complète comparable aux Etats-Unis. Dans le système mondialisé qui prévaut aujourd'hui, ces deux Etats sont en partie liés.

Le dernier enjeu mondial que je voudrais citer est celui de la prolifération nucléaire. Nous avons cinq puissances nucléaires, qui sont les membres permanents du Conseil de sécurité. Il s'y est ajouté Israël, l'Inde et le Pakistan, et maintenant sont devant nous les programmes d'armement de la Corée du Nord et de l'Iran.

Cette prolifération est préoccupante, car nous ne sommes pas assurés de la pérennité du concept de dissuasion qui jusqu'à présent a prévalu. Le règlement des cas coréen et iranien sera donc d'une extrême importance. La gouvernance mondiale s'est beaucoup complexifiée depuis la fin de la guerre froide. Aujourd'hui se superposent l'ONU, avec les grandes organisations telles que le FMI, l'OMC et la Banque mondiale, et les G7, G8 ou G20. Nous avons ensuite les organisations régionales, de diverses natures, telles que l'OTAN, l'Union européenne, l'ALENA ou le MERCOSUR. Enfin, dans ce jeu de la gouvernance, les pays demeurent des acteurs importants.

Cette complexité doit être prise comme une donnée, et elle répond à la complexité de l'ordre international qui résulte de la mondialisation. Il faut donc s'attacher à gérer ce nouvel ordre en utilisant à chaque fois les organisations les mieux adaptées. Et dans cette perspective, nous ne devons pas hésiter à ajouter à cet ensemble une nouvelle structure qui serait ouverte à tous les riverains de l'océan Atlantique.

En conclusion, je voudrais dire que la crise économique et financière, dont nous ne savons pas aujourd'hui quelle en seront la durée et l'ampleur, devrait avoir de très nombreuses conséquences dont les plus importantes me paraissent être les suivantes :

- la stabilité interne de nombreux Etats pourrait être gravement affectée, notamment en Afrique subsaharienne, et les difficultés internes pourraient déboucher sur des conflits entre états ;
- la menace extrémiste s'accroîtra inévitablement ;
- le risque d'un protectionnisme accru demeure très fort, et il pourrait se développer beaucoup si la crise devait durer.

Mais il me semble que finalement la conséquence la plus lourde pour le futur sera la venue probable au premier plan de la question monétaire. Le renforcement du rôle de l'euro et l'apparition d'autres monnaies de réserve, comme le yuan, en mettant progressivement en cause la primauté du dollar, poseraient à terme la question du rééquilibrage des rapports de force dans le monde. Un nouvel ordre mondial en résulterait.

Cependant, aujourd'hui, l'existence d'une nouvelle Administration américaine, qui paraît déterminée à favoriser une approche multilatérale des problèmes internationaux, est un facteur fort d'optimisme.

## La montée en puissance de l'Asie et le bassin atlantique

M. Wu Jia MIN

*Directeur général adjoint de la Commission  
des Affaires étrangères, Chine*

C'est un honneur et un privilège pour moi de venir participer à ce forum international. Je suis peut-être le seul non-riverain de l'Atlantique à assister aux travaux de ce forum. Je remercie nos hôtes marocains de m'avoir invité à cette manifestation. Au début de cette année, l'Ambassadeur de Chine au Maroc, M. Gong Yuanxing, m'a contacté et m'a informé de ce forum qui, je trouve, est une excellente initiative. Depuis le commencement de ce nouveau siècle, il y a une multitude de symposiums, de conférences et de forums internationaux consacrés aux grands enjeux auxquels est confronté le monde d'aujourd'hui. À mon avis, il s'agit là d'un exercice collectif de réflexion pour discuter où doit aller notre monde.

L'initiative marocaine est une surprise pour moi, surprise qui n'est pas tout à fait inattendue, car je connais la sagesse et la créativité des Marocains. Entre 2003 et 2007, j'étais le président du Bureau international des expositions. Le secrétaire général de B.I.E et moi-même avons pensé qu'il fallait porter l'exposition sur le continent africain et dans le monde islamique. Le Maroc a déposé sa candidature pour l'exposition de Tanger de 2012, il s'agit là de la première candidature africaine et islamique à l'exposition. Le Maroc a de peu manqué réussir. Mais cette grande première est inscrite dans les annales du mouvement de l'exposition.

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, je voudrais partager avec vous quelques pistes de réflexion.

---

### Comment nous, les Asiatiques, voyons le bassin atlantique ?

---

En toute franchise, nous, les Asiatiques, regardons le bassin atlantique avec des sentiments mélangés. Le bassin atlantique a beaucoup contribué au progrès de l'humanité. Si le monde en est là où il est aujourd'hui, il le doit beaucoup au bassin atlantique. L'Europe et l'Amérique ont été à l'avant-garde de l'humanité. Quand l'Europe et l'Amérique montaient en puissance, elles ont fait beaucoup de progrès, mais en même temps elles ont infligé beaucoup de souffrances aux autres. C'est le cas de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Asie et de la Chine. L'Afrique, c'est une des sources de la civilisation humaine, mais dans les temps modernes, elle a accusé beaucoup de retard, pour les raisons que nous connaissons tous. L'Amérique latine s'est trouvée dans une situation identique. Mais aujourd'hui, nous sommes heureux de constater que certains pays africains et latino-américains montent en puissance en faisant de rapides progrès sur le plan économique, scientifique et technologique. Les États-Unis restent la seule superpuissance dans le monde, et l'Union-européenne, malgré tous ses problèmes, continue à figurer parmi les principaux acteurs sur la scène internationale.

---

## La montée en puissance de l'Asie

---

Le centre de gravité des relations internationales est en train de se déplacer de l'Atlantique vers le Pacifique. Ce qui provoque ce déplacement, c'est la montée en puissance de l'Asie.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Japon fut le premier en Asie à monter en puissance. Il a été suivi dans les années 60 par les 4 "tigres" – Singapour, Corée du Sud, Taïwan et Hong-kong. Dans les années 70, les pays de l'ASEAN, surtout l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines, se sont joints au Japon et aux 4 "tigres". En 1978, la Chine a pris une nouvelle orientation politique dite d'ouverture et de réforme. Ce faisant, elle a renforcé ce courant de la montée en puissance de l'Asie. En 1991, l'Inde a commencé la réforme, qui a conduit ce grand pays sur la voie de la montée en puissance. L'Asie est un vieux continent, qui représente 60 % de la population mondiale et 30 % de la superficie de notre globe. La montée en puissance de l'Asie va changer la face du monde au 21<sup>e</sup> siècle.

**À quoi tient la montée en puissance de l'Asie ? À mon avis, il y a 3 facteurs clés.**

*Le premier, c'est la paix.* La paix est une condition *sine qua non* du développement. Durant le siècle dernier, l'Asie, malheureusement, fut le théâtre de nombreuses guerres. Après la Seconde Guerre mondiale, les guerres régionales les plus importantes ont eu lieu en Asie : Corée, Vietnam, Cambodge, Afghanistan. Aujourd'hui, bien qu'il existe encore des conflits sur le continent asiatique, l'Asie, dans son ensemble, connaît la paix.

*Le deuxième, c'est la mondialisation.* L'exemple de la Chine est typique. Nous avons beaucoup bénéficié de la mondialisation durant les 30 dernières années. Le taux de croissance annuel moyen de la Chine est de l'ordre de 9,8 %. Cette croissance a donné lieu à des changements fondamentaux dans mon pays. Il y a 30 ans, tout a été rationné en Chine. Si vous vouliez acheter du riz, de la viande, du textile, de l'huile végétale ou une bicyclette, il fallait un coupon. Aujourd'hui, les coupons ont disparu. Regardez les supermarchés chinois, ils ne sont pas différents de ceux d'Europe ou des États-Unis. Cette croissance rapide, nous la devons à la mondialisation. Le stock des investissements directs étrangers en Chine se monte à mille milliards de dollars américains. Avec cet afflux massif de capitaux étrangers, la technologie, la bonne gouvernance sont arrivées en Chine. L'économie chinoise s'est intégrée à l'économie mondiale.

*Le troisième, c'est la bonne politique.* La politique que nous avons adoptée est celle de l'ouverture et de la réforme. Pourquoi l'ouverture ? Les Chinois ont débattu entre eux pendant plus d'un siècle des raisons fondamentales qui ont mis la Chine en retard. Vous savez, jusqu'en 1820, le P.I.B. de la Chine représentait un tiers du monde, mais en 1978, il n'en représentait pas plus que 1,5 % ! Quelle chute brutale ! Des Chinois disaient que le retard de la Chine était dû à l'invasion étrangère. C'est vrai. Toutes les grandes puissances sont venues en Chine, elles ont partagé mon pays en sphères d'influence. Mais d'autres disaient : pourquoi la Chine n'a-t-elle pas pu repousser cette invasion ? C'est qu'elle était en état de faiblesse. D'autres disaient que la féodalité avait été trop longue en Chine. C'est vrai que la Chine a connu la féodalité pendant plus de 2 000 ans, mais d'autres rétorquaient : pourquoi le régime féodal a disparu en Europe sous le coup de la révolution mais pas en Chine ? Finalement, c'est M. Deng Xiaoping qui est arrivé à la conclusion que c'est la fermeture qui a condamné la Chine au retard. Pour rattraper, il faut nous ouvrir. Avec l'ouverture, les capitaux étrangers sont arrivés en Chine. Nous avons envoyé à l'étranger 1 200 000 étudiants, et maintenant, tous les ans à peu près, 100 000 étudiants partent à l'étranger pour apprendre auprès du monde extérieur.

Pourquoi la réforme ? La réforme veut dire qu'il faut nous changer nous-mêmes pour nous adapter à la mondialisation.

Quel est le trait caractéristique le plus marquant de la montée en puissance de la Chine ? C'est l'esprit de partage. Nous autres, les Chinois, nous n'avons pas gardé la croissance pour nous-mêmes. Nous l'avons partagée avec le reste du monde. La coopération internationale est indispensable au développement de la Chine. Et pour que cette coopération soit durable, il faut qu'elle soit basée sur les intérêts réciproques.

---

## Le 21<sup>e</sup> siècle doit appartenir à l'humanité tout entière

---

Certains disent que le 21<sup>e</sup> siècle est le siècle des Chinois, d'autres disent que ce siècle est celui des Asiatiques ou du Pacifique. Je ne suis pas d'accord. Je pense que le 21<sup>e</sup> siècle doit appartenir à l'humanité tout entière. Pourquoi je pense de la sorte ?

*Premièrement, l'Asie monte en puissance de manière différente des autres.* Nous savons que lors du siècle des Anglais et celui des Américains, ils montaient en puissance au détriment des autres. Ce n'est pas le cas de l'Asie. Dans le monde d'aujourd'hui, il y a deux courants qui sont en compétition. Le premier est celui de la paix, du développement et de la coopération. Le deuxième, c'est celui de la guerre froide, de l'affrontement et du conflit. Le premier représente l'avenir, le deuxième, le passé. Dans une certaine mesure, le destin de l'humanité sera décidé par la compétition entre ces deux courants. La Chine se tient fermement au côté du courant de la paix, du développement et de la coopération et s'oppose au deuxième courant. Il appartient à tous les hommes et toutes les femmes de la terre épris de paix et de justice de s'unir pour renforcer le premier courant. Seuls les efforts de tous nous permettront de barrer la route au deuxième courant.

*Deuxièmement, la sortie de la crise requiert les efforts de tout le monde.* La crise financière que nous connaissons, aujourd'hui, est très grave et sans précédent depuis la Grande Dépression. Pour faire face à cette crise, il faut la coopération internationale. Aucun pays, si puissant soit-il, ne saurait relever tout seul le défi de cette crise. En juillet 1997 éclata la crise financière asiatique. J'étais alors ambassadeur de Chine à Genève. Je me rappelle très bien le comportement des pays occidentaux vis-à-vis de l'Asie, comportement qui peut être résumé en trois phrases. La première, c'est de pointer du doigt l'Asie : « Vous, les Asiatiques, vous êtes à l'origine de ce désastre ! » La deuxième, c'est de donner des leçons aux Asiatiques. On nous a prescrit toutes sortes de recettes pour sortir de la crise. Mais ces recettes n'étaient pas bonnes. Ceux qui ont accepté ces recettes ont beaucoup souffert. Par contre, ceux qui ne les ont pas suivies, par exemple mon pays et la Malaisie, et ont voulu suivre leur propre chemin, ils ont bien réussi. La troisième, c'est de faire de l'Asie la cible des attaques (Asia Bashing). Mais cette fois-ci, quand la crise financière globale est survenue, nous autres, les Asiatiques, nous avons adopté un comportement différent, qui se caractérise par l'absence des trois phrases que je viens d'évoquer. Bien au contraire, nous avons offert la coopération. Lisez bien le discours du président Hu Jintao au sommet financier à Londres. Il disait : il faut conjuguer nos efforts pour faire face à la crise, parce que nous sommes sur le même bateau.

*Troisièmement, nous sommes à la veille de trois grandes révolutions :* la révolution de l'énergie nouvelle, une nouvelle révolution industrielle et la révolution dans notre mode de vie. Quelles sont les forces qui nous ont conduits vers ces trois révolutions ? À mon avis, il y a essentiellement deux grandes forces. La première, c'est qu'un nombre important de pays en voie de développement montent en puissance. J'ai parlé de l'Asie, il y a aussi des pays africains et latino-américains. Si vous additionnez la population de ces pays, cela fait trois milliards trois cent millions d'habitants, c'est la moitié de la population de la terre. Le modèle de développement que nous connaissons aujourd'hui a été créé par les pays industrialisés. Quand ils montaient en puissance, leur population était limitée, ils avaient à leur disposition toutes les

ressources de la terre. Mais aujourd'hui, quand trois milliards trois cent millions d'habitants montent en puissance, le monde n'a pas autant de ressources. Alors s'impose la révolution de l'énergie nouvelle. Nous serons obligés de nous tourner tôt ou tard vers l'énergie renouvelable. La deuxième, c'est le changement climatique. Le climat est en train de changer à une vitesse alarmante. Il faut que le monde prenne des mesures efficaces pour relever ce défi. Sinon, l'humanité sera en grand danger.

Les trois raisons que je viens d'évoquer constituent le contexte dans lequel l'Asie monte en puissance. En résumé, l'humanité est unie par la grandissante interdépendance économique et des défis redoutables communs. Nous avons un destin commun, l'Asie monte en puissance avec le reste du monde, pas contre le reste du monde. Aussi j'affirme que le 21<sup>e</sup> siècle appartient à l'humanité tout entière.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les opportunités qui nous sont offertes, de même que les défis auxquels nous sommes confrontés, sont sans précédents. Il nous appartient de nous unir pour bâtir un monde meilleur dans le 21<sup>e</sup> siècle.

## SESSION PLÉNIÈRE 2

### Pertinence de l'espace atlantique

Quelles opportunités s'offrent à une coopération atlantique qui associe d'une manière plus solidaire l'Afrique, l'Europe et les Amériques ?

Quelles valeurs communes, quels intérêts collectifs et quels leviers sont actionnables pour fonder cette initiative ?

Comment mettre en œuvre, en particulier, des processus d'intégration économique, de régulation sociale et de sécurité collective ?

Comment l'espace atlantique, ainsi configuré, ouvrira-t-il la voie vers une utilisation optimale de ses atouts au service d'une globalisation et d'une mondialisation mieux gouvernées ?

## Christian FREMONT

*Directeur de cabinet du Président de la République, France*

Tout d'abord, je tiens à vous dire combien je suis sensible à la démarche qui nous réunit aujourd'hui. Plus particulièrement, je tiens à remercier de son invitation et de son initiative mon ami, Monsieur le Ministre Ahmed Lahlimi Alami, Haut Commissaire au Plan du Royaume du Maroc, qui a eu l'idée de vous faire réfléchir ensemble à la question de la pertinence de l'espace atlantique et d'associer la France à cette réflexion.

Pour la France, le Maroc est un allié privilégié, très important, un point de stabilité et de modération en Afrique, qui rassure dans le monde inquiétant que nous connaissons. La France suit avec beaucoup d'attention et d'intérêt les réflexions et les travaux qu'il mène pour assurer son avenir – et d'une certaine manière le nôtre aussi – car, que cela nous plaise ou non à nous, Européens, nous sommes liés par un même destin avec les pays qui bordent la Méditerranée, bien sûr, mais aussi l'Atlantique.

Beaucoup a déjà été dit sur le sujet ce matin. En ce qui me concerne, je me bornerai à faire quelques constats et à poser un certain nombre de questions.

D'abord devons-nous nous interroger sur la pertinence d'une initiative intercontinentale, alors que l'espace atlantique est une évidence géographique et qu'il est aussi, pour nous riverains, une exigence tant sont importants les problèmes que nous devons régler ensemble : immigration, drogue, piraterie, sécurité collective ?

Et pourtant, cet espace n'est pas, au Sud, une donnée historique – Il n'a jamais été organisé qu'au Nord où il a contribué à créer une extraordinaire prospérité.

Faut-il, pour cela, copier le modèle de l'OTAN ?

Il y a certainement des leçons à tirer de cette organisation, mais les conseils que l'on peut donner ne peuvent venir qu'en appui à la volonté des peuples du Sud, sans laquelle rien ne sera possible.

Nous sommes à un moment de l'Histoire où il est nécessaire de réinventer le monde, comme il a fallu le faire après la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup de bouleversements sont intervenus au cours de ces six décennies : la décolonisation, la chute de l'empire communiste et la fin de la guerre froide, l'émergence de nouvelles puissances économiques, la mondialisation avec, pour finir, la crise économique la plus grave qu'ait connue le monde depuis 80 ans. Or, n'oublions pas les leçons de l'histoire moderne et contemporaine. En général, les crises se terminaient par des guerres, d'où sortait un monde nouveau après des massacres épouvantables et des destructions massives. Espérons que nous n'en sommes plus là. Mais nous nous trouvons quand même devant une rupture fondamentale. Les certitudes, les positions acquises, les modèles de pensée, tout s'est envolé. Et je ne pense pas que l'on puisse, une fois la crise passée, repartir comme avant, par un simple replâtrage du passé. Ce n'est ni possible ni souhaitable. Ce serait une erreur historique grave de le faire ; ce serait prendre d'énormes risques. Il est nécessaire de reconstruire les relations internationales sur des bases nouvelles, en tenant compte des réalités

nouvelles, en mettant en place tous les mécanismes qui peuvent garantir la paix et la prospérité du monde.

Nous ne pouvons aujourd'hui en rester à la situation passée, d'abord parce qu'elle n'a pas de sens : au moment de réfléchir à un nouveau modèle économique, à un nouvel équilibre du monde, comment laisser à l'écart l'Afrique, qui est le deuxième continent le plus peuplé au monde, qui regroupe près d'un milliard d'habitants, dont la population, qui a doublé en moins de 30 ans, est la plus jeune du monde ? Comment laisser à l'écart l'Amérique du Sud – où la démocratie s'est imposée – qui s'est prodigieusement développée depuis un quart de siècle et qui compte, avec le Brésil et l'Argentine, deux des grandes puissances de demain ?

Ignorer les deux rives de l'Atlantique Sud n'aurait pas de sens. C'est notamment ce raisonnement qui a conduit Nicolas Sarkozy, président de la République française, à exiger en 2008 que le « G8 », qui réunissait depuis 30 ans les pays les plus développés de la planète, soit recomposé pour que l'Afrique, avec l'Égypte et l'Afrique du Sud, l'Amérique du Sud avec le Brésil et l'Argentine, y soient notamment représentés. C'est ainsi que sont nés le G13 et le G20.

Pendant longtemps – pendant des siècles – les relations entre le Nord et le Sud ont été largement fondées sur l'hypocrisie, l'égoïsme et une solide langue de bois. L'aide au développement, la lutte contre la pauvreté étaient évoquées le plus souvent sous forme incantatoire, les pays riches étant au fond d'eux-mêmes persuadés qu'ils pouvaient être de plus en plus riches à côté de pays qui étaient toujours aussi pauvres, voire de plus en plus pauvres.

Avons-nous une chance que les choses soient différentes aujourd'hui ? Peut-être oui, par une meilleure approche des réalités. Car que constatons-nous ?

- La montée des périls : la crise, comme je le rappelais, a toujours été porteuse de conflits.
- L'impossibilité de maîtriser les flux migratoires.
- L'inquiétude grandissante sur l'avenir de la planète. Il faut avoir le courage de le dire : l'écologie est encore un luxe de pays riche ; mais, riches et pauvres, nous partageons la même planète, et ce qui se passe dans chacun des pays du monde nous concerne tous.

Alors qu'allons-nous faire ?

En 1985 était publié un ouvrage consacré aux pays riverains de l'océan Pacifique, intitulé *l'Avenir du monde*. Cet ouvrage annonçait la fin du monde atlantique. Encore ne s'agissait-il que du Nord, personne ne se souciait alors du Sud.

Et de fait, nous avons constaté depuis 25 ans l'extraordinaire percée de l'Asie, et l'équilibre du monde a en été réellement modifié. Je crois que nous pouvons ensemble, dans ce forum, formuler un premier souhait : que soit rétabli un équilibre qui serait plus favorable à l'Atlantique et qui inclurait le Sud. La reconnaissance, par les grandes puissances, de la nécessité et de la légitimité de cette évolution ouvre de larges perspectives. Elle nous permet aujourd'hui de considérer avec un certain espoir les perspectives de création d'un espace atlantique complet, c'est-à-dire incluant le Sud.

Ne nous berçons cependant pas d'illusions, l'exercice sera difficile. Pour l'aborder on peut sans doute, selon la tradition, distinguer trois domaines : la culture, l'économie, la politique.

On pense, en général, que commencer par les échanges culturels est le plus facile. Certes, la pertinence d'un espace culturel ne fait aucun doute. Les échanges culturels entre nos trois continents sont, depuis des siècles, une réalité, même s'ils n'ont pas toujours été aisés et s'ils n'ont jamais trouvé le bon niveau d'équilibre. L'accueil majeur de notre histoire à nous, Occidentaux, est d'avoir trop longtemps considéré l'Autre comme une réserve dans laquelle

nous pouvons indéfiniment puiser, sans contrepartie aucune, avec la certitude de la supériorité de notre civilisation. Il nous faut aujourd'hui mettre sur un pied d'égalité les traits singuliers de nos différentes nations pour les faire s'ouvrir les unes aux autres. Passer d'une vision utilitariste des civilisations à une conception relationnelle des cultures. Cette évolution est une condition de la réintégration, notamment, du continent africain dans le concert des nations contemporaines. Ce sera un long et lourd chantier, mais il n'est pas impossible de l'ouvrir.

L'expérience nous a appris, à nous les Européens, que finalement l'approche économique était la plus efficace et la plus aisée lorsqu'on voulait construire un ensemble nouveau. C'est sur un projet économique modeste qu'ont été établies les bases de ce qui devait devenir l'Union européenne. Comment se pose maintenant la question d'un espace économique tricontinental dont l'Atlantique serait le cœur ?

Il faut d'abord en rappeler l'asymétrie constitutive. Longtemps – et aujourd'hui encore – la préemption des ressources et l'unilatérisme ont prévalu dans les rapports entre l'Europe et l'Amérique du Nord, d'une part, et l'Afrique et l'Amérique du Sud, d'autre part. Les relations économiques entre nos trois continents ont longtemps été marquées du sceau de l'iniquité. Il s'agit aujourd'hui d'expurger nos relations de toute forme d'impérialisme, quelles qu'en soient les formes ; c'est à cette condition que se réalisera l'indispensable réconciliation en profondeur entre nos différents pays. Et ce n'est évidemment que d'un développement économique plus juste et d'une meilleure répartition des richesses que pourra émerger l'espace de paix et de prospérité que nous appelons aujourd'hui de nos vœux.

Nous devons, avec détermination et sans hypocrisie, poursuivre la lutte contre la pauvreté, à travers l'accès à l'eau et à l'énergie. Nous devons continuer à promouvoir les Objectifs du Millénaire définis par l'ONU, et en particulier le premier d'entre eux : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015, puisque précisément les pays où la pauvreté est la plus forte sont des pays d'Afrique.

La disparité prédomine aussi en matière d'investissements directs à l'étranger (IDE) : d'une part, entre les pays du Nord et les pays du Sud et, d'autre part, entre le continent africain et le continent sud-américain. Près de 60 % des IDE entrants se concentrent en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, tandis que les pays en développement n'en reçoivent que 40 %. Sept pays accueillent à eux seuls 65 % du stock mondial d'IDE, essentiellement des pays industrialisés. Le continent africain n'attire que peu d'IDE, quand bien même quelques pays comme l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ou l'Égypte font exception. En revanche, il faut se réjouir que les flux d'IDE en Amérique latine n'aient cessé d'augmenter depuis le début des années quatre-vingt-dix. Il est donc nécessaire – par des accords de coopération – d'atteindre le double objectif d'accompagner le développement des IDE à destination du continent africain et d'en maintenir la croissance à destination du continent sud-américain.

Dans le même temps, il est indispensable de favoriser l'émergence du concept de responsabilité sociale des entreprises, qui prend en compte les préoccupations sociales mais aussi environnementales. On ne peut concevoir, aujourd'hui, un modèle de développement qui ignorerait la nécessité de préserver l'avenir de notre planète. Ne rien faire c'est préparer à nos enfants un monde tragique.

Enfin, que peut-on dire de la pertinence d'un espace politique de coopération ? Là encore, quelques efforts ont été faits, mais en nombre insuffisant, pour parvenir à la fois à imposer la résolution pacifique des conflits et à faire émerger un véritable espace de solidarité entre différents pôles nationaux et régionaux.

Il y a cependant des pistes intéressantes ; je prendrai deux exemples : le premier est celui du Maroc, qui bénéficie d'un statut particulier dans ses relations avec l'Union européenne.

Ce partenariat privilégié est source à la fois d'avancées en termes de coopération diplomatique – à travers la participation du Maroc aux opérations de gestion de crise (civile et militaire) et son soutien aux déclarations de Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) – et de coopération en matière de lutte contre la criminalité – à travers l'Institut supérieur de lutte contre la criminalité, l'intégration du Maroc à Europol ou encore de coopération judiciaire grâce à son affiliation à Eurojust.

Le deuxième exemple concerne la nouvelle impulsion donnée au processus de Barcelone par l'Union pour la Méditerranée, voulue par le Président Sarkozy. Nous voyons là combien le rapprochement d'espaces transrégionaux, bâtis sur le socle d'une culture et d'une histoire partagées, même si cette histoire a été parfois douloureuse, aide à la régulation de questions dépassant largement le cadre régional, comme les questions énergétiques ou environnementales. Mais le cadre euro-méditerranéen est aussi une formidable chance pour la coopération en matière de recherche et d'innovation.

J'en reviens à ma question initiale : quand on considère l'évolution du monde, la globalisation des échanges, la faillite du système financier international, on peut réellement se demander s'il est encore temps de se poser la question de la pertinence de l'espace atlantique ; ne serait-il pas plus opportun de rechercher comment nous allons satisfaire ensemble l'exigence d'un tel espace ? Il en va de notre responsabilité de faire du rapprochement des structures, des hommes et des capitaux une chance pour nos trois continents, le moyen pour vous, Africains, vous, Américains, nous, Européens, de ne pas subir les effets de la globalisation, mais de les anticiper et d'en tirer un profit collectif. Imaginons ce qui pourrait arriver si nous ne faisons rien : l'extrême pauvreté est le terreau sur lequel se développent les intégrismes, la violence, les ferments de la guerre. Ne prenons pas ces risques.

J'espère de tout mon cœur que l'on passera ainsi rapidement de la question de la pertinence de l'espace atlantique à la contrainte de l'exigence, qui elle-même peut devenir un jour tout simplement une évidence. Il nous appartient, sans nourrir d'illusions excessives mais sans accepter de sombrer dans un défaitisme définitif, de décider d'agir. Car c'est nous qui déciderons de l'avenir. Ce sera difficile, ce sera long, il y aura des embûches. Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut renoncer à faire bouger les lignes, ne serait-ce que par une politique des petits pas dont l'exercice qui nous réunit aujourd'hui est un exemple.

Le Général de Gaulle, qui fut un visionnaire, écrivait dans ses *Mémoires* : « Là où il y a une volonté, il y a un chemin. » Il faut que nous ayons cette volonté de créer autour de l'Atlantique un espace de paix, fondé sur la prospérité économique et le respect des droits de l'homme – qui sont pour nous, Français, une valeur fondamentale.

Alors, cet espace sera-t-il pertinent ? Il le sera si nous le voulons, si nous faisons preuve à la fois de réalisme, de pragmatisme, de volontarisme et si nous nous donnons les moyens d'avancer. Soyez assurés que la France fera tout pour être à ce rendez-vous de l'Histoire.

## A perspective from South Africa

Essop Goolam PAHAD

*Ancien ministre à la Présidence, Afrique du Sud*

The global financial crisis and its broader economic resonance throughout the international system has, among other things, served to refocus attention on the need for enhanced North-South dialogue in arriving at a new compact among nations on global governance.

Over the last decade or two the process as well as the outcomes of globalisation has benefitted the more powerful economies of the world at the expense of the developing countries, especially in Africa. Yet the global financial crisis has a disproportionate negative impact on the African economies.

The African continent has already suffered a decline in foreign direct investments, the tourism industry, levels of aid and assistance, exports and remittances of nationals living and working in the more developed world.

Khadija Sharife in an article in the "*The Thinker*" – a journal published in South Africa which I edit – points out : "Each year more than \$1 trillion in capital flight is 'spirited' from developing countries. According to the African Union \$148 billion is siphoned from Africa alone with 80-90 % permanently stashed in tax havens, many of which specialise in certain services, ranging from hedge funds to geographic proximity and the incorporation of shell companies."

She also argues that more than 60 % is the "product of multi-national transfer mispricing"<sup>1</sup>. African countries, many of whom straddle the Atlantic - face unprecedented levels of underdevelopment, poverty, unemployment and lack of basic health care, education and infrastructure. It is clear that the socio-economic conditions of these countries will only worsen, unless there is a collective will and a collective commitment on a global scale to address these challenges. Surely one of the critical starting points is to conclude the Doha negotiations in favour of the most marginalised. Both the USA and Europe have to be ready to make the necessary compromises on agricultural subsidies without demanding compensation from these countries to open their markets to the detriment of their own economies.

Another challenge is to transform international institutions such as the United Nations and its agencies, the World Bank and the IMF to enable them to be more responsive to the real needs of the African countries How then should we characterise the April 2009 meeting of the G20 in London. Even a cursory glance at the decisions taken shows that in many important respects they failed the test. Take the commitments to ODA. In 2005 the G8 announced with great fan-fare a decision to double their ODA, in particular to African countries. Four years later they find solace and comfort in renewing the same pledge. One hopes that we would not have to wait another four years for the same pledge to be repeated.

---

(1) *The Thinker*, vol. 3, 2009.

It is true that at the London meeting they agreed to increase from \$ 250 to \$ 750 billion the IMF lending capacity. There is a further commitment to double the borrowing limits of the poorer countries and to bring about greater flexibility. Leaders of African countries, civil society in the developed and developing countries, other international agencies involved in assisting the poorest of the poor have to be vigilant, if they are to protect their interests. The more powerful countries should not be allowed to introduce other conditionalities which would impose a structural adjustment type programme in another guise.

Nevertheless increases in ODA, other forms of aid, cheaper and more flexible borrowing and repayment facilities and more and better access to the markets of the more prosperous and developed world can only be effective if you have a responsible, caring, honest government based on the will of the people. Within this framework political leaders across the political spectrum, political parties, trade unions, business associations and religious bodies, academics, intellectuals, the military establishment and civil society as a whole have to learn the art and culture of putting the national interest first.

They have to demonstrate – even when they disagree – a deep passion and commitment to the well being of the poorest of the poor. Without this type of depth and breath of commitment the political economic and intellectual elites may well prosper but the given country will continue to lurch from one crisis to another.

## The Making of a Tri-Continental Atlantic Space : a Preliminary Note

Simon SERFATY<sup>1</sup>

*Directeur, CSIS, États-Unis*

Over the years the Atlantic space has been viewed and discussed primarily in terms of its Euro-Atlantic dimension, namely, as a transatlantic relationship between the United States (and Canada too) and a growing number of states in Europe. After World War II and during and since the Cold War, such emphasis helped produce an ever closer, larger, and stronger Europe – now a Union of 27 states – but also an ever more intimate, broader, and powerful transatlantic partnership. To extend the vision of the Atlantic space to its Southern shores in Latin America and Africa – from Mexico and Brazil to South Africa – is not only bold and audacious but also necessary and timely.

Because of his own tri-continental identity – including an American identity that gained its native sensitivity in Morocco, Africa, and deepened its cultural temperament in France, Europe – this writer is naturally favorably pre-disposed toward such a concept. This is a case study in political, cultural, and economic complementarity. In the new security environment shaped by the end of the Cold War, the tragic events of September 11, 2001, and an ongoing devolution of power, a tri-continental approach to the Atlantic space is also relevant to the complex security dilemmas faced in an increasingly integrated world. All key interlocutors in this geographic area have close historical ties that provide for an emotional intimacy upon which tomorrow's new partnerships can be formed and deepened. Admittedly, this shared past was often painful – including the repeated excesses of US power south of its borders (not to mention America's original sins in Africa), as well as Europe's imperial subjugation of much of Africa (but also its attempts to do the same in the Western Hemisphere before and after the American Revolution).

Yet any discussion of the tri-continental Atlantic space and its related projects calls for much caution as to their conceptualization, modesty as to their immediate goals, and care as to their methods. The degree of difficulty is high as differences within each part of this tri-continental space are wide, and time will be needed even when the urgency of the issues is making time short. There is unlikely to be any explicit blueprint or predictable timetables – only a succession of leaps that will be made mostly in the dark and without a clear sense of the end point: a process that need not entail yet a common adhesion to a shared future so long as it acknowledges the need to move away from the shared failures of the past.

---

(1) Simon Serfaty is the Zbigniew Brzezinski Chair in Global Security and Strategy at the Center for Strategic & International Studies (CSIS) in Washington, DC. He is also a senior Professor of US Foreign Policy, and Eminent Scholar, at Old Dominion University in Norfolk, Va. His many books include *La tentation impériale* (Odile Jacob, 2005), *Power and Order* (2006), and *Architects of Delusion* (2008).

In a context that combines, therefore, audacity and prudence three fundamental realities might help determine the feasibility, scope, and form of this space.

First, the consolidation of geo-political space is a matter of time as well as a matter of facts. This is, in effect, an admonition to aim high but think small – as was done with regard to the early launch of the European Community and the subsequent development of the transatlantic partnership that covers the northern half of the new tri-continental transatlantic space to which it might lead. Relevant to this northern experience are the conditions of Europe's birth and the pre-conditions of its finality – with rather than in spite of, let alone against, the United States.

Long before it became the large and influential Union of 27 members we now know “Europe” was launched as a small and rather modest Common Market that regrouped a few countries deeply scarred by their most recent and suicidal national history and convinced, therefore, of the need to change their ways. In the aftermath of World War II, and in the context of a Cold War that confirmed their new impotence, Europe's “happy few” who chose to seek peace a piece at a time shared unprecedented homogeneity born out of unique postwar circumstances: the division of Germany, which made it the equal in size and population of France and Italy, as well as of the three Benelux countries (Belgium, Holland, and Luxembourg) that counted as one; political convergence around Christian-Democratic majorities whose allegiance to the Church or democratic practices might differ but whose discourse was nonetheless unified because of a political leadership whose prewar experiences offered striking similarities (between, for example, France's Robert Schuman, Germany's Konrad Adenauer, and Italy's Alcide de Gasperi); economic dependence on external aid but also on each other for postwar reconstruction as a pre-condition for the rehabilitation of local governance and, ultimately, internal and cross-border reconciliation; and powerlessness for each of these few countries to achieve security in a European system that the rise of Soviet power and the lingering fears of Germany's revanchism kept under siege. These conditions, together with a determined and often intrusive U.S. assist, made it possible to launch a small and narrowly defined European Community which, 50-plus years later has become a broad and intrusive European Union with 27 Members that often matter less individually than the institutions to which they belong and which they helped create. It is clear that such homogeneity of the postwar geographic space that was singled out in the western-most tip of the European continent, combined with the availability of U.S. power and leadership as a much-needed catalyst, does not exist today within the Atlantic space at large.

Indeed, such conditions do not now exist within Europe either, and Europe's model of integration is, therefore, all the more unrepeatably elsewhere as the states of Europe themselves could not adopt it today if it were not for the fact that they are already the Union they have become in a relative fit of self-mindlessness. In fact, to parallel the U.S. role in helping launch and cement a new European space for the second half of the twentieth century the EU has become itself the catalyst needed for an effective launch of an extended Atlantic space for the twenty-first century. But for that role to be assumed the EU needs to be completed – a goal that seems compromised under current conditions of crisis: an institutional crisis of governance (ratification of the Lisbon Treaty), identity (future enlargement, including enlargement to Turkey), and mandate (including the need for new steps toward economic union, as well as the execution of never-ending project toward a common security and defense policy); a wide range of national crises whether political (weak coalition majorities whose strength is often defined by the weakness of their opposition), demographic trends that point to states that are suffering from insufficient birth rates and increasing longevity, and, of course, economic insufficiencies with insufficient growth, high unemployment, and widening inequalities; and a populist crisis,

from the bottom up, resulting from, and exacerbated by, the institutional and national crises already mentioned.

The states of Europe will have to manage and overcome these crises in coming years, beginning with a much needed European recovery, without which any new project across the Atlantic in the North and toward the many Atlantic states in the South is likely to be stalled as well. That is not the least dimension of the global agenda for 2010 and, more specifically, for the newly elected European Parliament and a new European Commission over the next five years.

Second, that is not all that divides the North, however, and just as Europe was born with a decisive input of power and leadership from the United States, it will not be successfully completed in the absence of, let alone against, U.S. power and leadership. Europe's finality requires some understanding of the modalities of its relations with the United States within the Euro-Atlantic space that was built during, inherited from, and enlarged after the Cold War.

Much has been done since the serious crisis that threatened to evolve into a divorce over the war in Iraq, but much more will have to be undertaken during the first term of the new U.S. administration for a much-needed transatlantic recovery as well.

For one, the transatlantic partnership needs to be re-cast in terms of both its structures and its institutions: the EU, to be sure, but also the broader terms of its relations with the US; NATO, of course, but also the more specific modalities of its relations with the EU; and, given the existing differences in EU and NATO membership, the terms of engagement within the Euro-Atlantic community of NATO and EU members.

Thus, an institutional renewal of the EU will not be sufficient without a closer and broader institutional relationship with the United States. Although the United States is not a European power, it is a power in Europe, economically, to be sure, but also in security and political terms.

It is hard to remember that in the spring of 1914 no foreign ministry in any major European capital ever wondered how the United States would react to a war in the Old World; it is even harder to remember that in 1945, President Truman's main concern was his fear of a renewed burst of American isolationism that would keep the country away from Europe as had been the case in 1919; and it is hardest to remember that in 1950 total foreign direct investments of the United States in Europe stood below \$2 billion (compared to over \$800 billion today). As an Atlantic power, the United States still tends to provide for its allies in Europe a right of first refusal that its allies can choose to assume or ignore. As a power in Europe, the United States is not, and does not aspire to become a member of the European Union but it is sensitive to, and has interests in, any EU decision to the same extent that all EU members are sensitive to, and have interests in, decisions made by and in the United States. No other country outside Europe can make similar claims toward the EU, and even most EU members cannot claim an influence on the EU that compares with that of the United States. As currently devised, however, institutional relations between the United States and the EU do not reflect these realities and need to be reinforced in such a way as to acknowledge the EU as the virtual state it has become and will become further under the conditions of institutional recovery described above.

A reinforcement of EU-US relations would in turn permit closer cooperation between NATO and the European Union and its emerging European Security and Defense Policy (ESDP). The goal for such cooperation is not a meaningless division of labor whereby, for example, the EU would assume responsibilities in Africa that the United States might not wish to share, or that the United States might respond to conditions in South America which the Europeans might not be able to comprehend. That would amount to a revival of old thinking having to do with spheres of influence and the like: it would not only be ineffective but also irrelevant. Rather, closer NATO-EU cooperation must reflect the complementarity of American/European power

and European/American weaknesses for the execution of comprehensive strategies that demand the smart uses of hard and soft power, neither of which sufficient but both of which necessary for the management of security issues. Again, as currently conceptualized, institutional ties between NATO (a major provider of hard power) and the EU (a decisive source of soft power) do not reflect this reality and need to be acknowledged in such a way as to escape the Cold War rigidity that conditioned the birth of NATO and address the new security conditions that have grown out of the end of the Cold War and the advent of an ill-defined age of terror.

This latter point also suggests a need for convergence in the world vision entertained on the Northern side of the Atlantic. Terrorism is not the central dimension of the twenty-first century, as the then-President Bush argued repeatedly after 9/11 but it is a significant security factor for the twenty-first century as the Europeans have come to acknowledge in recent years.

Indeed, in the new post-Cold War, post-9/11, and even post-Iraq environment, security issues have acquired unprecedented diversity: issues that are or can be military (like the proliferation of WMDs and long-range missiles), political (good governance), economic (access to, and manipulation of, vital resources), social (pandemics and even poverty), environmental (climate change), and human (demographic flows) create an increasingly demanding, unpredictable, inescapable, and new security environment. The Northern members of the Atlantic area and their institutions are neither prepared nor equipped to address many of these issues alone, whether in terms of capabilities and know-how or on grounds of organization and policies. This is the case because few of these threats, if any, can be managed, let alone resolved, with a single set of capabilities and a single box of tools: rather, most threats require a mixture of military and civilian capabilities, as well as a combination of national and institutional tools. This is why a holistic approach to security now forms the core of an emerging European Security Strategy, as previewed in the most recent national white papers, while the “comprehensive approach” has become the buzzword in NATO.

Finally, to motivate the re-casting of the EU and NATO, as well as the re-thinking of their respective relations with the United States and the EU, there is an urgent security agenda that cannot be ignored by any state let the consequences of neglect be endured by all. This agenda is not merely matter for concerns in the Euro-Atlantic West as it is fraught with significance for the framework that will determine the modalities of global order in the 21st century: not only what is to be done but also who does what – where, why, and how; with and in spite of whom?

In fact, to reduce the current issue agenda to one is not enough as there are instead three distinct agendas that overlap from one country, one region, and one continent in function of differing perspectives – geographic and historical – but also interests, needs, and capabilities that are or can be shared but often remain uneven and thus different: a post-Cold War agenda, consisting mainly of traditional security issues resulting from the unfinished business of the Cold War and the redistribution of power and influence since then; a post-9/11 agenda shaped by a genuine concern over the issue of terrorism with a global reach, and involving mainly but not exclusively a wide range of conflicts located in, or emanating from, the broader Middle East; and a post-modern agenda more deeply rooted in time but first raised in its most modern incarnation three to four decades ago as a rebellion against a Western preponderance deemed to be no longer reflective of global conditions and aspirations, capabilities and needs.

The most immediate specifics of each agenda can readily be identified: the reformulation of bilateral relations between the major Great Powers, including a need for some (like the United States and Europe) to re-think their prerogatives as the sole “holders” of stability and order in the world, and the need for others (including China and India) to adapt their vision and their policies to the stakes they now have in a stable and orderly world order; the resolution

of three wars (in Iraq, Afghanistan, and Palestine) and the management of many near-wars (with Iran, North Korea, and others) that feed the self-defeating perceptions of a grand clash of civilizations and distort global patterns of regional engagement, bilateral estrangement, and cultural disparagement to the expense of the stability that is needed for the new multipolarity that lies ahead; and the management of the excesses of globalization, including spreading new inequalities within and between states and regions, the uneven access to vital resources as a precondition for sustainable growth and prosperity, the continued threats to the environment, rising obstacles to the free flows of people, goods, and capital at the expense of both providers and recipients alike – and much more.

It may well be that never before has there been so many overlapping issues – threats and risks, but also opportunities – so readily identifiable with as much urgency attached to each or at least most of them. It is as if the long term had run out of time – a reformulation of John Maynard Keynes’ old dictum that “in the long term we’re dead”: now we shall all be well in the long term so long as we find it possible to not be dead in the short term. If not now, when; but also if not with each other, how?

During the Cold War the Euro-Atlantic vision worked well, not only on behalf of the northern half of the Atlantic area but also on behalf of the rest of the world which, arguably, is better off now than it was a century ago during an imperial age that denied hundreds of millions of people their most fundamental rights, and on the eve of the age of total wars when hundreds of millions of people were slaughtered, most often unnecessarily and with a growing emphasis on civilians over combatants. But that vision is no longer sufficient and extending and completing its original terms to the southern half of the Atlantic area without neglecting other parts of the world across the Pacific is a good way to proceed.

The goal is not to duplicate what was started 60 to 50 years ago, with new institutions built on the pretenses of a homogeneity and convergence that are still missing. For these to emerge will take time, and for such time to be used most effectively will require much flexibility, selectivity, and efficiency. In sum, a tri-continental Atlantic space, which has been a given of geography over time is at this time an imperative likely to emerge around partnerships that are formed one issue at a time, and perform with such efficacy as to encourage a habit of cooperation conducive to an ever larger number of such coalitions for the management and resolution of an ever larger number of issues of shared interest and concern to an ever larger number of Atlantic partners.

## TRAVAUX EN COMMISSIONS

### Enjeux communs dans l'espace atlantique

L'espace atlantique est fort de son héritage historique, de son patrimoine culturel commun et de son référentiel partagé qui le différencie des autres référentiels dans le monde, notamment ceux d'Asie.

Avec un tel socle, l'espace atlantique dispose-t-il de moyens suffisants pour répondre aux défis de la mondialisation ?

Sur quel paradigme construire un projet atlantique solidaire, et quelle démarche institutionnelle et politique est susceptible de favoriser les convergences pour une prospérité partagée, une sécurité commune, un développement durable et une contribution constructive à une nouvelle gouvernance ?

Dans quelle mesure et via quelles institutions est-il possible d'apporter des réponses prospectives solidaires et co-responsables appropriées aux défis qui interpellent la mondialisation post-crise dans les domaines de la croissance, de la compétitivité, de la cohésion sociétale, du développement durable, de la sécurité globale ?

Pour traiter ces questions, les débats s'organisent en commissions parallèles.



# Commission 1

## **Temps 1 : Commerce, investissement et compétitivité**

Quelle nouvelle base d'accumulation des richesses pour la période post-crise ?

Quels leviers opérationnaliser pour le développement durable ?

## **Temps 2 : Cohésion sociale et valeurs culturelles**

Quel impact de la crise sur l'identité régionale des riverains ?

Quel socle culturel commun à préserver ?

Quelles valeurs communes à promouvoir ?

## L'intégration économique dans les Amériques : quelles leçons tirer pour une initiative tricontinentale atlantique ?

Dorval BRUNELLE

*Directeur, Institut d'études internationales de Montréal UQAM*

Permettez-moi, avant toute chose, de remercier chaleureusement le ministre Ahmed Lahlami Alami de son aimable invitation et de le féliciter pour avoir convoqué cet important forum international sur un thème à la fois novateur et audacieux.

La démarche que je vous propose vise deux objectifs : premièrement, établir un état des lieux des accords de libre-échange et des marchés communs dans et hors Amériques de manière à mettre en relief quelques acquis et limites des processus d'intégration en cours ; deuxièmement, chercher à voir comment ces réussites ou ces échecs, selon les cas, peuvent nous aider à envisager des voies vers une plus grande collaboration en vue de créer un espace tricontinental permettant de rapprocher les deux rives de l'Atlantique.

À cette fin, mon intervention comprendra quatre parties portant respectivement sur les accords régionaux et bilatéraux d'intégration dans les Amériques, sur les défis posés par une intégration à l'échelle hémisphérique, sur l'extension des relations commerciales en direction de la bordure de l'océan Pacifique et de celle de l'océan Atlantique et, enfin, sous forme d'excursus, sur le régionalisme à l'intérieur du système de l'Organisation des Nations Unies. En conclusion, je voudrais revenir sur le défi de l'interaméricanité et en tirer quelques leçons pour une Initiative tricontinentale atlantique.

---

### Les principaux accords commerciaux

---

Les Amériques comptent cinq grands accords d'intégration régionale ; ce sont, par ordre d'importance : l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Marché commun du Cône sud (Mercosur), la Communauté andine des nations (CAN), le CARICOM (Marché commun des Caraïbes) et le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SIAC ou SICA, Sistema de la integración centroamericana)<sup>1</sup>. Cependant, seuls les deux premiers ont eu et ont toujours un effet intégrateur notable par rapport aux trois autres, encore que le sort du Mercosur au cours des ans ait été lié de manière serrée à l'évolution de la conjoncture économique intérieure de ses deux membres fondateurs, le Brésil et l'Argentine.

---

(1) L'ALENA compte trois membres : les États-Unis, le Mexique et le Canada. Le Mercosur en compte désormais cinq : le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, auxquels s'est joint le Venezuela, qui a quitté la CAN avec fracas il y a peu. La CAN ne compte donc plus que quatre membres : la Colombie, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie. Quant au SIAC, créé récemment pour remplacer des initiatives antérieures demeurées sans lendemain, il regroupe les sept pays d'Amérique centrale. Enfin, le CARICOM regroupe 14 îles des Caraïbes et deux pays continentaux, le Belize et Guyana. Ajoutons que tous ces accords, sauf l'ALENA, comptent également un nombre plus ou moins important de membres associés.

Or, si, ces récentes années en tout cas, les processus d'intégration ont progressé notablement au nord et au sud, il n'en demeure pas moins que l'ALENA et le Mercosur représentent deux pôles d'intégration fondés sur des valeurs et des institutions fort différentes. En effet, alors que le second repose sur une intégration à volets multiples, non seulement économique et commerciale, mais aussi politique avec un parlement du Mercosur, social avec la convocation de forums parallèles, culturel avec la promotion du bilinguisme, l'ALENA privilégie une approche radicale face à l'intégration économique fondée sur une institutionnalisation limitée et une légitimité réduite. Cette institutionnalisation fait essentiellement appel à des experts issus des milieux économiques et politiques, tandis que, du côté de la légitimité, seules les grandes entreprises sont appelées à agir comme parties prenantes dans la production de normes continentales. Ce dispositif a d'ailleurs été renforcé avec la mise sur pied, en 2005 – dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 – du Partenariat pour la prospérité et la sécurité (PSP) qui prévoit une réunion annuelle des trois chefs d'État et de gouvernement, des réunions ponctuelles d'un Cabinet<sup>2</sup> continental<sup>3</sup> et qui, de surcroît, a officialisé la participation des milieux d'affaires en prévoyant la création d'un Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) formé de trente représentants des plus grandes entreprises d'Amérique du Nord, à raison de dix par pays. Bien sûr, la question qui se pose désormais est celle de savoir quel sort l'administration du président Barak Obama réservera à ce partenariat, question d'autant plus pertinente et litigieuse à la fois que le candidat Obama avait émis de sévères réserves à l'endroit de l'ALENA durant sa campagne électorale de l'été 2008.

Quant aux accords de libre-échange (ALE) négociés entre partenaires dans les Amériques, ils sont au nombre de 15. Leurs principaux promoteurs sont les trois membres de l'ALENA et le Chili. Ces accords ont été négociés avec les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine, mais aussi avec la Colombie et le Pérou, deux membres de la CAN, et un autre est en cours de négociation entre les États-Unis et l'Uruguay, qui avait déjà négocié un accord semblable avec le Mexique. Il convient de noter à ce propos que, au-delà des intérêts commerciaux des partenaires en présence, dans certains cas, la négociation de ces ALE renvoie également à l'enjeu de la rivalité entre deux modèles d'intégration dont il a été question plus tôt. En ce sens, la négociation d'ALE permettrait de poursuivre en parallèle des objectifs stratégiques pour les trois pays membres de l'ALENA, en particulier, et ce, afin de limiter, sinon de réduire les possibilités d'extension et l'aire d'influence du Mercosur<sup>4</sup>.

On voit alors que les deux grands projets d'intégration régionale, l'ALENA et le Mercosur, sont non seulement différents dans leur forme et leur contenu, mais aussi des processus rivaux ; une rivalité qui trouve ses prolongements dans les différentes déclinaisons des projets en question,

---

(2) Formé de six ministres, deux par pays, qui agissent respectivement au titre de ministre de la Sécurité et de ministre de la Prospérité.

(3) Sur le PSP, on pourra consulter : D. Brunelle, « La rencontre trilatérale de Cancun des 30 et 31 mars 2006 : le Partenariat pour la sécurité et la prospérité un an plus tard », *Chronique des Amériques*, n° 06-15, Observatoire des Amériques, avril 2006. En ligne : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)

Nancy Burrows, Normand Pépin et Pierre-Yves Serinet, *Le PSP, nouvelle phase du néolibéralisme en Amérique du Nord : vers une intégration en profondeur militarisée ?*

Réseau québécois sur l'intégration continentale, Montréal, mars 2007, 59 pages. En ligne : [www.rqic.alternatives.ca](http://www.rqic.alternatives.ca)

David Chapdelaine, « Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité : un processus d'intégration continentale en déficit démocratique », *Chronique des Amériques*, n° 07-16, Observatoire des Amériques, août 2007. En ligne : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)

(4) Un objectif devenu encore plus pressant depuis que le Venezuela a quitté la CAN et rejoint le Mercosur. On sait en effet que le président Chavez joue un rôle déterminant en tant que promoteur d'une vision « bolivarienne » très critique vis-à-vis des États-Unis, mais aussi du Mexique, dans la région.

le PSP et les ALE, pour les trois partenaires de l'ALENA, la Communauté sud-américaine des nations (CSN) devenue l'Unasur, en 2008, pour les membres du Mercosur<sup>5</sup>.

---

## Les défis de l'intégration hémisphérique

---

La rivalité dont il vient d'être question met en lumière les difficultés inhérentes à une intégration qui impliquerait les 35 pays des trois Amériques. À son tour, ce défi renvoie à deux types d'explication, l'un d'ordre géographique, l'autre d'ordre historique. Un premier écueil a été mis en lumière par l'historien Pierre Chaunu. Dans son ouvrage *l'Amérique et les Amériques*<sup>6</sup>, l'auteur invoque ce qu'il appelle un « défi de la méridianité » pour rendre compte de la difficulté qui court à travers l'histoire de l'hémisphère de nouer des relations dans un axe nord-sud. Ce défi rendrait compte de la contrainte géographique qu'impose l'étirement des Amériques d'un pôle à l'autre, défi que l'on ne rencontrerait nulle part ailleurs, d'une part, mais un défi qui imposerait ses contraintes propres par rapport à une extension des échanges sur un axe latéral ou horizontal, d'autre part. Bien sûr, si ce raisonnement devait tenir, il serait intéressant de l'invoquer pour rendre compte des difficultés d'intégration de l'autre côté de l'Atlantique, entre l'Europe et l'Afrique.

Quant à l'argument historique, il renvoie à la difficile compatibilité entre deux visions de l'intégration à l'échelle hémisphérique, celles portées respectivement, dès l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, par Simón Bolívar et par James Monroe<sup>7</sup>. La première prenait sa source dans une approche à la fois panaméricaine, républicaine et égalitaire, tandis que la seconde trouvait son inspiration dans un panaméricanisme asymétrique placé à l'ombre de la puissance tutélaire – certains diraient « impériale » – des Etats-Unis d'Amérique. Cette rivalité traverse toute l'histoire des trois Amériques, et elle a entaché toutes les initiatives issues des Etats-Unis et ce, depuis le premier (sic)<sup>8</sup> Congrès panaméricain convoqué à leur instigation en 1889. Pourtant, cette rivalité n'a pas empêché la mise sur pied de tout un ensemble d'institutions interaméricaines et, en particulier, de la plus importante d'entre elles, l'Organisation des États américains, en 1948.

Ce bref rappel effectué, la dernière en date et sans doute la plus ambitieuse de ces initiatives d'intégration à grande échelle remonte à 1994. Il s'agit de la convocation, à l'instigation du président Clinton, du premier sommet des Amériques. Ce sommet avait été organisé autour du concept de « Communauté des démocraties », et il devait inaugurer une nouvelle ère dans les relations interaméricaines, soulignant à la fois la fin des régimes militaires et celle de la soi-

---

(5) L'Unasur est un projet d'intégration à volets multiples fondé, entre autres, sur la construction d'ouvrages d'infrastructure (routière, portuaire, etc.) qui visent à faciliter les échanges intérieurs au sein du continent. Il rassemble 12 des 13 pays d'Amérique du Sud, le treizième, la Guyane, étant inéligible du fait de son incorporation dans l'UE. À cette initiative, il faut sans doute ajouter deux projets chers au président du Venezuela : ALBA ou l'Alternative bolivarienne pour les peuples des Amériques, un cadre d'intégration fondé sur une solidarité dite « populaire » qui a été mis en application entre le Venezuela et Cuba et entre le premier et la Bolivie, ainsi que la création d'une Banque du Sud (Bancosur) qui agit comme substitut au Fonds monétaire international.

(6) Publié chez Armand Colin, à Paris, en 1964.

(7) Pour un rappel historique de cette rivalité et un retour sur le premier Congrès panaméricain convoqué à l'instigation de Bolívar, en 1826, ainsi qu'une présentation de la Déclaration de Monroe de 1823, devenue « la doctrine Monroe » au cours des années 1840, voir : D. Brunelle, « Le Canada et les Amériques : une politique plombée par la doctrine Monroe », *Chronique des Amériques*, n° 05-25, Observatoire des Amériques, août 2005. En ligne : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)

(8) Il est tout de même intéressant et révélateur à la fois de souligner que l'historiographie aux Etats-Unis appose le qualificatif « premier » à ce congrès, occultant ainsi l'initiative qui revient en propre à Simón Bolívar d'avoir effectivement convoqué 63 années plus tôt le premier Congrès panaméricain, à Panama en 1826, congrès auquel les Etats-Unis avaient été conviés d'ailleurs et auquel ils n'avaient pas assisté.

disant « décennie perdue » du développement<sup>9</sup>. Par la suite, les choses semblent aller bon train, comme en témoigne le fait que les négociations commerciales autour du projet de création de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), le fleuron du processus d'intégration à l'échelle hémisphérique, progressent notablement d'un sommet à l'autre. Les sommets des Amériques sont tenus successivement, en 1998 à Santiago, en 2001 à Québec, et ce, jusqu'en 2003 à Monterrey, où les négociations achoppent une première fois, pour être abandonnées lors du quatrième sommet des Amériques tenu à Mar del Plata, en Argentine en 2005.

Deux explications peuvent être avancées pour expliquer cet échec. La première vise à rappeler que, à compter des années 2000, la conjoncture politique change du tout au tout en Amérique du Sud avec l'élection du président Chavez au Venezuela suivie de celle du président Lula au Brésil, par la suite portée par une véritable déferlante qui déplace le spectre politique vers la gauche au Chili, en Argentine, en Bolivie, en Équateur, en Uruguay et au Paraguay. La seconde invoque quant à elle le fait que l'année 2001 marque à la fois l'entrée en scène du président Bush et, dans la foulée des événements du 11 septembre, celle de l'obsession sécuritaire qui conduira la Maison blanche à se détourner de l'Amérique latine – c'est ce que l'on a appelé la négligence bénigne, le *benign neglect* dans le jargon des commentateurs politiques – à concentrer ses énergies sur le Moyen-Orient, à agresser l'Irak et à concentrer son attention sur ses deux partenaires immédiats, le Mexique et le Canada, comme en fait foi le projet PSP dont il a été question un peu plus tôt.

Pourtant, si certains ont pu penser, dans la foulée de l'échec de novembre 2005 à Mar del Plata, que l'intégration à l'échelle des Amériques et le processus des sommets avaient été remisés aux oubliettes, les choses ont pris une nouvelle tournure depuis la convocation, à l'instigation du président Barak Obama cette fois, d'un cinquième Sommet des Amériques tenu à Trinité-et-Tobago en février 2009. Bien sûr, il est encore trop tôt pour voir dans cette initiative une nouvelle mouture de l'approche étatsunienne à l'interaméricanité, mais il n'en demeure pas moins que le débat est relancé. Or, compte tenu de ce que nous avons souligné plus tôt concernant les progrès de l'intégration régionale en Amérique du Sud, il va de soi qu'un nouveau projet à l'échelle hémisphérique devra composer avec une réalité qui diffère sensiblement de celle qui prévalait au sortir des dictatures et au retour en scène des démocraties en 1994.

---

## Les relations commerciales transpacifiques et transatlantiques

---

Si nous portons maintenant le regard depuis les Amériques vers l'océan Pacifique et l'océan Atlantique respectivement, nous voyons que les pays des Amériques ont négocié une quinzaine d'accords de libre-échange (ALE) de part et d'autre. Du côté de la bordure du Pacifique où, au passage, la distinction classique entre un Nord développé et un Sud sous-développé apparaît pour le moins obsolète – contrairement à la situation qui prévaut toujours du côté de l'Atlantique – les principaux promoteurs sont le Chili avec cinq accords, Taïwan avec quatre, Singapour avec trois et les États-Unis avec deux.

Cela dit, il convient de rappeler l'existence de cette initiative qui a nom Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC ou Coopération économique Asie-Pacifique) qui regroupe 21 économies de la bordure du Pacifique et qui porte une double originalité. La première, de rassembler des économies et non pas des États ou des gouvernements, ceci afin de ménager les susceptibilités politiques qui opposent la République populaire de Chine et Taïwan ; la seconde, celle

---

(9) Cette approche et les termes mêmes de cette refondation excluaient *de facto* Cuba du processus, avec le résultat que le projet impliquait 34 des 35 pays des Amériques.

d'impliquer étroitement les milieux d'affaires dans un mode de collaboration qui n'est pas sans rappeler celui que l'on retrouve en Amérique du Nord dans le PSP.

Du côté de l'océan Atlantique, nous pouvons regrouper les ALE en trois ensembles. Le premier ensemble serait formé de cinq ALE : quatre qui ont été négociés par l'Union européenne (UE) et l'Association européenne de libre-échange (AELE) respectivement avec le Mexique et le Chili, le cinquième étant en cours de négociation entre l'UE et le Canada. Le deuxième ensemble serait formé des sept ALE négociés entre des pays des Amériques et des partenaires du Moyen-Orient, dont quatre par les Etats-Unis, quatre par Israël, des initiatives qui mettent en relief, encore une fois, la dimension stratégique que revêt la négociation de tels accords<sup>10</sup>. Il convient de souligner à ce propos l'originalité que représente la signature d'un ALE entre le Mercosur et Israël qui a été le premier accord signé par le Mercosur avec un partenaire hors zone, une initiative qui n'en a pas moins créé une importante dissension à l'interne quand le président du Venezuela a refusé d'associer son pays à ce projet. Quant au dernier cas de figure où l'on retrouverait les ALE négociés entre pays des Amériques et d'Afrique, il ne comprend qu'un seul accord pour le moment. Il s'agit de l'accord négocié entre les Etats-Unis et le Maroc, auquel il faudra éventuellement ajouter l'accord en cours de négociation entre l'Union douanière d'Afrique australe et le Mercosur<sup>11</sup>.

Enfin, il convient d'ajouter à cette liste deux accords en cours de négociation de bloc à bloc, l'un entre l'UE et la CAN, l'autre entre l'UE et le Mercosur<sup>12</sup>.

---

### Excursus : le régionalisme et le système de l'ONU

---

J'ai prévu de traiter brièvement, sous forme d'excursus, une question incidente qui ne touche pas directement à mon sujet, mais qui n'en est pas moins très liée pour autant. En effet, parmi les arguments évoqués à l'appui de l'Initiative tricontinentale atlantique, la question de l'échec du système multilatéral et, en particulier, de l'Organisation des Nations Unies occupe une place centrale. Or, ce que je voudrais souligner et rappeler à ce propos, c'est que le système de l'ONU ne doit pas être pensé et envisagé uniquement comme un système universel, car ce système a instauré une régionalisation importante et fort significative à la fois, celle qui a été menée à l'instigation du Conseil économique et social (ECOSOC)<sup>13</sup>.

On rappellera à ce sujet qu'au lendemain de sa création, l'ECOSOC a procédé à la mise sur pied de cinq commissions économiques continentales ou régionales<sup>14</sup>. Or, par trop souvent, quand on évoque l'échec de l'ONU, on passe sous silence les échecs qu'ont connus ces commissions et ce, à deux niveaux, au niveau du découpage géographique et au niveau plus

---

(10) Les accords en question impliquent les partenaires suivants : Etats-Unis-Oman, Etats-Unis-Jordanie, Etats-Unis-Bahrein, États-Unis-Israël, Mexique-Israël, Canada-Israël et Mercosur-Israël.

(11) Les deux blocs sont liés par un Accord de préférence commerciale depuis 2004 qui a été réactivé en 2009.

(12) Dissensions internes oblige, l'accord avec la CAN a fort peu de chance d'aboutir, la Colombie et le Pérou étant décidément trop obsédés par l'idée de faire cavalier seul, une stratégie qui a été d'ailleurs dénoncée devant le Parlement européen.

(13) Ce n'est pas la seule régionalisation inscrite dans le système de l'ONU, loin de là, puisque chaque grande organisation internationale a la sienne propre. Tous ces mécanismes devraient sans doute être pris en compte dans une étude plus exhaustive des formes de régionalisation instaurées sous l'égide de l'ONU, de ses agences et de ses organisations. Mais cet objectif dépasse le cadre de l'analyse proposée ici.

(14) Ce sont la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA-ONU) avec 53 États-membres, la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU) avec 56 États-membres, la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) avec 33 États-membres, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) avec 53 États-membres et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) avec 13 États-membres.

substantiel des résultats et des retombées de leur action quant au renforcement de l'intégration économique régionale. La seule de ces commissions qui a connu un succès certain en termes de promotion du régionalisme économique et qui a également produit un cadre théorique approprié et favorisé l'éclosion d'une école de pensée originale est la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC). Mais il convient de noter que, fracture Nord-Sud oblige, elle ne s'étendait au départ ni aux États-Unis ni au Canada qui ont alors été incorporés dans la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU) avec Israël et aux côtés des républiques d'Asie centrale issues de l'éclatement de l'URSS, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirgistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan <sup>15</sup>.

Je tenais à commettre ce bref rappel pour la seule raison de nous remettre en mémoire à quel point l'échec du système de l'ONU, c'est aussi en quelque part l'échec d'une certaine approche à l'intégration économique continentale ou régionale. En ce sens, une initiative qui se propose de rapprocher les deux rives de l'Atlantique devrait également pouvoir tirer leçons de ces échecs – et, bien sûr, des réussites en termes de régionalisation là où elles ont prévalu – pour en tirer à la fois profit et avantage dans la défense et la promotion d'une Initiative tricontinentale Atlantique.

---

### Conclusion : les leçons de l'interaméricanité

---

Ce bref survol appelle deux remarques générales en conclusion. La première concerne les initiatives d'ordre économique ou commercial issues, soit directement soit indirectement, des Amériques, initiatives qui pourraient inspirer ou alimenter la réflexion en vue de faire avancer un projet tricontinental atlantique sur ces deux fronts, en particulier. Parmi ces initiatives, trois mériteraient être explorées plus avant. L'une est le modèle que représente l'APEC, une autre est le projet de communauté des démocraties et la dernière, la négociation de bloc à bloc, qu'il s'agisse des négociations menées à l'initiative de l'UE ou de celles menées à celle du Mercosur avec l'Union douanière d'Afrique australe. Chacune de ces initiatives pourrait être située sur un continuum en partant de celle qui est la plus centrée sur des objectifs commerciaux immédiats et qui fait appel aux seules parties prenantes issues des économies et des milieux d'affaires – le modèle APEC – en passant par l'élaboration d'un cadre d'intégration qui déborde les frontières commerciales pour couvrir d'autres domaines comme les droits humains, l'éducation ou la sécurité et qui fait également appel à des acteurs issus de la société civile – le modèle de Communauté des démocraties – pour terminer avec un cadre plus ambitieux encore reposant sur l'extension d'un modèle d'intégration situé au croisement de celui de l'UE et du Mercosur. Bien sûr, compte tenu des importantes asymétries qui opposent les pays situés de part et d'autre de l'Atlantique, ces modèles ne pourraient ni ne devraient être appliqués tels quels. En revanche, ils pourraient alimenter les réflexions et servir de base à la préparation d'initiatives originales et porteuses, surtout si leurs architectes prenaient la peine de tenir compte des lacunes et des limites inscrites dans chacun d'eux et surtout d'accorder la plus grande attention au défi majeur qui guette tout projet d'intégration à grande échelle, celui du déficit démocratique qui, s'il n'est pas affronté, frappe ces initiatives d'une illégitimité sociale précoce.

---

(15) Cette anomalie a été corrigée avec le résultat que les États-Unis et le Canada, mais aussi les anciennes métropoles que sont la France, l'Espagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni font partie de la CEPALC sans que son nom ait été modifié pour autant. D'ailleurs, les aléas et autres bizarreries de classement n'affectent pas que la CEE-ONU ou la CEPALC. En effet, que dire de la CESAO, créée en 1973, qui regroupe 13 pays arabes du Moyen-Orient, y compris l'Égypte, et dont le siège social transite d'une capitale à l'autre au gré des conflits qui éclatent dans la région, ou de la CEA-ONU, la seule qui soit vraiment continentale au sens géographique du terme, mais qui joue un rôle décidément secondaire dans l'intégration régionale ?

Ces réflexions me conduisent tout droit à ma dernière remarque qui porte sur l'interaméricanité et les leçons que l'on peut tirer des efforts qui sont menés pour alimenter et renforcer un sentiment d'appartenance commune à la grandeur des trois Amériques. Nous avons vu que, sur les plans géographique, politique et économique, les projets d'intégration à l'échelle hémisphérique doivent composer avec des fractures historiques en apparence insurmontables. Pourtant, en éternels optimistes, les économistes, tout comme les politiques d'ailleurs, partent de l'hypothèse générale selon laquelle tous les acteurs – et pas seulement les entrepreneurs et leurs entreprises – doivent pouvoir prendre acte, de manière spontanée en quelque sorte, des avantages supérieurs de la libéralisation des échanges au niveau international par rapport à toute forme de gestion de l'échange, y compris par rapport au libre-échange intérieur.

Or, si cette hypothèse semble aller de soi pour les firmes multinationales, sa validité et sa légitimité décroissent au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle de l'économie vers les secteurs de la moyenne et de la petite entreprise, et elle est carrément frappée d'invalidité dès que l'on touche à des secteurs plus faiblement capitalistiques comme l'économie sociale, l'économie communautaire ou l'économie traditionnelle. C'est ainsi que, pour plusieurs analystes, l'hypothèse dont il vient d'être question doit être renversée. L'intégration n'est jamais donnée, elle ne vient pas d'en haut, elle est construite par le bas, elle est issue des acteurs eux-mêmes, et elle se déploie à travers une multitude d'initiatives menées à l'instigation des individus, des groupes et des organisations sur le terrain. En empruntant cette perspective, on voit alors émerger un tout autre univers. L'interaméricanité existe déjà, elle se construit au jour le jour depuis des siècles à travers la circulation des individus, des familles, des valeurs, des normes et des institutions à l'échelle de tout un continent et au-delà<sup>16</sup>. Il s'agit alors de libérer, d'encourager et de capter ces forces et ces échanges, et, à cet égard, l'utilité et la rentabilité – en termes qui ne sont pas forcément économiques, bien sûr – d'initiatives dans le domaine culturel, scientifique ou social l'emportent souvent, et de loin, au niveau de la durabilité et de l'efficacité, sur les accords de libre-échange et autres projets à haute teneur économique.

J'en donnerai deux exemples. Le premier porte sur une initiative dans le domaine universitaire, le second concerne les mouvements sociaux.

Il existe dans les Amériques une Organisation universitaire interaméricaine (OUI) qui regroupe quelque 400 universités à travers l'hémisphère. Or, l'OUI ne se contente pas d'agir comme organisation et comme groupe de pression, elle s'est aussi dédiée à la mise sur pied de programmes de formation des cadres universitaires. De plus, en 1999, l'OUI a créé un Collège des Amériques (COLAM) qui réunit universitaires et chercheurs autour de plusieurs projets de recherche ayant des incidences immédiates et pratiques, non seulement pour les universités elles-mêmes, mais aussi pour la collectivité. Le COLAM offre ainsi, entre autres choses, toute une série de cours en ligne à travers les trois Amériques. Cela dit, il serait sans doute intéressant de voir s'il n'y aurait pas moyen de saisir cette organisation et d'autres ayant même vocation en Europe et en Afrique afin de voir si elles ne pourraient pas faire leur un projet tricontinental atlantique. Au départ, il pourrait tout simplement être question de créer un chapitre à l'intérieur d'organisations intéressées avant d'aller de l'avant avec une initiative autonome en bonne et due forme.

---

(16) La référence à cet « au-delà » est indispensable, et elle vise, on l'aura compris, à élargir la réflexion en direction du déploiement des identités au-delà des Amériques en direction des autres continents. Il existe à ce sujet une analyse tout à fait pertinente qui a été effectuée par un analyste latino-américain concernant l'impossibilité où nous nous trouvons aujourd'hui d'accorder une identité nationale aux seuls ressortissants d'un pays sans prendre en compte le poids et l'importance des diasporas, des remises et autres échanges formels et informels entre les communautés. Voir Néstor García Canclini, *L'Amérique latine au XXI<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007. Dans ce livre, premier prix de l'essai littéraire hispano-américain de 2002 accordé par la Fondation Cardoza et Aragón, l'auteur a cherché à redéfinir l'identité latino-américaine à l'intérieur et à l'extérieur de ses limites continentales.

Le second exemple concerne les mouvements sociaux, et il convient de souligner à cet égard que, là où les entreprises, les économies et les pays peinent à se rapprocher les uns des autres, les mouvements autochtones, les mouvements sociaux et, en particulier, le mouvement syndical ainsi que le mouvement des femmes sont tous les quatre organisés en réseaux à la taille des trois Amériques et ce, dans certains cas – celui des mouvements autochtones notamment – depuis plusieurs décennies. C’est aussi le cas de la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (CSA) née en 2008 dans la foulée de la création de la Confédération syndicale internationale (CSI) et issue de la fusion des deux grandes organisations interaméricaines qui existaient antérieurement. C’est le cas également pour l’Alliance sociale continentale (ASC) née en 1995 dans la foulée des négociations entourant le projet de ZLEA. C’est le cas enfin pour la Marche mondiale des femmes, lancée depuis le Québec à la toute fin des années 90 et qui a connu à ce jour d’importantes retombées dans les trois Amériques. Depuis 2001 surtout, ces mouvements et ces réseaux sont encore alimentés et renforcés grâce à la tenue régulière de forums sociaux mondiaux qui ont eu lieu surtout dans les Amériques et par la convocation annuelle, ou tant s’en faut, de forums sociaux des Amériques. De nouveau, comme cela a été évoqué à la suite de la présentation du cas précédent, l’enjeu de la constitution de réseaux sociaux rapprochant les deux côtés de la bordure atlantique pourrait être mise à l’ordre du jour de l’un ou de l’autre de ces mouvements ou organisations. Parmi les cas cités, la CSI, en particulier, pourrait sans nul doute être intéressée à se pencher sur cette question et à mettre sur pied, à cette fin, une coordination ou un bureau tricontinental atlantique.

Ceci dit, je ne compte pas aller plus avant sur ces questions ; j’ai tout simplement voulu présenter quelques pistes concrètes et avancer quelques idées fort simples pour montrer que les voies vers un rapprochement transatlantique sont multiples et variées et que le projet d’Initiative tricontinentale atlantique peut d’ores et déjà compter avec toute une panoplie d’interventions et de propositions qu’il suffirait d’élargir, adapter et renforcer selon les besoins des partenaires et les objectifs envisagés.

## Les grandes questions transatlantiques Canevas de réflexion

Xavier GUILHOU

CEO, XAC Conseil, France

---

### Ouragan « classe 5 » sur l'Atlantique Nord !

---



La succession des crises financières puis bancaires et désormais économiques qui déstabilisent depuis 18 mois les grands leaders de l'Atlantique Nord (USA et Union européenne, soit plus de la moitié de la richesse mondiale) pose la question de la résistance, voire de la survivance du modèle de gouvernance néo-libéral, à l'origine du développement de la globalisation des échanges de ces 20 dernières années. Ce modèle s'est appuyé sur la dérégulation et a laissé s'installer une économie spéculative du « hors bilan » tant privatif (cf. la titrisation et les *hedge funds*) que public (cf. les déficits publics et l'endettement des Etats, des collectivités territoriales...) avec une inflation inédite et non contrôlée de produits dérivés toxiques sur les marchés financiers (cf. les *credit default swaps*). Ces derniers ont contaminé l'ensemble du système bancaire occidental et sont en train d'étendre leurs méfaits aux pays émergents, notamment asiatiques. La crise est « hors cadre » et « systémique » avec des destructions de valeurs considérables au niveau des bourses, des entreprises... Elle génère de fait une crise de confiance grave entre les populations et les dirigeants, entre les institutions et les Etats. Jusqu'où cette crise mènera-t-elle les pays-membres leaders de l'OCDE (mais aussi de l'OSCE, de l'OMC, de l'OTAN...)? Quelle sera l'étendue réelle des dégâts sur leurs économies et leurs sociétés? De quelle capacité de résistance et de résilience l'Atlantique Nord est-elle capable?

La crise économique qui est en train de s'installer des deux côtés de l'Atlantique pose aussi la question de la remise en cause du modèle consumériste « énergétivore » et « prédateur » qui s'est installé au cours des trois dernières décennies. La recherche effrénée d'accumulation de

biens matériels (les pays européens ont eu une croissance de leur pouvoir d'achat de 170 % en 20 ans...) et de jouissance facile (économie de l'hédonisme et du loisir) au moindre coût et au moindre effort semble arriver au terme de son cycle. Désormais, les pays de la zone Atlantique Nord sont frappés par la récession avec une remise en cause de tous leurs modèles de croissance : on parle du retour de l'inflation, de stagflation, mais aussi d'effondrement de pans entiers de l'industrie (cf. le secteur de l'automobile, du BTP...). Qu'en est-il réellement ? Comment vont se situer les stratégies d'investissement et d'innovation face à des rendez-vous cruciaux comme ceux du *peak-oil* et des énergies renouvelables, des délocalisations, des IDE vers les pays émergents ?

N'y a-t-il pas un risque de protectionnisme et de repli des pays occidentaux vis-à-vis du Sud, voire du reste du monde ? Ne serait-ce pas la fin du cycle de mondialisation de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et le retour à des formes de nationalisme ? *Quid* de la résistance du concept fédératif (et pacifique) comme celui de l'Union européenne (cf. la remise en cause par les eurosceptiques du traité de Lisbonne) ou, plus récemment, d'Union pour la Méditerranée ? Qu'en sera-t-il des socles monétaires que sont le dollar et l'euro ?

Au-delà la crise économique, les mêmes pays leaders de l'Atlantique Nord voient l'OTAN, qui est leur référent sécuritaire, très déstabilisé, voire très menacé, sur le théâtre afghan. Le moindre échec sur le plan politique (cf. la situation insurrectionnelle au Pakistan) et/ou militaire sur l'Afghanistan (cf. la succession d'embuscades sur les troupes de la coalition) provoquerait des conséquences graves sur la crédibilité des postures occidentales mais aussi et surtout sur la légitimité de l'OTAN sur cette région particulièrement instable et dangereuse pour la sécurité internationale. Qu'en est-il ? Quels seraient les scénarios de redéploiement des coalitions sur ces théâtres en cas de crise majeure (*quid* d'une armée européenne ?) face à des acteurs imprévisibles mais déterminés (cf. Poutine sur le Caucase et sur son espace vital, les réseaux Al Qu'aida sur la zone sunnite, l'inconnue iranienne, Israël...). En cas d'échec de l'OTAN, quelle serait l'alternative sur l'Atlantique Nord ?

Pour l'ensemble de ces questions nous pourrions nous interroger sur le fond sur les risques d'implosion ou au contraire sur les opportunités de reconstruction de cette zone « surpuissante » dans tous les domaines, qu'ils soient militaires, informationnels, économiques, financiers, idéologiques... L'Atlantique Nord n'a pas véritablement engagé aux lendemains de la chute du communisme une réflexion sur ce que devrait être l'après-Yalta. L'ensemble des pays riverains est parti sur l'exaltation de la victoire de la démocratie et sur la sublimation du modèle libéral comme vecteur de création de richesse. Aujourd'hui, tout le monde souhaite une sorte de nouveau « Bretton Woods » ; mais est-ce la seule issue à une crise qui semble beaucoup plus profonde que la seule déstabilisation des fondamentaux financiers d'un cycle spéculatif ? Quelle est la profondeur de champ du leadership occidental ? Ne sommes-nous pas face à la fin d'un temps et à la consécration de ce basculement prévisible du leadership de l'Atlantique Nord vers le Pacifique Nord (USA/Chine/Japon/Russie) ?

---

### Fin du modèle wilsonien ? Réveil de l'identité hispanique ?

---

Au-delà la révolution démographique en cours entre le sud et le nord du continent américain (voir les cartes de progression démographique des populations d'origine hispanique sur le sud-ouest des USA) et l'impact considérable sur les valeurs et sur les socles identitaires (cf. la vision de la société entre les WASP et les catholiques aux USA), quel peut être l'avenir du modèle « wilsonien » sur l'ensemble du continent américain ? En quoi correspond-il désormais aux aspirations politiques du continent sud-américain qui a goûté à la modernité démocratique et aux bienfaits de la mondialisation ? Comment se situe-t-il face à des modèles alternatifs comme celui de Lula au Brésil, celui des « Indiens » de Morales ou celui « bolivarien » de Chavez ?

Pour autant, l'Amérique latine n'arrive pas à trouver sa véritable vitesse de croisière. Les débuts de la mondialisation qui lui ont laissé croire à un rôle majeur se sont vite transformés en cauchemar avec l'implosion de l'Argentine et, surtout, le départ des capitaux du Nord vers la Chine. Depuis, elle oscille entre des crises d'adolescents permanents et la nostalgie de causes perdues. Comment se situe-t-elle réellement entre ces apparentes pulsions de populisme et son désir d'émergence, entre bulles spéculatives et fausses révolutions ? Où se situent ses véritables talents ? Où sont ses limites ? Quels pourraient être les scénarios d'un éveil de ce sous-continent ?

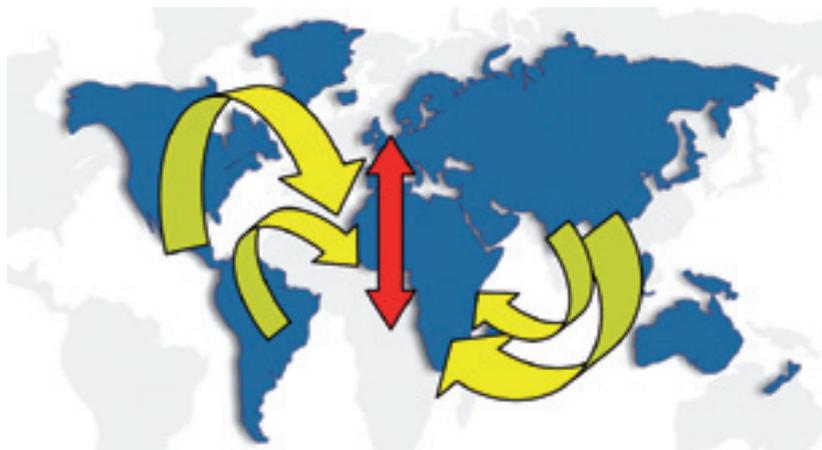


Un focus sur la zone mexicaine et l'interface Caraïbes est important, car c'est sur cette région en pleine effervescence démographique (couloir de migration sud-nord avec une multiplication par deux de la population) que vont se jouer toutes les mutations du continent américain, notamment sur le plan identitaire. Qu'en sera-t-il de l'impact hispanique sur le modèle nord-américain de gouvernance ? Du poids de ces populations et aussi des Afro-Cubains sur la continuité de la cohérence et de la cohésion du *melting pot* des USA ?

---

### Europe-Afrique : Amours délaissés ! Terres de conquête ?

---



La relation entre le nord et le sud de la Méditerranée, entre les chancelleries européennes et l'Afrique est celle d'un rêve brisé par la succession d'erreurs et de malentendus liés à une idéologie post-coloniale mal vécue de part et d'autre.

Aujourd'hui, elle se caractérise par un retrait progressif des pays européens qui ont relégué leurs relations bilatérales (accord de défense, coopération économique...) aux antichambres de l'Union européenne ou aux professionnels des grandes multinationales et des ONG. Hormis la France, qui a conservé encore quelques relations directes sur l'Afrique de l'Ouest, le Sahel (cf la force d'intervention sur le Soudan) et le Maghreb, ou comme l'Allemagne, qui a tenté sous la présidence européenne d'Angela Merkel d'inaugurer un nouveau mode de management Nord-Sud, la plupart des relations se sont recroquevillées sur quelques « pré carrés » laissant les grands domaines de développement ouverts à la prédation mondiale. C'est le cas notamment de l'Afrique avec l'arrivée en masse des Chinois, des Indiens mais aussi des Suds-Américains et des fonds d'investissements nord-américains (cf. autour de l'énergie et des matières premières). Qu'en est-il de la nouvelle cartographie des jeux d'acteurs et surtout des nouveaux jeux de pouvoir et de puissance ?

L'Afrique n'est-elle pas devenue une nouvelle terre de conquête où s'affrontent les puissants d'aujourd'hui (les USA) et ceux de demain (les Chinois et les Indiens) sur des enjeux considérables de contrôle des matières premières ?

Dans cette implosion que l'on a pu constater de l'Afrique sahélienne et centrale, deux zones ont bénéficié de dynamiques particulières et relativement positives depuis ces vingt dernières années : l'Afrique australe et la zone Maghreb. Ces deux pôles pourraient jouer un rôle considérable pour aider à repenser et à restructurer ce continent. Le Maghreb peut bénéficier des atouts considérables que constitue le projet d'Union pour la Méditerranée, l'Afrique du Sud détient des réserves de richesse et un potentiel humain exceptionnel. Comment ces deux « têtes de pont » pourraient-elles initier un mouvement de reconquête de l'Afrique par les Africains ? Quels sont les atouts mais aussi les limites de cette reconquête ?

La problématique de l'effondrement humanitaire, sanitaire et surtout sécuritaire de l'Afrique est devenue très inquiétante. Elle permet à des mouvements génocidaires voire sacrificiels (cf. les réseaux Al Qu'aida sur le Sahel) de déstabiliser en profondeur et durablement ce continent. Les effets systémiques de ces crises (pandémie, terrorisme, pauvreté et migrations de populations) sont considérables sur les relations Sud-Nord. Elles provoquent au Nord des formes de « bunkérisation » des sociétés et des formes de radicalisations identitaires entre communautés qui ne sont pas neutres sur l'avenir de la coexistence des peuples. Les grandes questions qui se posent actuellement autour des phénomènes migratoires, tant à l'intérieur du continent africain qu'au sein des pays européens touchés par des courants migratoires lourds (compte tenu du vieillissement des populations au Nord), sont devenues cruciales pour la stabilité des systèmes politiques. Les crises économiques actuelles ne vont faire qu'accentuer les clivages sociaux et identitaires. Comment les Etats et les peuples vont-ils réagir à ces phénomènes de tension et de radicalisation ? Y a-t-il des modèles de coexistence et de développement à privilégier sur ce continent en asymétrie de richesse et d'indolence au Nord, de pauvreté et de violence au Sud ?

Quel rôle les organisations multilatérales mais aussi non gouvernementales peuvent-elles jouer face à des Etats défailants (cf. en Afrique) et avec des régions émergentes (cf. le Maghreb, l'Afrique australe) ? *Quid* du rôle des fonds souverains sur ces stratégies ?

Sur la question sécuritaire, cette région du monde concentre une grande partie du risque terroriste islamiste avec en toile de fond plusieurs points de cristallisation sur la Méditerranée orientale (Israël/Palestine ; Irak... sans compter l'instabilité turque et égyptienne face aux visées des islamistes). En quoi cet arc de violence, qui s'étend de la corne de l'Afrique jusqu'aux rivages du Sénégal, pourrait être « fatal » à l'avenir de l'ensemble du continent et même au développement des relations Nord-Sud avec l'Europe ? Que faudrait-il faire pour enrayer cette spirale suicidaire pour l'Afrique et meurtrière pour le Maghreb et l'Europe ?

---

## L'espace austral : Nouveaux rêves ? Nouvelles routes ?

---



Sur cet espace souvent méconnu, d'anciennes relations se sont transformées (commerce triangulaire) en opportunités (commerce transverse). Au cours de ces dernières décennies, de nouvelles relations commerciales se sont développées entre ces riverains de l'Atlantique qui ne passent plus, du fait des nouveaux systèmes d'information et des moyens de transport modernes, par les interfaces des pays du Nord et leurs places de marchés (cf. les marchés de Chicago ou de Londres). Ces nouvelles relations ne sont pas neutres dans la mondialisation des échanges, d'autant que la plupart concentrent sur leurs terres des matières premières et des ressources agricoles stratégiques. Elles révèlent aussi un nouveau ton et un nouveau style chez les dirigeants de ces pays qui interpellent les puissants du monde (cf. les discours de Lula au Brésil ou de Wade au Sénégal). Qu'en est-il de cet espace qui regorge de richesse et de potentiel ? Quels sont les scénarios de développement pour les pays riverains (cf. les relations Maroc-Venezuela, Maroc-Brésil) ?

- Cet espace a été beaucoup impacté par des crises importées par les idéologies de l'Atlantique Nord. Ces crises ont laissé des traces sur la stabilité de ce continent austral (cf. le rôle joué par le FMI sur le cas de l'Argentine, du Congo...). Où en sommes-nous ? Qu'en est-il des dialogues transverses entre dirigeants et entrepreneurs pour sortir de cette domination des modèles nordistes et pour générer d'autres modes de développement et de gouvernance (cf. les mouvements autour du développement durable, le micro-crédit, la micro-assurance... pour développer d'autres modèles socio-économiques plus proches de la réalité de ces sociétés) ?

---

### Les grands flux vitaux de l'Atlantique

---

Quels sont les grands mouvements actuellement visibles ?

- Migrations populations Sud-Nord vers l'Europe et les USA.
- Pénétration politique et économique US, chinoise et indienne sur l'Afrique.
- Influence du monde hispanique et lusophone européen sur l'Amérique latine.
- Routes pétrolières et sécurité énergétique de l'Occident (corridor austral).
- Hypothèse de l'ouverture de la route Nord.

Une cartographie des flux sur l'Atlantique révélerait le rôle déterminant des grands *hubs* stratégiques sur la recomposition des équilibres en cours. Un focus sur le positionnement et

l'intérêt stratégique du port de Tanger serait à ce titre particulièrement intéressant, de même, un focus sur le développement maritime (sachant que 95 % du commerce mondial se fait via les mers, que 70 % des populations vivent à moins de 70 km des rivages et que l'humanité sera à 60 % urbanisée dans les 30 prochaines années – contre 40 % actuellement – l'essentiel se faisant sur les littoraux, ce qui est le cas du Maroc). En quoi le Maroc, qui est situé sur ce rivage nord-ouest du continent africain, a-t-il une position idéale à exploiter ?



Comment tirer profit de cette proximité avec tous les carrefours du XXI<sup>e</sup> siècle (Méditerranée/Atlantique Nord, routes des Caraïbes, débouché du corridor austral) et leurs flux stratégiques (IDE US, Moyen-Orient, Chine, Inde) ?

Sur de nombreux enjeux de développement mais aussi sécuritaires, le Maroc constitue sur cet espace atlantique un pion majeur en termes de médiations, d'initiatives entre le Nord et le Sud et entre les deux rives de l'Atlantique. Quelle pourrait être sa philosophie sur les plans politique et diplomatique afin de contribuer à des mutations importantes sur tous ces grands enjeux ? Comment pourrait-il mobiliser les moyens des uns et la compréhension des autres, à l'image de ce que fut son rôle déterminant vis-à-vis de l'OUA dans les années 70-80 ou du conflit israélo-palestinien dans les années 90-2000 ? Ne pourrait-il pas jouer un rôle central vis-à-vis de toutes ces questions sensibles pour les pays du Nord : migrations, lutte antiterroriste, mais aussi développement du continent africain en servant par exemple de place *off shore* pour une nouvelle ingénierie du développement et de la reconstruction de l'Afrique (avec la Chine, l'Inde, l'Amérique latine, les USA, des pays européens comme l'Espagne et la France) ? ...

- La bascule du centre géopolitique du monde sur le Pacifique est en cours. Cet espace atlantique peut se désolidariser rapidement face aux crises actuelles et perdre son leadership géostratégique avec l'effondrement des modèles de gouvernance des pays riverains du Nord qui sont fortement endettés, vieillissants et fragilisés sur les questions sécuritaires. Qu'en sera-t-il alors pour l'espace atlantique, et comment un pays comme le Maroc pourra-t-il assumer les différents scénarios possibles : repli et cloisonnement, implosion et régression ou réveil et reconstruction ? Où se situent les enjeux en bilatéral, en multilatéral, en coalition ou en *task-force* pour tenir ces différents cas de figure ?

## Cómo alcanzar el desarrollo sustentable

Roberto LAVAGNA

*Ex ministro argentino de Economía y Producción*

Se han planteado para esta sesión de trabajo dos preguntas claves: ¿Cuál es la base para la acumulación de riqueza para el período posterior a la crisis? Y ¿Qué palancas existen para llevar a la práctica el desarrollo sostenible?

Creo que para responder a estas preguntas hay que empezar por un análisis de lo que nos ha conducido a la actual crisis financiera, económica y social a nivel mundial, la mayor desde 1930.

---

### ¿ Dónde estamos a nivel global ?

---

Claramente el mundo se encuentra en la peor crisis económica, social y financiera desde la Gran Depresión de 1930. Se ha desvanecido la ilusión de un “aterrizaje suave” publicitada desde el mundo de las finanzas hasta no hace mucho tiempo. La capitalización del mercado que el año 2007 era de 62,747 mil millones de dólares fue en 2008 de 33,332 mil millones de dólares con una pérdida equivalente al 47 % del Producto Bruto mundial y a más del 20 % de la riqueza mundial acumulada. La salida de esta situación marcadamente negativa en términos de bienestar, global y particular, requiere un replanteo de conjunto del funcionamiento del sistema antes que estos desajustes económicos y sociales se trasladen conflictivamente al campo político interno y/o al plano de las relaciones internacionales.

Las tensiones internas en China donde 20 millones de campesinos que se habían trasladado a las ciudades costeras, las ciudades industriales, deben volver a su lugar de origen, es una muestra del primer tipo de problemas. La postura del gobierno americano de introducir un mensaje nacional – “buy american” – en el paquete de ayuda<sup>1</sup>, la suba de aranceles y trabas comerciales en diversos países del sudeste asiático y de Latino América, la paralización de la Ronda de Doha o los comentarios oficiales de Estados Unidos sobre “*currency manipulation*” en el caso del renminbi chino, son un reflejo de lo segundo.

La salida requiere una combinación justa de innovación en un mundo global, nuevas regulaciones consentidas por las partes y el uso coordinado de instrumentos surgidos del mundo post 1930 y post II Guerra Mundial. Coordinación de los estímulos fiscales reales; nivel y circulación del crédito; reabsorción de los créditos malos; regulaciones sobre bancos; intermediarios y calificadoras de riesgo; evitar el proteccionismo e impedir un crowding out adverso a los países en desarrollo, son seguramente los seis capítulos de la tarea de reparación. Pero, además, será central definir la “escala” justa de los aportes fiscales, el “diseño” de las medidas heterodoxas

---

(1) Aun no está claro qué impacto tendrá la modificación final que agrega “de forma conveniente con las obligaciones de EEUU en acuerdos internacionales”.

necesarias y los “tiempos” de definición y ejecución. Cualquier falla en la escala, el diseño o los tiempos de gestión demorará el proceso de salida.

Hoy en día está claro que en ninguna de estas materias hay una respuesta definitiva. La escala de los apoyos públicos (fondos públicos) se expande permanentemente, el diseño muestra diferencias conceptuales no menores y los tiempos de ejecución, lógicamente, se extienden. En materia de escala los apoyos públicos comprometidos ya se han ampliado a varios puntos del Producto Bruto Mundial desde aquel ilusorio 0,5 % del PBI mundial inicial. El diseño gira hoy entre la creación de un “bad bank” como reclama el FMI y soluciones más ligadas a un sistema de garantías y seguros como los defendidos en Gran Bretaña. La certeza a esta altura es que no habrá una salida rápida – modelo en V – y el objetivo ha pasado a ser una trayectoria en U, evitando un estancamiento prolongado al estilo de la crisis japonesa de los 90, definido como modelo en L.

Habrà que evitar tentaciones: la de modificaciones puramente cosméticas, superficiales, que nada cambian y se preparan para re-iniciar un ciclo esencialmente igual o la de plantear cambios tan radicales que ponen en discusión el sistema mismo de organización económica y social.

Recientemente el influyente *Financial Times* publicaba “La lucha a favor de la regulación no tardará en desvanecerse y dentro de pocos años WallStreet recuperará la nostalgia por sus años de opulencia y las certezas morales del neoconservadurismo... Dentro de poco ideas como la desregulación y la promoción de la democracia serán una ganga”.

A su vez en el campo de los que creen en cambios radicales se encuentran notables historiadores económicos. El historiador Eric Hobsbawm evaluó ante la BBC que la situación “... es el equivalente dramático al colapso de la URSS y el final de una era”. Por otra parte y en una entrevista de *Le Monde*, al historiador y sociólogo de Yale Immanuel Wallerstein afirmó que “la última crisis similar a la de hoy es la caída del sistema feudal en Europa alrededor de los siglos XV y XVI y su reemplazo por el capitalismo... un nuevo sistema habrá emergido”. *The Economist*, midiendo que este tipo de posturas no eran aisladas se preparó para ese futuro posible con una nota editorial : “Capitalism is at bay, but those who relieve in it must fight for it. For all its flaws, it is the best economic system man has invented yet”.

Caer en la tentación puramente cosmética implicaría no querer aprender del costoso desajuste actual que está causando una enorme destrucción de valor y riqueza. Terminar en el otro extremo, esto es, alterar todo el sistema, llevaría la discusión a un plano cargado de ideologías y de presunciones, abandonando certezas adquiridas sobre el funcionamiento económico posterior a 1945 una vez recuperada la paz, y en 1989 una vez derrumbado el muro de Berlín. La primera opción se resiste a aprender, la segunda decidiría olvidar lo que hemos aprendido.

Es preferible suscribir el pragmatismo del ex chairman de la Reserva Federal, Paul Volcker, cuando en octubre pasado escribió en el *Wall Street Journal* “Hay un reconocimiento, y así debe ser, del rol esencial que mercados financieros libres y competitivos juegan en un sistema económico, vigoroso e innovativo... Es necesario entender, en ese contexto, las subas y bajas y las crisis financieras que son inevitables aun con políticas económicas responsables y regulaciones razonables. Pero nunca más debe arriesgarse tanto daño económico por una estructura financiera tan frágil, tan sobreexpandida y tan opaca como en años recientes”.

Inevitables seguramente, se han repetido en la historia. Y como Jean Paul Fitoussi afirma sin dejar de reconocer que esta coyuntura es más grave que la mayoría, “Las crisis financieras están inscriptas en los genes del sistema capitalista y ocurren más o menos a intervalos regulares. Hay por lo menos una por década”.

Frágil efectivamente. El fondo Long Term Capital Management derrumbado en 1998 tenía activos por 129.000 millones de dólares y un patrimonio de 4.700. Esto es, un apalancamiento

(leverage) equivalente a 27 veces. Por lo tanto a deuda constante, si el valor de sus activos caía sólo 3 %, el fondo perdía más del 80 % de su capital. Pero este Fondo no era una excepción. El ratio de endeudamiento sobre patrimonio de, por ejemplo, Morgan Stanley creció de 23 a 32 veces en sólo cinco años y algo similar ocurrió con los bancos de inversión, actores centrales de esta crisis, que la SEC desreguló en el 2004. La diferencia era marcada con los bancos regulados por la Reserva Federal como el J.P. Morgan cuyo apalancamiento era de 12 veces<sup>2</sup>.

La desregulación que llevó a los modelos de auto-regulación y auto-evaluación de riesgo fracasó (internal risk management model). En las propias palabras de un defensor central de este sistema, Alan Greenspan, ante el Congreso de Estados Unidos : “Aquellos que creímos en el interés propio de las entidades de crédito en proteger el capital de los accionistas estamos en estado de incredulidad”.

Está claro que la Reserva Federal bajo su comando no apreció claramente la diferencia de intereses que puede existir entre el “principal” (los dueños del capital) y el “agente”, quienes tienen como ejecutivos, intereses propios no siempre coincidentes con los de los shareholders (accionistas) y mucho menos aun con los stakeholders (interés del conjunto social).

Sobre-expandida sin duda. El Nobel de Economía Robert Solow marcaba el desarrollo, gracias al influjo de la informática de la ingeniería financiera que ha creado montañas de activos financieros que no tienen nada que ver con la producción. Los CDS (Credit Swaps Default) alcanzaban a inicios de octubre del 2008 entre 60 y 70 billones de dólares. El PBI americano es de unos 15 billones y el capital total estimado en 40 billones y concluía “así que los CDS tiene un valor 50 % superior al del total del capital físico de la economía estadounidense”<sup>3</sup>.

También opaca. Los derivados financieros, totalmente desregulados han llevado a que se difundan paquetes financieros de contenido incierto que resultaron un canal de difusión y generalización de la crisis, desmintiendo una vez más al ex gurú Alan Greenspan cuando afirmaba que “no hay nada en la regulación federal per se que la haga superior a la regulación del mercado” y consideraba que la posibilidad de que “los derivados pudieran amplificar y acelerar la crisis era extremadamente remota”.

En este marco debemos plantear nuestra propia reflexión.

---

## El ciclo de liquidez internacional, el mundo en desarrollo y la sustentabilidad del crecimiento. Experiencia de América Latina

---

La crisis desatada en el campo financiero a mediados del año 2008, y que hoy está en proceso de trasladarse a la esfera de la actividad real, es decir a la producción, la inversión real y el empleo, es única por su magnitud pero no lo es por el origen especulativo y cortoplacista de la crisis.

La magnitud de la crisis puede medirse por algunos pocos pero firmes y consistentes indicadores: – el producto bruto mundial perdió 1,5 % durante el año 2008 ubicándose en 3,5 % con una fuerte desaceleración respecto del 5 % de los últimos años, esto es, una pérdida en valores absolutos superior a los 1000 billones americanos. La contracción anualizada de los países desarrollados en el IV<sup>to</sup> trimestre del 2008 es superior al 4 %;

---

(2) Los pedidos de capital de los bancos alcanzaban en enero, a 792 billones americanos. La capitalización ha sido de 826 billones de los cuales 380 billones fueron fondos públicos.

(3) El Mc Kinsey Global Institute estimó que los activos financieros globales eran en 1980, 20 % más grandes que el PBI mundial. En 2007 eran tres veces ese valor.

- la producción industrial mundial cayó en el último trimestre alrededor del 15 % en términos de tasa anual. Las exportaciones industriales tuvieron caídas del orden de 30 % anualizado. Varias economías reflejan impactos muy fuertes en materia de destrucción de empleo;
- los mercados de crédito siguen fuertemente limitados y los balances bancarios con insuficiencia de capital;
- hay salida de capitales de los mercados emergentes y varias economías, incluyendo las de América Latina, han hecho frente a devaluaciones superiores al 10 %. El flujo neto de financiamiento privado que en 2007 era de 183,6 billones de dólares, fue de 89 en 2008 y se estima sólo 43,1 en 2009<sup>4</sup>.

Atento a que la crisis está aun en pleno desarrollo, las perspectivas para el año en curso son igualmente indicativas de la magnitud del desajuste. El crecimiento mundial previsto para 2008/9 sería el más bajo desde la II<sup>da</sup> Guerra Mundial con sólo 0,5 % de expansión.

Si la magnitud es excepcional, las causas lo son menos. En realidad, desde hace varios años, el sistema financiero parece “necesitar” de burbujas expansivas seguidas de crisis cíclicas después de intensos períodos de especulación financiera. No se trata de si las crisis existen y seguirán existiendo, sino de si las crisis son o no “necesarias” a un sector de poder.

Sólo en Estados Unidos ha habido, en aproximadamente un cuarto de siglo, cuatro crisis de diferente importancia: la de los “*savings and loans*”, sociedades de crédito en los años 80; la de las acciones tecnológicas a fines de los años 90; la del LTCM en el 98, y la de las hipotecas subprimes más recientemente. Sin contar los fraudes de Enron y World Com.

A ello hay que agregar a nivel global, la crisis de la deuda en América Latina en los 80; la crisis de activos mobiliarios e inmobiliarios de la economía japonesa que era hasta ese momento la de mayor crecimiento mundial entre las economías desarrolladas; el derrumbe bancario en las economías nórdicas (Suecia, Noruega y Finlandia) en la primera mitad de los años 90; la crisis de endeudamiento de México y Argentina a mediados de los 90; la del Sudeste Asiático (1997-98); la crisis de la deuda Rusa (1998); la devaluación de Brasil (1999) y, por último, el derrumbe del régimen de currency board de Argentina en el 2001.

Detrás de cada una de esas crisis, por cierto de tamaño y difusión diferente, hubo “burbujas” de inversión ya sea en acciones de determinados sectores, en bonos de deuda soberana, o en otros activos mobiliarios o inmobiliarios.

Detrás de cada una de estas crisis hubo un grupo pequeño de entidades financieras que hicieron punta, que innovaron, que publicitaron, que intermediaron y finalmente que repartieron a lo largo y a lo ancho del sistema financiero inversiones de alto rendimiento hasta el momento del colapso<sup>5</sup>.

En alguno de los casos actuaron incluso ignorando las propias condiciones de emisión de los prospectos legales sobre cuya base fueron autorizadas las emisiones en los mercados financieros centrales. Muchas colocaciones calificadas como propias de inversores institucionales, sofisticados, fueron difundidas masivamente sin precaución alguna en el público minorista.

Detrás de cada emisión hubo, además, calificadoras de riesgo con claros conflictos de intereses que no se dieron por enteradas de la fragilidad de la situación hasta que la situación ya era irreversible. En ese momento actuando de manera pro cíclica y con sus nuevas calificaciones

---

(4) Los movimientos de capitales transfrontera pasaron del 5 % del PBI mundial en 1980 a 21 % en 1997, según el Bancos de Pagos Internacionales (BIS).

(5) Las ganancias del sector financiero que equivalían al 15 % de las utilidades corporativas en los años 70 y 80, subió al 27 % en el momento de inicio de la crisis.

negativas empeoraron la situación y profundizaron las “corridas”. Tal era, y aun es, el conflicto de intereses que, como dice Paul Samuelson, si de las tres calificadoras una se diferenciara para marcar riesgos, inmediatamente las otras dos captarían la totalidad de sus clientes.

El tercer componente fueron los organismos de regulación que no regularon porque primero, negaron la existencia de “burbujas” y luego cuando éstas ya eran inocultables, llegaron a afirmar que las burbujas eran auto-regulables y compatibles con mercados eficientes.

Detrás hubo también ejecutivos de alto rango y jóvenes agentes de las operaciones cotidianas con intereses de maximizar utilidades en el cortísimo plazo para asegurar fabulosos “bonus” como remuneración<sup>6</sup>.

Dentro de la lógica del capitalismo financiero también se hicieron presentes gobiernos y altísimos directivos de grandes conglomerados empresarios que prefirieron ocultar la fragilidad y cambiaron consistencia y sustentabilidad por permanencia en sus cargos y por utilidades de corto plazo.

Para lograr el desarrollo de estas burbujas los iniciadores contaron además con el “movimiento en manada” de los operadores e inversores, donde el riesgo de no participar en el alza de ciertos activos era mucho mayor que el riesgo de participar y quedar atrapado en la fase de desarticulación de la burbuja.

Así la “exuberancia irracional” del mercado, para usar la terminología de quien fuera cabeza de la Reserva Federal de Estados Unidos, dejó de ser la excepción, lo anormal, para convertirse en algo totalmente natural y necesario al funcionamiento del sistema y de los intereses – mucho más concentrados de lo que se suele decir – de quienes poseen un peso determinante en la canalización de flujos y calificación de operaciones financieras.

Se llegó así a la situación en que no sólo se perdió noción del criterio de “anormalidad” sino que las burbujas pasaron a ser parte esencial del sistema financiero, con sus efectos sobre la economía real. Son positivos, aceleradores del crecimiento con un efecto riqueza sobre quienes intervienen en los mercados en el momento inicial y son contractivos y con pérdida de valor en los momentos finales de las burbujas. Tan normales fueron en años recientes estos comportamientos que, como John Kenneth Galbraith dijo en *The Great Crash*, terminaron creyendo que “Quizás valía la pena ser pobre durante mucho tiempo, para ser tan ricos por un momento”.

Como la información es asimétrica, los perdedores han sido siempre numéricamente más que los ganadores. Cuanto más alejados del centro opaco del sistema, mayores fueron las pérdidas.

Dentro de este panorama, América Latina se caracterizó por no contar con un pensamiento autónomo, capaz de filtrar los impactos de las finanzas internacionales sobre su propia autonomía. La economía de la Región pasó así a ser altamente dependiente del grado de liquidez de los mercados internacionales y de los flujos de capitales en busca de diferenciales de rentabilidad respecto a lo obtenible en los mercados centrales.

En momentos de alta liquidez, el ingreso de capitales financieros determina la valorización de las monedas nacionales en los regímenes de tipo de cambio flotante o garantizan la fijación artificial de la paridad en los regímenes de tipo de cambio fijo, incluyendo el caso extremo de la convertibilidad o caja de conversión (currency board). La combinación de tasas interés internas

---

(6) Un estudio psicológico de Amy Brunell de la Universidad de Ohio concluyó “Los líderes narcisistas tienden a un desempeño volátil y a tomar decisiones arriesgadas”.

elevadas y la permanente valorización de las monedas nacionales, las revaluaciones reales, permiten obtener altísimos rendimientos en monedas fuertes.

El sistema se torna, además, acumulativo ya que los altos rendimientos impulsan el ingreso adicional de capitales y nuevas tendencias a la valorización de las monedas nacionales por exceso de oferta en los mercados cambiarios. La valorización de las monedas nacionales a su vez opera como un instrumento de apertura de la economía, desincentivando las exportaciones, sobre todo aquellas con valor agregado e incentivando las importaciones. Obviamente, con consecuencias negativas sobre la producción real y el empleo.

Los países de toda América Latina salvo escasas excepciones en los años 80, México, Argentina, Brasil en los 90 y nuevamente Argentina en el 2001, y todos los países de la Región en el 2008-9 aparecen siempre ligados a estos episodios de expansión-contracción.

La moda de decir que esta vez la Región está en mejores condiciones para enfrentar la crisis mundial, incluso la exageración de afirmar que algún país era inmune, ya ha quedado desacreditada. La crisis está en la Región y lo máximo que podría decirse, al menos por ahora, es que en la secuencia del impacto esta vez América Latina no fue la primera. Pero el "desacople" no existe.

Esos errores de diagnóstico inicial sirven indirectamente para mostrar la ausencia de un pensamiento e incluso alguna acción regional o sub regional diferenciada. La Región va "a la cola" de los acontecimientos globales. Hoy no basta reclamar más regulación o más poder dentro de organismos como el Fondo Monetario Internacional, objetivos que han predominado en las posturas de Brasil y Argentina en el G 20, o en la insistencia de México en el mismo Foro en preservar la dinámica de los mercados dentro de operatorias con más transparencia y supervisión.

Si todos creen que las crisis y su recurrencia son en alguna medida inevitables, es central promover reglas definitivamente "anti-cíclicas" y tratar que las mismas se integren en reglas que definan claramente estabilizadores automáticos.

Desde mi punto de vista hay dos enfoques frente a los ciclos de liquidez internacional: el enfoque de la disponibilidad (availability) de recursos y el enfoque de requerimientos (requirements). Analíticamente el conjunto de variables macroeconómicas implicadas en cada caso es el mismo pero la relación causal es estrictamente inversa.

En un modelo estilizado, en el caso de la disponibilidad, los recursos financieros que un país es capaz de generar por sus exportaciones de bienes y servicios, más lo que capta por inversiones extranjeras directas, créditos, inversiones financieras y ayuda al desarrollo, menos sus compromisos por pagos y salida de capitales, determinan su capacidad para importar. Esa capacidad de importar determina a su vez la tasa de crecimiento del producto bruto interno (PBI) en un momento determinado. Es un modelo de adaptación pasiva a los flujos financieros.

En la literatura económica la enfermedad holandesa (dutch disease) refleja el efecto sobre la estructura productiva interna del ingreso súbito y sostenido de divisas derivado del descubrimiento o valorización de recursos naturales. Ello aumenta en valor la moneda nacional frente a las divisas de reserva, altera los precios relativos de la economía y quita competitividad a la producción local.

Algunos países de nuestra Región han sufrido situaciones análogas (dado que en 1982 y 1995 México -rápidamente seguido por Argentina- fue el primer país en experimentar el fenómeno se la podría definir como enfermedad mexicana -mexican disease-) con una diferencia sustancial.

El caso holandés es en su origen ajeno a la política económica, es exógeno y derivado de una combinación más o menos permanente o de larga duración de sucesos naturales y tecnológicos.

En cambio, la enfermedad regional ha sido endógena como resultado de una deliberada política económica que ha quedado a merced del flujo de capitales sin capacidad de reconocer el carácter “transitorio” de corto plazo de estos flujos. El conjunto de factores económicos y políticos que aparecieron en la Región durante las crisis de financiamiento desatadas en 1982 y 1995 pueden sintetizarse en:

- i. una alta liquidez en los mercados de capitales internacionales, y ex-ante, un exceso de ofertas de capital;
- ii. la existencia, en países medianamente desarrollados, ex-ante, de una demanda global excedente, ligada a una demanda social por mayor consumo y más rápido crecimiento que, en general, se expresa a través de un mayor gasto e inversión pública;
- iii. una fuerte demanda política, formulada por políticos, con horizontes temporales de corto plazo, por satisfacer dicha demanda global más alta que tiene la sociedad; y
- iv. un grupo de tecnócratas (algunos hablan por estos días de tecnócratas “arrogantes”), decididos a aplicar una nueva política económica para satisfacer las condiciones de los puntos ii y iii.

Desde las perspectivas de los requerimientos el sistema funciona al revés. Las metas internas de crecimiento que se fijan, los compromisos externos en materia de deuda externa, menos los ingresos por exportaciones fijan en función de las elasticidades, los requerimientos ex ante de fondos necesarios para garantizar importaciones compatibles con la expansión del producto bruto que fuera fijada como meta.

El crecimiento del producto bruto deja de ser la resultante del financiamiento para ser la variable objetivo, que en un esquema de políticas activas requiere medidas para alcanzar los “requerimientos” de financiamiento resultantes y ex post del cumplimiento de la meta.

Por cierto, el grado de activismo de política económica es mucho mayor en este segundo esquema. Frente a restricciones financieras en los mercados internacionales, el crecimiento es afectado, de manera inmediata, en el caso del enfoque de disponibilidades. Es un modelo adaptativo y, por ende, sin conflicto entre objetivos.

En el enfoque de los requerimientos hay un conflicto entre el objetivo de crecimiento y el de los cumplimientos de compromisos externos, conflicto radical si se está muy por debajo de los requerimientos o gradual si lo que ocurre es que el costo de captación de los recursos en los mercados internacionales se encarece pero no desaparece totalmente.

Cuando las condiciones predominantes en los mercados internacionales son las de alta liquidez ha predominado, y es fácil hacerlo, el modelo de disponibilidad y la economía tiende a “ajustarse hacia arriba”. Se crece más rápido y no se da suficiente atención al hecho que frecuentemente ello genera desajustes negativos en la estructura productiva y ocupacional. En favor del sector de los servicios y de las grandes ciudades, en contra del agro y la industria, de las economías del interior y de los recursos humanos de menor formación relativa.

Por el contrario, cuando las condiciones de liquidez internacional son restrictivas, la simple adaptación pasiva es costosa en términos de nivel de actividad interna, de salida de capitales y de presiones devaluatorias. En esos momentos, usar el criterio de los requerimientos es decir, contar con políticas más activas, permite ganar algún margen de maniobra. El costo es el trade off entre las metas deseadas de expansión de la economía y el grado de cumplimiento de los compromisos externos en divisas fuertes.

Cuando desaparecieron los mercados voluntarios de crédito en la que después fue llamada “década pérdida” de los años 80, América Latina como Región, transfirió al mundo desarrollado

entre 220 y 250.000 millones de dólares<sup>7</sup>. Eso coincidió con una tasa de crecimiento per capita negativa, altas tasas de inflación, fuertes déficits fiscales, baja inversión, represión financiera interna y reiterados procesos devaluatorios con tipo de cambio relativamente alto.

La década de los 90, al revés, fue una década de financiamiento fácil de alto crecimiento. Quizás, aunque hay casos nacionales diferenciados, este período pueda calificarse como la “década desaprovechada”, al menos en términos de atender un tema central para la Región como es lograr una mejor distribución del ingreso y mejores condiciones de vida. No menos de un tercio de la población tiene ingresos menores a los del costo de una canasta mínima de bienes y servicios. Más aun, una parte se ubica debajo de la línea de pobreza extrema o indigencia porque no cuenta con ingresos para solventar una canasta reducida de alimentos.

La pregunta a formularse y la propuesta a formular, es si la Región no deberá analizar el tema de modo de actuar de manera más decisivamente contra cíclica. Los momentos de alto financiamiento internacional, donde predomina el criterio de adaptarse pasivamente a la disponibilidad de recursos, deberían ser enfocados con el criterio de los requerimientos. Esto es, crear condiciones macroeconómicas, políticas activas y regulaciones que acepten el flujo de capitales compatibles con los objetivos de tasa de crecimiento fijado, y con la estructura de crecimiento sectorial y territorial -espacial- fijada como objetivo. No más que ello y por tanto, debería estarse dispuesto a controlar los movimientos de ingreso de capitales que estén por encima de los requerimientos de mediano plazo fijados.

Por el contrario en momentos de baja liquidez internacional, deberían primar las políticas activas de generación de recursos de divisas, de reestructuración de obligaciones financieras, de reestructuración de deuda, etc., que incluyen restricciones a la salida de capitales, de forma de compensar precisamente la baja disponibilidad.

En otras palabras, se trata de descartar las políticas pasivas o ausentes que se traducen en la no acción en lo que hace a la cuenta de capital del balance de pagos. Y se trata al mismo tiempo de dotar a los mecanismos anticíclicos de estabilizadores automáticos, claramente reglados e institucionalmente obligatorios, es decir con poder de enforcement. Si nuestros países son capaces de tomar una definición “interna” de este tipo que, como es obvio, tiene algún punto de contacto con lo señalado en el punto I, deberían estar en condiciones de ofrecer ideas realmente diferentes en el G 20.

Por supuesto este tipo de políticas, específicamente las referidas a la cuenta de capital del balance de pagos, era hasta hace sólo unos meses una heterodoxia inaceptable para el Fondo Monetario Internacional. El Fondo no sólo promovía la razonable liberación de la cuenta corriente del balance de pagos, importaciones y exportaciones de bienes y servicios sino también, y con mucha y creciente presión, la de la cuenta de capital que registra los movimientos de capitales financieros.

En el marco de la crisis que se desarrolla actualmente esta heterodoxia ha dejado de serlo y es precisamente el momento en que los países en desarrollo deberían recuperar los instrumentos de política económica que se les habían quitado a partir de la forma concreta de aplicación de los puntos 4<sup>to</sup> (Liberalización financiera con tasas de interés real positiva) y 7<sup>mo</sup> (Liberalización de la inversión extranjera, incluyendo la inversión de portafolio) del llamado Consenso de

---

(7) Durante 1985, tres años después de desatada la crisis, América Latina hizo una transferencia neta de recursos al exterior equivalente a 4,8 % de su PBI. Ocho años después, en 1990, esta cifra era aun de 2,3 % del PBI, según datos del Banco Mundial. Hay casos extremos como el de Argentina donde estos giros de ahorro al exterior alcanzaron respectivamente a 6,6 % y 5,5 % de su PBI. Casos intermedios como el de Brasil donde los giros fueron 5,2 % y 1,7 % y casos de una más temprana recuperación como el de México que giró 5,1 % en 1985 pero ya en 1990 recibió un ingreso neto del 1,2 % del PBI.

Washington, convertido en una sugerencia no rechazable para los formuladores de política económica.

Por supuesto, cuantas más reservas previas se hayan acumulado al momento de la baja de recursos y cuanto más claras y prefijadas sean las reglas, más fácil será hacer políticas activas de ampliación de la disponibilidad de recursos de modo que ésta coincida lo más ajustadamente posible a los requerimientos.

Sin un replanteo de las reglas generales del sistema financiero global y sin políticas regionales y nacionales diferentes, el producto bruto, el crecimiento y su estructura interna quedan a merced de lo que ocurre con la liquidez en los mercados centrales. Las políticas de la Región deberían aceptar y promover:

- que cierto control sobre la cuenta de capital de los balances de pagos es esencial,
- que las políticas de atraso cambiario son negativas para el crecimiento,
- que lo son igualmente para la estructura interna, productiva y ocupacional,
- que ponen en riesgo la perdurabilidad, y
- que las deudas externas deben manejarse con criterios de sustentabilidad más que de aceptabilidad de los mercados. Ponerse de conformidad con los mercados y las calificadoras de riesgo sin computar el efecto negativo que surge de los condicionamientos, impulsan la deuda por encima de sus niveles de sustentabilidad y alteran las políticas económicas de mediano plazo.

Por supuesto la creación de estabilizadores automáticos nacionales e internacionales incluye a los organismos multilaterales de crédito (Fondo Monetario Internacional, Banco Mundial, Banco Interamericano de Desarrollo o el banco regional respectivo). La Región debería reflexionar sobre una acción conjunta y coordinada en esos organismos multilaterales de crédito, especialmente para los momentos de restricción a los flujos de capital. Ese es el momento de contar con el papel compensador de estos organismos, lo contrario de lo que ha ocurrido en años recientes en varios casos nacionales de nuestra Región.

## The Global Financial Crisis and New Economic Nationalism

Papa Kwesi NDUOM

*Ancien ministre de la Planification et de la Coopération régionale, Ghana*

I wish to thank the Kingdom of Morocco for its foresight in organizing this Forum and bringing together people with a variety of expertise and experiences in the tri-continental geographic area to discuss opportunities for an Atlantic partnership. I appreciate the invitation extended to me to share some perspectives I have on the global financial crisis.

We all know that leaders throughout the world particularly the ones from the developed countries seem to be of one mind about the current global financial crisis. They all agree that this is not the time to sit and do nothing. I agree that getting out of the global crisis stronger is not a spectator sport. It requires action. But action must be preceded by thought and research. Policy and action must be guided by the considered views and suggestions of those who have pooled together experiences from different economies and situations and subjected them to disciplined analysis to determine lessons that can be passed on to others. I see this Forum in that perspective - pooling together experiences from Africa, the Americas and Europe, subjecting them to disciplined analysis and picking from them what we can pass on to those with the authority and ability to implement solutions that affect the lives of many in the tri-continental area.

The tri-continental area includes countries in Africa that though have not been hit hard directly by the global financial crisis, are indeed feeling the negative impact through lost trade and investment opportunities. In the recent past, rice producing nations in Asia and elsewhere restricted the export of the product which severely affected West African countries. In some countries, the people rioted and nearly caused governance problems.

It is my view that the global financial crisis has unleashed a certain behavior that if not well considered will put developing countries at a further disadvantage in the global economy.

Economies that were not competitive in world trade may become even less competitive because of the inability to strengthen domestic production capacity and improve pricing competitiveness. This is partly because the stronger economies are adopting and implementing a new nationalistic approach to trade and investment contrary to the free trade policies they preach. Leaders from the United Kingdom, the USA and other economies have been telling the world, "... do not rush to adopt protectionist policies".

Yet they are protecting their insurance companies, farmers, automobile manufacturers, banks and markets. They are saying "... do not pick winners". Yet they are deciding which companies to save and to fund. In America they decided that Lehman Brothers a well known investment banking firm can go bankrupt but AIG a giant insurance company that lost over 60 billion dollars in 4<sup>th</sup> quarter 2008 alone should be saved. While on the one hand they are quick to ask

others not to interfere with the private sector, they are deciding who should run automobile companies in the United States of America, banks in the United Kingdom and insurance companies in Europe.

---

## The Global Financial Crisis

---

Without a doubt, the current global financial crisis is a failure, short or long term of the hands-off free market system. This crisis was not just manufactured in 2008/2009. The crisis can be traced partly to the OPEC-induced oil crisis of 1973-74. The oil crisis introduced a global financial shock that affected economies the world over. Inflation shot up and in its wake brought about high unemployment. This together with other factors led to an unprecedented loss of confidence in government participation and intervention in the global economy. Governments started withdrawing from the marketplace in a big way. Privatization became the order of the day. Wage and price controls were banished along with the removal of barriers to competition.

Insurance provided by the state against uncertainties in the marketplace – what socialist oriented states promoted in the past were discredited. International financial institutions raced to developing countries with conditions that required the adoption of free market policies and shrinking the influence of the state in the economy.

To some, capitalism triumphed at the expense of everything else. Socialism and state participation in the economy were declared dead.

If privatization was the code word of free marketers, deregulation since the 1970s has been the burning "must-have" of market operators. So governments in the developing world went on a deregulation binge. It affected the telecommunications and the financial industries the most. Anything that seemed like the state "meddling" in the affairs of the market was swept aside. It affected the role of central banks and government treasuries worldwide. The IMFs and the World Banks of this world jumped in and passed on the deregulation mantra to the developing countries, they required that government and their regulatory agencies must not "meddle" with the market. Banks, insurance companies, investment bankers and their agents were reassured by law of all manner of rights while central banks were insulated more and more from "government interference".

In the USA, there developed in the late 1960s and early 1970s the view on regulation that participants in the market were "rational actors, pursuing particular interests and treated the political and regulatory systems as variants on markets in which outcomes were bought and sold". Regulation, many experts reasoned, had "outlived its time because technology made it obsolete or because of rigidity". The airline, telephone, railroads, trucking, electricity, everybody gained "a considerable measure of freedom" from government regulators. In my opinion, leaving the market to operate on its own deregulation, privatization etc, etc, led the global economy to its current situation of ruin.

The inadequacy of controls in banks, investment banks and insurance companies led to bad debts, and debt instruments that were overvalued and became too risky leading to a credit crunch and in turn led to bank failures and a slowdown in economic activity. If banks cannot lend, businesses cannot produce and jobs are lost. This is how the American economy lost about four million jobs. This is what has caused many Americans to lose their homes because they can no longer afford the mortgage payments on them.

It is this that has caused the United States of America government to actively use public funds to support the ability of its banks, insurance companies, automobile manufacturers and others to restructure and compete in the marketplace.

---

## The New Economic Nationalism

---

The new economic nationalism is symbolized by the American President Mr. Barack Obama declaring to the Americans that he would not allow the automobile industry to die in the country that invented this means of transport. Those who believe in free trade, capitalism and the wisdom of market forces cannot consider the actions of the American government in recent months to be consistent with their principles. I am not suggesting that President Obama has done anything wrong. I am making the point that with the global financial crisis threatening the jobs and prosperity of Americans, President Obama is doing what any caring government will do - support its people to stand and compete to protect their way of life.

When governments have acted to strengthen domestic markets or provide "stimulus" funds, they have justified their actions by saying that by strengthening domestic markets, they help to stabilize the global economy. Thus, China's Ministry of Finance and the State Administration of Taxation have given successive increases in export tax rebate rates on labour intensive goods. The Central Bank of Taiwan has cut its required reserve ratios and added \$3.59 billion into the foreign currency interbank market. The Bank of Japan pumped \$29.3 billion into the financial system the same day as the Reserve Bank of Australia added \$3.45 billion.

Those who have the ability to protect strengthen and support their own domestic financial system, companies and general trading competitiveness are doing so. What about the rest of the world? Specifically, what about Africa where the governments do not have the financial wherewithal to support industry and financial markets to improve trade competitiveness and greater investment in productive capacity? This is what is giving rise to what I call the new economic nationalism. It is not only fashion.

The actions of the American, British and other governments will have long-term effects on the rest of the world. As we consider a tri-continental initiative, we must confront this trend of affairs and find answers that will allow the West African nations and other weaker economies on the Atlantic to participate meaningfully in global trade and investment.

---

## Conclusion

---

The global financial crisis has given rise to a new form of economic nationalism led by countries such as the USA and the United Kingdom who can afford to provide "stimulus" money to stabilize their economies and strengthen domestic industries and markets. In the process these countries are giving further competitive advantage to their domestic enterprises outside of the dictates of "market forces". The weaker economies of the world face the real prospect of becoming weaker and poorer if they do not take steps to strengthen their internal competitiveness. The tri-continental initiative can support the needs of the weaker partners by identifying trade and investment opportunities that strengthen domestic productive capacities and competitiveness. A partnership cannot work and produce benefits for all if some parts cannot contribute to the welfare of the whole and are just there to be beneficiaries of handouts from time to time.

The history of development shows that over the centuries, in times of difficulties, nations tend to look after their own national interests, strengthen domestic abilities to cope and prepare to compete. This is the time for those who wish to promote genuine partnership to recognize the need of weaker economies to gain strength and compete. It is also time for African countries in particular to understand that they can only be considered real partners if they sacrifice and take full responsibility for making trade and investment decisions that build domestic ability to compete in the global market. We must all recognize the new economic nationalism and act appropriately.

## Post-Crisis opportunities : Investing in a changing economy An OECD Development Centre's Perspective

Guillaume GROSSO

*Chief Operating Officer Policy Counsellor OECD Development Centre*

### Outline

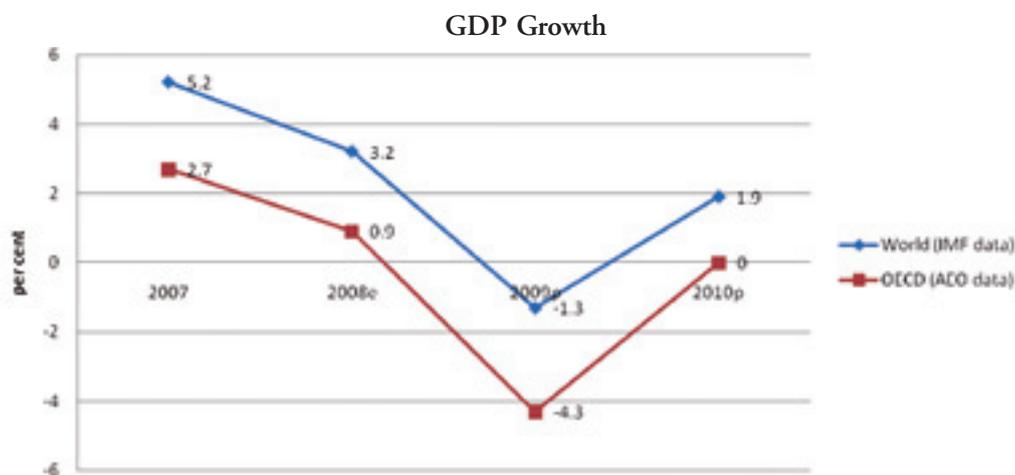
- Economic Outlooks
- The crisis: channels of contagion
  - Real economic activities in emerging and developing countries
  - Net capital flows: FDI, remittances
- Is shifting wealth creating new opportunities?
  - Trade portfolio diversification
  - South-South linkages
- Investing in a changing economy
  - Country profile: Morocco
  - R&D and Innovation
  - Green technology
  - Investing in Africa

---

### Economic Outlook : Global GDP

---

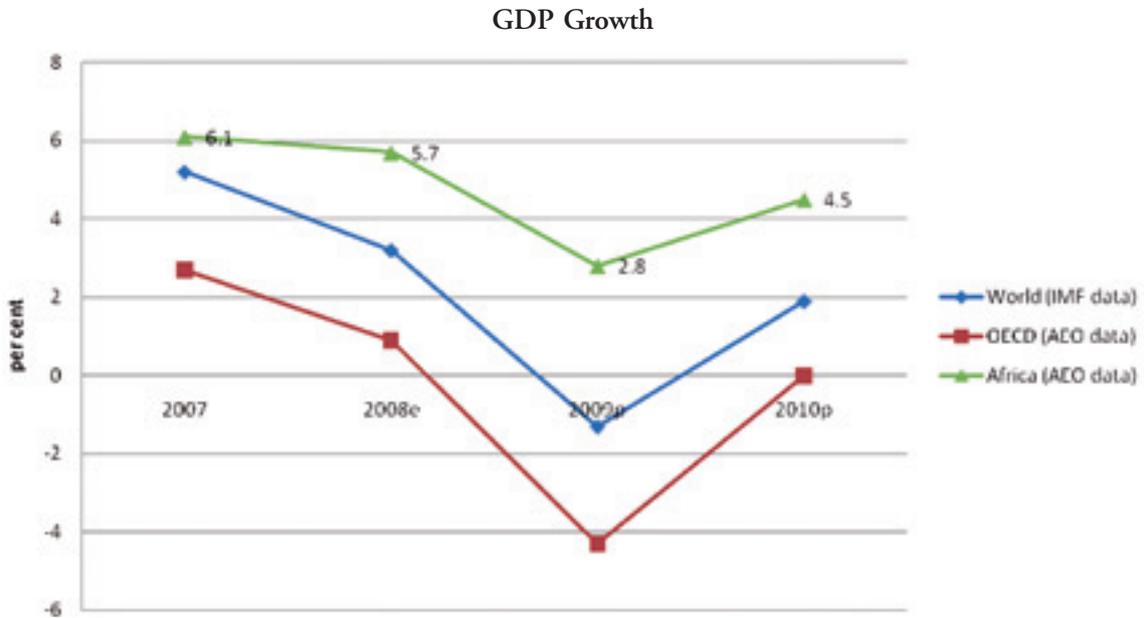
GDP growth in OECD countries to contract by 4.5 % in 2009



Source: African Economic Outlook 2009; OECD Development Centre/African Development Bank.

## Economic Outlook: African GDP

GDP growth in Africa to be 2.8% in 2009, less than half of last year's level

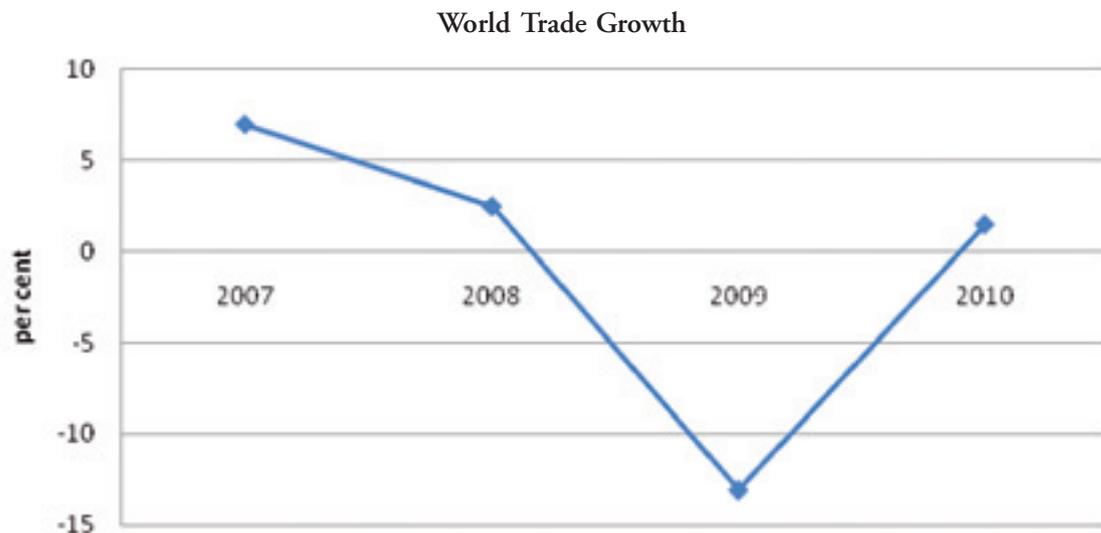


Source: African Economic Outlook 2009; OECD Development Centre/African Development Bank.

## Outlook : Global Trade and Investment

World trade to contract by 13.1 % in 2009, first decline in world trade in 60 years

Global Foreign Direct Investment (FDI) decreased by 20 % in 2008



Source: AEO 2009.

---

## The crisis: channels of contagion

---

### Expect the unexpected in terms of the channels of contagion

#### In emerging economies

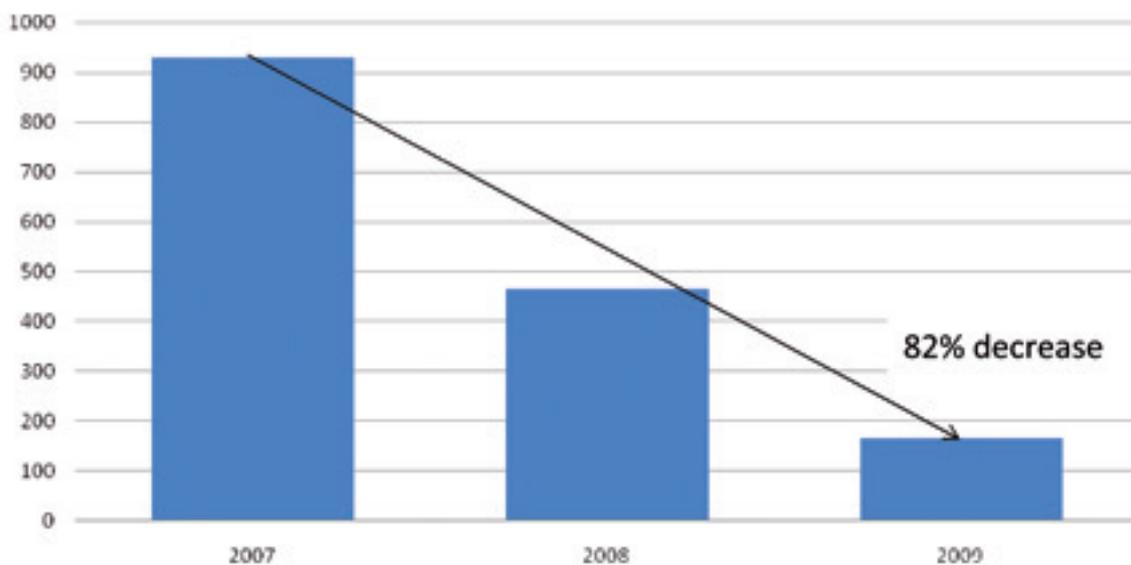
- Singapore's economy shrunk at an annualised rate of 17% in 2008
- Chinese Taipei's economy may contract by 11% in 2009
- India reported a year-on-year trade decline of 15% for October 2008

#### In low income countries

- Ethiopia is vulnerable to a slowdown in international air-traffic (Ethiopian Airlines being one of the country's main earners of foreign exchange)
- Cambodia's textile industry reportedly orders are down 60%
- Mozambique could be adversely affected by the decline of the automobile industry (Alumina being its leading export)

### Net capital flows to emerging economies are estimated to decrease by 82% in 2009

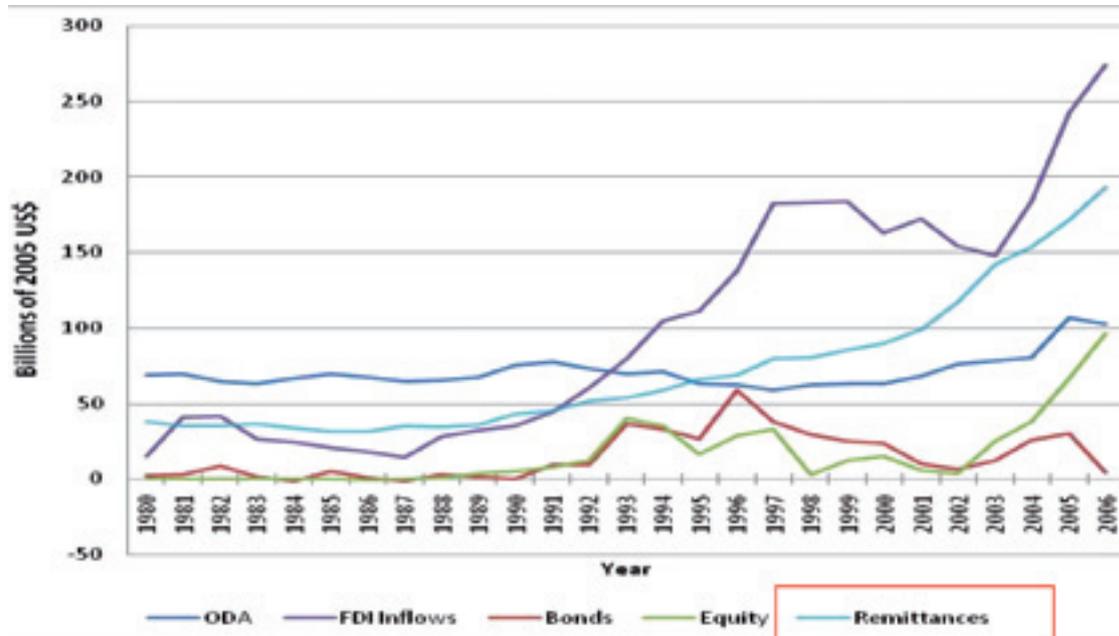
Net capital flows to emerging economies  
(in USD billion)



Source: Institute of International Finance.

Remittances as a source of foreign exchange reserve likely to decrease

Net Capital Flows to Developing Countries, 1980-2006



Source: Authors, based on World Bank and OECD data.

High share of banking sector in foreign ownership likely to pull-out

Share of banking assets held by foreign banks with majority ownership, 2006

Country	50-70 %	Country	70-100 %
Rwanda	70	Madagascar	100
Côte d'Ivoire	66	Mozambique	100
Tanzania	66	Peru	95
Ghana	65	Mexico	82
Burkina Faso	65	Uganda	80
Niger	59	El Salvador	78
Mali	57	Botswana	77
Zimbabwe	51		

Modified from World Bank, Global Development Finance (2008).

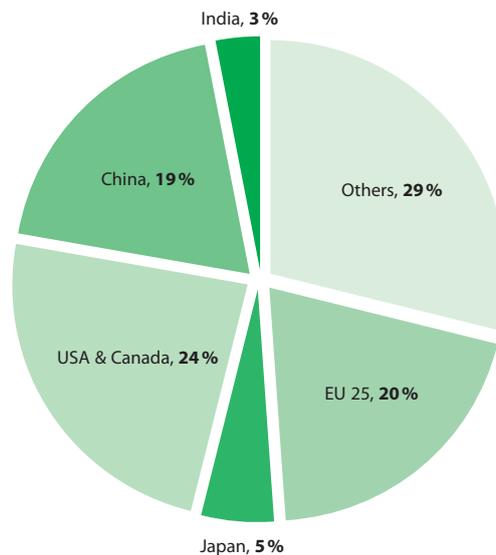
---

## Shifting wealth and new opportunities ?

---

### Trade portfolios are being diversified

Destination of exports in Least Developed Countries, 2006



Source: UNCTAD Least Developed Countries Report.

---

## Shifting wealth and new opportunities ?

---

### Can South-South linkages compensate for the economic slowdown in the North?

Sub-Saharan Africa: Real GDP Growth Correlations – 1980-2007

Rest of the World (1)	0.60
European Union	0.32
United States	0.01
Developing Countries (1)	0.54
Asia	0.30
Latin America	0.32

(1) Excluding Sub-Saharan Africa.

- Correlation of growth rates in SSA with growth rates in Latin America and Asia is just as high as the correlation with its traditional trading partners in Europe.
- Correlation of growth rates in SSA with growth rates in the US amounts to only 0.01.

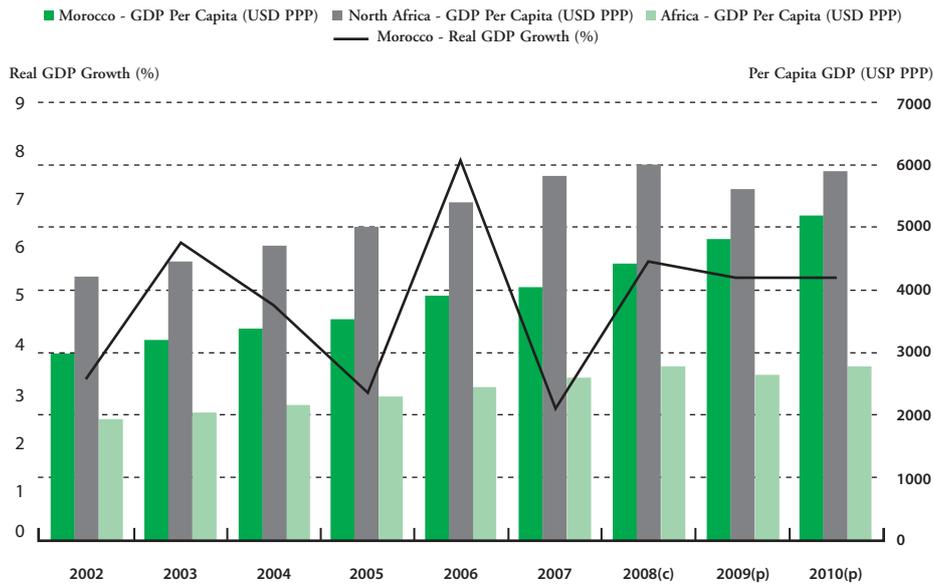
Source: IMF Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa, April 2008.

## Country profile : Morocco

Morocco's economy has been resilient to the crisis, growing at a rate of 5.7 % in 2008

Morocco's growth rate for 2009 and 2010 is projected to decline slightly to 5.4 %

### Real GDP Growth and per Capita GDP (USP/PPP at current prices)

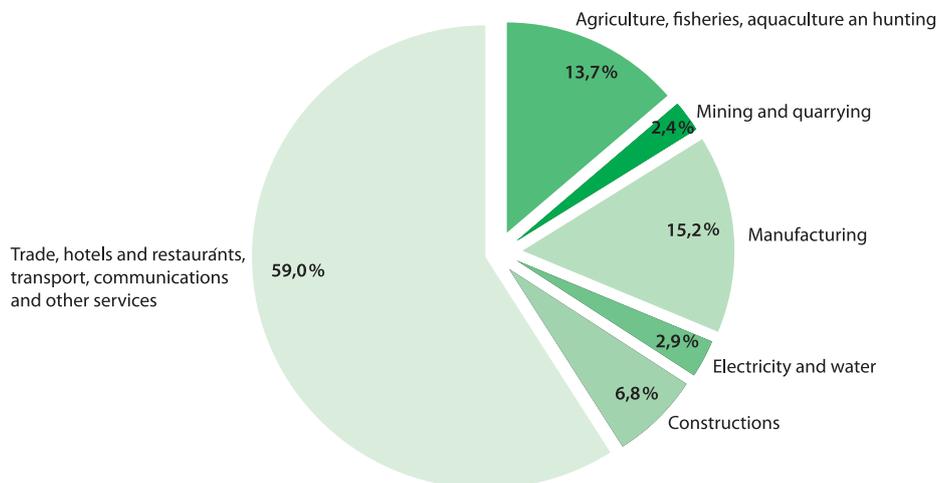


Source: AEO 2009.

### Increasingly diversified investment portfolio : more resilient to exogenous shocks

- Primary sector : 16.1 %
- Secondary sector : 24.9 %
- Tertiary sector : 59.0 %

### GDP by Sector in 2007 (percentage)



Source: Autors estimates based on directorate of statistics data.

Source: AEO 2009.

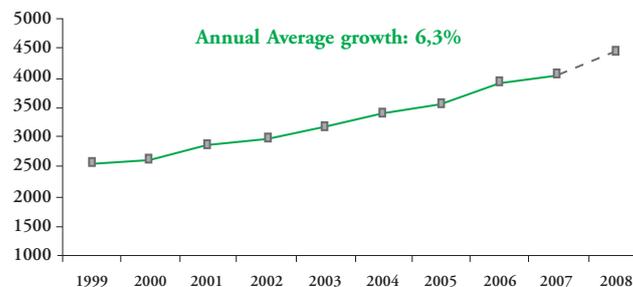
## Policies to promote private sector development and generate domestic demand



- Measures to support **household purchasing power**:
  - Minimum wage raised in July 2008
  - Public and private sector wages and salaries revised
  - Family allowances and minimum old-age pensions readjusted
- Domestic demand remains the main growth driver

### GDP per capita (purchasing power parity)

#### A Significant improvement of purchasing power



Source: Ministry of Economy and General Affairs, Morocco.

### Long-term strategies: Green initiatives

- Morocco ratified the **Kyoto Protocol**.
- Adoption of the **UN Clean Development Mechanism** in 2006.
- **USD 5 billion waste treatment programme** to cover the entire country by 2015.
- **Policy to combat overfishing and pollution** of the sea-coast in 2008.
- Large-scale reform on **integrated management of water resources**: increasing the sustainability of investments in irrigated areas and extending access to safe drinking water supply to cover the entire country.
- **Launch of the Green Morocco Plan** in 2009 to boost agriculture: expected to generate 1000-1500 projects and raise agricultural outputs by USD 9 to 13 billion.

Source: AEO 2009.

---

## Investing in a changing economy

---

### Investment in R&D is as important for economic growth as investment in tangible assets

- Investments in R&D and innovation are a priority in many stimulus packages:
  - Finland: 4% of GDP on R&D
  - Norway: NOK 1.8 billion (USD 280 million) for R&D and innovation

- Sweden: SEK 8 billion (USD 1 billion) for university and public R&D
- Germany: EUR 900 million for R&D in medium-sized enterprises
- Spain: focus on human resources and advanced training, improving the transfer of research results, establishing R&D consortia, providing R&D tax credits
- Japan: focus on R&D on stem cells and regenerated cells
- Korea: focus on green technology and fusion industries
- Canada: CAD 750 million (USD 662 million) for updating research infrastructure

*Source:* OECD's strategic response to the financial and economic crisis, March 2009.

### Invest in infrastructure and institutional frameworks that underpin innovation

- Government interventions to support R&D and innovation should consider:
  - Innovation in both young and innovation-oriented firms (venture enterprises)
  - Tangible and intangible infrastructures for knowledge creation, diffusion and use
  - High-tech component in physical infrastructure (transportation, buildings)
  - High-speed broadband networks, accompanied by regulatory frameworks which support open access and competition in the market
  - Financing for well-designed public-private partnerships: minimise the risk of capture by 'strong players' and ensure that public funds reach new and small players
  - Open and competitive procurement to support R&D

*Source:* OECD's strategic response to the financial and economic crisis, March 2009.

### Think in sustainable long-term growth strategies

- Invest in **green technologies** by putting in place the right incentives:
  - Public infrastructure: Korean stimulus package is focused on green technologies, which hopes to create 1 million jobs over the next 4 years.
  - Energy-efficient systems: Sweden is proposing loan guarantees directly linked to supporting more environmentally-friendly production systems.
- Remove expensive and environmentally-harmful policies:
  - Remove subsidies to fossil fuel-based energy production and consumption
  - Cut trade barriers to climate-friendly goods
  - Address market failures that prevent improvement of energy efficiency of buildings
  - Assess carefully policies to support renewables, ensure they are cost-effective
- Improve the **efficiency of limited resources used in agriculture** (energy and water)

*Source:* OECD's strategic response to the financial and economic crisis, March 2009.

### African trade and investment

- **Diversify trade portfolio** in terms of partners and sectors
- Invest in **service industries** and **higher value-added sectors**
- Invest in common **infrastructure** within the continent
  - Integrate innovation and ICT policies into broader strategies
  - Improve regulatory systems to allow competition and private investment
  - Evidence suggests that ICT investment in Africa will be less affected by the crisis

- Create more **South-South investments** (however not without risks!)
  - Liberia and China Union agreement to extract iron ore: USD 2.6 billion
  - Petrobras (Brazil) to invest USD 2 bil in Nigeria and USD 800 mil in Angola

Source: AEO 2009.

---

## Outlook : African Trade and Investment

---

### Demand for African exports expected to remain low in 2009

#### Trade

- Growth of demand for African exports : 7.9 % in 2007 ⇒ 5 % in 2008(e)
- Intra-African trade constitutes only 9.5 % of total merchandise exports in 2007 (USD 424 billion)
- N. America and EU still the major trading partners : 61 % of cumulative share of exports
- African exports to Asia grew by nearly 50 % in 2005-2007 (78 % fuels and mining products)
  - ⇒ Weak continental integration

Source: AEO 2009.

### Despite global FDI fall in 2008, flows to Africa have remained resilient

#### Investment

- FDI inflow growth: 47.2% in 2007 (USD 53 billion) ⇒ **16.8% in 2008** (USD 62 billion)
- Mergers and acquisitions: rose by an estimated 157% to USD 26 billion in 2008
- Africa's share of global FDI: 2.9% in 2007 ⇒ 4% in 2008
- **Rate of return of FDI: 12.7% in 2007**
- Investment in primary sector remains the main focus of FDI
- Service-sector investment rose in N. Africa but remain negligible in SSA
  - ⇒ Attracting FDI into diversified and higher value-added sectors remains difficult

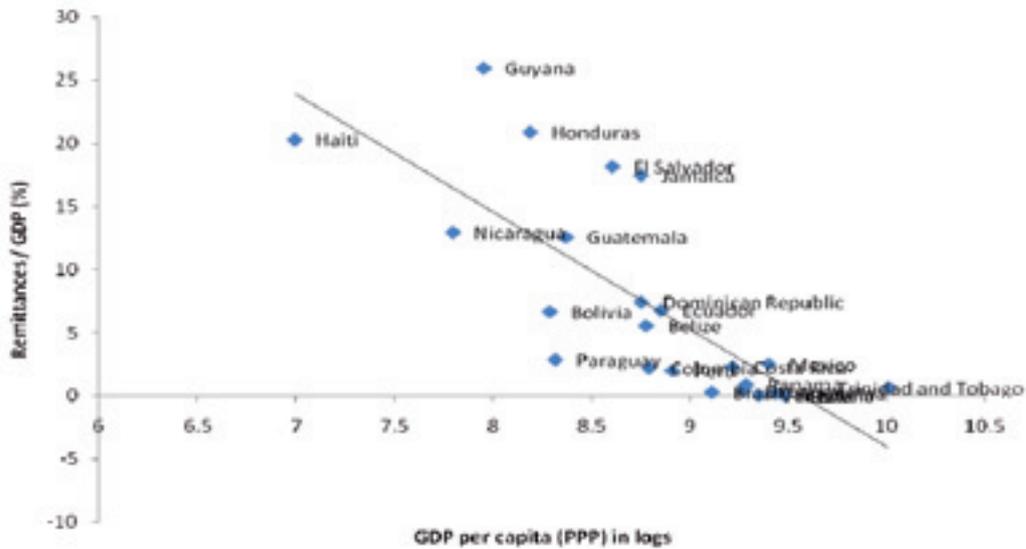
#### Top African destinations for FDI in 2007:

Nigeria  
Egypt  
South Africa  
Morocco  
Libya  
Sudan

Source: AEO 2009.

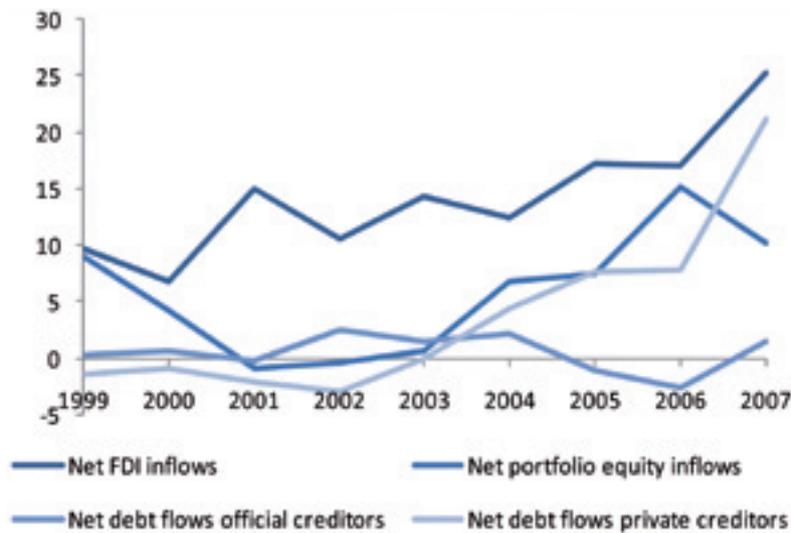
## The crisis : channels of contagion

There is correlation between poverty and reliance on remittances



Dependence on FDI as a major form of capital flow

Net flows (in USD billions) to Sub-Saharan Africa, 1999-2007



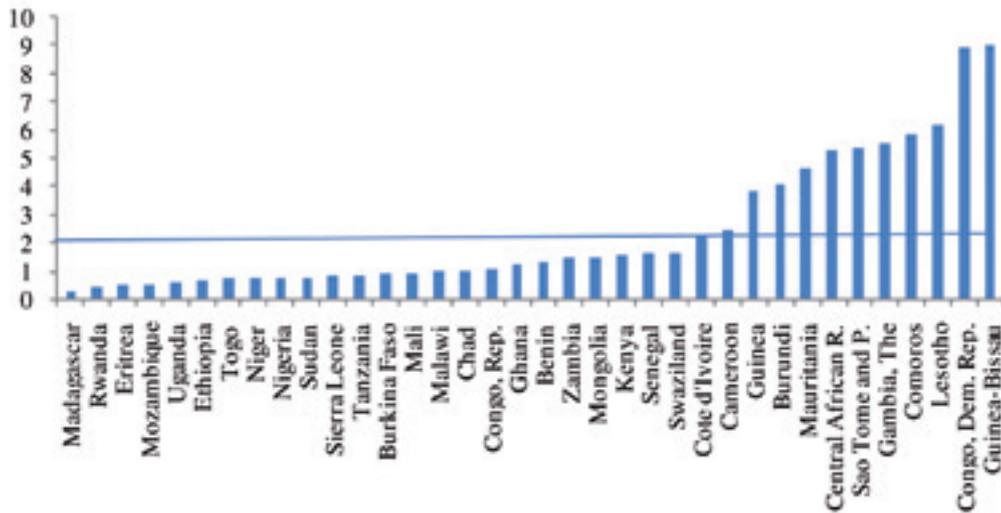
Source: World Bank, Global Development Finance, 2008.

- Global FDI inflows fell by about 21 per cent in 2008 and likely to fall further in 2009.
- Resource seeking FDI projects could suffer from the decline in world demand and in prices.
- In times of crisis, due to profit remittances, FDI can be an expensive form of financing.
- FDI investors may easily pull out financial resources.

Source: UNCTAD.

## Decreasing capital flows will make it difficult to service debt

Debt service to GDP ratio (%)



Source: World Bank Global Development Finance (2008).

⇒ Due to a combination of:

1. Endogenous debt dynamics:

- USD appreciation
- Drop in export revenues
- Need to increase social spending

2. Debt relief process slow down

3. Closing down of new channels of financing: Sovereign bond issues

## Multilatéralisme, mondialisation et développement durable

M. Emile H. MALET

S'interroger sur le multilatéralisme, la mondialisation et le développement durable, c'est chercher à comprendre le fonctionnement de la planète depuis un point donné – disons Skhirat – jusqu'à englober l'ensemble des relations internationales à partir de faisceaux territoriaux et maritimes, historiques et géographiques, politiques et identitaires, sociaux et économiques, culturels et environnementaux. Car tout est mêlé, quand on cherche à conjuguer la mondialisation et le multilatéralisme dans une perspective de développement durable.

Le Maroc est un bon laboratoire d'exploration parce qu'il est méditerranéen et atlantique, d'Orient et d'Occident, de modernité et de tradition, développé avec des poches de sous-développement, démocratique avec des culs de sac d'ancien régime, islamo-arabe et en recherche d'universalité des valeurs.

La translation du local – allons plus loin que Skhirat et prenons le Maroc jusqu'au niveau général – à la planète pour aborder le triangle des problématiques multilatéralismes / mondialisation / développement durable impose un cadre de références partagées, sans concessions et sans heurts.

Ce qui manque le plus à la mondialisation, c'est une structure référentielle et principielle. Les références et les principes ont été balayés comme des feuilles mortes par vent mauvais – la crise actuelle du capitalisme, et alors que nous savons qu'il n'y a aucune alternative à la mondialisation et au multilatéralisme qui lui est consubstantiel, il n'y a pas plus de cadre politique d'inspiration commune : la démocratie reste contestée. Ce n'est guère plus éloquent au niveau institutionnel : les Nations Unies existent sans s'imposer à des souverainetés égoïstes et à des crises régionales. Ce constat trouve sa justification dans tous les domaines : aucune instance supranationale pour préserver l'environnement ; aucune gouvernance économique planétaire ; aucune ONG sous pavillon onusien de défense des droits de l'homme pour les minorités précaires et les libertés privées et publiques entravées. Quant aux Etats-nations, chacun cherche à tirer son épingle du jeu en recourant à des recettes éculées : protectionnisme, nationalisme, égoïsme économique.

Ce sombre tableau reflète une triste réalité. Est-ce possible d'en modifier le cours ? Est-ce souhaitable ? Et va-t-on dans cette direction ? Quitte à paraître naïf, je répondrai trois fois oui en ajoutant triplement des réserves, bref je me rangerai dans la catégorie de l'optimiste sceptique. Pour y répondre, je scruterais brièvement la géopolitique de trois des principaux pôles d'influence : Etats-Unis, Monde arabe et Europe, la trilatérale que j'explorerais en montrant que la voie multilatéraliste est la seule qui rende pérenne la mondialisation dans une perspective équitable et durable. Le multilatéralisme est une chance pour tous si l'adhésion est universelle et si les continents y sont associés de plein gré et en collaborant sur des bases démocratiques.

---

## Quel avenir pour le leadership américain ?

---

Si la chute du mur de Berlin en novembre 1989 a marqué l'apogée de l'hyperpuissance américaine, les attentats du 11 septembre 2001 ont ébranlé le leadership de la première puissance mondiale. Car l'Amérique s'est retrouvée confrontée à une série incontrôlée d'événements mêlant le religieux (islamisme), l'économique (crise financière), le terrorisme (Afghanistan, Irak), la prolifération nucléaire (Iran, Corée) et l'environnement (réchauffement du climat). L'unilatéralisme triomphant et manichéen (avec les fameuses/fumeuses thèses sur Mars/Vénus...) n'est pas une création *ex nihilo* des néoconservateurs de Washington, ces intellectuels girouettes n'ont fait que théoriser une représentation erronée de l'histoire lors de l'effondrement du communisme et de l'ex-Union soviétique : le triomphe ubiquitaire et absolutiste de la démocratie *made in USA*.

Face au fondamentalisme islamiste, les pays arabo-musulmans n'ont pas opté spontanément pour la voie démocratique ; la Russie, gorgée d'hydrocarbures et de dollars, reste une forteresse autoritaire ; l'économie de marché triomphante en Chine n'a pas insufflé à la Grande Muraille les libertés publiques et privées escomptées ; l'Europe s'est élargie sans s'accomplir comme véritable grande puissance ; l'Afrique est restée en voie de développement sans rompre avec son passé ethno-conflictuel. La démocratie dans les relations internationales ne saurait être une idée abstraite et d'exportation comme ont pu le suggérer les stratégies de l'impérialisme américain. Cette vision absconse et anachronique a germé parmi les zélotes de la « religion de la domination<sup>1</sup> » comme le levier stratégique d'un unilatéralisme conquérant. Les États-Unis demeurent une grande puissance, probablement la plus influente en ce XXI<sup>e</sup> siècle, mais l'unilatéralisme US et son oxymore démocratique sont à ranger parmi les échecs patents d'une mondialisation égoïste et d'un monde sans qualités. D'ailleurs, l'unicité du monde aux couleurs américaines, nonobstant tout ce que l'on doit à ce pays pionnier, à ce peuple courageux, à cette société valeureuse et à une ingéniosité remarquable, aboutirait tout simplement à rendre le monde invivable. La mondialisation induit le multilatéralisme par les mobilités inhérentes, les frontières franchies, la lutte transfrontière contre le terrorisme, la protection internationale de l'environnement, le développement durable de la planète et la globalisation des échanges économiques. L'Amérique a fait fausse route dans les années 90 en optant pour l'unilatéralisme, et c'est une des causes du leadership écorné de ce grand pays.

Conclusion : une Amérique multilatéraliste peut espérer renouer avec son leadership, ce qu'espère Obama. *Wait and see*.

---

## Renationalisation de l'islam dans le monde arabe

---

Le monde arabo-musulman est au cœur de la mondialisation, mais le multilatéralisme n'est pas la voie empruntée, à l'exception de quelques pays comme le Maroc. L'islam fait retour partout où il y a du musulman en pays arabe, mais aussi dans d'autres contrées à dominante chrétienne orthodoxe, bouddhiste... et laïque. L'islamisation des sociétés arabes, également perse et turque, d'Asie centrale ou du Pacifique, s'observe par des phénomènes d'inclusion et d'exclusion.

En reconfigurant le champ social vers plus de sobriété, de spiritualité et aussi d'homogénéité, l'islam induit de facto une restructuration du champ religieux. Ce qui conduit les pays arabomusulmans ou simplement musulmans à une renationalisation de l'islam qui consiste à établir des passerelles entre le pouvoir politique et des organisations (ou des partis) islamiques pour intégrer des prescriptions religieuses dans la gestion de la cité. Cette dynamique est à

---

(1) L'expression est de Raymond Aron pour stigmatiser la puissance sans partage. On peut se reporter à l'ouvrage d'E.H. Malet, *Al-Qaida contre le capitalisme, religion et domination*, Paris, PUF, 2004.

l'œuvre au Maghreb, elle s'appuie sur la capacité caritative des uns pour socialiser les autres et revigorer la cohésion sociale. Elle exige une adhésion populaire et des investissements culturels et financiers nationaux et extranationaux. Elle est encouragée par une médiatisation endogène et exogène (chaînes satellitaires arabes). La renationalisation de l'islam se nourrit également de ressentiments nationalistes qui aboutissent à des phénomènes d'exclusion sociale perturbant le développement économique et la démocratie politique. Ainsi, les ressources en hydrocarbures dont disposent, par exemple, l'Algérie ou l'Iran, viennent soutenir un patriotisme (intérieur) et un nationalisme à usage extérieur sans réussir à frayer un développement économique durable – dont ces pays ont les moyens financiers et humains.

Les pays musulmans ou arabo-musulmans participent de la loi commune engendrée par le brassage des populations, la globalisation des économies et le commerce des idées, en témoigne la politique d'ouverture du Maroc. Reste à concilier la réappropriation nationale de l'islam qui paraît inexorable dans ces pays, mise à l'oeuvre par des représentants religieux et adoubee par un volontarisme politique, avec une société mondialisée par des jouissances individuelles, la dialectique du masculin-féminin, l'aspiration au développement, le multilatéralisme dans les relations internationales et un dialogue interreligieux prônant la nonsubstitution théologique (un Dieu unique pour des interprétations religieuses diverses), soit un débat interreligieux de réciprocité, un débat ouvert et critique d'où l'inutilité de mettre en exergue les oppositions dogmatiques comme les confusions syncrétiques.

Au sein du concert des nations, plus les pays arabo-musulmans participeront de la vie internationale, mieux se portera la gouvernance de l'univers et son levier géostratégique : le multilatéralisme. Quant au levier culturel qui sert de soubassement à la démocratie et permet au concert des nations un dialogue politique non-assujetti aux pressions religieuses, il a pour expression laïque : altérité instituante. Le monde arabo-musulman aura toute sa place au sein de la mondialisation en adoptant la voie multilatéraliste.

---

## L'Europe en question

---

L'Union européenne est confrontée à un problème géographique, économique et identitaire. A l'est, l'ouverture est désormais problématique du fait de l'influence russe renaissante. Ne nous attardons pas là-dessus, c'est connu. Au sud, le problème de la Turquie durera un quart de siècle tant il soulève de polémiques identitaires, voire religieuses que personne ne sait encore résoudre, parce que se mêlent des facteurs démographiques, socio-culturels et socioéconomiques qui ne sont pas résolus.

Au niveau économique, le constat est évident : face à l'Asie émergente, à un monde arabo-musulman en recherche de prospérité, à une Amérique en quête de leadership, l'Europe cherche à préserver son modèle social, exceptionnel à divers égards mais coûteux et exigeant.

L'Europe ne saurait reconquérir un leadership socio-culturel à l'échelle des nations que si ce continent est capable d'emprunter la voie multilatéraliste qui passe, à mon avis, par une altérité instituante. Je conclurai mon propos en précisant ce que j'entends par cette « nouvelle laïcité » : une renaissance culturelle dont l'Europe est capable en coopération avec le reste du monde : un nouveau dixhuitième européen avec des Lumières irradiant tous les continents.

---

## La nouvelle laïcité ou l'altérité instituante

---

Les identités sont partout malmenées et leurs causes nombreuses (guerres, sous-développement économique, fanatismes religieux, ultranationalisme). Plutôt que de nier la prégnance identitaire

sur les comportements et de stigmatiser sans nuances les communautarismes qui en découlent, il faut aider à repenser la question identitaire en plaçant son examen sous le regard de l'autre, en l'occurrence croiser Nord et Sud, Est et Ouest. La laïcité s'enrichirait de l'altérisation de ses contenus culturels, elle pourrait faire l'objet d'un programme éducatif dit de « civilisations comparées » pour en étendre la perception altruiste et libérale à ceux qui en sont privés. Le multilatéralisme des nations pourrait faire œuvre d'altérité instituante pour les cultures du monde arabe en les brassant à l'Occident, les cultures de l'Est vers l'Ouest, etc.

L'altérité instituante, c'est choisir une voie politique qui viendrait nouer différemment les ingrédients constitutifs des conflits dans le monde et permettrait à ses protagonistes, sans cesser respectivement de se réclamer de leur légitimité nationale, d'opérer un dépassement politique et éthique d'acceptation réciproque. Le conflit israélo-palestinien, par exemple, n'est après tout qu'une espèce de guerre fondatrice de droit comme l'humanité en a connues tout au long de son histoire et dont « l'heureuse » conclusion a pu se faire en reconnaissant des droits égaux aux contractants.

Le multilatéralisme doit être une altérité instituante, autrement dit une libre contrainte légitimée par la loi et engageant les pays, les peuples, les cultures, les économies et les religions à un dialogue de civilisation sur des bases de tolérance, à des échanges pour corriger les inégalités et autres asymétries de développement et à une ingérence géostratégique pour débusquer et combattre la tyrannie où qu'elle se situe et quels que soient ses habits idéologiques ou religieux.

Le multilatéralisme résonne d'une vocalise universelle. Plus qu'une simple méthode diplomatique, ce devrait être une loi des nations distillant un parfum singulier de gravité à l'encontre des égoïsmes singuliers et nationaux. Les Etats doivent répondre de leurs actes, et les individus ne sauraient échapper à leurs responsabilités.

Dans un monde sans boussole et qui voit l'instrumentalisation des pouvoirs et de la violence par des gouvernements peu scrupuleux et démagogues, le multilatéralisme, par son oscillation morale et son inspiration cosmopolite, constitue le langage de la mondialisation.

## Lecciones de una experiencia de diálogo

**Mohamed Larbi MESSARI**

*Ex ministro marroquí*

Voy a hacer alusión, muy brevemente, a una experiencia de diálogo alrededor del Mediterráneo, que tal vez nos ayudaría a sacar lecciones en el contexto de esta reflexión de hoy acerca de la sugestiva iniciativa tricontinental.

Es con cierta nostalgia que voy a evocar esa página de nuestra historia. Me refiero al inicio del diálogo de Florencia.

Se trata de una iniciativa que vió la luz en la ciudad de Fez, donde se decidió instituir un Forum para reflexionar sobre el Mediterráneo.

Era una manera de reanudar con una tradición muy ligada a nuestra vocación, y abrir el diálogo acerca de un ideario tan variado como sugestivo.

Para nuestro país, era necesario reanudar con aquella tradición , porque Marruecos cuando abandona el Mediterráneo deja de ser lo que es, eslabón entre continentes, mares y por consiguiente entre culturas.

Abrir ese diálogo era algo vital, para nosotros, política, económica y culturalmente.

Cuando se proclamó en Fez a mediados de 1958 el hermanamiento de nuestra capital espiritual con la ciudad italiana de Florencia, se proclamó en realidad una política de paz y cooperación.

Sin embargo cabe recordar que casi se trataba de una utopía.

En aquel entonces, persistía en nuestra región el problema de Argelia. Es decir la independencia de Argelia.

Era urgente para Marruecos el Magreb extremo y Túnez el Magreb próximo, conseguir la independencia del Magreb Central, que es Argelia, porque desde allí se infiltró Francia en dirección este y oeste, y por lo tanto la independencia de estos dos países quedaba incompleta sin obtener la Independencia de Argelia.

La utopía residía parcialmente en lo siguiente ; era difícil convencer a los que aun creían que Argelia era simplemente un departamento francés de ultramar, de que ya era hora de aceptar las realidades.

Utopía, de otro lado, porque nuestros pueblos hacían una neta diferencia entre la Francia colonialista y la Francia del 14 de julio, y la Francia de la cultura.

Tercer componente de aquella utopía, era como no cesaba de invocar Mohamed V, que la amistad con Francia era una cosa y otra, era solidarizarse con la causa de la independencia de Argelia. Una cosa no elimina la otra.

El objetivo del mencionado Forum, a raíz del hermanamiento de Fez con Florencia, era promover el diálogo mediterráneo. En seguida se decidió que fuese el príncipe heredero de Marruecos quien presida dicho forum. Se trata nada menos que del personaje conocido después con el título del Rey Hassan II.

En aquel forum se elaboró una interesantísima agenda dada la notoriedad de sus participantes y la agudeza del contexto político en la región y en el mundo.

Señal de la complejidad de la tarea esbozada, fue que en la apertura de la sesión de Florencia, el embajador francés se retiró de la sala, para protestar contra la presencia del dirigente argelino Boumenjel quien había llegado a Italia con un pasaporte tunecino. De modo que los tiempos eran cargados de tirantez, como suele ser el caso, de costumbre, en la larga historia del Mediterráneo. En aquel coloquio de Florencia, celebrado los días del 3 al 5 de Octubre de 1958, participaron 60 personalidades.

Los asistentes sabían perfectamente que estaban fundando una experiencia que abriría el camino de diálogo entre culturas y religiones diferentes que se desarrollan en 10 países de la región.

Abundaban problemas agudos, sin embargo todos estaban convencidos de una cosa. Que el Mediterráneo, como lugar de encuentros e intercambios y también de choques, debe soportar sus diferencias y buscar salidas posibles a los problemas reinantes.

Entre todos los discursos de apertura, se distinguió aquel que había pronunciado el príncipe marroquí, quien dos años después se convirtió en Amir el Muminine de su país. Había declarado solemnemente que si hay problemas la culpa no es las religiones sino de aquellos que los administran.

Muchas cosas tuvieron lugar por la primera vez en el transcurso del Forum Florentino. Por ejemplo musulmanes y judíos estaban al lado, unos junto con otros. Incluso judíos que venían de Israel.

El filósofo marroquí M. A. Lahbabi no dejó de subrayar entonces la presencia significativa en el Forum de figuras eminentes como Allal El Fassi y el profesor Plessner, de la universidad Hebrea de Jerusalem.

En Marruecos no era extraño que musulmanes y judíos se mezclen en la política y la cultura. El primer gobierno marroquí después de la independencia comprendía una personalidad judía ; (el dr. Benzaquen). En otro gobierno en los años noventa, se repitió el caso, en la persona de S. Berdugo. Hasta hoy aquel antecedente se quedó único en el mundo árabe.

Estaban presentes en Florencia el dirigente socialista francés y amigo del movimiento nacionalista marroquí Jean Rous. Allí estaban para apoyar la iniciativa personalidades como Ch. A. Julien, J. Berque, L. Massignon y una selecta élite de frantiradores, que desde diversas sensibilidades estaban convencidos de que si, era posible preconizar salidas.

Detrás de todo eso existía una base cultural muy fuerte. En aquel contexto, países pequeños tenían su peso simbólico. Ejemplo de lo cual, Marruecos amigo de Occidente, porque forma parte del cual, se sintió capaz para anunciar precisamente en aquel año, que reconocía la República Popular de la China como único Estado legítimo chino.

Al inicio hice alusión a una cierta nostalgia. Voy a terminar explicando la razón de este presentimiento de desilusión.

Meses antes de Florencia se celebraba la Conferencia de la Unión del Magreb que se celebró en Tánger, en Abril del 1958.

Aquel proyecto sigue siendo meras palabras sobre papel, mientras que su contemporáneo proyecto europeo, el famoso « acuerdo de Roma », se convirtió en lo que es hoy la UE.

Otra decepción, esta, a nivel de Marruecos. La delegación marroquí presidida por M<sup>y</sup> El Hassan, PH, comprendía al líder Allal El Fassi y a Mehdi Ben Barca el Mártir, con mayúscula, del Movimiento democrático marroquí.

Un trío fantástico que representaba tres facetas del Marruecos post colonial. Todos poseedores de una gran energía y representantes de legítimas esperanzas de todo un pueblo, que merecía emprender una marcha decidida hacia el progreso.

No fue el caso desgraciadamente.

Octubre 1958 se producen cronológicamente, acontecimientos, que en seguida produjeron movimientos sísmicos muy fuertes que llevaron hacia otros senderos.

Otra categoría de lecciones.

Para algo sirve la historia.

## Cohésion sociale et valeurs culturelles dans la Communauté atlantique Valeurs atlantiques, valeurs universelles

William ZARTMAN

*The Johns Hopkins University, Tangier American Legation  
Institute for Moroccan Studies*

Dans toute notre attention aux mécanismes et aux stratégies au service de l'Initiative atlantique, il est important de ne pas perdre de vue les valeurs et les intérêts qui en découlent. Sans savoir où l'on va, sans sentir les limites du désirable aussi bien que du possible, car la politique est l'art du possible, comme l'on dit, mais aussi du désirable, on ne connaîtrait ni le désirable ni le possible. Il faudrait que l'intégration économique, le règlement social et la sécurité collective servent et obéissent à la fois aux valeurs qui lient la société.

On parle souvent des valeurs occidentales, des valeurs islamiques ou d'autres prétendus corpus de valeurs identitaires. Mais au sein des valeurs des pays et des civilisations aux bords de l'Atlantique, il n'y a pas de sous-limitations identitaires ni de divisions de valorisation. C'est une tentative de séparation, contraire aux mêmes valeurs, de prétendre que ce qui nous unit est lui-même divisé. Les valeurs de notre région sont des valeurs universelles, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient notre propriété ou notre invention. Mais, exprimant à la fois des aspirations et des limitations de l'humanité entière, ce qui nous anime est le produit de nos civilisations, à partager avec tout le monde.

Par la même occasion, il ne faut pas confondre nos aspirations et nos buts avec nos accomplissements et nos luttes. Certes, les aspirations que l'on n'atteint jamais, auxquelles ne se conforment jamais les comportements, sont vides de signification. On vit selon des valeurs, autrement, elles ne sont que des mots creux. Mais on ne les vit pas parfaitement, et elles restent des éléments vers lesquels on tend la main sans les atteindre parfaitement. Si on les saisisait sûrement, elles n'auraient plus d'utilité motivante. Donc, le paradoxe des valeurs c'est qu'elles sont à la fois certaines et illusoire.

Par quoi sommes-nous marqués en tant que citoyens et civilisations de l'Atlantique ? On peut noter cinq idées directrices qui doivent guider nos efforts vers une mondialisation maîtrisée et une gouvernance réformée, et sans lesquelles nous n'y parviendrons jamais.

**En premier lieu, la dignité de l'individu.** L'humanité est faite d'une collection de nous-mêmes, et nous devons traiter chaque individu comme s'il était nous-mêmes. Que l'on appartienne à une culture dite communautaire ou individualiste, l'importance de la personne est capitale; la personne forme la communauté, comme la communauté forme la personne. *Sumus, ergo sum* est un proverbe du monde atlantique aussi bien qu'*umuntu ngumuntu ngabantu*, en latin et en nguni.

Pour les États, cette reconnaissance implique un respect pour la personne de ces concitoyens et une responsabilité pour leur bien-être. Selon la doctrine du droit à l'ingérence (responsabilité

de protéger), désormais inscrit dans les actes de l'ONU mais issue des discussions au sein de la communauté atlantique (y compris l'Union africaine), la souveraineté ne donne pas le droit à la répression des peuples d'un État et donne aux autres États le droit de les protéger, si besoin est. Car cette reconnaissance signifie que l'individualité des citoyens d'autres États a autant de valeur que celle de nos concitoyens.

Ce respect abolit aussi la haine comme fondation des rapports entre peuples, un principe d'importance de nos jours. Le désaccord est normal dans les rapports humains, mais la dignité et le respect impliquent une reconnaissance de l'Autre dans le cadre des valeurs communes ; et même en l'absence d'une communauté de valeurs, il n'y a pas de place pour la haine d'autrui et l'ignorance de son humanité.

**La participation dans les affaires publiques est une deuxième valeur qui découle de la première.** Cette participation s'effectue à deux niveaux. On n'est pas gouverné, on se gouverne, car la souveraineté vient du peuple. Évidemment, tout le monde ne peut participer directement aux décisions de gouvernance, mais on doit pouvoir choisir ceux qui le font et avoir l'occasion de les contrôler, de les renouveler ou de les renvoyer. Dans certains systèmes, le sommet du pouvoir est permanent pour en assurer la stabilité, surtout sur la voie du développement politique; les citoyens ont cependant le devoir de responsabiliser les membres du système qui exerce la gouvernance.

De nos jours, l'État n'est pas la seule source de gouvernance; il y a une vie active remplie par les organismes non-gouvernementaux de la société civile à laquelle les individus appartiennent avant même de faire partie d'un État. Plus les gens conduisent et gèrent leurs activités au sein de la société civile, moins ils ont besoin d'être contraints par leur État. Mais les deux niveaux de participation dépendent de la liberté accordée par l'État aux citoyens d'exercer pleinement leur rôle dans la vie publique.

Dans ce système de rapports réciproques entre citoyens et État, la vie procède par "la politique normale", où les concitoyens amènent à l'État des exigences et des conflits qui n'ont pas été réglés par la société civile, et l'État gère ces demandes. La région atlantique est remplie d'exemples de cette performance, et aussi de son absence parfois, suivie d'efforts pour rééquilibrer les deux niveaux de la société.

**La sécurité est une troisième valeur, à la fois pour les individus dignes et participants mais aussi pour les États qui les protègent.** Les membres de l'État doivent être assurés de la sécurité par l'État et contre l'État, car comme indique le droit à l'ingérence, l'État est responsable de la sécurité et du bien-être de ses citoyens, en échange de leur participation loyale dans les affaires publiques.

Par ailleurs, entre États de la Communauté atlantique, tout juste comme entre les citoyens de chaque État, doit régner une sécurité de rapports internationaux, où la violence est impensable en tant que moyen de relations. La plupart de cette région se trouve dans une communauté sécuritaire ; il est temps que les autres parties s'engagent à gérer leurs relations sans recours à la guerre. Dans une communauté sécuritaire, les rapports se construisent et les conflits se règlent par la "diplomatie normale", où les pays se concertent pour régler des conflits et pour établir des règlements pour leur vie en commun.

**Le changement pacifique est une quatrième valeur qui complète ces rapports.** Car ils ne sont jamais statiques mais en constante évolution dans le monde moderne. Le changement comporte toujours des heurts, des bouleversements d'habitudes, des conflits, mais sans que cela implique forcément des blessures, des bousculades ou la violence. Une civilisation comme celle de l'Atlantique a appris comment s'adapter aux changements de façon paisible et avec créativité.

Encore une fois, pas toujours, mais, apprenant de plus en plus de ses expériences comment faire face aux défis de ces nouveaux changements.

**Enfin, la valeur du progrès prend une nouvelle signification dans le monde moderne.** Tout comme les régions d'Europe, d'Afrique et des Amériques se rencontrent et se fondent dans une civilisation atlantique, le monde entier se rétrécit, mettant ainsi ensemble des régions, des civilisations et des nations qui auparavant ne se trouvaient jamais dans la nécessité de vivre côte à côte. Ainsi, on ne trouve pas simplement de nouveaux voisins mais aussi de nouveaux problèmes, où chaque pas en avant soulève de nouvelles situations. Le progrès résout des problèmes et engendre de nouveaux défis.

On peut considérer les valeurs comme des idéaux, comme de pieuses pensées sans pieds sur terre, une bonne littérature ou philosophie sans rapport avec la réalité. Mais c'est faux. Nous vivons au travers de nos idéaux, et nous sommes jugés selon eux. Les hommes et leurs sociétés sont imparfaits, mais le concept d'imperfections contient une mesure selon laquelle le manque de perfection est jugé. Un État qui s'écarte trop des normes et des valeurs est un paria et est traité comme tel. Les pays de l'OTAN et de l'Union européenne ont constitué une communauté sécuritaire. Les pays démocratiques pratiquent la politique normale à divers degrés, et ceux qui ne sont pas démocratiques s'approprient le titre pour essayer de se faire passer comme tels. Beaucoup de pays et d'individus tournent le dos aux rapports de haine et reconnaissent la dignité de l'Autre, et parfois de ceux qui dirigent leur haine envers eux.

De plus, la communauté atlantique, avec d'autres, essaie de constituer des régimes internationaux basés sur les valeurs citées. La Banque mondiale et les Institutions financières internationales (IFI) essaient d'établir des standards de gouvernance, comme le font aussi des ONG comme Transparency International. Le mouvement d'insertion du droit d'ingérence au sein des normes de l'ONU est parvenu jusqu'aux résolutions du Sommet mondial de l'Assemblée générale en 2005. La Déclaration des droits de l'Homme est issue de la Révolution française pour entrer dans les résolutions et les conventions de l'ONU à partir de 1948. Les États trouvent dans leur intérêt égoïste d'adopter de telles normes et règlements, justement pour se protéger de ceux qui prétendent être en dehors de ces normes. Les pays et les peuples atlantiques ont un rôle de leadership à jouer, en donnant l'exemple chez eux et en faisant adopter et appliquer leurs valeurs universelles dans notre univers global.

## Identité et valeurs dans le projet atlantiste

Abdellah SAAF

*Ancien ministre, directeur du CERSS, Maroc*

Interroger un espace comme celui de la « Tricontinentale atlantique », du point de vue de l'identité, du socle culturel et des valeurs communes, peut paraître prématuré et laisser sceptique alors que, à peine délimité, il fait encore l'objet de définitions premières. Certes, une grande partie de l'interrogation renvoie à l'histoire, à la culture, aux représentations, mais une perspective d'ensemble sur les valeurs plausibles de la région suppose que la configuration de cet espace a déjà pris forme, ce qui n'est pas encore le cas.

Avant même l'exploration de la configuration de la zone et l'identification des intérêts qui la commandent, le nouveau projet atlantiste s'énonce entre contraintes objectives et postures prescriptives.

Une première approche peut consister à considérer les valeurs de l'Atlantique comme étant probablement des valeurs universelles, dont le contenu peut être spécifié à travers un lexique a priori fort riche : équité, responsabilité, transparence, gouvernance, dignité, droits de la personne, démocratie, Etat de droit. Il est possible de considérer qu'une zone comme celle-ci ne peut se baser que sur de telles valeurs universelles. Et de fait, la nature des Etats riverains semble favoriser la méthode universaliste.

Une seconde approche pourrait consister à partir de ce qui est propre à la région, sur la base du mot d'ordre « assumer le passé afin d'aller vers l'avenir », en privilégiant la thèse du pluralisme fécond des valeurs, de leur diversité enrichissante et en partant également de rapports objectifs, de postures situées avec des contenus historiques concrets.

Les deux manières de procéder ne sont pas contradictoires et peuvent se compléter. En convenant que le destin de la zone atlantique ne peut être que naturellement fondé sur le principe de l'universalité, comment alors l'écrire dans l'histoire concrète des composantes de la région ?

*1. Il n'y a aucun intérêt véritable à opposer les différentes figures de l'atlantisme, si ce n'est du point de vue méthodologique, afin de situer et de mieux identifier le projet de la tricontinentale atlantique.*

L'atlantisme de type ancien s'exprimait en termes de blocs, de postures politiques, économiques, militaires, financières, avec des agendas communs ou en divergence relative entre ses membres... Il était globalement porté par une logique de puissance et de suprématie. Des deux côtés de l'Atlantique, le vieil atlantisme d'après-guerre avait permis d'ouvrir de nouvelles perspectives sur la construction de la « communauté atlantique » entreprise dès la Seconde Guerre mondiale et depuis le début des années de la guerre froide.

L'histoire diplomatique et culturelle, la bataille des idées font apparaître l'atlantisme comme un solide fondement idéologique à la communauté de sécurité de l'Amérique du Nord et aux nations

européennes qui ont pris forme dans les années 40. L'idée d'une communauté transatlantique, fondée sur des histoires, des valeurs et des institutions politiques et économiques, a sans doute contribué à la création de l'Alliance atlantique et, en partie, à sa persistance même après la guerre froide.

Dans le même temps, de nouvelles perspectives faisant valoir l'émergence de l'idée de « communauté atlantique » avec de profondes évolutions dans les relations transatlantiques ont été relevées<sup>1</sup>. En fait, l'atlantisme d'après la Seconde Guerre mondiale apparaît comme le résultat de la redéfinition de « l'Occident » en raison de la montée des États-Unis et du déclin de l'Europe sur la scène internationale au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

La dimension géopolitique du vieil atlantisme renvoie au plan de l'histoire et de la géographie et désigne le secteur occidental de la civilisation mondiale. Du point de vue militaire-stratégique, il identifie les pays membres de l'OTAN et, pendant longtemps, en premier lieu les États-Unis.

D'un point de vue culturel, il s'identifie dans ce qu'il appelait les valeurs judéo-chrétiennes et se présente toujours sous les habits du libéralisme et renvoie au réseau d'information unifié créé par les empires médiatiques occidentaux. Sous l'angle social, le terme atlantisme définit un « système du marché », proclamé comme absolu et ne reconnaissant aucune autre forme d'organisation de la vie économique.

Les atlantistes sont les dirigeants de la civilisation occidentale, et leurs soutiens actifs dans d'autres parties de la planète visent à mettre le monde sous son hégémonie et à imposer au reste de l'humanité les stéréotypes sociaux, économiques et culturels de la civilisation occidentale.

Les atlantistes sont les maîtres d'un nouvel ordre mondial, constamment renouvelé, un système mondial sans précédent, profitant à une partie seulement de la population de la planète.

A la différence de l'ancien, celui impliquant aujourd'hui l'ensemble des riverains tente de donner une portée humaine aux ambitions des composantes de la région, de sortir des voies épuisées, de capitaliser sur le positif. L'atlantisme recherché, de type nouveau, se distingue de l'ancien en ce que d'abord il tente d'explorer ce qui n'a pas été exploré, ce patrimoine à contenu humaniste commun non investi. Il se définit comme un projet de construction d'une communauté dynamique avec des enjeux ouverts. Cela dès le départ nous met en garde contre les attitudes et automatismes de « sécuritisation » prévalant dans ces circonstances chaque fois qu'il s'agit de définir une région de nature stratégique.

De toute évidence, il s'agit d'une valeur ajoutée marquant un élargissement des échanges et des dialogues limités jusque-là aux relations entre l'Europe et les États-Unis ; elle exprime cette nécessité de nouvelles coopérations adaptées aux nouveaux concepts géographiques comportant des effets directs sur les rapports interreligieux et interculturels.

Rien au départ ne semble inciter à convertir son équation en un problème de sécurité. Il convient de se méfier des réponses sécuritaires, militaires, de nature diverse, opposées aux défis d'une zone qui n'existe pas encore. À l'inverse, le triangle peut s'avérer propice pour des agendas posant les questions de la drogue, de la criminalité organisée, des trafics d'armes, de la lutte contre les pandémies, du changement climatique, de l'environnement...

*2. Parler d'identité du projet de la zone concernée revient à parler aussi de faits historiques avérés.* Ainsi comprend-on la réhabilitation des apports culturels des différentes populations qui ont investi les deux côtés de l'Atlantique depuis les catégories dominantes jusqu'aux marginalités

---

(1) Brooke John : « L'Atlantique Nord Culture Wars, Review in American History » volume 28, numéro 3, septembre 2000, p. 351-359, The Johns Hopkins University Press.

ethniques, économiques, de l'éloge de la diversité culturelle à la stigmatisation raciale, de l'hégémonie culturelle et politique jusqu'à l'invisibilité. Il s'agit essentiellement de faits d'identité, d'ethnicité, de culture. Ainsi, les constructions de l'Afro-Américain ou du Luso-Ibérique constituent des figures centrales de ces faits identitaires multiséculaires.

Au-delà de l'afrocentrisme, de l'eurocentrisme, de l'américanisme, de l'identité caraïbe et leurs contraires, au-delà de l'ethnicité et de la nationalité, le nouveau et l'inobservé retiennent l'attention. Derrière les expressions culturelles anglo-saxonnes, luso-ibériques et les productions culturelles africaines en Afrique et en Amérique se profilent des éléments d'une culture que l'on peut définir comme transatlantique...

La double conscience incarnée par des productions intellectuelles, littéraires et artistiques, ainsi que l'envergure de figures littéraires et artistiques comme W.E.B. Du Bois, Richard Wright, Toni Morrison et d'autres témoignent de l'importance de ce travail de reconstruction identitaire. Il s'agit de perspectives centrées sur l'hybridité et la mixité des références identitaires, les recherches sur les apports, les interférences, les métissages et les flux culturels, la construction de l'Afro-Américain entre les prescriptions de l'ethnicité, du rapport maître-esclave, l'ordre colonial et les ordres « marrons<sup>2</sup> ».

On est frappé par la densité du mouvement des forums, symposiums, colloques, conférences, rencontres académiques entre acteurs de nature diverse sur les flux entre les deux rives, sur une variété de thèmes : chants, religion, culture, alimentation, structures sociales, métissage des sociétés. L'espace atlantiste dans le sens défini ici apparaît comme l'un des lieux les plus élaborés en termes de rencontres, d'interférences, de convergences, d'influences<sup>3</sup>.

*3. Ledit espace est également traversé par une culture politique vivante.* Les aspirations toujours présentes de l'atlantisme de type nouveau depuis la Tricontinentale de la Havane et de Ben Barka, du nonalignement, sont dans les faits portés aujourd'hui par nombre d'espaces de rencontres, de dialogues, d'échanges, de sommets, institutionnels ou informels et de forums sociaux mondiaux qui ont trouvé dans la zone leur lieu privilégié d'expression<sup>4</sup>.

Les renaissances sous des formes variées de la Tricontinentale sont la preuve de la persistance de l'habitus tricontinental. Bandoeng n'est pas le seul fait de la Tricontinentale mais reste témoin des aspirations des ères de la décolonisation. Il n'aurait pas été ce qu'il a été sans cette polarité particulière que lui a assuré l'espace transatlantique. Le nonalignement, la création de la CNUCED en 1964, les orientations antiimpérialistes, antiracistes, anti-apartheid s'inscrivent sur la même ligne (CEPAL, OSPAAL, OLAS).

---

(2) Gilroy Paul: « The Black Atlantic : Modernity and Double-consciousness », 2000.

(3) Descola Philippe et Izard Michel, 1991, « Les recherches sur l'Amérique », in P. Bonte et M. Izard eds, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses Universitaires de France, Paris, p. 49-53. Voir aussi Bastide Roger, 1996, *les Amériques noires*, l'Harmattan, Paris. Du même Bastide Roger, 1969, « Etat actuel et perspectives d'avenir des recherches afro-américaines », *Journal de la Société des Américanistes*, LVIII, p. 7-29. Roger Bastide établissait une différence de fond entre les recherches afro-américaines en Amérique anglo-saxonne et en Amérique latine, en distinguant entre les travaux des sociologues et des économistes qui prennent en charge le problème noir et les études anthropologiques qui se concentrent sur les survivances africaines.

Voir également Capone Stefania « A propos des notions de globalisation et transnationalisation », *Civilisations*, LI (1-2), numéro spécial « Religions transnationales », p. 9-22, Bruxelles De Mintz Sydney et Richard Price, 1992, «The birth of African-American culture : an anthropological perspective», Beacon Press, Bosto.

De Anne-Marie Losonczy, « Marrons, colons, contrebandiers. Réseaux transversaux et configuration métisse sur la côte caraïbe colombienne (Dibulla) », *Journal de la Société des Américanistes*, 2002, 88, p. 179-201.

(4) La thématique de la solidarité internationaliste entre l'Europe, les Amériques et l'Afrique a été et continue d'être très fertile en littérature.

L'une des idées fortes de la culture internationale contemporaine a trouvé son assise dans ce tricontinentalisme. Il s'agit de cette idée selon laquelle le problème ne serait pas dans les relations Est-Ouest, ni dans la coexistence Sud-Sud, mais dans les rapports Nord-Sud, en dépit de l'échec du front tricontinental en 1966 à la Havane.

Tous les corpus des grandes normes contemporaines ont été construits sur ce travail d'interactions tricontinentales : les indépendances nationales, les générations des droits de l'homme, le droit international économique...

Cependant, d'autres dimensions ont structuré la zone : le programme d'ajustement structurel, les transitions démocratiques, la société civile, les modèles de gestion sociale, les décennies de développement, les approches développementalistes...

Une série de faits ponctue donc culturellement ce grand espace multiculturel, politique et stratégique. De nombreux acteurs invoquent de fait l'héritage multiculturel transatlantique. L'espace tricontinental atlantique produit du sens, même s'il n'est pas encore formalisé, et, au stade actuel, on peut identifier les flux. L'identification de la zone prime, mais on n'y part pas de zéro.

*4. Actuellement, l'identité régionale des riverains se heurte à la crise, à ses retombées et à la possibilité de faire émerger une nouvelle culture politique.* Les perceptions de la crise varient : est-elle structurelle, et, de ce fait, constitue-t-elle une rupture au cœur du système capitaliste ? Est-ce le fait de l'effondrement du système financier ou simplement le résultat d'actions critiquables ou les effets dévastateurs d'une gouvernance aléatoire ?...

Au simple énoncé de l'idée de tricontinentale atlantique, un lexique se forge soulignant les conditions de transparence et de responsabilisation, la recherche de nouvelles régulations des marchés, l'association des acteurs non-étatiques aux décisions à l'échelle nationale, régionale et internationale, la préoccupation de définir un cadre méthodologique, des outils pour des dialogues de type nouveau.

Cet espace a déjà constitué un lieu privilégié d'expériences remarquables touchant aux grandes questions de gouvernance, de culture étatiste entre les faillites de l'État et l'appel à sa refondation et de politiques sociales.

Il a aussi joué un rôle-clé dans la production de textes à valeur juridique restée indéterminée, mais devenus dans le feu de l'action des normes morales qui comptent et structurent les comportements dans le monde d'aujourd'hui. S'il a déjà été fortement présent dans de grands chantiers internationaux, pourquoi ne le serait-il pas davantage dans les circonstances actuelles, en particulier dans la diffusion d'une culture politique nouvelle ?

Les innovations projetées restent liées aux circonstances spécifiques à chaque acteur. La convergence vers les meilleures pratiques reste une voie prometteuse pour une gouvernance globale accomplie à l'échelle de l'espace atlantique. Des règles élaborées dans un cadre multilatéral peuvent stimuler des espaces intercontinentaux qui sont les mieux à même d'exprimer les grandes possibilités de convergence et de solidarité et de prendre en charge les spécificités. Une telle gouvernance globale maîtrisée peut s'alimenter et s'enrichir des expériences régionales les plus diversifiées.

## Commission 2

### Temps 1 : La sécurité globale

Quelles sont les caractéristiques structurelles de la région atlantique et quel rôle y joue le « continent maritime » ?

Quelles sont ses vulnérabilités ?

Quels moyens mobiliser et quels partenariats établir pour contrôler et sécuriser l'espace tricontinental ?

### Temps 2 : Les organisations régionales

Comment les organisations régionales structurent-elles les continents ?

Quel est leur apport à la gouvernance globale ?

# Géostratégie de l'Atlantique : penser la sécurité globale ?

Jean DUFOURCQ<sup>1</sup>

*Directeur de recherche à l'Ecole militaire de Paris, France*

---

## Introduction

---

En élaborant cette réflexion sur la géostratégie de l'Atlantique Sud, j'ai été guidé par deux perspectives complémentaires: mettre autant que faire se peut l'espace atlantique à l'abri de possibles conséquences tragiques de la crise actuelle et essayer de faire de cette zone un laboratoire du développement sécurisé pour l'après-crise. Car comme partout ailleurs dans le monde globalisé, sécurité et développement dans l'espace atlantique sont intimement liés. Aussi la question que je vais m'efforcer de traiter est la suivante : comment sécuriser au mieux le développement durable de l'espace atlantique, malgré la crise ou grâce à elle ? Et je réclame par avance votre indulgence, car je m'en tiendrai à des idées générales.

En première analyse, l'espace atlantique n'est pas la zone la plus conflictuelle de la planète, et la paix relative qui y règne ne semble pas pour l'instant menacée. Ce qui nous incite à commencer par une analyse académique.

En fait, la sécurité de l'espace atlantique est une combinaison de trois facteurs distincts. Elle résulte d'abord de la sécurité des quatre continents qui le bordent, ensuite des interactions stratégiques entre continents, enfin du rôle stratégique qu'y jouent les acteurs extérieurs à la zone. Quant au développement, il va à son propre rythme dans chaque compartiment de cet espace, et chacun voit qu'il ne se pose pas dans les mêmes termes au nord et au sud de l'Atlantique, d'un côté, à l'Ouest américain et à l'Est européen et africain, de l'autre.

Mais chacun voit aussi que le développement de l'espace atlantique n'a encore tiré parti ni du fort potentiel de complémentarité de la zone ni de la sécurité relative qui y règne et qu'il est confronté de façon très différenciée à la crise du fait de multiples asymétries.

Aussi, pour penser la sécurité globale de cet espace atlantique, je vous propose trois temps: d'abord revenir sur la géostratégie régionale, puis confronter cet espace atlantique aux grands défis du 21<sup>e</sup> siècle, enfin en tirer quelques pistes de recommandations pour le consolider et lui permettre de tirer solidairement son épingle du grand jeu de la mondialisation.

---

## Premier point : la géostratégie régionale pour commencer

---

**Vu de l'extérieur**, l'espace atlantique est un vaste continent liquide, un continent maritime composé de deux continents conjugués, les deux Amériques, d'un côté, le continent européen et

---

(1) Directeur de recherche au Cerem, Paris. Ancien de la DEG, du CAP et de l'IHEDN à Paris, de la RRUE à Bruxelles et ancien directeur de la recherche du collège de l'OTAN à Rome.

l'africain, de l'autre. Notons que le Maroc, comme le Portugal d'ailleurs, se situe pratiquement au centre de gravité de ce système et que ce n'est pas complètement un hasard si nous sommes ici aujourd'hui. Nous sommes dans l'un des vrais *hubs* atlantiques.

A la jointure des continents conjugués, il y a les deux « Méditerranées » ; la première, l'américaine, avec la mer des Caraïbes et le golfe du Mexique, qui est connectée via Panama à l'océan Pacifique et la seconde, l'atlantique, avec la zone archipélagique des Açores, de Madère et des Canaries, connectée via Gibraltar et Suez à l'Océan indien<sup>2</sup>.

Une zone fortement compartimentée donc, ouverte sur les autres espaces océaniques de la planète, et une zone aux fortes personnalités stratégiques.

Au nord, en effet, Amérique et Europe sont deux compartiments au développement comparable ; ils sont liés par une alliance militaire de 60 ans d'existence ; ils ont établi depuis la Seconde Guerre mondiale des axes stratégiques d'échanges maritimes, très au nord initialement, sur la route arctique de ravitaillement de l'URSS, puis plus au sud vers la Manche et, enfin aujourd'hui, vers l'ouverture de la Méditerranée ; ils entretiennent cette route stratégique qui n'a cessé de se rapprocher du continent africain et, via le couloir méditerranéen, du Moyen-Orient asiatique, en raison de l'importance des champs de pétrole et de la sécurité d'Israël.

Au sud, Amérique du Sud et Afrique sont deux compartiments proches qui n'ont entre eux que peu de rapports structurés et qui ont perdu de l'importance stratégique avec la marginalisation de la route du Cap et de celle du Horn, puis la fin de l'activité de perturbation indirecte soviétique après la guerre froide.

Et puis n'oublions pas, tout en bas, le vaste continent, démilitarisé depuis 1959, de l'Antarctique. Voilà brossé rapidement l'espace stratégique atlantique. Je m'en tiendrai là.

### **Les questions de sécurité maintenant**

Elles sont à considérer à la fois en interne, continent par continent, et en externe, dans les relations stratégiques entre continents et dans le jeu des acteurs extérieurs. Un bref survol de ces paramètres révèle en fait la relative stabilité stratégique qui y règne et l'asymétrie du système qui le compose.

Dans la première catégorie, constatons que l'insécurité concerne surtout l'Afrique, car en Amérique et en Europe, les questions stratégiques ne se posent plus en termes de guerre et de tensions interétatiques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Ces continents sont unifiés stratégiquement et sécurisés militairement. En Amérique du Sud, le continent a commencé à se penser stratégiquement il y a longtemps, dès les années 40, avec notamment le *projeccao continental do Brasil* du colonel Travassos. Les questions de défense y sont régulées et les tensions interétatiques, qu'elles soient de souveraineté ou d'influence, sont administrées par le droit international et gérées par les compétitions politiques et économiques ; elles n'ont plus de réelle dimension militaire.

Restent toutefois les défis radicaux posés à certains Etats sud-américains par des dissidences politiques, criminalisées par le trafic de la drogue, qui appellent des réponses militaires, policières et économiques mieux coordonnées régionalement. On observe aussi que, pour des raisons d'autorité stratégique régionale et de contestation idéologique dopée par la rente pétrolière, certains Etats se réarment et cherchent à s'établir en puissances régionales, imitant la turbulence de Cuba, le perturbateur récurrent de la zone depuis des décennies.

---

(2) Pour une réflexion stratégique sur l'Atlantique austral, lire ou relire l'excellente analyse d'Hervé Coutau-Bégarie « Géostratégie de l'Atlantique Sud » PUF, 1985.

Subsiste également pour tous, Américains et Européens, la question cruciale des vulnérabilités collectives au terrorisme qu'ils tentent de résoudre par la solidarité et la coordination policière internationales, sous l'impulsion de la « guerre globale contre le terrorisme » déclenchée par la précédente administration américaine.

Mais c'est le continent africain qui présente de vraies fragilités endémiques ; l'insécurité latente qui y règne résulte surtout de l'instabilité politique interne et de la fragilité d'Etats encore jeunes. Ces Etats souvent peu liés en interne comme en externe n'ont pas réussi en général à stabiliser administrativement et économiquement des populations parfois hétéroclites et des territoires trop vastes et insuffisamment quadrillés. Les conflits ouverts y prolifèrent, et c'est en Afrique qu'on trouve le plus grand nombre de victimes de violence armée depuis la fin de la guerre froide. Inutile de dresser ici la liste des conflits passés et présents de ce continent. A ces pays africains dont la souveraineté est fragile et le développement précaire correspondent des zones de vulnérabilité maritime croissante, puisque on observe dans le Golfe de Guinée une montée en puissance de la piraterie qui atteint aujourd'hui 1/3 de celle qu'on observe dans l'Océan indien. C'est aussi cette fragilité générale qu'exploitent les trafiquants en tout genre qui essayent d'implanter dans toutes les zones moins administrées leurs activités criminelles. On voit partout surgir la perspective de narco-Etats sur un modèle importé d'Amérique du Sud.

Pour conclure ce bref survol des continents en matière de sécurité : une véritable asymétrie stratégique avec un point noir, l'Afrique et sa violence armée endémique.

Dans la deuxième catégorie, celle des relations intercontinentales, on relève avec le géopoliticien Haushofer la « verticalité du système international » et la conjugaison des continents, les systèmes panaméricain et eurafricain déjà évoqués. On note au passage que, pour beaucoup, la véritable limite stratégique entre Atlantique Nord et Sud est constituée par le tropique du Cancer (c'est aussi la limite sud de la zone d'action de l'Otan) et qu'à l'évidence les problèmes de sécurité intercontinentaux qui se posent sont couverts au nord par l'Alliance atlantique établie par le traité de Washington de 1949. Aussi c'est dans l'hémisphère sud que le système de sécurité semble le plus faible.

Dans l'hémisphère austral, on sait que le continent sud-américain a toujours fait l'objet d'un soin attentif de la part de l'US Navy. Et que les débats ont été nombreux avant les années 40 pour savoir s'il fallait défendre le lac américain (c'est-à-dire la Caraïbe) ou, mieux, le quart de sphère en allant jusqu'à la pointe du Brésil, ou même encore tout l'hémisphère via un système interaméricain de sécurité s'appuyant sur le Brésil au sud. Mais la Seconde Guerre mondiale est passée sans qu'un système n'émerge. La priorité est allée à l'Atlantique Nord, et les tentatives d'OTAS (Organisation du traité de l'Atlantique Sud) après le pacte de Rio en 1947, les conférences de Nairobi (1951) et de Dakar (1954) ont été des échecs malgré la montée en puissance de la présence navale soviétique qui entretenait une perturbation régionale. L'administration Reagan a relancé la réflexion dans les années 80, et une idée de défense commune entre Etats sud-américains a réapparu ; une conférence sur la défense de l'Atlantique Sud a même été convoquée à Buenos Aires en mai 1981 et des manœuvres conjointes effectuées. Mais l'affaire des Malouines/Falklands a bloqué cette évolution non sans qu'un accord de facilités entre le Maroc et les autorités américaines ait été signé en mai 1982. Ce profil bas s'installe dès 1982, même si le retour militaire des Britanniques dans les Falkland a rétabli une certaine centralité stratégique dans l'Atlantique Sud. La stabilité sera recherchée par la réduction des tensions locales et le strict encadrement de l'influence soviétique. Une dernière tentative d'OTAS verra le jour via la création d'une zone de paix et de sécurité qui associera, en 1986, 21 pays africains aux pays atlantiques du Mercosur. Elle sera sans lendemain. Aujourd'hui, la perturbation liée au récent activisme vénézuélien déclenche la question de la

dimension sécurité du Mercosur, et le retour d'une manœuvre indirecte de la flotte russe dans la Méditerranée américaine suscite la relance d'une 4<sup>e</sup> flotte de l'US Navy.

Mais somme toute, une relative stabilité stratégique intercontinentale règne dans l'hémisphère sud malgré l'absence de structure ou de mécanismes dédiés à la sécurité de l'espace maritime de l'Atlantique austral.

Dans la troisième catégorie des acteurs extérieurs, il faut relever aujourd'hui essentiellement encore le cas de l'hémisphère sud. C'est dans le compartiment austral que les nouvelles puissances, les fameuses BRIC, se manifestent de façon active. Elles interviennent non pas dans le domaine de la sécurité directement mais dans le domaine stratégique pour tirer parti de la zone et de son formidable potentiel de richesses, pour s'accaparer une partie du réservoir de matières premières, notamment énergétiques, mais aussi agroalimentaires avec les terres arables, et aussi pour s'installer en tension s'il le faut sur les marchés notamment africains. On côtoie dans ces activités stratégiques aux prises avec le Brésil, l'Argentine et le Nigéria, des acteurs extérieurs familiers de l'espace maritime mais qui montent en puissance : la Chine, l'Inde, la Fédération de Russie, mais aussi l'Iran ou la Corée du Sud. Mentionnons pour clore ce tour d'horizon de la géostratégie atlantique les nouvelles interrogations que soulève avec le réchauffement climatique la perspective d'ouverture d'une route maritime arctique au fort potentiel qui déclenche une compétition stratégique canado-russe pour son contrôle que tentent d'arbitrer les Etats-Unis.

La compétition stratégique en Atlantique intéresse les grandes puissances établies et celles qui sont en devenir, mais elle n'a pas aujourd'hui de dimension militaire.

---

## Deuxième point : la nouvelle donne de la sécurité durable au XXI<sup>e</sup> siècle

---

Les pays riverains de l'Atlantique sont confrontés à des défis généraux dont je voudrais esquisser les principales conséquences en matière de sécurité. Ces défis sont aggravés par la crise de la mondialisation largement évoquée au long de ce forum.

En première approche, cette nouvelle donne de la sécurité durable se présente pour les différents acteurs comme une double exigence :

- tout d'abord, orchestrer le glissement de la question traditionnelle de la défense des Etats qui a prévalu au cours du siècle précédent vers les questions de la sécurité des peuples atlantiques qui vivent dans l'incertitude, la violence et, notamment, la violence économique et sociale ;
- ensuite, se préoccuper de renforcer collectivement la sécurisation des moyens du développement et de consolider solidairement les approvisionnements énergétiques qui sont à la fois une richesse et une nécessité atlantique.

Plus généralement, il s'agit pour eux de faire face ensemble aux trois défis du 21<sup>e</sup> siècle que la crise systémique actuelle exacerbe : la révolution démographique, l'exigence écologique et le grand réaménagement des marchés mondiaux.

La sécurité globale de l'espace atlantique passe par la maîtrise collective de ces défis ; elle nécessite un travail commun pour sauvegarder ce qu'on pourrait appeler les biens communs régionaux, identifiés comme le socle du développement atlantique, à savoir, la croissance, le bien-être, l'équité, la solidarité humaine et culturelle et la sécurité collective qui constituent le socle de l'identité atlantique. Il s'agit de faire face ensemble non pas à une menace militaire mais à une instabilité systémique qui crée de l'insécurité régionale.

Quelques éléments permettent d'illustrer ces défis communs qui appellent un traitement collectif.

- La révolution démographique concerne directement notre région, car si la transition démographique est en cours sur toute la planète, elle est encore retardée sur le continent africain qui est le continent qui va connaître la plus forte progression de sa population d'ici 2050 pour atteindre 1,5 milliard d'habitants, à l'égal de la Chine et de l'Inde. Elle a également un impact sur la centralité atlantique qui du fait de la stagnation démographique de l'Atlantique Nord va perdre de sa centralité économique et stratégique au profit d'une nouvelle centralité asiatique.
- L'exigence écologique touche également l'espace atlantique directement. Elle établit de nouvelles obligations et de nouvelles normes qui s'appliquent à des sociétés au développement différencié. Une application intelligente collective des nouvelles contraintes doit permettre d'éviter les entraves ou des régulations excessives du développement des sociétés, notamment africaines, pour gérer ce luxe des pays riches. Par ailleurs, c'est dans l'hémisphère austral que se trouvent les deux poumons verts de la planète, la forêt amazonienne et la forêt congolaise. La gestion coordonnée de ces éponges à gaz carbonique est sans doute nécessaire à l'équilibre carboné de la planète, et ce bien commun régional doit être appréhendé et valorisé collectivement, il doit permettre de rééquilibrer l'espace régional.
- Le réaménagement des marchés mondiaux va se faire par une meilleure exploitation des matières premières, une meilleure gestion de la ressource notamment énergétique dont l'hémisphère austral est largement pourvu. Il ne doit pas se traduire seulement par un enlèvement général pour une transformation lointaine et une invasion de marchés laissés informes par une rente non développante. La sécurité globale de la zone passe par un meilleur équilibre entre la fourniture de matières premières, la transformation et le développement local.

Car ce qui est en jeu en matière de sécurité globale, c'est la réponse apportée au sentiment d'insécurité des populations, notamment les plus démunies de la zone atlantique. Il faut prendre en compte un sentiment d'inquiétude que la crise accroît et qui a tendance à bouleverser la mobilité humaine ordinaire de la zone et à en provoquer une criminalisation endémique qui a des effets tragiques sur la stabilité des Etats, en particulier africains, et sur les relations intercontinentales, notamment via une émigration de stress du Sud vers le Nord atlantique.

Ces problèmes de sécurité se posent de façon nouvelle. Il faut désormais chercher ailleurs que dans notre héritage militaire classique pour les traiter<sup>3</sup>. Ce sont les besoins vitaux des hommes qui mettent en mouvement les peuples et nourrissent la conflictualité de la planète, au 21<sup>e</sup> siècle comme hier. Et le monde des blocs n'est plus là pour réguler et étouffer ces tensions. Quelle sécurité globale, « tous azimuts », promouvoir, quelle sécurité suffisamment solidaire pour devenir durable dans l'espace atlantique ?

Pour la favoriser, il faut sans doute combiner trois actions complémentaires : contrer les conflictualités émergentes, solder les dangers du passé et mettre en place des régulateurs efficaces<sup>4</sup>.

- La sécurité humaine et les besoins vitaux des hommes (alimentation, santé, énergie accessible, mais aussi sécurité individuelle, espoir, culture, progrès) sont à la base du développement humain des sociétés. Les négliger c'est accepter des déséquilibres durables facteurs de troubles et de violences. Les pays riverains de l'espace atlantique doivent aujourd'hui s'inquiéter plus des asymétries vitales de la zone et y faire face solidairement pour stériliser désespoirs et frustrations sources de risques collectifs.
- La sécurité culturelle n'est pas moins fondamentale. Il faut explorer le chantier des racines historiques, géographiques et économiques de la violence qui existent entre les sociétés, les

(3) « La guerre hors piste », *AGIR* n°18 (2004).

(4) « Promouvoir la sécurité durable (introduction) » *NDC/OP*, n° 12, (février 2006).

peuples, les Etats. Il faut apaiser les tensions héritées et traiter les séquelles des frustrations héritées du passé, à l'intérieur des Etats, comme entre voisins et entre continents. C'est le rôle d'une vision souple et ouverte de la démocratie que de faciliter cette ambition post-historique de réconcilier les ennemis, de réparer les erreurs et de soigner les blessures de l'histoire des peuples. On en voit bien des applications entre les différents compartiments de l'espace atlantique.

- La régulation multilatérale régionale est essentielle ; la médiation, l'arbitrage, l'écoute et la multipolarité sont des gages plus sûrs de sécurité que l'emploi de la force et l'exercice des contraintes, même validées par une communauté internationale qui se veut impartiale. Cette régulation est essentielle à la prévisibilité des entreprises humaines et donc à la prévention des désordres qu'elles suscitent. Elle doit trouver une méthodologie régionale et une saisine spécifique par continents. La défense des biens publics régionaux en soutien d'une identité atlantique pourrait en être la charte.

L'exposé d'une telle approche non conventionnelle de la sécurité globale atlantique ne cherche pas à invalider les méthodes plus classiques qu'emploie la communauté internationale quand elle s'appuie sur ses deux jeux de principes, ceux du droit international et ceux de la diplomatie préventive et de la responsabilité de protéger et quand elle actionne ses nombreux moyens techniques gouvernementaux, institutionnels ou non gouvernementaux.

Mais cette approche permet mieux de se tenir prêt à affronter toutes les instabilités génératrices de profondes crises sociales à la violence plus ou moins contenue qui vont continuer à fragiliser des sociétés au développement très diversifié mais dont la complémentarité et la solidarité régionale peuvent être mieux mobilisées.

---

### Troisième et dernier point, en guise de conclusion, quelques pistes d'effort

---

La plus grande attention doit être apportée au développement humain dans tout l'espace atlantique car la grande crise systémique actuelle est lourde de conséquences sociales et de violences, surtout dans les compartiments les plus vulnérables. Le développement est non seulement un facteur d'apaisement des tensions mais aussi d'entretien des espérances collectives. Pour sécuriser le développement de l'Atlantique, il faut profiter de la crise pour accroître la solidarité collective des riverains, réduire les asymétries existantes en tirant un meilleur parti des complémentarités régionales, notamment Sud/Sud. Il faut aussi que les trois compartiments américains et européen fassent de la sécurité en Afrique une priorité. Et que le compartiment africain s'organise de façon plus déterminante qu'aujourd'hui.

Au-delà de cette philosophie générale, il faut aussi mieux organiser concrètement l'espace atlantique pour renforcer sa sécurité globale. Sur la base de l'analyse proposée, on peut articuler quelques propositions d'action.

**Proposition n° 1 :** un effort général et permanent de consultation stratégique et d'échanges prospectifs des riverains de l'Atlantique, par la création d'une sorte de Davos atlantique. L'ITA lancée à Skhirate peut en constituer la base ; elle doit s'ouvrir aux réflexions classiques sur les vulnérabilités de la zone, sur le contrôle des armements, sur la sécurité des grandes activités maritimes et celle des approvisionnements énergétiques.

**Proposition n° 2 :** un instrument permanent de concertation des riverains de l'Atlantique Sud, faisant le pendant de celui de l'Alliance atlantique (Nord) permettrait des échanges militaires sur la sécurité des activités maritimes sensibles (pêche, cabotage, off-shore). Il éviterait que ne se développent des zones hors contrôle où les activités criminalisées pourraient se développer librement (piraterie, drogue, trafics humains, terrorisme affilié). Il permettrait la sensibilisation,

l'alerte et la réduction des dangers comme cela se fait ailleurs (détroit de Malacca, Corne africaine). Il pourrait établir des patrouilles préventives régionales.

**Proposition n° 3 :** un outil de coopération militaire au profit du continent africain pour lui permettre de renforcer sa capacité sous-régionale d'intervention au profit du maintien de la paix et de la stabilité régionale. La solidarité de tous les compartiments de l'espace atlantique est nécessaire pour progresser beaucoup plus rapidement dans cette voie qui a été ouverte, il y a plus de 10 ans. Elle doit devenir une priorité collective.

**Proposition n° 4 :** une meilleure capacité d'identification des intérêts communs atlantiques par la constitution d'un noyau de « commission atlantique » formée de représentants de structures existantes (au moins UE, UA, Mercosur, Alena, OAE, Otan). Cette commission pourrait labelliser et rendre compatibles et cohérentes toutes les actions prises dans l'esprit atlantique développé ci-dessus. C'est à cette commission, dont le secrétariat pourrait être installé dans un *hub* atlantique (Tanger ?), que serait rattaché l'organe de sécurité collective de l'hémisphère sud objet de la proposition n° 2.

Elles répondent à deux nécessités identifiées par ces travaux et dont la crise rend la réalisation plus urgente :

- favoriser une meilleure intégration de l'hémisphère austral en développant les complémentarités et les projets communs ;
- créer une plus forte identité stratégique atlantique en contribuant à réduire l'asymétrie Nord/Sud actuelle dans l'espace atlantique sur la base d'intérêts et de biens communs régionaux à développer.

## Retrouvailles transatlantiques et crises internationales

Louis GAUTIER <sup>1</sup>

*Délégué national du Parti socialiste aux questions stratégiques, France*

Les quatre premiers mois de la présidence de Barack Obama sont marqués par une spectaculaire restauration de la relation transatlantique. Le changement de ton et d'attitude de l'administration américaine y est évidemment pour beaucoup.

L'approche des questions internationales par le charismatique 44<sup>e</sup> président des Etats-Unis tranche en effet avec la méthode et les orientations données à la diplomatie américaine par son prédécesseur. Dès ses premières déclarations, Barack Obama a entendu rompre avec le style – et même les pratiques – de la politique étrangère de GW Bush, politique caractérisée par l'unilatéralisme des positions américaines, dominée par l'ethnocentrisme du discours des néoconservateurs à Washington et abonnée à une stratégie de tension des Etats-Unis avec le reste du monde, y compris avec certains de leurs plus anciens alliés.

Le sommet marquant le soixantième anniversaire de l'OTAN à Strasbourg-Kehl, le 4 avril 2009, fut l'occasion de fêter très manifestement les retrouvailles de la communauté atlantique. La profonde déchirure occasionnée par la guerre en Irak, toujours mal cicatrisée au sein de l'OTAN. Sur la plupart des grands sujets relatifs aux enjeux de sécurité pour l'Alliance, on constatait à Strasbourg une ample convergence de vue dont témoigne la déclaration finale des chefs d'Etat et de gouvernement et la mise en chantier d'un nouveau concept stratégique sur le rôle futur de l'OTAN au XXI<sup>e</sup> siècle. La France officialisait son retour dans le commandement intégré après quarante trois années au cours desquelles se sont succédé divorce puis rapports distanciés, relations tumultueuses et réinsertion mal assumée.

La famille atlantique pouvait ainsi apparaître unie comme jamais et par ailleurs toujours accueillante puisque la Croatie et l'Albanie intégraient alors l'Alliance. Cette impression quasi idyllique ne doit cependant pas faire trop illusion.

L'accession au pouvoir de Barack Obama relance les espoirs d'un progrès et d'une transformation de la relation transatlantique. Mais les dirigeants, quelles que soient leurs intentions initiales, demeurent placés sous la contrainte de la situation interne de leur pays et d'un agenda international qu'ils ne maîtrisent pas complètement, loin s'en faut.

Il est en particulier difficile de savoir aujourd'hui, à un moment où en Occident les agences gouvernementales et multinationales réévaluent de façon pessimiste leurs prévisions pour 2010,

---

(1) Louis Gautier est Conseiller-maître à la Cour des comptes, Professeur à l'université Lyon III. Il a été délégué pour les questions stratégiques du Parti socialiste (2002-2008), conseiller pour la défense de Lionel Jospin, Premier ministre (1997-2002) et directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe, ministre de la Défense (1990-1993). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment : *Mitterrand et son armée*, Grasset, 1999 ; *Face à la guerre*, La Table ronde, 2006 ; *Table rase*, Flammarion, 2008 ; *la Défense de la France après la guerre froide*, PUF, 2009.

quel sera l'impact de la crise économique sur la relation entre les Etats-Unis et l'Europe et plus généralement les rapports internationaux.

---

### Engagés sur fond de crise économique, les premiers mois de la présidence de Barack Obama sont marqués par le rapprochement des points de vue au sein de la communauté atlantique

---

A cet égard, on peut se réjouir de la concertation qui a prévalu des deux côtés de l'Atlantique pour faire face aux risques que le système financier mondial ne soit emporté dans la tourmente des subprimes. Mais maintenant que la tempête est apaisée, c'est d'économie réelle qu'il s'agit, et les intérêts de l'Europe ne sont pas nécessairement convergents avec ceux des Etats-Unis, qu'il s'agisse de politique monétaire, de protection des emplois ou d'accès aux ressources naturelles. Ce constat n'est pas nouveau mais, à l'aune de la dépression qui guette ou de la décroissance qui s'installe, il mérite d'être réexaminé. En fonction de la durée et de la sévérité de la crise et du type de mesures adoptées pour tenter de l'enrayer, les Etats-Unis et l'Europe peuvent être entraînés sur des chemins séparés. De même, personne ne peut pronostiquer ce que seront les conséquences de cette crise économique sur les relations commerciales entre le nord et le sud du continent américain ou entre l'Afrique et l'Europe.

Dans une économie mondiale où globalement l'Occident est en recul face à la montée de nouvelles puissances, quelle sera la place des échanges futurs dans la zone transatlantique ? Quelles seront les synergies économiques recherchées entre l'Amérique et l'Europe ? Et quelles régulations seront mises en œuvre de conserve à Washington et à Bruxelles, à Paris, à Londres, à Berlin... ?

La coopération économique a été depuis la Seconde Guerre mondiale non seulement un gage de prospérité de la communauté atlantique mais aussi un gage de sa stabilité.

L'histoire nous enseigne ainsi que si la relation entre les Etats-Unis et l'Europe a connu depuis 1945 au plan politique bien des différends (retrait français de l'organisation militaire intégrée, crise des euro-missiles...) et des contentieux (Suez, Vietnam, Irak), jamais ces tensions n'ont eu d'impact réel au plan économique. La preuve par l'absurde est donnée par les « embargos politiques » décrétés aux Etats-Unis sur les importations de vin, de roquefort ou de foie gras et, plus généralement, sur les produits français après le « non » à la guerre en Irak. Toutes les analyses montrent que le commerce et les investissements des Etats-Unis vers la France et l'Allemagne (les deux pays européens les plus ouvertement hostiles à la guerre en Irak) et, réciproquement, de ces deux pays vers les Etats-Unis n'ont en réalité pas cessé de croître entre 2003 et 2006, tous secteurs confondus, y compris, ironie du sort, les parfums et les fromages.

En revanche, l'inverse n'est pas vrai. Une dégradation de la relation économique entre les deux rives de l'Atlantique aurait à coup sûr des conséquences majeures sur la solidité politique de la communauté transatlantique. C'est en particulier évident en ce qui concerne le niveau des investissements directs et des placements croisés dans l'une et l'autre économie. De même, des restrictions commerciales ou une baisse des investissements entre le nord et le sud de la zone atlantique seraient néfastes au climat de stabilité et de coopération qui y règne.

Ce retour aux fondamentaux permet d'inscrire dans sa vraie dimension historique la présidence de Barack Obama, sans céder aux effets déformants d'un état de grâce réel mais forcément passager.

L'élection de Barack Obama constitue une bonne nouvelle en temps de crise. Les débuts de sa présidence, encore drapée de l'éclat d'une victoire haut la main, en confirment pour l'heure les

espoirs. Le travail diplomatique entrepris dans les dernières semaines nous a en effet convaincu que le département d'Etat avait bien appuyé sur le bouton *reset*. Les alliés européens ou israélien ont pu expérimenter un nouveau mode de relation plus à l'écoute et aussi plus franc. La façon d'aborder les problèmes pendants avec la Russie ou l'Iran a changé, elle est moins braquée. Washington a relancé les principales négociations aujourd'hui dans l'impasse (désarmement avec la Russie, dossier nucléaire avec l'Iran, processus de paix israélo-palestinien). Le retrait de la présence militaire en Irak est bien programmé à courte échéance.

Mais ces prolégomènes prometteurs, qu'il faut saluer, ne doivent pas nous inciter à trop d'optimisme, étant donné la rigueur des temps et la très grande viscosité de la situation internationale.

C'est d'ailleurs pourquoi, à la veille des réjouissances du sommet de Strasbourg-Kehl, je regrettais<sup>2</sup> publiquement que la normalisation de la place de la France dans l'OTAN ne soit précédée d'aucune clarification par les Autorités françaises sur le rôle qu'elles entendent voir assigné à cette organisation pour l'avenir et, plus généralement, d'une clarification des positions françaises dans les engagements militaires extérieurs auxquels participent nos forces à côté de celles de nos alliés.

Le simple constat de convergences de vues entre Américains et Européens sur l'Irak, l'Afghanistan, l'Iran, la question palestinienne, voire sur la nécessité de temporiser en ce qui concerne l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, non seulement ne constitue pas une feuille de route commune mais évite de reposer quelques questions fondamentales sur la nature actuelle du pacte transatlantique.

---

### **Le règlement difficile de crises internationales multiples risque cependant, dans les prochaines années, de mettre à rude épreuve la solidarité atlantique**

---

Pour bien relever les défis de sécurité que les pays solidarisés par leur appartenance à la communauté atlantique ou leur proximité politique avec elle considèrent communs, encore faut-il être en mesure de définir en quoi et comment ces problèmes sont véritablement ressentis comme communs. Sinon, comme on le voit en Afghanistan, après l'aventure et les déboires américains en Irak, c'est la perception même de ces enjeux par l'opinion et la légitimité des actions entreprises pour y faire face qui se trouvent frappées d'illégitimité. On n'explique pas autrement l'attitude des Européens en Afghanistan, piégés au nom de la solidarité atlantique dans un conflit qu'ils considèrent perdu militairement et dans lequel ils n'entendent pas s'engager plus avant. Pour les mêmes raisons, en dépit des enjeux directs ou indirects considérables pour eux en cas d'échec des opérations en Afghanistan, les pays arabes alliés des Américains se gardent bien d'apporter un soutien aux actions de l'ONU et de la FIAS.

Parler de solidarité atlantique implique donc de cerner d'abord quels sont les enjeux et les intérêts qui justifient, aux yeux des pays qui s'en réclament, une défense et des actions communes. Or, la fin de la guerre froide a eu pour conséquence de saper irrémédiablement les fondements géostratégiques de la communauté transatlantique, et, pour l'heure, rien d'aussi solide n'a pu être établi à la place.

Les Européens, en l'absence de menace armée dirigée contre eux, relativisent au quotidien l'intérêt de l'alliance militaire avec les Américains. L'Alliance n'est plus un dispositif de défense concret

---

(2) Voir notamment Gautier L., « Le retour de la France dans l'OTAN : la faiblesse plie-t-elle à propos ? » *le Monde*, 21 février 2009.

contre un ennemi mais une assurance contre un risque hypothétique de conflictualité. L'OTAN n'est plus une alliance militaire que de nom, la défense collective y étant reléguée désormais au second plan. La fin de la guerre froide a aussi érodé l'emprise américaine en Europe.

Les priorités (et les soldats) des Etats-Unis ont migré vers le Moyen-Orient et l'Asie, où les approches des problèmes de sécurité divergent d'ailleurs entre alliés.

La crise géorgienne en août 2008, caractérisée par le peu d'implication de Washington, est d'ailleurs venue souligner que l'Alliance avait, d'une certaine façon, achevé sa double mission historique :

- au temps de la guerre froide, assurer la sécurité de la vieille Europe et cela à n'importe quel prix ;
- depuis la fin de la guerre froide, contribuer par son extension à la stabilité et à l'unité du Vieux continent.

Désormais, l'unité du continent européen est largement réalisée, et les extensions futures de l'Alliance ne se feront pas à n'importe quel prix, en tout cas, pas celui du retour à l'hypothèse d'un affrontement possible avec la Russie.

Privé d'ennemi, l'OTAN a perdu de sa nécessité. A cet égard, GW Bush, avec sa croisade armée contre l'axe du mal, a bien tenté de substituer une nouvelle adversité pour recréer de l'unité au plan politique au sein de la famille atlantique, mais il a raté son coup, dans la mesure où, pour la plupart des Européens, la lutte contre le terrorisme ne repose pas principalement sur le recours à la force et encore moins sur un clivage avec le monde musulman.

La communauté atlantique ne peut plus facilement se définir par opposition, ce qui la force à se définir à partir de valeurs partagées, d'intérêts communs et pour des raisons positives.

Elle peut se promouvoir comme un ensemble économique avec les limites qui ont déjà été évoquées, d'être autant un ensemble coopératif que compétitif.

Elle peut se désigner comme un espace géographique, mais il apparaît aujourd'hui aussi absurde de figer ses frontières que de vouloir les étendre. On voit bien ce qui constitue le centre de cet espace, mais sa délimitation physique fait moins sens que la globalisation à toute la planète de son action.

Elle peut se concevoir comme une organisation politique, mais au plan régional, l'OTAN a moins de légitimité démocratique que l'Union européenne qu'elle cherche parfois à concurrencer, et sur le plan international, y compris pour les pays qui la composent, elle n'a pas la légitimité juridique de l'ONU qu'elle est tentée de court-circuiter.

Elle peut enfin se définir comme une communauté de valeur autour de la défense et de la promotion de l'Etat de droit, de la démocratie et des droits de l'homme, mais à ce titre elle est désormais confrontée à deux dilemmes, en interne et vis-à-vis de l'extérieur.

En interne, non seulement certaines divergences de sensibilité inhérentes à leurs sociétés respectives peuvent conduire à des positions diamétralement opposées (peine de mort, légitime défense, protection de l'environnement, recours à la force armée, laïcité...), mais l'approche américaine stato-centrée et l'approche européenne en partie fondée sur le dépassement des Etats au sein de l'UE causent des différences de vue quant au développement d'un cadre normatif international pourtant inspiré de valeurs a priori communes (CPI, protocole de Kyoto, désarmement). On peut cependant penser, avec la présidence démocrate actuelle, que ces écarts de perception devraient avoir tendance à se réduire.

Vis-à-vis de l'extérieur, la communauté atlantique est confrontée au défi d'un monde à la fois globalisé et hétérogène : un monde qui s'unifie par le développement économique, par

la modernisation technologique, par l'accroissement des échanges et par l'uniformisation des modes de consommation, mais un monde dans lequel de trop nombreux pays s'opposent à l'Etat de droit, refusent la modernité politique, répugnent au progrès de la démocratie et récuse les valeurs que cherche à promouvoir l'Occident ou les tiennent pour inappropriées.

La communauté atlantique, alors qu'elle entend redéfinir le rôle futur de son organisation militaire au XXI<sup>e</sup> siècle, a d'abord l'impérieux besoin de clarifier son identité, de redessiner ses contours, de consolider ses mécanismes de solidarité, d'égaliser ses points de vues et surtout de ne pas se tromper d'objectifs quant à ses interventions.

Ce travail de refondation s'inscrit cependant dans un calendrier de gestion des crises et des conflits internationaux qui laisse peu de répit. Le crédit de la communauté atlantique et l'avenir de l'OTAN sont en effet tributaires de la résolution de dossiers redoutables. Dans la gestion des crises ouvertes, les Etats-Unis, les pays européens et leurs alliés doivent apporter davantage de garanties pour la paix et la sécurité mondiales. Ils ne doivent pas apparaître par leurs interventions inopportunes et inefficaces comme des auteurs de troubles.

C'est pourquoi les retrouvailles transatlantiques de l'année 2009 constituent un moment aussi symbolique que privé de portée réelle si l'on considère l'agenda international qui place les Etats-Unis, les pays de l'Union européenne et leurs alliés de par le monde face à trois grands défis :

- la reprise en main de la situation sur le terrain en Afghanistan et au Pakistan qui s'avère urgente ;
- la stabilisation du Moyen-Orient qui passe par l'accalmie des tensions avec la Syrie et à l'intérieur du Liban et par une relance fermement cadrée des négociations israélo-palestiniennes ;
- le succès des négociations avec l'Iran et la Corée sur le nucléaire, ce qui implique aussi la reprise d'initiatives collectives en faveur du désarmement et de la lutte contre la prolifération.

Vingt ans après la fin de la guerre froide et les espérances que cet événement fit naître pour la paix et la démocratie, la communauté atlantique se retrouve enlisée dans un conflit au long cours en Afghanistan, incapable d'œuvrer à la stabilisation du Proche et du Moyen-Orient, région stratégique pour sa sécurité et sa prospérité, et, à la place du monde post-nucléaire tant espéré à la disparition de l'équilibre de la terreur, il lui faut redouter que surgissent les affres d'un monde multi-nucléaire régressif et dangereux.

C'est au pied de ce mur que se juge aujourd'hui la réalité future de la communauté transatlantique.

## Le rôle de l'Union européenne dans la gouvernance globale et régionale

Eneko LANDABURU

*Directeur général des Relations extérieures à la Commission européenne*

Je voudrais tout d'abord remercier le Haut Commissariat au Plan d'avoir pris l'initiative d'organiser ce forum. Je suis heureux de pouvoir partager avec vous quelques réflexions sur un thème de grande actualité : la gouvernance globale et régionale et le rôle joué par l'Union européenne dans celle-ci.

Beaucoup seraient aujourd'hui étonnés d'entendre que la globalisation n'est pas un phénomène nouveau. Mais ils ne devraient pas l'être ! Il y a 100 ans, il n'y avait pas d'internet, pas de vols commerciaux et pas de téléphones portables. Pourtant, le monde à cette époque était très semblable au nôtre. Beaucoup de pays connaissaient déjà à l'époque une relative libre circulation des personnes, du capital et des marchandises et tous les avantages qui en découlent ; choses que nous considérons comme allant de soi aujourd'hui.

Pourtant, il n'y a rien d'acquis dans le processus de globalisation. L'édifice peut s'écouler rapidement s'il est soumis à une menace économique, sociale ou politique. Deux guerres et une dépression mondiale ont été plus que suffisantes pour mettre un terme à cette première vague de globalisation.

Jusqu'à récemment, beaucoup d'entre nous estimaient sans doute que la situation dans notre monde mondialisé était « normale, certaine et permanente ». Mais sont ensuite venus la crise des sub-prime, le resserrement du crédit, la crise financière, une forte baisse des échanges internationaux et une récession mondiale.

Étant donné les énormes progrès que nous avons réalisés ces dernières années – la sortie de la pauvreté de millions de personnes, l'interdépendance croissante qui encourage une plus grande stabilité – il est essentiel que le monde ne tourne pas de nouveau le dos à la globalisation suite à la crise mondiale. Il est essentiel que nous évitions les erreurs du passé.

Il y a lieu d'être optimiste. Jusqu'ici, le monde a résisté aux pires tentations protectionnistes. Et il y a une conviction partagée que cette crise nous offre une réelle occasion de corriger les erreurs du passé.

Un fameux poète classique iraquien du X<sup>e</sup> siècle, Al-Mutanabbi, disait : « C'est au milieu de la boue que l'on trouve l'or. » De la même manière, nous devons chercher dans cette crise les enseignements qui nous permettront d'éviter de répéter les erreurs passées, d'identifier les fragilités du système, de les corriger et de retrouver une croissance et un développement durables.

En fait, j'irai jusqu'à dire que la crise financière représente un tournant pour la gouvernance mondiale, à la fois politique et psychologique; l'émergence du processus du G20 en est un signe. Mais il appartient à nous, la communauté internationale, de saisir cette occasion.

L'émergence croissante de défis globaux exigeant des solutions mondiales – instabilité financière, développement, réchauffement climatique, pandémies, terrorisme – nous montre que l'inaction n'est plus une option.

Si nous échouons, l'histoire ne nous jugera pas avec indulgence.

Pour sa part, l'Union européenne joue certainement, et continuera à jouer, un rôle central dans le façonnage du nouvel ordre mondial qui voit progressivement le jour.

Permettez-moi de vous expliquer pourquoi.

L'Union européenne est une union d'Etats, de peuples et de citoyens basée sur la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et l'ouverture des marchés et la libre concurrence. Elle est née après la Seconde Guerre mondiale dans une Europe complètement déchirée par ce conflit. Mais elle a su tirer les leçons de cette expérience brutale et saisir l'opportunité de repenser complètement son avenir. Elle a rejeté la politique internationale traditionnelle, fondée sur la menace de la violence et a préféré se tourner vers des relations internationales fondées sur le droit et les institutions supranationales.

Ces institutions sont bien plus élaborées que ce que nous connaissons au niveau mondial. En effet, l'Union européenne est une construction originale assez différente de tout ce qui l'a précédé. Ses mécanismes pour obtenir le consensus et pour prendre des mesures communes en font un modèle pour un ordre mondial basé sur l'État de droit.

L'Union européenne représente le triomphe de la réconciliation sur la vengeance ; de la coopération sur le chaos ; de la loi sur la violence. L'Union européenne n'est pas seulement un modèle pour une meilleure gouvernance mondiale parce qu'elle est la première à agir – ce qui encourage cependant d'autres Etats à agir également. Mais c'est aussi la manière dont nous agissons qui fait de l'Union européenne un laboratoire de la globalisation : consensus entre 27 Etats-nations, partenariats décentralisés avec les autorités et acteurs régionaux et locaux, décisions juridiquement contraignantes, transposition et mise en œuvre de ces décisions, le tout soutenu par la compétence juridique obligatoire et automatique d'une cour de justice supranationale.

Le succès de l'Union européenne dans la promotion de la stabilité et de la prospérité a longtemps fonctionné comme un aimant, favorisant la paix et le changement institutionnel, notamment par le biais de la perspective d'élargissement. Et aujourd'hui, par le commerce, les finances, la coopération dans les forums mondiaux, l'aide au développement, le partenariat, la prévention des conflits et la protection de l'environnement, l'Union européenne utilise son poids et son influence politique pour promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité bien au-delà de ses frontières.

L'Union européenne reste la première puissance commerciale mondiale, et lui incombe donc une responsabilité particulière dans la définition des règles multilatérales. L'Union européenne étant le principal marché des pays en développement, elle a aussi une énorme responsabilité morale vis-à-vis d'eux et doit veiller à ne pas les oublier.

Permettez-moi de vous rappeler ici que l'Union européenne est loin d'être parfaite. Elle a ses propres défis à relever – la démographie et la réforme structurelle pour n'en nommer que deux. Son processus de décision lourd, sa nécessité constante de coordination et de respect mutuel dans la recherche laborieuse du consensus entre un grand nombre d'Etats très divers sont en particulier critiqués.

Mais il est difficile de voir comment une gouvernance mondiale efficace, incluant des Etats souverains, peut être réalisée de manière complètement différente. Ainsi, ce que certains voient comme un inconvénient pour l'Union européenne aujourd'hui sera vu comme un avantage pour un ordre mondial émergent basé sur des règles de droit.

Prenez l'exemple de la crise et de la réforme du système financier mondial. La position commune de l'Union européenne, approuvée par les États-membres en mars dernier, nous a aidés à jouer un rôle fort et important lors de la réunion du G20 à Londres. Nous sommes déjà en train de mettre en œuvre les engagements pris au G20 en matière de gérants de fonds dits « alternatifs » et de supervision bancaire. Ceci reflète notre détermination à montrer l'exemple.

Par ailleurs, l'Union européenne se félicite de voir émerger le G20 comme un nouveau forum de concertation et de coopération face à la crise. Ceci marque une étape importante vers une plus grande implication des puissances émergentes dans la gouvernance globale. L'Union européenne est évidemment attentive au fait que les différentes régions du monde soient représentées d'une manière adéquate dans les structures de coopération qui se mettent en place.

Et n'oublions pas l'impact de la crise sur les gens ordinaires. En complément de ces mesures techniques, la Commission se concentre à nouveau sur l'emploi – comme en témoigne le sommet de mai à Prague sur l'emploi – et développe des politiques d'aide aux États-membres pour la mise en œuvre de réponses efficaces aux défis que représentent la création d'emplois et la cohésion sociale.

Je voudrais aussi rappeler que l'Union européenne est le premier pourvoyeur d'aide au développement sur le plan mondial, s'imposant ainsi comme un acteur international clé du développement.

Un autre domaine dans lequel l'Union européenne illustre son influence est le réchauffement climatique. Le leadership de l'UE dans les négociations sur ce thème primordial est devenu un élément marquant de son influence sur le système international. Lorsque le « paquet énergie-climat » de la Commission a été officiellement adopté le mois dernier (le 23 avril), l'Europe a de nouveau affirmé son rôle pionnier dans ce domaine, devenant ainsi la première région au monde à fixer des objectifs aussi ambitieux et juridiquement contraignants dans le domaine du réchauffement climatique et de l'énergie.

Dans le domaine du réchauffement climatique, nous n'avons vraiment pas eu d'autre choix. Dans un monde où l'augmentation annuelle d'émissions en gaz carbonique de la Chine dépasse les émissions annuelles totales de l'Allemagne, comment pouvons-nous rester en retrait et nous contenter d'une action qui se limite aux frontières de l'Europe ?

Mais dans d'autres secteurs aussi, le défi européen des années à venir sera de plus en plus la mise en œuvre externe des politiques internes de l'UE. L'éventuelle ratification du Traité de Lisbonne renforcerait ces efforts, en améliorant la cohésion et l'efficacité de notre action extérieure.

C'est dans ce contexte que la Commission européenne essaye d'améliorer sa coopération avec les Nations Unies et d'autres acteurs internationaux.

L'Union européenne croit fermement que l'Organisation des Nations unies, s'appuyant sur la légitimité unique que lui confère son caractère mondial, peut et devrait contribuer davantage à améliorer la gouvernance mondiale.

Mais il y a une question plus fondamentale que j'aimerais souligner : pour que le multilatéralisme fonctionne en pratique, nous avons besoin d'une nouvelle forme de gouvernance mondiale, dotée d'institutions capables de faire face aux défis d'aujourd'hui. La réforme des institutions économiques et financières est une priorité absolue de l'ordre du jour, mais il n'en demeure pas moins que le reste du cadre institutionnel international exige également notre pleine et entière attention. L'Union européenne est décidée à contribuer à un débat ouvert et constructif sur la réforme des Nations unies. Nous devons nous concentrer sur les solutions – pas sur les problèmes.

Nous continuerons à nous engager aux côtés de nos partenaires partout dans le monde, à mieux comprendre leurs préoccupations et à voir comment nous pouvons avancer ensemble. La réforme n'est pas la prérogative d'un groupe ou d'un autre – elle est nécessaire pour tous.

---

## L'Union européenne et la gouvernance régionale

---

Les 11 et 12 mai, les représentants des pays et régions du monde entier se sont réunis à Bruxelles lors d'une conférence organisée par la Commission pour débattre et examiner la dimension régionale de la gouvernance dans un monde mondialisé.

L'Union européenne est en effet un exemple et un partenaire pour plusieurs organisations régionales – comme le Mercosur, l'ASEAN, le SICA (Système d'intégration centraméricain) – et elle se tient prête à trouver les moyens de soutenir leur développement en tant que piliers de la gouvernance mondiale et régionale.

Permettez-moi de revenir sur un exemple d'initiative régionale visant à aborder les défis communs actuels: la nouvelle initiative « Union pour la Méditerranée » pourrait être considérée comme une réponse à la globalisation et aux problèmes régionaux. C'est bien le modèle européen, avec toutes ses imperfections et ses limites, c'est bien la construction européenne qui, dans son ensemble, peut apporter une réponse – pas la seule réponse, mais une réponse possible – aux considérables enjeux de la Méditerranée. Et ce modèle est celui qui a inspiré le Processus de Barcelone, la Politique européenne de voisinage et l'initiative de l'Union pour la Méditerranée.

Quel que soit l'avenir de la situation au Proche-Orient, quelle que soit la durée de la crise économique, quel que soit aussi le destin des initiatives politiques comme l'Union pour la Méditerranée, les données de base de la Méditerranée ne changent pas :

- transformations politiques sur fond d'une transition démographique et sociale profonde, à différent degrés, mais pour tous les pays de la région ;
- nécessité d'une coopération géostratégique entre l'Union européenne et tous les partenaires méditerranéennes pour faire face aux enjeux communs de sécurité, d'énergie, de bonne gestion des flux migratoires et de croissance économique durable.

En 2008, fidèle à la longue tradition méditerranéenne, l'initiative politique française de lancer l'Union pour la Méditerranée a permis de remettre la Mare Nostrum au centre de la politique extérieure européenne. Il s'agissait aussi d'aborder le problème majeur auquel nous sommes confrontés : le différentiel de prospérité entre le nord et le sud de la Méditerranée. Si 14 kilomètres séparent l'Espagne du Maroc, un rapport de 1 à 14 sépare leurs PIB par habitant.

Le rôle de la France a été essentiel. Mais la contribution de la Commission européenne a été très importante aussi. Ainsi, après des longues consultations avec tous les partenaires, la Commission a été en mesure de faire des propositions à la fois ambitieuses et réalistes. Le résultat de cette approche est que les conclusions du sommet de l'UPM tenu à Paris le 13 juillet 2008 sont largement fondées sur les propositions de la Commission.

Quel sont les grandes réussites de ce sommet ? Il y en a essentiellement trois :

- Placer les relations euro-méditerranéennes au plus haut niveau politique. Les chefs d'Etat et de gouvernement de la région se réuniront désormais tous les deux ans pour piloter un partenariat essentiel à la prospérité et à la sécurité de l'ensemble des pays de la région.
- Mettre en place une nouvelle structure institutionnelle pour le partenariat euro-méditerranéen, avec une coprésidence, un secrétariat et un comité conjoint permanent basé à Bruxelles.

- Lancer 6 grands projets régionaux : la dépollution de la Méditerranée, la construction de routes maritimes et terrestres, la création d'un programme commun de protection civile sur la prévention, la préparation et la réponse aux catastrophes, le développement des énergies renouvelables, l'appui à l'enseignement supérieur et à la recherche et l'initiative méditerranéenne pour le développement d'entreprises.

Ces réussites n'ont pas pu effacer la grande insuffisance de notre partenariat régional : l'incapacité de la communauté internationale à résoudre le conflit du Moyen-Orient. L'épée de Damoclès qui a pesé très lourdement sur le processus de Barcelone continue à peser sur l'UPM. Comme vous le savez, l'arrêt complet des activités et des réunions suite au conflit à Gaza n'a pas permis de faire avancer les principaux dossiers de l'Union pour la Méditerranée, notamment :

- la mise en place du secrétariat ;
- la préparation des 9 réunions ministérielles de l'UPM prévues pour 2009.

Malheureusement ce n'est pas la première fois qu'une situation de conflit grave affecte la région. En 2006, la présidence finlandaise de l'UE a été confrontée à une situation semblable suite à la guerre du Liban.

Mais malgré les conflits et les fractures, la conscience d'un patrimoine à préserver et d'un avenir commun persiste. Un patrimoine politique représenté par les acquis du Processus de Barcelone et de l'UPM. Et surtout un avenir commun face aux nombreux enjeux mondiaux.

Permettez-moi de faire référence à trois enjeux majeurs de la région, hormis, bien entendu, celui de la paix, qui reste une priorité essentielle. Trois défis pour la région tout entière mais aussi trois opportunités pour l'Europe et son double rôle de principale puissance commerciale et de principal donateur d'aide au développement.

Le premier enjeu fondamental pour la Méditerranée : l'emploi. D'ici à 2020, les pays méditerranéens partenaires devront créer 22 millions de nouveaux emplois rien que pour contenir le taux de chômage actuel qui est déjà très élevé.

C'est un défi de grande envergure, mais c'est aussi une grande opportunité de croissance pour les partenaires eux-mêmes et, bien entendu, pour l'Europe, ses investissements et son commerce. Une bonne gestion de la mobilité des personnes et des ressources humaines des deux côtés de la Méditerranée restera une priorité. Les deux régions peuvent exploiter les opportunités d'une collaboration accrue dans le domaine de ressources humaines et de la migration légale.

Le deuxième enjeu fondamental pour la Méditerranée : le réchauffement climatique. Celui-ci devrait affecter très particulièrement la région. Les 22 pays riverains comptent 7 % de la population mondiale mais uniquement 3 % de ses ressources en eau. Le coût de la dégradation environnementale dans certains pays comme l'Égypte ou l'Algérie dépasse 5 % du PIB.

Le troisième enjeu fondamental pour la Méditerranée : l'énergie. La Méditerranée représente 6 % de la production de pétrole et 5 % de la production de gaz mondiales. Mais plus important encore, le quart du gaz et du pétrole qui fait l'objet du commerce international transite par la mer Méditerranée. Nous sommes donc dans une région stratégique pour l'Europe pour l'approvisionnement énergétique, et la crise gazière entre la Russie et l'Ukraine ne font que confirmer l'importance d'une diversification de sources énergétiques pour l'Europe.

En conclusion, nous devons donc cultiver inlassablement notre volonté commune et notre persévérance pour faire face aux énormes défis auxquels la communauté internationale est confrontée et pour aller de l'avant. C'est le point de départ naturel de tout effort pour améliorer la gouvernance mondiale.

## Les Canaries et les régions ultra-périphériques : liens de l'Europe avec l'Afrique et l'Amérique

Adán Martín MENIS

*Ancien président du Gouvernement des Iles Canaries*

Mes meilleures salutations à tous ceux qui prennent part à ce forum et mes remerciements à ceux qui l'ont organisé, pour leur intérêt et leur effort pour ouvrir de nouvelles voies vers le rapprochement des trois continents atlantiques.

Je veux exprimer ma reconnaissance spécialement à Ahmed Lahlimi Alami pour avoir organisé ce forum tricontinental singulier et pionnier et pour nous avoir permis à nous, les îles atlantiques, de disposer d'un espace pour apporter notre vision et notre expérience historique. Car rares sont les domaines où la vocation tricontinentale apparaît autant que dans cet ensemble de régions, baptisées en Europe « régions ultrapériphériques – RUP », mais qui en réalité constituent des points à caractère central dans le vaste univers atlantique.

Je veux aujourd'hui parler un peu de ces territoires avec lesquels j'ai pu travailler pendant les huit années que j'ai passées au gouvernement des Iles Canaries, dans l'organisation de la Conférence des régions ultra-périphériques de l'Union européenne. Et le faire pour souligner son pari constant pour la Tricontinentale atlantique. Car ces territoires y sont intéressés, pour des motifs évidents. Nous avons toujours rêvé d'elle. Et nous voulons souligner que ces régions ne font pas ce pari par volontarisme ou par opportunisme, mais par nécessité.

Ces régions ultra-périphériques partagent aujourd'hui un ensemble de singularités politiques, économiques et fiscales, au-delà de leurs cadres étatiques de référence. C'est-à-dire qu'elles partagent un modèle particulier de relation et d'inclusion en Europe, que M. Eneko Landáburu connaît bien, car il fut l'un des artisans de ce statut spécial d'appartenance à l'Europe.

Une reconnaissance s'impose, celle des difficultés que représentent l'éloignement et l'isolement de ces territoires du Sud vis-à-vis des grands marchés de biens et de services du Nord.

Les Açores, Madère et les îles Canaries, les îles les plus proches de l'Afrique ; la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe, les territoires français d'Amérique, et l'île de la Réunion dans l'Océan indien ; ces sept territoires ont une conformation socio-politique européenne, mais une évidente situation africaine et américaine.

Chacun d'entre vous a un lieu bien défini d'appartenance à un des cinq continents. Mais d'où sommes-nous, nous les 4 millions d'habitants des RUP ? Nous pouvons assurer que nous n'appartenons complètement à aucun des cinq continents ; mais nous sommes liés d'une certaine manière à trois d'entre eux, autant par la position géographique que par l'histoire et – le plus important – par la vieille vocation de construire des liens utiles et solides entre les trois rives atlantiques. Nous sommes de vrais lieux de rencontre Amérique-Europe-Afrique.

Chacun d'entre nous a des liens particuliers avec l'État auquel il appartient, mais il existe entre les 7 RUP une vocation commune. Cette vocation n'est pas seulement d'exercer une influence

positive sur son environnement géographique, mais aussi d'édifier des relations régionales qui génèrent des bénéfices pour nous et pour nos voisins. Car si nous sommes réalistes, nous apprécierons que les institutions et les relations internationales progressent et que tous les acteurs créent des synergies et de la valeur ajoutée.

Nous sommes l'ultra-périphérie de l'Europe, mais nous avons aussi une position géographique centrale dans l'Atlantique. Nous étions des enclaves génératrices d'utilités et de richesses dans le passé, quand les transports étaient plus lents et exclusivement maritimes. À l'époque, nos îles étaient des lieux d'escale et de ravitaillement, ainsi que la base logistique pour opérer surtout dans les pays africains. Ce rôle a décliné au XX<sup>e</sup> siècle, quand les bateaux ont gagné en autonomie et les avions raccourci les distances en temps et en coût.

Nous devons être conscients que, en réalité, les distances des cartes géographiques conventionnelles que tous nous connaissons ont très peu à voir avec les distances réelles – en distance, temps et coût – qui se reflètent aujourd'hui dans les cartes thématiques relatives aux trafics aérien et maritime. Elles ont également très peu à voir avec la capacité du système de câbles (voix et données) qui unit les continents. Il n'est que de souligner l'extraordinaire progrès du transport aérien ces dernières décennies, qui a renforcé le rôle central des USA par rapport, surtout, à l'Europe et à l'Asie.

Nous, les îles Canaries, jusqu'à il y a quelques décennies, nous étions des îles sous-développées dans un pays comme l'Espagne, également sous-développée. Nous étions ainsi les bénéficiaires de la coopération extérieure, très ouverts commercialement grâce à nos ports francs, mais sans beaucoup d'autres capacités pour les relations tricontinentales, en dehors de l'émigration intense vers l'Amérique, comme c'est le cas maintenant de l'émigration des pays africains et américains vers l'Europe.

J'ai dû faire ce « préambule de cadrage de la situation » afin de mieux expliquer les opportunités qui s'ouvrent aux régions en considérant la « tricontinentalité » comme un concept qui va au-delà de la dimension géographique. En d'autres mots, l'océan, qui nous sépare et nous unit en même temps, devrait pouvoir être in fine un cadre réel de rencontre, d'intercommunication, d'échanges, de coopération. Bref, l'Atlantique serait ainsi la « scène authentique de la Joie de partager ».

Je partage complètement les paroles du brillant Argentin Jorge Luis Borges quand il dit : « Toute donation vraie est réciproque. Celui qui donne n'est pas privé de ce qu'il donne. Donner et recevoir sont la même chose. » Appliqués aux relations internationales, ces principes sont sans doute utopiques. Mais nous devons marcher vers ce type de paradigme (apparemment paradoxal, pour tout dire), si nous voulons réellement un monde plus juste et équilibré, où toutes les personnes disposeraient des garanties indispensables et des droits que leur confère leur dignité humaine.

À partir de ce point, je souhaite apporter quelques suggestions sur comment nous pourrions faire de la vieille aspiration de la « tricontinentalité » atlantique un outil pour le progrès de nos peuples respectifs. Étant donné que je ne peux pas être exhaustif, ici et maintenant, je me limiterai à signaler certaines des clés nécessaires à la revitalisation de l'espace atlantique, basées précisément sur l'expérience des régions ultrapériphériques, où l'on a obtenu un niveau de progrès et de bien-être relativement avancé.

La mobilité et la connectivité sont réellement la rampe de lancement de ce progrès atlantique.

Il est indispensable d'articuler les mécanismes de coopération avancée entre les pays pour stimuler le trafic maritime et aérien, mais ce ne sera pas suffisant sans un développement économique de l'Afrique et de l'Amérique du Sud.

L'expérience canarienne en ce sens est très éclairante. La haute connectivité aérienne des îles Canaries (interne et avec l'Europe) est le résultat d'une spécialisation touristique. Les deux phénomènes sont liés, l'un est basé sur l'existence de l'autre, et vice-versa.

C'est pour cela que l'aspiration à la « tricontinentalité » est à la fois la condition nécessaire pour le développement humain de nos peuples et la conséquence de l'avancée de nos pays.

D'autre part, cette intensification du dialogue (culturel, commercial, touristique, financier et technique) est favorisée actuellement par les nouvelles technologies et les réseaux, puisqu'ils facilitent d'importants sauts qualitatifs. Jusqu'à présent limitée aux entreprises et aux États, la grande capacité des télécommunications permet d'étendre cette intercommunication aux régions et aux personnes, qui auront un rôle prépondérant dans l'avenir.

Par conséquent, de nouveaux instruments de gouvernance seront nécessaires pour favoriser un niveau d'autonomie des régions croissant et une plus grande appropriation du projet par les personnes, surtout les moins favorisées. Sans ces deux processus, le dialogue « tricontinental » restera encore faible et partiel.

Depuis la présidence du gouvernement des îles Canaries, j'ai eu l'occasion de promouvoir la création de la Maison Afrique, qui représente un échantillon authentique et permanent des diverses réalités des pays les plus proches. On a également promu la création de la ligne maritime entre Fuerteventura et Tarfaya, on a stimulé l'investissement des entreprises dans les nations proches, et on a ouvert des lignes de travail, spécialement avec un pays émergent comme le Maroc qui – avec l'Afrique du Sud – est appelé à être un pays de référence dans le continent, un vrai moteur du changement, tout comme le Brésil, le Mexique et le Chili en Amérique. De même, des apports significatifs ont été obtenus de la part de l'Union européenne pour que les sept régions « ultrapériphériques » disposent des instruments financiers de Voisinage et de Grand Voisinage pour améliorer la coopération avec les pays environnants.

A l'heure actuelle, je consacre une partie de mes efforts, déjà depuis le domaine privé, à stimuler l'aide au développement à travers la section européenne de l'Institut Liberté et Démocratie (ILD), fondé au Pérou par le prestigieux économiste Hernando de Soto. Sa création est récente, mais nous avons déjà commencé à travailler au Sénégal, au Mali, au Niger et au Cap Vert sur l'identification des facteurs qui empêchent le développement, pour développer les actions devant y remédier. Et, comme nous en avons déjà discuté avec le Dr Mohamed Ibn Chambas, ici présent, nous espérons pouvoir travailler aussi dans les pays de la CEDEAO.

L'appropriation du projet par les personnes est recherchée par l'ILD, moyennant des initiatives qui ont déjà montré leur efficacité en Amérique latine. Pour l'exprimer en deux mots, ce projet se concrétise dans les énormes capacités déclenchées grâce à des processus concrets : éclosion de l'économie informelle et toute une série d'actions qui stimulent la sécurité juridique quant à la propriété de la terre pour des centaines de milliers de petits propriétaires urbains et agricoles. C'est une base absolument nécessaire pour que le crédit puisse affluer vers la véritable armée d'entrepreneurs dont nous avons besoin dans chaque pays. Sinon, les plus instruits ou les plus audacieux finiront par abandonner leur pays d'origine (comme cela s'est produit tant de fois dans l'histoire des îles Canaries), et la désertisation de ce capital humain qualifié sera encore un handicap plus important pour l'avenir.

Les actions de l'Institut Liberté et Démocratie se basent sur la thèse que les pauvres pourront prendre directement en main les projets et pourront prospérer dans un monde globalisé seulement s'ils ont accès et peuvent utiliser avec facilité trois « institutions » cruciales dont bénéficient les citoyens des pays développés : droit de propriété, formes d'organisation légales et mécanismes d'identité pour opérer sur les marchés agrandis.

Dans notre monde globalisé, les régions sont les acteurs primordiaux des politiques de coopération extérieure et de développement. C'est un fait établi. Cependant, les réalités régionales présentent une grande hétérogénéité, non seulement en ce qui concerne leur situation géographique et les nécessités, mais encore en ce qui concerne les capacités, le statut juridique et les compétences.

Dans les régions ultrapériphériques de l'Union européenne, il existe un énorme potentiel de coopération en matière de bonne gouvernance et de renforcement institutionnel. Il est démontré que la coopération dans ce cadre contribue non seulement à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités des administrations publiques, mais aussi à favoriser un meilleur accès des personnes aux biens publics, une plus grande capacité individuelle de mise à niveau, et, en définitive, une plus grande cohésion sociale.

Finalement, je réitère la nécessité de renforcer les communications maritimes et aériennes pour que tout ce grand projet tricontinental devienne possible ; ainsi que le développement effectif de la Cinquième Liberté aérienne comprise, comme vous savez, comme le droit d'embarquer des passagers, des marchandises et du courrier dans un pays différent de celui de la nationalité de la ligne aérienne, à destination d'autres pays.

Il est fondamental de stimuler la connectivité pour que la tricontinentalité devienne dans l'avenir une réalité.

## Antonio MONTEIRO

*Homme politique et diplomate, Portugal*

Je salue l'initiative du Haut Commissariat au Plan marocain, et je suis pleinement d'accord avec ses objectifs qui visent à faciliter le dialogue exigé par la crise mondiale en ce qui concerne la gouvernance globale. Face aux défis et menaces actuels et aux besoins de consensus pour redéfinir et réadapter les règles qui président aux rapports internationaux, le rapprochement entre régions qui partagent des intérêts, des traditions et un espace maritime (l'Atlantique) constitue une valeur ajoutée. La note de présentation de cette conférence le dit très bien : une gouvernance globale maîtrisée gagnerait à se nourrir d'expériences régionales diversifiées.

La nouveauté de cette proposition vise l'extension du dialogue transatlantique réduit souvent, dans le passé, aux relations entre l'Europe et les Etats-Unis. En réalité, le concept encadrait surtout le pilier de la sécurité transatlantique, représenté par l'OTAN. L'évolution mondiale n'a pas diminué l'importance de l'Alliance, mais a imposé une approche différente de la question. La dilution de la différence entre le Nord et le Sud, due à l'affirmation progressive des puissances émergentes et l'interconnexion évidente entre développement et sécurité, nous conseillent d'envisager des nouvelles formules de coopération basées sur des intérêts communs en rapport avec des nouveaux concepts géographiques.

La coopération tricontinentale doit évidemment tenir compte des dynamiques d'intégration de chacun des continents concernés : Europe, Afrique, Amériques. Il ne s'agit pas d'isoler ou d'éloigner les Etats atlantiques des processus d'intégration régionale en cours, mais d'exploiter un espace où des affinités pourraient faciliter l'adaptation du système international aux réalités du temps présent.

Des initiatives de rapprochement, comme celui qu'on souhaiterait pour l'Atlantique dans son intégralité, faciliteraient aussi le dialogue dans d'autres forum internationaux. Surtout quand on attend des résultats concrets. Nous sommes tous d'accord que le G-20 constitue un saut qualitatif dans l'espoir d'arriver à une régulation plus juste du système global. Mais les pays et les institutions qui intègrent ce groupe élargi bénéficieraient sûrement des apports issus des ententes interrégionales qui peuvent faciliter la concertation des positions.

Par son expérience, y compris de ce que l'on appelle la première globalisation des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, le Portugal a regardé depuis longtemps l'Atlantique Sud comme un espace de continuité de ses alliances au Nord : l'OTAN et l'U.E. Pendant les années 90, il s'est engagé dans la création de la CPLP, devenue possible parce que des pays comme le Brésil, l'Angola ou le Cap-Vert ont partagé la conviction que cette coopération transatlantique contribue à l'affirmation de ses capacités nationales et de son rôle international.

Dans les années 90, le Portugal a prôné le changement du paradigme des relations entre l'U.E. et l'Atlantique en proposant la tenue de sommets entre les deux continents (et en défendant le rôle essentiel du Maroc dans ce cadre). Ainsi a-t-il contribué avec l'Espagne au renforcement de la communauté ibéro-américaine.

Je suis convaincu que les passerelles ouvertes par la dynamisation des relations tricontinentales pourront offrir de nouvelles opportunités aux pays riverains :

- elles peuvent s'avérer déterminantes en ce qui concerne le dialogue interculturel et interreligieux ;
- elles seront certainement à la base de projets concrets de coopération atlantique, tout en facilitant la création de flux d'investissement et de commerce entre les trois zones géographiques (des pays comme le Cap-Vert ou Sao-Tomé sont prêts à profiter des voies ouvertes pour ce type de flux économiques) ;
- elles offriront aussi des garanties de meilleures coordination, coopération et même compréhension dans des domaines sensibles pour la paix et la sécurité de toute la région atlantique : des initiatives plutôt bilatérales, comme l'AFRICOM ou plutôt multilatérales, comme le partenariat avec l'Europe pour le développement de l'Architecture de Paix et de Sécurité Africaine (APSA), gagneront beaucoup avec le climat de confiance que l'institutionnalisation de la Tricontinentale peut instaurer ;
- elles permettront encore la gestion conjointe des problèmes qui touchent et qui engagent tous les côtés du Triangle et qui font aussi partie de l'agenda global : les questions de l'environnement et du changement climatique, le trafic de drogue et la criminalité organisée, les trafics d'armes et d'êtres humains, la lutte contre les pandémies ;
- simultanément, elles offrent des perspectives innovantes sur des sujets comme la prévention et, en renforçant la coopération entre les Etats de l'Atlantique, elles encourageront aussi des contacts plus fréquents et étroits au niveau des citoyens et de la société civile en général.

Pour conclure, une brève note :

Dans quelques jours, plusieurs ministres des Affaires étrangères des pays participants à ce forum se réuniront à Lanzarote pour discuter une Initiative Atlantique Sud. Sur la table, ils auront beaucoup de thèmes que l'on a traités ici et sur lesquels ont été avancées des suggestions et même des propositions concrètes. Ces idées pourront constituer un outil utile à la disposition de nos gouvernements pour les aider à tracer des voies plus efficaces visant à transformer l'Atlantique en une véritable zone de coopération et de solidarité.

## SESSION PLÉNIÈRE 3

### Actions communes dans l'espace atlantique

S'appuyant sur les rapports des sessions précédentes, cette session, conçue comme un brainstorming, devrait envisager des axes d'actions communes et proposer des projets concrets en vue d'alimenter une banque de projets appropriés à l'Initiative tricontinentale atlantique. Ses conclusions devraient constituer la base d'une feuille de route et permettre d'identifier les acteurs institutionnels de sa mise en œuvre. Cette feuille de route devrait contribuer à une appropriation collective des objectifs de l'initiative et à la cohérence du processus devant y conduire.

# Gouvernance locale et gestion durable des ressources naturelles

## Une réponse politique commune

### pour changer un modèle de développement insoutenable

Grigori LAZAREV

*Consultant international*

Cette communication se propose de développer trois points :

- nous entrons dans une crise écologique globale ;
- nous devons apporter une réponse globale à une crise globale ;
- la gouvernance locale est l'une des grandes réponses possibles à cette crise globale. Elle se conclut en indiquant quelques pistes pour des actions communes dans l'espace atlantique.

---

#### Vers une crise écologique globale

---

1. Les scénarios mondiaux sur le changement climatique montrent tous que le scénario tendanciel (*business as usual scenario*) conduit à un état du monde insoutenable. C'est ce que démontrent les études scientifiques et stratégiques les plus notables, par exemple :

- le « Millenium Ecosystem Assessment : Ecosystems and Human Well-Being, Our Human Planet » (2005), étude du Secrétariat des Nations Unies ;
- le rapport du GIEC, « Panel intergouvernemental sur le changement climatique » ;
- l'étude du Center for Strategic and International Studies, CSIS : « Age of Conséquences », Washington, 2007 ;
- l'étude prospective Agrimonde, INRA/CIRAD, France, 2009.

2. Notre modèle de développement et les aspirations des pays en développement pour un bien-être matériel comparable à celui des pays de l'OCDE ne correspondent ni aux ressources de la planète, ni à la demande d'une population qui augmentera de 50 % d'ici 2050 (de 6 à 9 milliards d'individus). Notre modèle de développement pourrait s'écrouler. La crise financière et économique que nous vivons nous en a montré la fragilité.

3. Le changement climatique achemine le monde vers le pire des scénarios :

- Le scénario modéré du GIEC est désormais inéluctable (le GIEC, soumis aux critiques des sceptiques, a adopté une position conservatrice).
- Les connaissances et les mesures scientifiques s'améliorent de façon continue. Elles montrent que la détérioration est encore plus forte que ne l'a estimé le GIEC et que les facteurs de risques se sont accentués (fonte des glaces arctiques, émissions de méthane du permafrost, dilatation thermique des océans, etc.).

- L'objectif modéré de Kyoto d'un plafond de 550 ppm de CO<sup>2</sup> est en train d'être dépassé. Celui de 450 ppm est devenu illusoire. De nombreux scientifiques montrent qu'un scénario optimiste de réduction des émissions de gaz à effet de serre pourra difficilement empêcher une stabilisation autour de 650 ppm. Selon le GIEC, avec une telle concentration la température moyenne du globe augmenterait de 3,2 à près de 5 degrés.
- Jamais dans l'histoire mesurable du climat terrestre (environ 800 000 ans) la terre n'a connu une telle augmentation dans un laps de temps aussi court. Tous les scénarios montrent que la situation serait ingérable et que c'est l'existence même de l'homme sur terre qui serait menacée.
- Selon l'Institut Goddard, de la NASA, la concentration de CO<sup>2</sup> dans l'atmosphère ne devrait pas excéder 350 ppm pour stabiliser le changement climatique. Cela signifierait une réduction des émissions, d'ici 2050, de 80 % par rapport à 1990.

#### 4. Les pénuries alimentaires, les risques de famines et d'instabilité politique qui résulteront de cette évolution constitueront un facteur majeur d'insécurité.

- Le réchauffement du climat, les événements extrêmes et les sécheresses vont réduire les rendements agricoles dans une grande partie du monde, surtout dans les pays du Sud.
- Des populations considérables vont souffrir du manque d'eau.
- L'élévation du niveau des mers et la salinisation vont affecter les littoraux et les grands deltas, menaçant les habitats de régions particulièrement peuplées.
- La géographie agricole va se modifier, accusant les inégalités et les écarts entre le Nord et le Sud.

#### 5. Le monde pourrait devenir un monde à risques et un monde instable et conflictuel.

- Crises alimentaires (encore accentuées par la compétition des agro-carburants).
- Extension de la pauvreté et des inégalités.
- Diffusion des maladies favorisées par le changement climatique.
- Migrations forcées du fait de la désertification ou de la subsidence de nombreuses terres et îles.
- Conflits locaux et régionaux du fait de la compétition sur les terres et les eaux.
- Crises sociales et accentuation des replis ethniques.
- Multiplication des Etats défaillants.
- Extension des espaces de non-droit et de criminalité.

---

## Une réponse globale à une crise globale

---

### 1. Seule une réponse globale peut éviter ou atténuer les risques de cette évolution du monde.

- Les négociations sur le climat ne peuvent pas se limiter aux émissions de carbone. Elles doivent prendre en compte la crise écologique globale. Elles doivent aussi poser les problèmes de la dégradation des sols, de la destruction de la biomasse forestière, de l'épuisement des ressources en eau, de la perte de biodiversité.
- On reconnaît aujourd'hui que les crises de l'environnement, de l'énergie, de l'économie et de la sécurité alimentaire sont les composantes interdépendantes d'une seule et même

crise globale dont la maturation tend à s'accélérer dangereusement. Ces interrelations, bien que souvent affirmées dans le discours politique, ne se traduisent pas encore dans les stratégies internationales qui demeurent trop fragmentées selon leurs objectifs propres. Les gouvernements doivent prendre conscience de l'exigence d'une nouvelle gouvernance mondiale. Mais celle-ci serait insuffisante si elle ne s'accompagnait pas d'une nécessaire responsabilisation collective.

- Une stratégie de sauvetage impliquerait, tout à la fois, une réduction des émissions de carbone, une politique de la population pour endiguer la progression démographique (la transition démographique actuelle est insuffisante), la lutte contre la pauvreté, la restauration des sols, des forêts et des aquifères, des stratégies d'adaptation pour assurer la sécurité alimentaire du monde.

2. La crise financière et économique est venue au bon moment. Avec soudaineté, elle a montré aux sociétés développées, mais aussi aux pays pauvres qui en sont les victimes, que notre modèle économique pouvait s'écrouler. Le monde a pris conscience de la fragilité du système économique et de l'irrationalité de notre mode de consommation.

Une exigence de gouvernance mondiale se fait de plus en plus pressante. Des mesures de régulation et d'intervention des Etats, unimaginables il y a encore peu de temps, ont été mises en œuvre ou font l'objet de discussions sérieuses. On envisage de nouveaux rôles pour le FMI, la Banque mondiale, les organes internationaux de régulation financière. Des progrès peuvent être envisagés, en dépit des réactions égoïstes des gouvernements, des tendances protectionnistes.

3. La crise écologique n'a pas la même soudaineté qu'une crise financière, mais les réponses à lui apporter ont un même fondement, celui d'une responsabilisation collective et d'une meilleure gouvernance mondiale, celui aussi d'une transformation de notre système de production et d'un changement profond de nos modes de consommation. La crise écologique est une bombe à retardement. Il faut agir vite pour l'anticiper. Le monde est en alerte rouge. On se remet d'une crise financière, mais la crise écologique qui nous menace ne nous donne pas de seconde chance. Un nouvel ordre économique est indissociable d'un nouvel ordre écologique.

4. La réponse globale à la crise écologique implique de multiples mesures :

- pour réduire les émissions de carbone ;
- pour discipliner et réguler le mode de gestion des terres et des eaux ;
- pour développer les énergies alternatives ;
- pour adapter l'agriculture au changement climatique et intensifier la production sans détruire les ressources naturelles ;
- pour changer les modes de consommation alimentaire ;
- etc.

5. La convergence de la crise environnementale et de la crise économique crée, paradoxalement, des opportunités inédites pour effectuer des changements économiques, technologiques, sociaux et politiques trop longtemps différés. Elle crée des conditions favorables pour la mise en œuvre d'une stratégie globale. Mais celle-ci n'aura de chances de se réaliser que dans la mesure où l'on pourra mettre en place des formes de gouvernance susceptibles d'engager, de façon responsable, tous les acteurs, que l'on sera capable de réorienter les investissements et que l'on pourra mobiliser de nouvelles ressources pour aider les pays en développement.

---

## Une réponse locale à une crise globale

---

1. Le combat pour adapter les activités des populations au changement climatique et pour en atténuer les effets concerne des superficies considérables, des millions de kilomètres carrés, il est ainsi un combat contre l'espace. Il est aussi un combat contre le temps car les points de non-retour se rapprochent. Mais il est surtout un combat avec les nombres. Aucune stratégie globale en effet ne peut être envisagée si elle n'est mise en pratique par les milliards d'êtres humains qui vivent dans les régions rurales de la planète. Les stratégies, techniquement possibles, n'ont de chances de réussir que si ces milliards d'êtres humains apprennent à gérer durablement les ressources en terres et en eau des écosystèmes, que s'ils adoptent d'autres pratiques de production agricole, d'autres technologies énergétiques, que s'ils transforment leurs modèles de consommation, Cette réponse pourrait réduire le nombre des êtres humains menacés par les migrations environnementales.

2. Des changements aussi profonds ne sont possibles que s'ils prennent appui sur le partage, à une échelle immense, d'une même perception de l'intérêt et de la responsabilité collective. Ils ne sont possibles que si cette perception collective se traduit en millions de décisions décentralisées et participatives. Or cela n'est envisageable qu'avec des progrès de la démocratie, qu'avec des formes de gouvernance fondées davantage sur l'équité et l'éthique, qu'avec des systèmes politiques qui donnent une voix aux populations locales les plus vulnérables. Ce constat suggère que la « bonne gouvernance » soit la clé du combat pour la défense de l'environnement.

3. La gouvernance locale des territoires traduit la relation entre les acteurs et leur espace social et biophysique. Ses progrès et sa pertinence constituent une réponse politique aux défis écologiques et à ceux du développement économique qui en dépend.

L'amélioration de la gouvernance des territoires locaux se fonde sur une participation responsable des acteurs locaux concernés. Elle repose sur une notion de pacte écologique que l'on associe à l'idée d'une gestion de progrès et de conservation de la biosphère considérée comme un bien public de l'humanité. Cette approche donne tout son sens au concept d'éco-développement. Les progrès réalisés dans la gouvernance locale des territoires locaux sont, de ce fait, appelés à être les marqueurs les plus concrets de l'efficacité des réponses données aux défis de l'adaptation au changement climatique, de la lutte contre la dégradation des sols, des eaux et de la biomasse et de ceux de leur gestion durable.

4. Des stratégies d'une telle ampleur exigent des moyens considérables. La solidarité internationale doit d'autant plus se manifester que les pays riches sont les principaux responsables du désastre climatique et que les pays pauvres en sont les principales victimes. Le moment est venu de reconnaître la réelle valeur économique des externalités non marchandes de l'environnement, de donner un coût à sa dégradation et de rétribuer les services écologiques rendus par les agriculteurs, les éleveurs et les forestiers. La maîtrise du bien-être futur des populations en développement est à ce prix. L'environnement est devenu un bien public de tout le genre humain. Sa sauvegarde doit nécessairement être solidaire.

5. Le coût de la gestion de la crise écologique pour les gouvernements du monde doit être mis en rapport avec les 1200 milliards de dollars qui sont dépensés annuellement pour les armes et les armées. La défense est certes un impératif des nations. Mais ce n'est pas avec des armes que l'on combat la crise écologique. Notre ennemi est à l'intérieur même de nos sociétés. Notre ennemi, c'est notre incapacité à nous éloigner d'un modèle de développement insoutenable.

---

## Quelques pistes d'action pour l'espace atlantique

---

Les pays de l'espace atlantique sont tous concernés, bien qu'avec des variations territoriales, par les risques du changement climatique. L'étendue maritime qui les borde tous leur donne une première dimension commune. Le changement climatique est certes un phénomène global qui affecte la totalité de la biosphère. Mais il est également vrai que ses implications ont aussi un caractère régionalisé. L'Atlantique constitue, à cet égard, l'une de ces grandes régions du monde. Le changement climatique dans cet espace ne connaît pas de frontières nationales. Le réchauffement de la mer, la fonte des glaces arctiques, l'élévation du niveau de la mer, la modification des courants marins, l'acidification des eaux résultant de la concentration de carbone auront des effets communs et spécifiques à l'Atlantique qui affecteront tous les pays riverains.

Les stratégies mondiales pour atténuer les effets du changement climatique n'auront d'effets, dans le monde comme dans l'Atlantique, qu'à très long terme. A l'horizon des deux prochaines décennies, un changement du climat est inéluctable en raison de la longue période de vie des gaz déjà émis dans l'atmosphère. Les écosystèmes connaîtront des transformations importantes, quel que soit le scénario qui se réalisera. Tous les pays riverains de l'Atlantique seront confrontés à leurs conséquences. Les régions littorales seront particulièrement menacées, au Nord comme au Sud, les ressources halieutiques, qui constituent l'une des grandes richesses de cette mer, pourront se réduire considérablement. La fréquence des événements extrêmes rendra la navigation plus difficile et augmentera les risques du transport aérien. Des politiques communes s'imposent pour protéger les littoraux et les îles les plus menacées, pour protéger la biodiversité marine et donner un avenir à la pêche, pour assurer la sécurité en mer. Ces politiques sont coûteuses, elles appellent, au nom de l'intérêt commun pour l'Atlantique, une solidarité du Nord et du Sud. Des réflexions et un travail collectif sur les stratégies et les politiques communes des pays réunis par le même océan constituent une première piste d'action.

Les changements qui affecteront les milieux marins auront aussi des implications considérables sur le climat des espaces terrestres des pays riverains. C'est en effet à partir des mers que se construisent les flux atmosphériques. Le régime des pluies, leurs excès ou leurs insuffisances, les événements cycloniques se forment dans les échanges avec l'océan. La désertification et les sécheresses dans le Sahel, l'Afrique du Sud, le Maghreb atlantique, le Nordeste brésilien, le Mexique ou le Texas ont une même origine dans l'Atlantique. Il en est de même des précipitations qui se transforment en inondations ou des ravages des cyclones.

Les pays riverains ont ainsi, en dépit de la diversité de leurs situations économiques, une dépendance commune. Une connaissance scientifique plus approfondie des mécanismes climatiques dérivés de l'Atlantique est un impératif commun. Elle est nécessaire pour mieux identifier les zones à risques et pour pouvoir anticiper les changements et s'y adapter. Cette amélioration de la connaissance commune constitue une deuxième piste d'action dans l'espace atlantique. Elle implique des réseaux communs de scientifiques et des investissements dans la recherche des meilleures politiques d'adaptation.

L'espace atlantique est un espace d'échange, échange des produits mais aussi échange des hommes. Les mouvements migratoires, dans un sens Sud-Nord, dans les Amériques ou dans l'ensemble euro-africain, sont une caractéristique forte de la démographie des pays atlantiques. Ces mouvements risquent de s'amplifier avec la dégradation des milieux productifs du Sud. L'intérêt des pays du Nord, qui ne pourront pas absorber l'énorme masse des migrants environnementaux, est, sans nul doute, d'aider les pays de départ à mieux s'adapter au changement climatique, à intensifier leur agriculture, à protéger les écosystèmes qui sont essentiels pour la biosphère, à mieux s'urbaniser, à adopter des éco-technologies nouvelles, etc. Il y a là un immense champ

de travail pour identifier des approches appropriées de développement local, pour former des compétences, pour échanger des leçons d'expérience, pour transférer de nouvelles technologies, etc. La nouveauté de ce champ de travail, c'est qu'en rupture avec le passé, il ne signifie plus un échange dans un sens Nord-Sud. Aujourd'hui, le Sud a aussi des réponses à apporter. C'est, par exemple, de la république de l'Equateur que l'on doit apprendre l'inscription des priorités écologiques dans la Constitution. Ces domaines de travail et d'échange constituent une troisième piste d'action.

Ces intérêts communs plaident pour des réflexions communes des pays de l'Atlantique sur les implications politiques et stratégiques de l'adaptation au changement climatique et pour la mise en œuvre de réponses globales, régionales et locales, à la fois innovantes et solidaires.

## Capital naturel et politiques d'économies externes pour le développement durable

P<sup>r</sup> Juan A. DE CASTRO

*Directeur du Groupe de Prospective et d'Analyse Économique Internationale (GPAEI)  
Université Nebrija, Madrid (Espagne)*

Je voudrais avant tout saluer Monsieur le Ministre, A. Lahlimi, et le remercier pour son invitation et la persévérance avec laquelle il continue à nous réunir dans la recherche commune de nouvelles voies pour la compétitivité et le développement partagé.

Si nous devons dessiner le scénario du futur tricontinental atlantique, dans quel cadre le ferions-nous ?

Premièrement, permettez-moi d'ouvrir le premier volet de mon intervention en signalant que nous devrions aborder en profondeur les concepts, les théories et les modèles défailants, car les modèles faillent. Le tissu social, économique et politique continue malheureusement à tremper dans la bonne vieille économie néoclassique mécaniciste. Rappelons que dans cette économie le concept « environnement » n'était même pas abordé. L'Homo œconomicus de Pareto, tel un déprédateur de la nature, statique, rationnel, supposé détenir l'information parfaite, des préférences fixes et des marchés équilibrés, semble baigner dans un monde idéal. Il s'agit, rappelons-le, d'un être qui réagit aux opportunités mais ne les change pas, un être réactif.

Comme l'a rappelé le secrétaire général Enrique Iglesias hier, Schumpeter existe encore, et cela est de plus en plus évident. La « destruction créatrice » de celui-ci, l'innovation, nous apporte, par contre, un « homo œconomicus » très différent. Il est créateur d'opportunités, mais des opportunités dont il provoque le changement: un être carrément proactif. L'ex-ministre du Ghana, en intervenant hier a soulevé la question d'un renouveau du nationalisme économique des pays développés, des pays qui paradoxalement semblent conseiller actuellement aux pays en développement (PVD) d'autres sentiers que les leurs.

S'il y a une seule réalité pour arriver à être compétitif, pourquoi y aurait-il deux langages ? Y aurait-il un langage plutôt à consommation du Nord, à travers lequel on intègre parfaitement les schumpetériens et neoschumpeteriens, l'économie de la connaissance endogène, les clusters, en définitive tout ce qui est guidé par la connaissance et l'innovation comme moteur de la croissance ? Un langage qu'on applique sous la forme de Stratégie de Lisbonne, bien qu'on ne semble pas vouloir partager avec les PVD au moment de considérer, par exemple, l'Union pour la Méditerranée dans la lignée du Processus de Barcelone ?

Y aurait-il alors, et en parallèle, un autre langage, néoclassique, mécaniciste, adressé aux PVD, qui leur recommande l'ouverture commerciale comme profession de foi, tout en sachant très bien que les « autoroutes » de cette ouverture ne valent rien aujourd'hui sans les « voitures » de la compétitivité ?

En d'autres termes, on continuerait à recommander aux PVD de sauvegarder leurs équilibres macro-économiques comme condition *sine qua non* d'investissement dans leurs pays, et peu importe si leurs potentiels compétitifs restent endormis. Les défaillances ne viendraient pas seulement du côté des concepts et des théories appliquées, mais de leur transmission aux politiques de coopération et de développement en général. Le concept même de transfert de technologies en pâtit, avec des flux de hard et software, de technologies intégrées d'un côté et de récepteurs de l'autre, mais peu ou rien de partenariats pour une cogénération et application des connaissances.

Innocence ou ingénuité des uns ou des autres dans cette manière d'approcher le développement ? On est loin des paradigmes conflictuels Nord-Sud des années 80. On ne va pas les réveiller. Il est maintenant nécessaire de construire ensemble et d'aller de l'avant.

En deuxième lieu, la marche vers la Tricontinentale atlantique doit par contre essayer d'identifier quelles sont les nouvelles visions aujourd'hui nécessaires. À mon avis, l'élément central c'est la connaissance, mais pas tout à fait le concept traditionnel qu'on nous invite inlassablement à partager ces dernières années. Le facteur fondamental, c'est la connaissance institutionnelle et stratégique à usage des administrations et des décideurs politiques. Celle qui fait aujourd'hui que le Kenya est devenu un exportateur de légumes frais asiatiques en ciblant trois grandes chaînes de supermarchés londoniens et en sachant se « greffer » aux chaînes de valeur globale de l'agro-alimentaire spécialisé. C'est le résultat d'une connaissance institutionnelle qui se diffuse et se traduit en création d'institutions stratégiques dans ces domaines. Il y a beaucoup d'autres exemples : agro-industrie au Chili, confection de qualité au Costa Rica, création de clusters dans les PVD, etc. Des études récentes de la CNUCED et de l'OCDE sur l'insertion des PME dans les grandes chaînes de valeur globale de l'agro-industrie, les manufactures et les services, montrent un nouveau chemin à suivre vers un interventionnisme proactif de nature stratégique et gouvernementale vers de nouvelles formes de compétitivité.

Néanmoins, ces succès ne doivent pas nous faire oublier que, surtout durant les deux dernières décennies, on a trop tardé à réagir et perdu sûrement des opportunités énormes pour le développement. La Banque mondiale, le PNUD, l'OCDE et beaucoup d'autres institutions sont dans un certain sens responsables de ce retard. On peut affirmer que leur fascination pour l'ère de l'information a tué et retardé l'éclosion de l'ère de la connaissance. On a confondu « ère de l'information » avec « ère des infrastructures de l'information » (*hardware*) et cela au bénéfice, principalement, des pays les plus avancés, et en oubliant le facteur connaissance au centre des nouvelles formes de compétitivité. On peut même se demander si le langage véhiculé par certains pays ces dernières années est celui de l'économie de "la" ou de "leur" connaissance. La connaissance pour la compétitivité constitue le noyau des scénarios futurs de développement, et les PVD ne peuvent continuer à rester en dehors de cette évolution des choses.

Troisièmement, le développement durable reste un élément incontournable et nécessaire au succès de nos approches ici. Là aussi, on a raté le coche pendant plusieurs années. La Conférence de Rio et les principes de développement durable de la Commission Brundtland nous ont orientés vers une « écologie de pays riches pouvant se le permettre », comme cela a été rappelé ici hier. Il est évident que ces principes étaient surtout applicables aux pays les plus avancés, mais ils ne furent jamais établis pour, de nos jours, et entre autres, faire de l'économie verte un moteur du développement au bénéfice de tous. C'est un "Rio (-)" qui a pris le devant depuis 1992, une vision où la protection de l'environnement ne serait que synonyme de coûts et de sacrifices, mais presque pas d'opportunités.

C'est d'un "Rio (+)" dont on a besoin, d'un ciblage des externalités positives de la nature : biodiversité, production propre, terroirs, écotourisme, bio-commerce (Initiative BIOTRADE),

bio-prospection, externalités positives des forêts (MEDFOREX) en Méditerranée, énergies renouvelables, et j'en passe. C'est une nouvelle compétitivité verte qui montre son potentiel, une compétitivité non pas basée sur le principe PPP (principe du pollueur-payeur), mais sur un autre PPP : le « principe de prévention de la pollution ». Il s'agit, par exemple, d'énormes bénéfices économiques et environnementaux, pour les PME, par l'introduction de techniques vertes (Initiative GRECO du RACCP/ PNUE à Barcelone).

C'est donc d'un nouveau paradigme centré sur une connaissance qui devient facteur de production central du modèle et qui devient principal déterminant des sources de croissance de nos pays. C'est un changement fondamental des mentalités. On n'est plus ici dans l'économie néoclassique mécaniciste, mais dans une nouvelle économie dans laquelle le recentrage sur le facteur de production "connaissance" et ses interactions positives avec, par exemple, le capital naturel, peuvent générer d'énormes synergies et accélérer les processus de développement.

On est là dans la vraie transition de la division internationale du travail (DIT) classique vers la nouvelle division internationale des connaissances (DIC). Ce mouvement engendre, à la fois, deux paradoxes. Le premier autour du cri de guerre de l'époque de Prebisch à la CNUCED "détérioration des termes de l'échange" qui, paradoxalement, devient tout à coup un cadeau dans le cadre de la DIC. En réalité, il n'y a pas mieux de nos jours que de se spécialiser dans la production de biens intenses en connaissances. En d'autres termes, "se spécialiser sur ce que l'on n'a, ou l'on ne contrôle, pas (connaissances), de façon encore plus intense que sur ce que l'on possède en abondance. Ce paradoxe s'applique parfaitement aux pays à forte dépendance pétrolière ou de ressources naturelles. Le deuxième paradoxe est ce qu'on pourrait décrire comme "paradoxe" (=connaissance) : "la compétitivité se construit". Une construction qui demande de la part des gouvernements et des agents économiques un interventionnisme et des partenariats stratégiques, ciblés et proactifs.

C'est donc de vraies politiques d'économies externes, c'est à dire axées sur les externalités positives telles que la connaissance, le capital naturel et leurs interactions réciproques, dont il s'agit. Ces politiques peuvent être englobées dans des Stratégies nationales pour la compétitivité et le développement permettant l'intégration des PME aux chaînes de valeur globales en améliorant ainsi les niveaux de compétitivité nationaux. Il faut aussi trouver les moyens, dans les PVD, de diffuser la connaissance institutionnelle ciblée vers ces nouvelles formes de compétitivité.

En conclusion, soyons stratégiques dans nos approches. Utilisons pleinement les instruments d'intelligence collective (société digitale) qui sont à la portée de tous, surtout au niveau des administrations et institutions. Finalement, il est probable que la transition que je viens d'évoquer ne se fera pas sans changement de l'architecture institutionnelle internationale. Il n'est pas question d'ajouter à la prolifération d'organisations internationales ou de gonfler encore plus l'architecture onusienne. C'est d'un pouvoir de l'intention au niveau international dont on a besoin. Si nous projetions à nos jours la situation de 1962 où prit naissance la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD), peut-être que l'économie mondiale et en particulier les PVD auraient beaucoup plus à gagner en dessinant sa nouvelle architecture comme Conférence des Nations Unies pour la Connaissance et le Développement (UNCKAD).

## La recherche halieutique dans l'Atlantique : facteur de coopération et de solidarité entre nos peuples

Papa NDIAYE

*Directeur de l'IFAN, Université Cheikh Anta Diop*

La façade maritime de l'océan Atlantique du Maroc à l'Afrique du Sud est longue de 14 000 kilomètres et baigne 29 pays du continent africain, qui ont des activités directes ou indirectes sur cette même façade. C'est une zone qui a une faune maritime extrêmement riche, diversifiée mais fragile, qui nécessite une solidarité et une coopération scientifique soutenues entre nos laboratoires pour assurer la gestion durable des ressources marines et plus particulièrement de la pêche.

Nous présenterons seulement quelques aspects qui seront enrichis par les honorables participants à cet atelier.

---

### Ecosystèmes côtiers de l'Atlantique-Ouest

---

Les écosystèmes côtiers de l'Atlantique-Ouest sont caractérisés au nord par la présence de zones d'*upwelling* saisonnier, alors que le sud est thermiquement stable. Ces caractéristiques physiques font de cette zone l'une des régions marines les plus productives grâce aux apports en nutriments d'origine terrigène. C'est pourquoi les populations côtières sont lourdement dépendantes des écosystèmes de la façade atlantique. Rien qu'au Sénégal, la pêche maritime génère plus de 500 000 emplois et apporte près de 125 milliards de francs CFA, soit 30 % des ressources d'exportation du pays. Malheureusement, aujourd'hui, avec les effets conjugués de l'urbanisation et de l'industrialisation croissantes de la capitale, associés à la surexploitation des ressources halieutiques, tous ces facteurs réunis commencent à affecter profondément la pêche maritime, donc l'économie du Sénégal, et cette menace va s'étendre sur la façade africaine de l'Atlantique.

---

### Analyse de la situation de la pêche maritime au Sénégal

---

En 2005, la pêche maritime sénégalaise a enregistré 450 944 tonnes pour une valeur estimée à 117 milliards de francs CFA, et en 2006, elle a enregistré des débarquements de l'ordre de 372 688 tonnes pour une valeur commerciale de 120,9 milliards de francs CFA.

Par rapport à 2005, les débarquements ont connu une baisse de volume de 17,4 %, tandis que leur valeur commerciale enregistrerait une hausse de 2,9 %. La valeur commerciale des produits halieutiques reste donc relativement constante malgré la baisse importante des débarquements.

En 2006, les exportations sur le marché européen ont accusé une baisse de 28 % par rapport à 2005.

L'Afrique absorbe près de 42 % des exportations du Sénégal en produits halieutiques. Les principaux pays importateurs de produits halieutiques sénégalais demeurent la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali, le Burkina Faso, le Congo, etc. Les exportations vers l'Amérique sont très faibles. C'est pourquoi cette gestion des ressources halieutiques nécessite des actions solidaires et concertées entre nos peuples et nos chercheurs.

---

### Présentation d'espèces du genre *epinephelus* de la famille des *serranidae* : poissons intéressant plusieurs laboratoires des pays de l'Atlantique

---

Cette famille présente plusieurs espèces démersales rencontrées en Afrique de l'Ouest, qui sont à l'heure actuelle menacées à cause de leur surexploitation. Ces poissons présentent une évolution très particulière. Ils sont communément appelés « Merous ». Leur dénomination de « fausse morue » par rapport à la morue franche (*gadus morrhua*) rappelle ce dernier poisson. Très appréciés pour leur très grande valeur commerciale, ils sont devenus aujourd'hui rares dans les débarquements à cause de la mauvaise gestion de cette ressource et de son exploitation abusive qui demande des recherches approfondies nécessitant des actions concertées avec l'ensemble des pays du circum atlantique.

Leur aire de répartition est très vaste, ils sont rencontrés sur les côtes sud de la Méditerranée et dans l'Atlantique, du Maroc à l'Angola.

Mais il y a une autre raison biologique pour laquelle les *epinephelus* souffrent particulièrement de leur exploitation abusive. Ces poissons commencent leur vie en tant que femelles et changent de sexe beaucoup plus tard. S'ils sont pêchés avant qu'ils ne deviennent mâles, cela se répercute de façon drastique dans les débarquements. Ces poissons sont des hermaphrodites protogynes : ils atteignent la maturité en tant que femelles et changent de sexe plus tard.

Dans l'Atlantique, les principales familles de l'ordre des *perciformes* concernées par ce phénomène sont les *sparidae* (les pageots, daurades, etc.), les *labridae*, les *scaridae* et quelques espèces de *gobidae*. Le long des côtes atlantiques américaines, tous les *serranidae* (serrans, hamlets, barbiers) sont des hermaphrodites protogynes diandriques. Seule une étude détaillée de chaque population locale portant sur des centaines d'exemplaires représentatifs, capturés à tous les stades de croissance et en toutes saisons, permet de caractériser les changements de statut sexuel et de prendre des mesures adéquates.

C'est pourquoi, la gestion de ces poissons nécessite une coopération et une solidarité entre les laboratoires spécialisés dans la reproduction des poissons, un rapprochement et un échange de publications afin d'élaborer des plans d'action communs.

Ce cadre de solidarité entrant dans notre mission de formation, de recherche et de valorisation des ressources naturelles pour le développement durable nous a poussés à mettre sur pied un laboratoire mixte international dénommé Laboratoire de biologie et d'écologie des poissons de l'Afrique de l'Ouest « LABEP – AO » regroupant l'Institut fondamental d'Afrique noire de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (IFAN-UCAD), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), la Commission sous-régionale des pêches, l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA) et l'Université de la Grande Canarie de Las Palmas. Notre volonté d'étendre ce programme de coopération aux autres laboratoires situés le long de l'océan Atlantique et intéressés par cette thématique de recherche est constante.

En effet, le cadre de la gestion des ressources naturelles pour le développement durable favorise la création de tels laboratoires, surtout dans le contexte actuel où les débarquements de poissons

le long de l'Atlantique, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest, suscitent de nombreuses interrogations quant aux niveaux d'exploitation et à la dynamique des stocks de poissons.

En analysant les résultats des captures au Sénégal dans cette zone géographique, on remarque que la diminution des captures a des incidences économiques, car les pêches représentent un des premiers secteurs des États-membres de la Commission sous-régionale des pêches que sont le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissao, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone.

Les recherches développées au LABEP-AO sont orientées vers la caractérisation des traits biologiques des poissons d'intérêt économique dans les pays côtiers de l'Atlantique (croissance, reproduction), la définition des distributions géographiques des espèces et l'étude des mouvements migratoires et de la connectivité entre les populations. Une attention particulière sera portée sur la taille de la première maturité sexuelle des espèces de poissons d'intérêt économique, sur les étapes de recrutement dans les populations adultes et sur les phénomènes migratoires de ces poissons.

Ainsi, les problématiques scientifiques concernent à la fois la biologie, l'écologie et l'évolution des poissons d'intérêt économique.

---

### Les différents niveaux d'intégration

---

Avec la coopération au niveau de nos différents laboratoires, nous pourrions caractériser, à terme, les réponses adaptatives des populations et isoler des indicateurs de l'état de ces populations de poissons pour mieux gérer ces ressources partagées par tous les pays de l'Atlantique.

Les modèles spécifiques ainsi que les écosystèmes étudiés dans le cadre du LABEP-AO ne seront pas restreints, même si les recherches seront concentrées dans un premier temps sur les écosystèmes côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Nos premières recherches viseront certainement à réévaluer les paramètres biologiques des principales espèces exploitées dans la sous-région, de façon à fournir des données fiables pour la gestion durable de nos ressources marines.

---

### Conclusion

---

La science halieutique a un impact socio-économique très important pour les pays riverains de l'Atlantique, et plus particulièrement les pays africains. Il serait bon de cultiver la solidarité et la coopération scientifique entre nos différents laboratoires. La gestion durable des ressources naturelles et marines, en particulier, nécessite cette coopération sans aucun préjugé.

### Bibliographie

Mellinger Jean, *Sexualité et reproduction des poissons*, éditions du CNRS, 2002.

Rapport statistique des pêches maritimes du Sénégal, 2005.

Rapport statistique des pêches maritimes du Sénégal, 2006.

Deuxième réunion des Etats signataires du Memorandum d'accord concernant la conservation des tortues marines de la Côte atlantique de l'Afrique, 2008.

Présentation du Laboratoire mixte international sur la biologie, l'Ecologie des Poissons en Afrique de l'Ouest de l'Institut Fondamental d'Afrique noire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (IFAN-UCAD), 2009.

## Reinaldo FIGUEREDO

*Ancien ministre des Affaires étrangères, Venezuela*

J'ai été ravi des propos, brefs mais significatifs, du Haut Commissaire, M. Lahlimi, dans son introduction sur le droit de la mer et les convoitises que suscitent les minéraux qui se trouvent dans les fonds marins.

J'ai eu par le passé l'occasion de jouer un rôle actif en tant que représentant du Venezuela à l'Assemblée générale de l'ONU traitant de ce sujet. On négociait alors au sein de la première commission l'établissement de normes internationales devant régir, entre autres, l'exploitation des immenses richesses du sous-sol marin ainsi que les espaces juridiques internationaux au-delà des 200 miles marins, contenant de très importantes ressources naturelles, surtout minières. A cette occasion, je me souviens du vacarme soulevé lorsque le Venezuela, le Koweït et, si ma mémoire ne me fait pas défaut, les Emirats Arabes Unis ont proposé un amendement au projet de résolution, qui d'ailleurs a été approuvé à une très grande majorité, non sans peine, car la Commission a dû préalablement suspendre l'approbation de la résolution pendant quelques semaines afin d'essayer de trouver un consensus. La portée de l'amendement était bel et bien de reconnaître que l'exploitation de ces ressources devait bénéficier à l'humanité entière, et plus particulièrement aux pays en voie de développement.

Il était clair pour nous alors, et aujourd'hui plus que jamais, étant donné la complexe et coûteuse transition énergétique, la quasi-exclusivité technologique et le pouvoir de financement que possèdent les pays les plus avancés, qu'il fallait trouver un minimum d'équilibre dans ce qui adviendrait en pratique dans l'exploitation des minerais et dans la distribution des bénéfices qui en émaneraient, où que ce soit.

Je réagis de cette façon à vos propos, Excellence, tout simplement pour nous rafraîchir la mémoire et essayer d'éviter – et si besoin est de corriger – tout défaut de comportement dans cet effort tricontinental atlantique dans lequel l'excellente initiative du Maroc est en train de nous engager.

Alors, Excellence, pour cette convoitise dont vous nous parlez, il nous faut reprendre le fil des engagements solennels pris lors de l'établissement des normes internationales au sein des Nations Unies.

Le thème de mon intervention soumis à votre appréciation pour cette session concerne non seulement le Maroc, mais très particulièrement l'intégration du Maghreb, de la Méditerranée et de l'Europe, sans négliger l'Afrique et notre région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Certains des points de repère placent l'initiative de la Prospective Tricontinentale Atlantique du Ministre Ahmed Lahlimi dans un contexte de crise économique de grande envergure mondiale, ce qui en fait n'est pas une faiblesse en soi, mais peut-être bien même un atout, si pour autant nous ne nous égarons pas dans les parcours qui dans le temps avaient été entamés dans l'autre crise mondiale très grave : celle de 1973.

En 1973, nous faisons face à une crise systémique à caractère économique et géostratégique, comme celle d'aujourd'hui. Toutefois, ses aspects monétaires, d'échange, les interventions des banques centrales, etc. eurent des bouleversements qui n'ont pas duré très longtemps. D'autres éléments plus sérieux, toutefois, sont venus s'y adjoindre, comme par exemple la crainte de l'Europe face à la proposition d'Henry Kissinger d'une nouvelle Charte atlantique, qui déboucha sur une désapprobation européenne – je ne vais guère m'étendre sur les détails, je suis certain que beaucoup d'entre vous en connaissent les tenants et les aboutissants.

Nous étions alors au seuil d'une troisième guerre mondiale, suite à la guerre israélo-arabe qui déclencha l'embargo pétrolier des pays arabes de l'OAPEC aux Etats-Unis, en Hollande et dans d'autres pays qui soutenaient Israël et qui entraîna le quadruplement des prix du pétrole au niveau international. Bref, d'une autre façon, c'est le même phénomène que nous connaissons aujourd'hui, mais sous un autre angle, la sécurité énergétique, à laquelle s'ajoutent de nos jours la problématique environnementale et le réchauffement climatique planétaire.

Entre parenthèses, je suis aussi ravi d'entendre M. Loïc nous parler du lien entre énergie et eau, l'eau qui certainement est un problème aussi significatif, sinon davantage, que celui de l'énergie. D'ailleurs, c'était le cheminement que nous avons choisi dans la conduite d'un programme des Nations Unies qui s'appelait « Globalisation, libéralisation et développement humain durable », où l'on nous avait demandé de présenter, en guise de conclusion au programme, quels seraient les principaux défis qu'allaient affronter les pays en développement afin de s'insérer positivement dans la mondialisation que nous vivons de nos jours. Oui, je suis d'accord avec M. Loïc : il y a une attitude irresponsable concernant les matières premières, les produits essentiels, produits « marchandises » aujourd'hui. Doivent-ils être véritablement et seulement guidés par le marché ? Je me pose la question ! Bref, nous sommes bel et bien aujourd'hui confrontés à une crise structurelle – je ne reviens pas sur les quatre éléments – mais nous les retrouvons clairement.

Allons-nous sortir de cette crise avec essentiellement la même structure ? On dit en espagnol : *la misma persona con otro cachimbo*, ce qui veut dire : « plus ça change, plus ce sera la même chose ». Ou allons-nous plutôt essayer d'identifier les aspects spécifiques qui pourraient nous assister dans cette nouvelle initiative transatlantique ?

Hier, on nous a demandé, suite aux débats en commissions, de présenter des propositions concrètes. Je suis intervenu sur l'aspect sociétal après les panelistes dans la commission Malet. Le rôle du social dans l'aspect du développement et cette crise rejoignent les mêmes réflexions que nous avons menées au sein des Nations Unies. Nous parlions, en tant qu'instrument de politique de développement, de la « productivité » et de « l'efficacité sociale ». Cette approche nous semble nouvelle et différente de celle du *trickle down* qui doit stimuler des taux de croissance élevés. Certes, croissance oui, mais de quelle qualité, comme signalait Michel Camdessus. C'est notre véritable défi, mais les réponses sont difficiles à trouver.

Claire Spencer, à son tour, dans une autre commission, nous disait qu'il fallait que l'Afrique fasse des propositions. D'accord, mais faisons-les ensemble, parce que tout aussi bien l'Afrique que l'Amérique latine ont des ressources minières importantes, et du point de vue environnemental, ils sont les poumons du monde ! Mais est-ce pour faire respirer l'ensemble du monde en nous faisant aussi payer son coût de développement sur une responsabilité que nous n'avons certainement pas ?

Je viens au Maroc. C'est le seul pays – et Malet le disait bien hier – qui puisse être le trait d'union avec l'Europe, la Méditerranée et l'Atlantique et qui ne doit pas penser sa sécurité énergétique seulement en tant que Maroc mais plutôt comme moteur de développement pour une partie de l'Afrique. Un élément sécuritaire pour le Maroc, évidemment, mais aussi pour le Maghreb et pour l'Europe, et surtout pour ce que disait Juan de Castro de l'économie de

la connaissance. Je pense que nous devons être un peu plus précis parce qu'en anglais on dit *the knowledge economy*, mais moi je ne parle pas seulement de *knowledge economy* c'est-à-dire de la télécommunication et des autres technologies de pointe. Peut-être en français devrait-on différencier « l'économie du savoir » et « l'économie de la connaissance » et pour cela nous devrions nous référer à Jean-Louis Reiffers. Bref, là est peut-être le véritable défi que nous avons devant nous. Et la proposition que je voudrais soulever est celle de la sécurité énergétique et de la sécurité alimentaire.

## Migration : Managing Social Cohesion, Reducing Conflict

Ebrahim RASSOL, MP

*Conseiller du Président, Afrique du Sud*

It is a pleasure for someone who comes from Cape Town, the southern tip of the African continent, where the Atlantic meets the Indian Ocean, to participate in a Tri-Continental Atlantic Initiative in Morocco.

It is far-sighted and visionary indeed that Morocco's High Commission for Planning has convened us in their planning for 2030. It states that Morocco correctly understands that national planning cannot be done without the broader global community. In complex and integrated times, more than one country has their hands on the levers of key variables that shape our common destiny.

This has never been more eloquently articulated than in the current context of financial, economic, environmental and security co-dependence that we are living through. Crises do not respect national borders, and problems do not confine themselves to the country of origin, whether we speak of banking irregularities, excessive dependence on fossil fuels, or diseases. Even swine flu can find its way to places where pork is haraam.

Never before has the world found it so necessary for joint planning to manage both the opportunities as well as the distempers of globalisation. Morocco has taken the initiative to gather its neighbours from all shores of the Atlantic ocean to plan around those issues which affect us all.

---

### Managing globalisation

---

globalisation is a reality. We must neither deny it nor simply succumb to it. We must manage and direct it as much as what we can, by joint planning, building partnerships, identifying its variables, and acting on them to increase its positives and reduce its negatives.

Globalisation has contradictory impulses: it has produced enormous wealth and driven economic growth, but deepened poverty and inequality between and within countries; it has created great progress and development, but often at the expense of the natural world and the environment; it has expanded knowledge and spread information rapidly, but has eroded spiritual values and distorted identity; and it has resulted in massive mobility of people from rural to urban and from continent to continent, but it has resulted in less social cohesion at the hand of suspicion, hostility, and conflict between people.

Today, all the world's key decision-makers are engaged, in one way or the other, in managing and trying to find solutions to the various crises that either resulted from, or been exacerbated by, globalisation: we are living through the deepest and most devastating financial and economic crisis; increasingly we are acknowledging the extent and destructiveness of the environmental

crisis ; our airports are eloquent testimony to the depth of the security crisis we face ; and we have yet to act decisively to meet the crisis that arise from the mobility, the migration of people – the crisis of social cohesion!

These crises are all facets of a complex whole. We do not only need global governance to be strengthened over the financial and economic institutions of the world, but we need better global governance over the ability to harm or improve the environment, over exacerbating or mitigating the world's security situation, and over whether we demonize and alienate “the other” or bring people into solidarity with each other.

We have shown great urgency to deliberate and act on those crises which are most visible, such as 9/11, or those which affect the powerful among us, such as the collapse of banks, while delaying on inconvenient crises, or exploiting for political gain the crisis of social cohesion that arise from the migration of people.

A tri-continental Atlantic forum such as this has the opportunity to anticipate the potential crisis that may arise from the changes in demographic trends in the world, the movement of people within and across borders, and the planning and actions required to avert a potential crisis.

---

## Demographic shifts

---

The Transatlantic Council on Migration projects that by 2050 the population of the world will have increased from 6.6 billion to about 9 billion people, and that this population growth will largely be in the developing world, with sub-Saharan Africa having the largest increase. Sub-Saharan Africa will, in fact, increase its share of the world's population from 10% in 2000 to 19% in 2050. This will correspond with countries in Europe growing in the aging population, while declining in population growth. (Lutz, Wolfgang, Warren Sanderson, Sergei Scherbov, and Samir K.C. 2008. Demographic and Human-Capital Trends in Eastern Europe and sub-Saharan Africa. Washington, DC.: Migration Policy Institute).

The implications of this projection is that in the developing world, especially in Sub-Saharan Africa, there will be massive growth in the workforce, and the current economic crisis does not create optimism that such countries will be able to develop their educational systems adequately to skill this workforce or develop their economies sufficiently to absorb this workforce. If left unattended, the results could be a proliferation of conflicts, humanitarian crises, and the increase in migration flows.

On the other hand, the declining labour force in countries in Europe resulting from aging and lower population growths create the need for semi-skilled and skilled labour.

Clearly the table is laid for continued and increased migration of people, and judging from the economic and political climate, especially across Europe, the conditions exist for hostility and conflict on the issue of migration and further challenges to social cohesion and coexistence.

---

## Understanding migration

---

Migration typically occurs because of at least three major factors:

1. Massive movement of people happens as a result of conflict, civil war, genocide, or political repression. There are many such exiled communities across the world, either interspersed with indigenous communities, or in refugee camps. Such communities suffer their own hardships, and are often the focus of intolerance and conflict resulting from expression of xenophobia.

2. In situations where local and national economies are unable to absorb its citizens or its citizens have not had access to an education system that equips them with skills, or the national economy faces collapse, such citizens seek access to economies in cities or countries where they have a better chance of survival. Such migration occurs over time, and can be either legal or illegal.

3. We are used to movements of people on a great scale in the wake of natural disasters such as floods, fires, earthquakes, etc. what we may have to prepare for are far more insidious movements of people resulting from environmental changes and the effects of global warming and climate change. People will move from areas affected by growing desertification, water shortages, drought, and rising sea levels.

The direction of movement of people is often towards a former colonizer or imperial power, countries which share a linguistic or cultural affinity or countries which have ease of access because of relaxed immigration regimes arising out of being in the same Commonwealth or its equivalents.

If these constitute that which we know, then a futures exercise should begin to anticipate the challenges that arise from the migration of people, and the investments which need to be made in social cohesion to reduce or eliminate conflict between people.

---

## Morocco and migration

---

From studies about demographic and migration trends in the Middle East and North Africa, and more particularly around the Mediterranean, much can be anticipated about the centrality of Morocco in the movement of people. (Fargues, Phillipe. 2008. Emerging Demographic Patterns across the Mediterranean and their Implications for Migration through 2030. Washington, DC : Migration Policy Institute). The following facts stand out :

1. Countries like Morocco have a large supply of young, active and quite educated workers ;
2. The MENA countries together have shed about 20 million peoples to Europe, of which, by 2005, Morocco had 2,7 m first generation migrants in Europe ;
3. Morocco had seen a phenomenal growth of remittances from its migrants – it had grown from US \$ 8,8 billion in 1980 to 28,5 billion in 2007 ; and
4. Morocco has also been a recipient of lower skilled migrants from sub-Saharan Africa and other MENA countries over the same period.

The pattern, therefore, exists for Morocco to shed its relatively skilled workers to Europe, and to receive lower skilled workers from, amongst others, sub-Saharan Africa. A forward looking exercise, therefore, has to address the challenge of the Moroccan economy's ability both to absorb its educated youth and to manage the potential movement of people from sub-Saharan Africa.

It also means that an Atlantic forum such as this could discuss an orderly migration regime where Moroccans can indeed assist the skills and labour challenges of Europe with its aging population. It also provides the opportunity both in Morocco and Europe to embark on major campaigns aimed at demystifying the migrant, ridding indigenous people of the misplaced notion of migrants replacing natives in the job market, creating truly multicultural exchanges, and establishing the foundations for societies which are socially and economically integrated.

This will be critical if we are to avert the conflict and violence which are threatening. As growth slows and the global recession deepens and jobs are lost and migrants in Europe face life unemployed and without welfare benefits while European natives are told by rightwing politicians that they are unemployed because of migrants, we must prepare for a loss of social cohesion and solidarity. As sub-Saharan Africa's population growth without adequate education

systems and an economy that can absorb their the movement to the North will happen and similarly threaten social cohesion.

---

## Building social cohesion

---

I want to suggest five thoughts on meeting the challenges posed by migration that emerge from the experience of South Africa as we try to build social cohesion after the devastation of Apartheid.

1. We must accept the mobility of people, and understand the demographic dynamics that inform it, just as we accept the mobility of capital and goods in a globalized world. Accepting the mobility of people is the key to planning for it, not simply regulating it.
2. Planning for the migration of people means choosing the best way to accommodate migrants. We are living through the dangers of allowing migrants to be in isolation in spatial, cultural and religious ghettos, just as we must recognize that assimilation is increasingly not an option. You cannot insist that migrants leave their identity at the border and adopt the pre-existing identity of the host, without the host examining the impact of new cultural, linguistic and religious influences in reshaping their own identity. For this reason integration is preferred if it values both the integrity of whole (the nation) and the integrity of the parts ( the communities in the nation).
3. The economies of the today are knowledge driven. More than the muscle and sinews of the human bodies, what the knowledge economy requires is the constant application of creativity and innovation to add value, and this is derived from different people, different cultures, differing world views interacting and challenging each other to unlock the creative impulse. The mobility of people ensures a drive to multiculturalism and cosmopolitanism as the key to the knowledge economy.
4. The challenge in ensuring social cohesion lies in finding the balance between building unity (that which makes us different). Too much of either jeopardizes social cohesion because you could end up either with uniformity in a melting pot or atomized communities with no responsibility to the whole. This balance allows for the emergence of people who are comfortable with multiple identities, and allow minority communities to live where they do not necessarily make the rules.
5. Finally, rather than simply regulating for migration, we also need regulation against all intolerance that spawns extremism, racism; anti-Semitism, sexism, Islamophobia, and xenophobia. The success of such a project lies in admitting that increasingly our nations and societies are more diverse and we need to educate citizens about the « other » so that stereotypes and phobias are replaced by knowledge of, and respect for, the culture, religious and practices of the « other ».

Unless we do some of these things and others, we will not avert the dangers in a world that will see more, not less, movement of people. We must intervene not only because we want to keep the peace, but because the world needs the interaction of difference for its own progress. Countries that are progressing are those who have invested in nurturing and harnessing the difference in their own borders or have welcomed the differences that have come from outside. Those who try insulate their mono-cultures from change, who repress differences; and deny the contribution of others, especially of women, to a society, are on a path of eventual decay.

We need diversity, multiculturalism and the creative impulse it unlocks both for social progress as well as social cohesion.

# Las nuevas tecnologías y la carrera mundial por la economía del conocimiento

Jorge Nuño JIMÉNEZ

*Director General del Centro de Estudios Económicos y Sociales del Tercer Mundo.*

---

## Introducción

---

Estimado señor Ahmed Lahlimi Alami “Ministro y Alto Comisionado del plan”.

Gracias a su gentil invitación que me enviará el 25 de febrero, para participar en los importantes trabajos del Foro internacional, “Iniciativa Atlántica Tricontinental en este centro de convenciones de Skhirat, lo acepté gustosamente por que entendido el espíritu que lo impulsa a usted y a su equipo de colaboradores de proyectar a Marruecos a una etapa de apertura y modernidad ante la comunidad internacional, sobre todo hacia el espacio latinoamericano en el cual vemos a Marruecos con especial simpatía, especial mente en el terreno sur-sur en temas tan importantes como el intercambio de experiencias tecnológicas que nos permitan avanzar más hacia un pleno desarrollo gusto y equilibrado.

En esta ocasión tocaré un tema muy importante como es las nuevas tecnologías y el golfo de una carrera mundial en pos de la economía del conocimiento.

La idea dominante a principios de los años 90 de que el mundo había llegado a la era de la concordia mundial y la “paz perpetua” kantiana fue errónea, la inspiración de las ideas del pensamiento único y de una sola súper potencia rectora del destino de la humanidad fracasó, y ha resultado un fiasco porque hemos entrado de lleno a un período de divergencias, de crisis económicas, financieras y políticas. La visión determinista, y por tanto darwinista, de la historia nos hablaba de una dialéctica global que imaginaba una batalla ideológica que culminaría definitivamente en el establecimiento de un orden internacional neoliberal. Todo fue un sueño guajiro, porque la historia no terminó.

Después de la guerra fría, el decaimiento del comunismo y la aparente llegada de la democracia en los países del Este, auguraba una nueva etapa de convivencia y armonía mundial. Pero el paisaje actual nos dibuja un panorama paradójico de la unión de la desunión, que nos arroja a una vorágine perpetua de un mundo sin rumbo, que se ha vuelto más inseguro y peligroso, con secuelas de desintegración y recesión económica llena de contradicciones, ambigüedades, angustias e incertidumbre y sobre todo desencanto de la sociedad internacional, en un universo que como afirmó Carl Marx “todo lo sólido se desvanece en el aire”, con la nostalgia de muchas personas del paraíso perdido.

Los grandes adversarios de la guerra fría compartían numerosos objetivos incluido el deseo de integración política y económica. El mundo democrático pensaba que el fin de la “guerra fría” cerraba un conflicto estratégico e ideológico y terminaría con todos los conflictos bélicos e

ideológicos, la gente soñaba “un mundo pacífico transformado” en el cual no quedaría sino una sola potencia mundial, que serían los Estados Unidos de Norteamérica.

La realidad internacional nos ha dado una gran lección, con la aparición de nuevos actores internacionales como son Rusia, China, la Unión Europea, Japón y India, que rivalizan por el predominio regional. Especialmente la integración de la Unión Europea y China gracias a su impresionante desarrollo tecnológico y económico que ha reavivado más las disputas y antagonismos por la supremacía militar, económica, política y tecnológica.

Los grandes descubrimientos de las ciencias físicas han cambiado la imagen del mundo en que vivimos, y lo ha convertido en una aldea global. La industrialización y la producción en masa, ha transformado el conocimiento científico y tecnológico, creando nuevos entornos en las relaciones humanas y destruyendo antiguas creencias, acelerando el ritmo de la vida llena de angustias, generando nuevas relaciones de poder, apareciendo las multitudes, de la sociedad organizada integrada por personas y pueblos y nuevos poderes reales como ONG's, organizaciones terroristas, el narcotráfico, en una renovada lucha de clases, desafían a Estados cada vez más poderosos que buscan ampliar sus poderes fácticos.

---

### El siglo XXI es el siglo del conocimiento y del capital humano

---

La riqueza de las naciones estará fundada en el futuro, no en el poderío bélico militar, sino en las nuevas tecnologías de la información, las comunicaciones, la biotecnología, la robótica, la tecnorrónica y otras disciplinas que nos marcan un nuevo camino de cómo hacer las cosas.

La fusión de la computación y las comunicaciones, especialmente por medio de la red de Internet ha roto todos los paradigmas de costo y tiempos, ha disminuido distancias y ha iniciado una era de información global.

La biotecnología ha logrado avances asombrosos con la capacidad de identificar nuevos materiales genéticos a través de tipos y de nuevas especies, rompiendo los límites de la naturaleza, de la ética, de la bioética creando organismos totalmente nuevos con consecuencias todavía desconocidas por la manipulación de las células, con retos de un panorama al estilo Frankenstein, o los experimentos de la modernidad de un Prometeo encadenado del Doctor Erasmus Darwin, que buscaba afanosamente descubrir el principio vital de la vida y transmitírselo a la materia inerte, experimento que terminó en una pesadilla escalofriante, obsesionado con la creación de vida artificial, al final todo fue un sueño del cual despierta horrorizado al ver al espantoso engendro.

Este ejemplo es bastante paradigmático sobre la reflexión en el presente del abuso del conocimiento humano y la tecnología que respete principios éticos y morales, que la actual carrera tecnológica parece ignorar.

La nueva ciencia y las tecnologías impulsan a la globalización, abriendo nuevos mercados. Las comunicaciones han cambiado la competencia económica, han hecho posible la comunicación cultural a nivel planetario. Por su parte la ingeniería genética íntimamente ligada a la agricultura y a los pueblos indígenas, ha creado una diversidad biológica impulsando a la industria farmacéutica a través de empresas multinacionales y transnacionales.

El discurso de la influencia de las tecnologías en el panorama mundial está influyendo poderosamente en la globalización, es un hecho innegable e insoslayable en la vida privada y pública.

El escribir programas de computación y la revelación de códigos genéticos ha reemplazado a la tradicional búsqueda de minas de oro. Las nuevas minas de oro ahora son la tecnología y el

conocimiento, y son los nuevos activos porque más de la mitad del Producto Interno Bruto de los principales países industrializados se basa ahora en el conocimiento, en el desarrollo de nuevas tecnologías que le han impuesto a la globalización una nueva realidad, pero desafortunadamente con la liberalización, la privatización y los derechos de propiedad intelectual han influido poderosamente con graves consecuencias para el desarrollo humano, porque está aumentando la diferencia a escala mundial entre los que tienen y los que no tienen, o sea, entre los que saben y los que no saben.

La tecnología y el conocimiento han transformado las reglas globales e impulsado una vertiginosa carrera por la economía del conocimiento, como es el caso de la República Popular China, la India y la Unión Europea. Se está conformando un nuevo mapa mundial entre países con tecnología y países sin tecnología. Los derechos de propiedad intelectual impulsada por países desarrollados están excluyendo injustamente a países en desarrollo del sector del conocimiento humano, las legislaciones de patentes no reconocen los conocimientos tradicionales de propiedad, por el impulso y el ímpetu de intereses comerciales que han acaparado grandes consorcios multinacionales impidiendo el libre flujo del conocimiento.

Lo anterior ha traído como consecuencia una transformación que ha modificado el sentido de la política y la economía del siglo XXI, donde no existen productos ni tecnologías nacionales, ni siquiera industrias nacionales, sino una economía global y lo único que persiste dentro de las fronteras nacionales son las poblaciones consumidoras de mercancías.

Por lo tanto los bienes fundamentales de una nación son sin duda alguna su capacidad y destreza de sus ciudadanos para transformar la naturaleza. Y la paradoja actual es que las nuevas tecnologías han creado un mayor desempleo, maravillados por esta impresionante aldea global con nuevas técnicas, nuevas patentes de productos que han fascinado al mundo con las conexiones ópticas digitales en manos de grandes capitales extranjeros que se olvidaron del ser humano, creado una economía sin rostro humano y de que “en una sociedad civilizada todos debemos de ir en el mismo barco, y que los unos dependemos de los otros”.

Las comunicaciones han modificado profundamente a la globalización misma a través de la impresionante red de Internet, la telefonía móvil con sus redes satelitales han reducido el tiempo y el espacio con la aparición de las computadoras y las comunicaciones, han desatado una explosión de las formas de comunicarse a partir del decenio de 1990, influyendo a partir de ese momento en una enorme productividad, la reducción de costo que estas redes de computadoras se ha multiplicado por millones y ha transformado al mismo sector de la producción. El Internet cambió de ser un instrumento especializado de la comunidad científica a una red de uso popular, con conexiones directas aumentando vertiginosamente a partir de los años 90 en cientos de millones de usuarios de Internet y se espera que los años venideros haya en la red de Internet más de 2,000 millones de internautas.

Es una verdadera revolución de las comunicaciones y el conocimiento digital a escala mundial porque las redes de comunicación conectan a todo con todos los demás. El desarrollo espectacular de las tecnologías de la información y de las comunicaciones ha desencadenado también a nivel mundial un fenómeno de transformación más civilizado creando también una nueva “sociedad de consumo”, no siempre regida por ideales de justicia y de equidad y de supeditación del capital extranjero en este ramo a las leyes del país en que actúan grandes corporaciones transnacionales que han intervenido en asuntos internos de los países, creando prácticas comerciales que discriminan a los países donde actúan y sin ningún interés en el desarrollo humano, las consecuencias sociales, económicas y culturales serán mucho más profundas que las provocadas en el siglo XIX con la revolución industrial, porque con las nuevas tecnologías todo es mercancía: el ocio, la investigación, la educación, las finanzas se mueven

a la velocidad de la luz por la aparición de estas redes tecnológicas y digitales de multimedia. Hoy es posible leer cualquier documento, digitalizarlo, manipular el texto, datos, sonidos, imágenes y combinarlo en el famoso Proyecto de la UNESCO llamado “multimedia”; o sea, es la inteligencia artificial que incorpora interfaces en los servicios interactivos adaptados a la necesidad de los usuarios.

La inteligencia artificial ha facilitado la difusión de volúmenes de datos cada vez más importante influyendo poderosamente en la disminución de costos en la producción.

Las nuevas tecnologías han dado lugar a la creación de nuevos productos o golosinas visuales como es el video, los sistemas de tratamiento de imagen y voz que nos han permitido automatizar la búsqueda de información, que han hecho cada vez más accesibles las redes con estas nuevas tecnologías. Sin embargo es del conocimiento general los riesgos que implica la dominación casi absoluta de los Estados Unidos respecto de estas tecnologías que podrán conducir a nuevas formas de dependencia y hacia una situación de subordinación en el mundo de la cultura, con la influencia global en las redes, como es el inglés que ya se extiende a escala planetaria y que impone normas no solamente a países pobres de África, de América Latina, sino también a los países Europeos. Mucha gente se pregunta si esta carrera por el control del multimedia va a derrotar a Europa como lo vemos en el caso de la industria cinematográfica y la televisión que han creado una discusión en los acuerdos del GATT en 1993 entre Europa y los Estados Unidos, porque se trataba de obtener la extensión de las reglas del GATT a los servicios audiovisuales. En los países europeos la industria cinematográfica prácticamente ha desaparecido y algunos países ya no tienen interés en defender sus espacios comerciales para no tener un enfrentamiento con Washington, creándose un verdadero colonialismo tecnológico y cultural.

---

### ¿ Qué es Internet ?

---

Ya no requiere presentación porque esta red ha permitido relacionar directamente a todas las computadoras del planeta, lo cuál era desconocido para el gran público en la década de los 90 y se ha convertido en un fenómeno social mundial que ha creado entusiasmo pero también tiene sus riesgos porque por este medio también es usado por grandes redes globales del crimen organizado, el terrorismo y los nuevos piratas o ladrones tecnológicos como son los hackers. La invasión tecnológica ha sido acompañada de un efecto de moda, dentro del cual muchos se han maravillado y otros lo ven con temores.

Las nuevas tecnologías y conocimientos dedicadas a la producción han influido de forma acelerada a una mejor productividad, con la capacidad de manejar tecnologías han obligado a nuevos países a progresar gradualmente con temas fundamentales como la inversión, que los han hecho aprender a duplicar sus capacidades creando una enorme gama de la economía de los servicios y el procesamiento de datos, como es el caso del impulso a la producción y exportación de programas computacionales de la India que lo han posicionado como el productor número uno del software en el mundo.

La búsqueda del desarrollo humano ha sido una preocupación y anhelo de la comunidad internacional en el tema de la manipulación de productos genéticos, qué ha cobrado en el siglo actual un avance sin precedentes, sin pensar en las consecuencias biológicas o bioéticas como la clonación de ovejas y ratones, que se consideraba imposible hace diez años. Las nuevas tecnologías han provocado un debate sobre los límites necesarios de la ciencia, la ética y la bioética, por las consecuencias que podría provocar la manipulación de la vida en seres animales, vegetales y seres humanos. Algunas opiniones sostienen que el campo de la ética o la

bioética no deben obstaculizar el avance científico del conocimiento humano, especialmente en países del Tercer Mundo.

Se requieren urgentemente normas, límites para convertir los adelantos científicos y tecnológicos, en adelantos y beneficios al progreso para la humanidad entera, y poner límites indispensables a los intereses mercantiles y comerciales que no toman en consideración la protección de la gente, a pesar de los riesgos que implica esta vorágine científico-tecnológica, como son los alimentos genéticamente modificados que provienen de plantas que se han modificado sus genes para hacerlos resistentes a las plagas, al clima, etc. No debemos olvidar que estos genes han sido tomados de otras plantas, animales o microorganismos, a través de los cuales se pueden introducir virus nocivos para el ser humano, y afectar el equilibrio de los ecosistemas y con el tiempo podrían desarrollarse cepas poderosas resistentes a herbicidas o insecticidas, que podrían tener efectos perniciosos sobre toda la cadena alimenticia, y estos virus podrían escapar de los cultivos y producir epidemias o pandemias en países en desarrollo.

El uso de alimentos transgénicos plantea también problemas respecto a la seguridad de transferencia de organismos a medios nuevos. Por lo tanto, no pensamos en el atraso técnico, sino en la responsabilidad de los daños que esta codificada en el derecho internacional, y la indispensable transparencia de la información en manos de grandes empresas privadas que lucran con estos conocimientos.

Es inconcebible que en este momento de notables avances de las nuevas tecnologías persista un aumento de la pobreza y la miseria de esta economía de la codicia, de las potencias que lucran con el hambre y el atraso de los pueblos, sin tomar en consideración ningún principio o ideal internacional, por lo que hago un llamado en este Foro para fortalecer los precarios fundamentos legales de esta injusta economía internacional globalizada, que saquea los recursos naturales, los procesan algunas metrópolis y nos los regresan transformados, por lo que necesitamos incrementar la capacidad de nuestros países para crear, asimilar y adaptar la tecnología que ahora se concentra mayoritariamente en las naciones industrializadas, y estas deberían colaborar en el financiamiento de proyectos de investigación y fomento de centros de alta tecnología, para hacer frente a los problemas de producción y empleo justo y bien remunerado, que evite este éxodo de muchedumbres que migran a países con tecnología para buscar un nuevo destino, y son justamente las grandes empresas trasnacionales las que bajo nuevas reglas internacionales de transferencia de tecnología, podrían contribuir significativamente en la modernización de nuestras economías, disponiendo de capacidad tecnológica que les permita alejarse de los viejos esquemas de explotación de recursos humanos y materiales, características de las empresas petroleras y mineras que tan amargas secuelas han dejado en nuestros países.

En América Latina, hay experimentos fallidos como el Acuerdo de Libre Comercio suscrito entre Canadá, México y E.U. Con la idea de un libre comercio, que no era tan libre, porque se fundamentó en el mantra de que el simple intercambio comercial produciría bienestar a nuestra población. Fue una apertura a productos manufacturados, pero no logró parar la enorme migración de la población mexicana sin empleo, en busca de bienestar en Canadá y EU. Se olvidó en los acuerdos o tratados de cooperación económica de incluir en las mismas salvaguardas de transferencia de tecnología.

Los estrategias del pensamiento único y del “Nuevo Siglo Americano”, pensaron que el siglo XXI sería de la supremacía en todos los campos de los Estados Unidos y que la globalización sería simplemente “made in USA”, basada esta hipótesis en que los Estados Unidos habían sido los autores de las grandes innovaciones tecnológicas que más habían fascinado al planeta, con la aportación del automóvil, el teléfono, la lámpara incandescente, la cinematografía, los rascacielos, las autopistas, el avión, la máquina de escribir, el refrigerador. Más tarde aparecerían

los grandes Holdings de la cultura de masas como Hollywood, los cómics, la fotografía, la prensa, la radio, los grandes almacenes, supermercados, centros comerciales, las cadenas globales noticiosas. Sin embargo algo falló porque ese gigante tecnológico parecía tener pies de barro, porque las grandes empresas se han derrumbado ante la peor crisis financiera y han puesto al descubierto la falacia del “Modelo Americano”, a copiar no lo es más, porque estaba basado en una especulación pura, y no en la eficiencia tecnológica de esas grandes empresas que tanto impresionaron al mundo con su despliegue tecnológico, y que actualmente están en su peor crisis. La ironía del destino es que un país del Tercer Mundo aparece como la nueva potencia tecnológica y ha impresionado al mundo con su formidable desarrollo técnico y comercial, que supo muy bien diseñar un modelo de apropiación y desarrollo del conocimiento: me refiero a China que aparece en el escenario internacional con gran fuerza y vigor y con un crecimiento económico sin precedentes.

## Immigration and Competitiveness at a Time of Recession

Demetrios G. PAPADEMETRIOU

*Président du Migration Policy Institute, Etats-Unis*

In the past decade, globalization and the constantly deepening interdependence it has nurtured for more than a quarter of a century has been the prism through which most analysts and policymakers have viewed the world economy and increasingly many of its non-purely economic interactions. The freer movement of production factors, including people, has been the dominant paradigm. And as is typically the case when a paradigm is dominant, evidence of a possible paradigmatic shift has been deeply discounted.

Yet challenges to the perceived wisdom have kept mounting. These include the repeated failures of global trade talks and the US Congress's unwillingness to approve trade agreements negotiated by the US administration; growing concerns about rising inequality both within and across nations; and the concomitant failure of an increasing number of high- and middle-income countries to address the concerns of globalization's many losers. In the midst of all these challenges, more and more countries have entered the "game" of identifying and attracting foreigners with the human capital they need and the interest in a career and/or life abroad.

The analytics supporting the case for greater openings to and movement of skilled and highly skilled immigrants have been clear. Skill and locational mismatches have been significant and rising. Concerns about worker shortfalls, both actual and impending, have been growing – with actual shortfalls most evident where robust growth outpaces the ability of local populations to fill jobs the economy creates while impending ones reflecting the workforce-shrinking effects of fast-aging populations and a new-worker pipeline made shorter by low and very low long-term fertility. And completing this picture are the persistent failures of educational and workforce-preparation systems in most economically better-off countries to produce the workers competitive economies require. No wonder, then, that the case for looking to immigration of all types for economic growth and competitiveness has been strong and its adherents politically ascendant.

Yet, the economic landscape has been shifting for a while now. The housing and other excesses of the previous few years in the United States and elsewhere precipitated a deep financial crisis whose effects spread into the real economy. This requires that we focus more on the economic downturn's likely effects on the choices that governments, the people in immigrant-receiving countries, and immigrants themselves would likely face in the near to mid term. The basic question is this: Considering the dramatic shift in economic fortunes since the fall of 2008, how should one understand the analyses and judgments about immigration that have been made in the last few years?

The overall answer is one of caution. The sometimes extraordinary – even irrational – exuberance about international migration of the last few years – reflected in the remarkable, and sometimes indiscriminate, openings to it – have not been always particularly well

thought-out. Unsurprisingly, most of the countries that engaged in this exuberance are facing difficult policy and political choices as un- and underemployment fuel the urge for “beggar thy neighbor” labor-market policies that seek to protect the jobs of domestic workers above all else. By the same token, however, the pessimism that now has many countries in its grip – and seems to be arguing for the equally indiscriminate closing down of opportunities for international migration – is not any more warranted than the enthusiasm that preceded it. The increasingly apocalyptic view that the international system that globalization built may be going into an irreversible decline may in fact prove to be no better a policy counselor than the “let the economic good times roll” approach it followed. In fact, international migration is neither the panacea nor the cause of so many of society’s ills as advocates on both sides of the issue argue.

The evidence of globalization’s retreat is certainly sobering. Forms of economic nationalism, a force that is more troubling and by all accounts more difficult to reverse than “ordinary protectionism,”<sup>1</sup> are already in evidence – not least in the “buy American” provisions of the February 2009 US economic stimulus package. Retaliation, rather than waiting for a decision from the World Trade Organization (WTO), might become a preferred course of action as the employment effects of the recession deepen.

And Japan, Indonesia, France, the United Kingdom, the European Union and many others are opting for unilateral actions intended to protect their markets and direct economic investments inward while some analysts see rising pressures for competitive currency devaluations<sup>2</sup>.

The economic contraction numbers are dramatic. After a decade of average global growth of between 4 and 5 percent, growth for 2009 is projected to be near zero; world trade is set to decline this year for the first time in 25 years; year-to-year foreign direct investment dropped 10 percent in 2008 while capital flows are projected to be 80 percent lower in 2009 than they were in 2007; and the GDP across key global economies dropped during the last quarter of 2008 and the first quarter of 2009 at annualized rates that are nothing less than dramatic<sup>3</sup>.

While the short- to mid-term economic future hinges on a number of interrelated unknowns – such as how deep, how long, and how widespread (both across economic sectors within national economies and across nations) the recession will be<sup>4</sup> – the evidence indicates it will be the most severe in many decades. The United States lost 2 million jobs between December 2008 and February 2009, with the unemployment rate rising to 8.1 percent – 3.3 percentage points more than in February 2008<sup>5</sup>.

Unemployment rates across all countries that make up the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) grew from 5.6 percent in January 2008 to 6.9 percent

---

(1) See Jeffrey E. Garten, “The Dangers of Turning Inward,” *The Wall Street Journal*, March 5, 2009. Garten’s thesis is that the institutions that globalization built, most notably the WTO, can better police the more egregious instances of “ordinary” protectionism. Similar dispute-resolution mechanisms are found in all trade and investment agreements.

(2) *Ibid.*

(3) Garten, “The Dangers of Turning Inward.” International Monetary Fund (IMF), *World Economic Outlook: Sustaining the Recovery* (Washington, DC: IMF, October 2009). International Monetary Fund (IMF), *World Economic Outlook Update* (Washington, DC: IMF, July 2009). International Monetary Fund (IMF), *World Economic Outlook: Crisis and Recovery* (Washington, DC: IMF, April 2009).

(4) Demetrios G. Papademetriou and Aaron Terrazas, *Immigrants and the Current Economic Crisis* (Washington, DC: Migration Policy Institute, 2009), [http://www.migrationpolicy.org/pubs/lmi\\_recessionJan09.pdf](http://www.migrationpolicy.org/pubs/lmi_recessionJan09.pdf); Demetrios G. Papademetriou, Madeleine Sumption, and Will Somerville, *Migration and the Economic Downturn: What to Expect in the European Union* (Washington, DC: Migration Policy Institute, 2009), [http://www.migrationpolicy.org/transatlantic/EU\\_Recession\\_backgrounder.pdf](http://www.migrationpolicy.org/transatlantic/EU_Recession_backgrounder.pdf).

(5) US Department of Labor, Bureau of Labor Statistics “Employment Situation Summary” (news release, March 6, 2009), <http://www.bls.gov/news.release/emp/sit.nr0.htm>.

in January 2009. But this overall number masks stark differences that illustrate as much the uneven effects of the economic crisis as certain governments' so far successful efforts to work with employers to contain employment losses. Spain's unemployment rate rose from 9 percent to 14.8 percent, and Ireland's grew from 4.7 percent to 8.8 percent between January 2008 and January 2009 – but the rate for Austria and the Netherlands showed no change (both countries have low unemployment rates) and Poland's rate decreased from 8.0 percent to 6.7 percent during the same period<sup>6</sup>.

What to do about immigration in response to the economic crisis is not immediately obvious. One thing is nonetheless essential: political leaders must exercise deep policy judgment and exhibit leadership skills on this issue that, in the past two decades, if not longer, have been notable mostly for their absence. Whatever the course of action, policymakers must keep in mind that much of the evidence on which openings to immigration were premised will not be made irrelevant by the economic downturn – although both its timing and some of the underlying analytical assumptions will need constant review. For instance, knowledge-intensive jobs will continue to underpin economic growth and competitiveness and not all of these jobs will be able to be produced by any single country's educational and workforce development system – or filled by domestic workers even with sharply refocused efforts at training and retraining efforts. This reality alone suggests that policies that attract the most talented – those whose human capital will be essential to strengthening already competitive firms and building up an economy's strategic growth industries, as well as those with scarce skills – will remain as relevant in the current economic climate as they were during the recent period of strong economic growth. In fact, they are likely to become even more relevant.

The lesson: this is definitely not the time to fall into the grasp of economic nationalism's siren song of stopping immigration or discriminating against immigrants already in our midst; fundamental issues of rights and equity, as much as economic logic counsel against such actions.

The better-skilled immigrants who have been at the center of recent openings to immigration – but also so many of the lesser skilled yet no less economically essential ones – have made significant contributions during the good economic times and, for many countries, have been indispensable to growth. When economies stabilize, better-skilled immigrants will again be seen as the valued economic assets they typically are.

Most importantly, while the economic contraction will force many of us to rethink our assumptions about retirement and the degree to which we might be able to rely on government for the social supports that once seemed guaranteed, demographic reality will still be there. The problem of aging populations will not have disappeared, and the implications of certain countries' persistently low and very low fertility for the vitality of labor markets will not be any less striking.

Moreover, the new economic context makes the relevance of the discussion about the nature of economic competitiveness even stronger. Long-term competitiveness rests on the choices and investments public and private sector policymakers and individuals across the board make in a wide array of policy domains. Education and workforce development are at the very center of that nexus. But both must be supported by thoughtful choices about social protections that put work front and center; a social environment that values and rewards lifetime learning; social institutions that adapt to constantly shifting economic environments without losing sight

---

(6) Organization for Economic Cooperation and Development, "Current Query: Harmonized Unemployment Rates (HURs)" (OECD StatExtracts, data extracted March 9, 2009), <http://stats.oecd.org/wbos/Index.aspx?QueryName=251&QueryType=View&Lang=en>

of their principal missions; and relationships between the government and the private sector that encourage and reward the private sector's socially responsible actions while ensuring that government understands the need for social and economic policies that promote economic growth and competitiveness in all its complexity.

And when growth returns, many of the considerations on which countries have based their immigration decisions in the past will still be at the core of their decision making.

- Values and social responsibility will still define their behavior;
- Adhering to international obligations will not be any less important ;
- Economic logic will not have been turned on its head ;
- Locational and skill mismatches will continue to exist ;
- The rate at which the developed world is aging will only be increasing while more and more of the developing world's youth will be coming of age.

In closing, whether countries will be ready to get the most out of skilled (and all) immigration once the current contraction bottoms out will be shaped by the policy choices they have made in the interim. Three sets of issues will be most relevant.

The first is how sophisticated they have become in integrating immigration policy into the society's and the economy's other policy priorities without the artificial pressure that the rhetoric of scarcity had created – and how systematically they have learned to use evidence about successful immigrant integration in setting their immigration policies.

The second is how smartly and deeply they have invested in the social, cultural, and economic integration of their foreign-born populations and their offspring – and what the results of these investments have been. The third is how successful they have been in controlling the intolerance and political reaction toward immigrants that the economic downturn is sure to have exacerbated.

# Knowledge Economy and Mutual Understanding

**Kojo YANKAH**

*President, African University College of Communications*

My brief presentation will address three issues :

- a. Knowledge Economy
- b. Mutual Understanding and
- c. The Role of Universities & the Media

My thesis in this contribution is that wide disparities in the attainment of knowledge-based economies in the Tri-Continent hamper mutual understanding and that deliberate efforts should be pursued by institutions of higher learning and media organizations to address the deficit for the benefit of the initiative.

Economic benefits of the tri-continental initiative cannot be realized without a thorough commitment to the use of knowledge technologies that are transforming many economies throughout the world. It is not a new phenomenon that industrialized economies are transiting very fast to become knowledge-based economies depending mostly on services. The challenges however are that some parts of the Americas and most parts of Africa are still struggling under labor intensive agricultural policies and practices that do not project any transition even to the industrialized community. Where this takes an ambitious tri-continental initiative is that most members subscribing to the initiative may be left behind in the construction of an information society in which the creation, distribution, diffusion, use, and integration of information may be considered a very significant economic, political and cultural activity.

There is no doubt that effective and strategic use of technical knowledge has determined in large part the levels of economic development in various countries. In the three regions of the tri-continent, there are different stages of scientific and technical development which inform the various ways in which the understanding of issues can be exploited. How therefore, can there be mutual understanding when there are large disparities in economic, technical and information dispositions?

My contention is that institutions of higher learning and media organizations have an obligation to reduce the gap and ensure appropriate economic exploitation of that mutual understanding.

I propose the following :

- Media organizations in the tri-continent should place on their high priority agenda the business of enhancing the significance and the need for a tri-continental Initiative ;
- Media organizations should exchange and publish information on their various countries, in special areas such as the importance of adopting policies that advance scientific and technical knowledge in this age of information and communication revolution ;

- Media organizations should support civil society calls for the digitization and informatization of public and private activities that will increase productivity ;
- Institutions of higher learning have even a greater role of taking inventory of human resource capabilities vis a vis knowledge economy and information society and designing academic and professional programmes to pursue the urgent needs of society ;
- Universities need to intensify programmes in research and development into modern trends in changing societies in collaboration with relevant Government agencies ;
- Universities, the media and intellectuals should collaborate to increase awareness for life-long scientific and technical learning that will make use of the rapidly changing knowledge base ;
- Governments in the tri-continent who have not done so, should invest massively in science and technical education, software development, and service delivery.

In conclusion, I submit that :

- Scholars, government, civil society, private and public entrepreneurs in the tri- continent should communicate regularly to exchange views, experiences and opinions ;
- Universities and the media should produce and disseminate technical and scientific education and information in the quest to prepare adequate skilled manpower ;
- Knowledge economies can only be built upon information, education, technical knowhow and reliable databases ; and that
- Mutual understanding will be closer to realization when our economies are mutually able to respond to the constant changes being experienced every day.

**CONTRIBUTIONS  
À LA MARGE DES TRAVAUX DU FORUM**

## Message de M. Kofi ANNAN

*Ancien Secrétaire général de l'ONU*

Monsieur Ahmed Lahlimi Alami, Haut Commissaire au Plan,  
Monsieur Strauss-Kahn, Directeur général du Fond monétaire international,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames, Messieurs,

Bordé par trois continents, l'espace atlantique est un territoire privilégié qui offre de vastes possibilités de coopération transnationale. Ainsi, l'Initiative tricontinentale atlantique est significative eu égard aux enjeux croissants qui se profilent à l'horizon.

Alors que nous faisons face à une crise financière et économique sans précédent, que la gouvernance mondiale est repensée, les échanges auxquels vous prenez part offrent des opportunités nouvelles, jusqu'alors inimaginables, pour exprimer d'une seule voix des propositions novatrices et favorables aux intérêts de tous.

Pour ce faire, il importe de veiller à ce que l'espace atlantique profite à tous, sans que certains territoires se voient relégués à un rôle périphérique. Je pense en particulier à l'Afrique qui doit non seulement participer aux négociations mais aussi bénéficier, autant que les autres territoires, des avancées en termes d'intégration économique, de régulation sociale et de sécurité collective.

Je vous adresse mes vœux les plus chaleureux ainsi que mes encouragements les plus sincères pour la poursuite des débats. La mise en valeur optimale de l'espace atlantique passe par une intégration solidaire, qui sera bénéfique pour les trois continents.

## Message de M. Hédi BACCOUCHE

*Ancien Premier ministre de Tunisie*

Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer le plaisir que j'éprouve à participer aux travaux de votre forum international. Je remercie le Haut Commissariat au Plan, et à sa tête le Ministre militant Ahmed Lahlimi Alami, qui m'a donné cette possibilité, et je le remercie pour l'occasion qu'il m'a offerte de venir au Maroc, une seconde patrie pour les Tunisiens, et le prie de transmettre à sa Majesté le Roi Mohamed VI, l'expression de la haute considération du Président de la Tunisie Zine Abidine Ben Ali.

J'apprécie les efforts qu'il fait avec une élite du Maroc et de plusieurs pays, chaque année, en vue de souder l'avenir, de le comprendre, de saisir ses lignes de force, s'y préparer et définir des plans et des programmes d'action. Je le félicite également pour les efforts menés pour évaluer la crise, d'une ampleur jamais égalée, qui secoue actuellement le monde et examiner ses répercussions immédiates et lointaines sur nos différents pays. Ce sont des efforts louables et méritoires d'autant plus qu'ils ne se déroulent pas en vase clos, entre experts nationaux. Des compétences reconnues du monde entier y participent activement, donnant leurs points de vue et présentant leurs projections.

S'agissant de l'Atlantique, la Tunisie, mon pays, n'y a pas d'ouverture directe. Elle y accède par la Méditerranée. Elle n'a qu'une fenêtre sur l'océan. De ce fait et compte tenu de l'éloignement géographique, les échanges avec les Amériques restent limités, sauf un peu les USA, le Canada et le Brésil.

Par contre, le Maroc, par sa position géographique exceptionnelle, par son ouverture politique et par son dynamisme économique, est bien placé pour être considéré comme puissance atlantique. Malheureusement, il est actuellement, comme les autres pays de la région, tous les autres pays de la région, victime de la division du Maghreb. Son épanouissement est ainsi limité et son essor retenu.

Certes le Maroc, Etat-nation séculaire, au passé rayonnant, peut se développer seul, par ses propres moyens. Mais pour connaître un épanouissement véritable, devenir un partenaire de poids dans le concert des pays avancés, tirer profit de sa position géostratégique, il devait être institutionnellement adossé à ses voisins proches et construire un Maghreb uni. Soixante ans après leur indépendance, les pays maghrébins n'ont pas encore réussi à réaliser un Maghreb uni.

Malgré le coût élevé du Non-Maghreb qui limite notre taux de croissance, décourage les investissements étrangers tant nécessaires, aggrave les problèmes de chômage, surtout parmi les jeunes diplômés, malgré tout cela, les Maghrébins ne se décident pas encore à s'engager résolument dans un processus d'intégration.

Nos indépendances restent fragiles tant que nous restons désunis. Avec la non-réalisation de l'unité, le combat que nous avons mené pour la libération s'est arrêté à mi-chemin. Malgré le fait que nos peuples souffrent d'un manque de projet mobilisateur et de l'absence d'un rêve, ils continuent à ne pas bouger.

Il est vrai qu'il y a des querelles entre nous, mais les querelles entre frères, surtout dans nos traditions, sont souvent plus vivaces qu'entre des parties non particulièrement proches. Ce sont des querelles nées de vexations, de malentendus et de faux calculs. Elles ont donné lieu hier et aujourd'hui à des tensions et à des escarmouches armées ; elles ont éloigné les peuples les uns des autres et les ont séparés. Elles ont touché, pour les uns, à l'unité du pays, à son intégrité et à sa souveraineté. Avec le temps, elles sont devenues, pour les autres, un problème de principe. Pourtant, l'intérêt supérieur des uns et des autres, le sens de la responsabilité et la fraternité nous appellent au dialogue, au dépassement et à la réconciliation. Un peu de courage, et ces querelles peuvent se réduire, voire disparaître.

Un rien entre les frères fait naître les plus graves querelles. Un rien également peut y mettre fin. On peut déjà affirmer que, jusque-là, malgré les tensions et les crises, nos dirigeants ont maîtrisé la situation, évité le pire et n'ont pas commis l'irréparable. Personne, maintenant, ne songe en effet sérieusement à un conflit armé. La porte de la réconciliation reste ainsi toujours ouverte, malgré les anomalies, les excès et les souffrances.

En disant cela, je fais une profession de foi optimiste. C'est ma conviction intime. Je le fais peut être parce que je fais partie des générations qui ont milité ensemble dans tous nos pays pour l'indépendance dans un esprit nord-africain. L'Istiqlal, le PPA puis le FLN et le Destour n'ont-ils pas été des partis frères solidaires ? Messali Hadj, Allal El Fassi et Bourguiba n'étaient-ils pas pendant de longues années nos références patriotiques ?

Peut-être aussi, du fait des responsabilités que nous avons assumées, de l'expérience que nous avons acquise, nous réalisons l'ampleur et la gravité des dégâts causés par notre désunion. Mais je pense que nos jeunes cadres qui assument actuellement les responsabilités du pouvoir, qui dirigent nos affaires, au vu des dossiers qui leur sont soumis, ne peuvent parce qu'ils sont patriotes et bien formés – que choisir les solutions unitaires. C'est une question de bonne gouvernance.

En attendant, maintenons notre rêve. Tâchons de l'insérer dans nos plans de développement, de lui donner une priorité dans notre réflexion et lui accorder la place qu'il faut dans le futur que nous cherchons à préparer.

## Message de M. Pascal LAMY

*Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce*

### Un développement à visage humain

Mesdames et Messieurs,

En raison d'un déplacement au Cambodge, je regrette vivement de ne pas pouvoir être avec vous aujourd'hui pour participer à votre séance de réflexion sur la gouvernance mondiale, dans le contexte de l'« Initiative tricontinentale atlantique ». Votre programme couvre un grand nombre de sujets qui vont des questions économiques les plus urgentes du moment à des questions relevant des sphères sociale, environnementale et sécuritaire.

J'aimerais féliciter Monsieur Ahmed Lahlimi Alami pour ce vaste programme. En effet, il ne fait aucun doute dans mon esprit que nous avons besoin d'un « consensus mondial » sur tous ces points, et qu'ils méritent qu'on les examine attentivement. Et il est bon que le Maroc soit à l'origine de cette initiative regroupant quatre rivages atlantiques.

Mesdames et Messieurs, le monde est plus interdépendant aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. Cette interdépendance a ouvert d'énormes possibilités, mais aussi de nouveaux risques qui doivent s'accompagner d'une plus grande responsabilité. Nous devons nous efforcer de créer un cadre approprié à l'intérieur duquel cette intégration mondiale pourra se faire ; un cadre de règles communes et cohérentes. Voilà le message que j'ai délivré plusieurs fois dans le passé, appelant à ce que le consensus de Washington soit remplacé par le consensus de Genève. En d'autres termes, appelant à un développement « à visage humain ».

Aujourd'hui, l'économie mondiale a subi un choc énorme. La crise financière – précédée il y a un an à peine par une crise alimentaire – et le risque de pandémie de grippe mondiale ont rappelé au monde la nécessité d'une coopération mondiale beaucoup plus étroite. Cette année est aussi décisive pour l'environnement avec le sommet de Copenhague sur le changement climatique qui doit se tenir en décembre.

Le commerce est, sans aucune doute, un des moteurs de la croissance économique. L'ouverture commerciale au niveau international a entraîné des gains d'efficacité considérable et a relevé les niveaux de vie dans le monde entier. C'est une composante importante de l'intégration mondiale.

Cependant, dans le sillage de la crise financière, nous avons vu certains pays tentés de se replier sur eux-mêmes et avons constaté une montée du risque protectionniste. Voilà pourquoi j'ai insisté cette année sur le lancement « d'un exercice de surveillance » des mesures protectionnistes. « Un écran radar de l'OMC » pour ainsi dire, afin d'identifier ces mesures aux moments où elles sont prises et incité les pays à y réfléchir davantage. A ce jour, d'autres radars montrent quelques dérapages plutôt dans le domaine des produits industriels que dans le domaine des produits agricoles ; à ce stade, le problème n'est pas gravissime. Dans l'ensemble, les pays s'efforcent de

ne pas répéter les erreurs du passé, conscients qu'ils sont que les pays les plus pauvres et les plus fragiles en seraient les premières victimes.

Mesdames et Messieurs, nous ne pouvons pas nous permettre de nous replier sur nous-mêmes ni de nous isoler. A maintes reprises dans l'histoire, les politiques du « chacun pour soi » se sont révélées contre-productives et vouées à l'échec. Ce dont nous avons plutôt besoin, c'est d'accroître la confiance avec laquelle nous pouvons compter les uns sur les autres en période de crise. Jamais cela n'a été plus évident que durant la crise alimentaire de l'année dernière, à laquelle certains ont réagi en établissant des restrictions à l'exportation de denrées alimentaires, ce qui a eu pour résultat d'affamer leurs voisins. Nous avons vu des pays sans littoral et des pays disposant de ressources naturelles limitées se plaindre que les restrictions commerciales sur leurs denrées alimentaires de base, comme le riz, les réduisaient à la famine. Ceci étant, l'ouverture commerciale, par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale du commerce, doit s'accompagner de bonnes régulations.

L'OMC ne s'occupe pas de la façon dont un pays choisit de distribuer les gains du commerce sur le plan intérieur, ni de l'élaboration de filets de sécurité sociale.

Mais ces questions doivent être traitées pour que l'ouverture commerciale soit réussie, et j'espère qu'elles feront partie des questions que vous allez examiner durant ces deux jours. Ce message s'applique selon moi à tous les domaines de l'intégration mondiale et pas seulement au commerce. A l'évidence, l'intégration financière au niveau mondial a tout autant besoin d'un cadre réglementaire que le commerce, et le cadre réglementaire doit former un continuum du global au régional, du régional au national, du national au local.

Dans le domaine du commerce, l'absence de filets de sécurité amènera toujours les populations les plus fragiles d'un pays à contester l'ouverture commerciale et à demander à être protégées de la concurrence mondiale.

Nous savons que le commerce international est un moteur de croissance et de développement, mais nous savons aussi que l'ouverture commerciale doit être accompagnée d'une meilleure éducation, d'une meilleure formation et d'un recyclage des travailleurs ou de la fourniture de soins de santé. De la même façon, les questions d'environnement et durabilité ne peuvent plus être ignorées. La crise climatique constitue en elle-même la plus grande menace pour notre potentiel futur en termes d'économie et de développement. Voilà ici quelques idées qui, je l'espère, alimenteront vos travaux ; je vous souhaite plein succès dans vos délibérations au cours des deux prochains jours.

Je ne manquerai pas de suivre de près les résultats de votre réunion. Et je compte sur vous, Monsieur le Haut Commissaire au Plan, et sur mon excellent ami, l'Ambassadeur Abouyoub, pour m'en faire part. Je vous remercie de votre attention.

## Appel de Skhirat

Les participants au « Forum pour une initiative tricontinentale atlantique », réunis à Skhirat les 29 et 30 mai 2009,

### Considérant que :

- le caractère systémique de la crise exige une approche nouvelle de la gouvernance internationale qui dépasse le cadre intergouvernemental devenu insuffisant pour restaurer la confiance ;
- l'agenda global pour le développement gagnerait en crédibilité en respectant mieux les règles et disciplines multilatérales ; responsabilisant tous les acteurs du développement ; tenant davantage compte du besoin de sécurité exprimé par les citoyens ; se préoccupant plus efficacement des populations vulnérables ; préservant les intérêts des générations futures.

### Persuadés que :

- une approche multilatérale renouée appuyée sur des processus régionaux, favorisera la convergence vers de meilleures pratiques, des actions solidaires et la prise en charge des spécificités nationales ;
- l'Atlantique est un espace de proximité historique et culturel ancienne dont la diversité et le potentiel de complémentarité restent à mobiliser au service d'une communauté de destin ;
- cet espace offre des opportunités de co-développement particulièrement adaptées à la sortie de crise et à la réponse aux défis communs ;
- l'Atlantique est un cadre approprié pour faire face aux exigences de la cohésion sociale, de la mobilité des personnes, du développement durable, du changement climatique, de la biodiversité ainsi que de la sécurité maritime, de la lutte contre la violence et les trafics de tous genres.

### Appellent :

- les gouvernements, régions et villes, les institutions non gouvernementales ainsi que les organisations intergouvernementales régionales à agir solidairement pour faire face à ces défis communs et à intégrer résolument la dimension atlantique dans leurs agendas respectifs ;
- les institutions partageant cette vision, en particulier les universités et les centres de recherche, à se constituer en réseaux permettant la mobilisation et le partage des connaissances ;
- à la création d'un mécanisme informel de concertation atlantique au sein du système multilatéral ;
- à la fondation d'un forum qui réunira annuellement les acteurs du partenariat atlantique autour de questions prioritaires.

Remercient le Haut Commissariat au Plan pour l'organisation du forum et souhaitent que le Royaume du Maroc continue à œuvrer pour la concrétisation des objectifs de cette initiative tels qu'ils les ont fixés dans l'Agenda du Futur annexé au présent appel.

## L'Agenda du Futur

Il a été dit, lors de nos travaux, que l'espace atlantique est une évidence. Sans négliger le rôle du Pacifique et l'interdépendance de plus en plus profonde entre toutes les régions du monde, l'Atlantique garde un rôle déterminant dans l'avenir de la planète. Il concentre les deux tiers du PIB et près de 70 % de la consommation globale. C'est encore ici que se concentrent une bonne partie du trafic maritime et aérien du globe, de même que plus de la moitié de l'eau douce renouvelable de la planète ou une grande majorité des réserves de minerais rares. Du point de vue de l'énergie (traditionnelle et renouvelable), l'espace atlantique joue déjà un rôle-clef pour le futur modèle d'économie plus « propre » et durable qui devrait émerger de l'actuelle crise. Quant à l'approvisionnement de l'humanité en denrées alimentaires, l'Atlantique comprend les dernières grandes frontières agricoles du globe.

L'espace atlantique, cependant, est aussi source de tensions et de problèmes. Ici se côtoient les plus grandes disparités sociales, et le fossé est immense entre les plus importantes puissances industrielles et les pays les plus démunis. Ici aussi, les trafics (drogues, armes, êtres humains), la criminalité transnationale et la violence sous toutes ses formes lancent un défi à l'ensemble des sociétés riveraines. Et l'on sait aujourd'hui que ces menaces et problèmes ne peuvent être affrontés sans une coopération de plus en plus forte entre les Etats atlantiques.

Mais un espace, avec toutes ses ressources, ses opportunités et ses contraintes, restera un simple concept géographique s'il ne se matérialise pas en actions de coopération concrètes. Cette volonté d'agir ensemble est la condition indispensable pour en faire un sujet politique, économique et social capable d'avoir un impact sur sa propre dimension et sur le reste du monde. Or, l'espace atlantique a l'avantage d'allier la plus grande diversité et quelques fortes références communes. Une spécificité qui, en dépit de terribles drames historiques, sont de bon augure pour l'approfondissement de la coopération.

Les débats du forum international « Pour une Initiative tricontinentale atlantique » ont permis de dégager plusieurs domaines où certaines actions communes concrètes pourraient être entreprises sans tarder :

**1. L'océan lui-même, qui relie les sociétés de cet espace, est évidemment le premier objet de coopération possible.** Les actions communes dans ce domaine comportent au moins trois dimensions :

- a. la gestion et la réglementation des ressources naturelles, en particulier les ressources halieutiques ; une première approche pourrait être la coopération entre laboratoires spécialisés permettant un partage des connaissances ;
- b. l'organisation d'une réponse mutualisée à la menace posée par la criminalité transnationale, particulièrement le trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains, ainsi que par la piraterie dans l'espace maritime atlantique ;
- c. la protection et l'organisation des activités économiques maritimes (réglementation, surveillance et sauvetage en mer).

## 2. L'énergie est également un domaine-clef :

- a. assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'espace atlantique grâce aux investissements dans la prospection et l'exploitation des hydrocarbures (particulièrement dans les zones off-shore) et à l'établissement de flux d'approvisionnement dont les quantités et les prix seraient davantage prévisibles à moyen et long terme ;
- b. développer en commun les filières d'énergie renouvelables et durables, grâce aux investissements, transferts de technologie, standardisation des produits et ouverture des marchés consommateurs.

**3. L'agriculture :** l'Amérique latine et l'Afrique représentent les deux plus importantes « frontières agricoles » encore disponibles, alors que l'Europe et l'Amérique du Nord sont des puissances agricoles avec des niveaux de productivité élevés. Un espace atlantique mieux régulé aura donc un impact déterminant sur les volumes et les prix des denrées qui s'échangent sur le marché mondial. Ici également, l'objectif est de mobiliser les capitaux, la recherche agronomique et les moyens de production et distribution (fertilisants, machines, infrastructure...) afin de garantir à la fois une production durable (maîtrise des techniques de production, protection des sols, préservation des ressources et de la biodiversité) et une prévisibilité forte concernant les approvisionnements et les prix à long terme.

**4. L'eau :** il faut garantir en priorité l'accès à l'eau des populations par des formules de gestion appropriées à cette ressource en tant que bien public. Développer également des programmes de gestion durable des ressources hydriques dans l'espace atlantique, non seulement dans le domaine de l'agriculture, mais aussi dans les processus de production industriels et miniers, ainsi que dans la production d'énergie.

## 5. Lutte contre le réchauffement climatique et défense de la biodiversité.

- a. L'espace atlantique comporte les deux plus grandes masses de forêts équatoriales, dont la préservation est essentielle pour maintenir les équilibres climatiques. Mais il faut également assurer les possibilités de développement des habitants de ces régions de forêts. Préserver la forêt, tout en mettant en place des modèles de croissance économique respectueux de la biodiversité, peut faire l'objet de coopérations inter-étatiques et de partenariats avec le secteur privé (un des exemples étant la coopération financière Norvège-Brésil dans ce domaine ainsi que l'initiative-pilote d'une économie amazonienne durable promue par l'Etat d'Amazonas au Brésil).
- b. Les deux pôles, Arctique et Antarctique, jouent également un rôle très important dans la régulation climatique mondiale. Le réchauffement actuel modifie également les données de la navigation polaire et de l'accès aux ressources de ces régions. Un certain nombre de pays riverains de l'Atlantique ont toujours montré un grand intérêt pour ces zones, et il serait essentiel qu'un dialogue puisse se nouer afin de mieux gérer les inévitables évolutions que vont subir les statuts des régions polaires.

**6. Mobilité humaine et développement.** L'espace atlantique se prévaut d'une tradition de brassages humains. La coopération dans le domaine du mouvement des personnes dans cet espace est urgente afin d'éviter les approches sécuritaires du problème de l'émigration, de garantir les droits des émigrés et de trouver des solutions « gagnant-gagnant » aussi bien pour les pays d'accueil que pour les pays d'origine. Quelques exemples :

- a. développer des chaînes de production de valeurs transnationales permettant la création d'emplois dans les pays d'origine, liés à l'accès aux marchés des pays d'accueil ;

- b. offrir des produits d'épargne et des coûts de transfert plus compétitifs pour canaliser les flux financiers des émigrés vers des investissements productifs dans les pays d'origine ;
- c. passer des accords de coopération en vue de la prévention des flux clandestins et de la lutte contre les trafiquants d'êtres humains, dans le respect des droits des émigrés.

**7. Développer les nouvelles technologies nécessaires pour l'adaptation des économies atlantiques à un nouveau modèle d'économie « vert ».** Cela implique, davantage qu'un simple transfert de technologies, le montage de projets d'investissement productifs communs dans le cadre de partenariats croisés afin d'accélérer la mutation vers des modes de production plus durables. Cela veut dire également combattre les tentations d'un nouveau protectionnisme vert, qui serait discriminatoire pour le commerce des pays les moins bien équipés.

**8. Education :** dans le cadre de ce nouveau modèle économique plus « vert » et durable, le développement de l'économie de la connaissance est essentiel. Il est donc nécessaire et possible de développer des coopérations atlantiques dans le domaine de l'éducation en mettant en place des mécanismes favorisant la mobilité des étudiants et des enseignants et les coopérations entre universités et centres de recherche dans l'aire atlantique.

- a. mise au point d'un socle commun de connaissances techniques de base à la fin de la scolarité obligatoire, reconnu par l'ensemble des Etats riverains ;
- b. définir un système commun de qualifications professionnelles dans l'aire atlantique pour favoriser la mobilité des compétences ;
- c. identifier les métiers d'avenir dans l'environnement, l'eau et les énergies renouvelables, les compétences connexes et mettre en réseau des institutions de formation qui y préparent.

Bien entendu, il serait utopique, et probablement contreproductif, de penser que ces différents domaines d'actions communes inter-atlantiques devraient réunir tous les Etats riverains. La seule voie raisonnable pour engager cette démarche est de concevoir les différentes coopérations concrètes comme des projets à « géométrie variable », chacun étant porté par un certain nombre d'Etats ou d'acteurs non-gouvernementaux qui ont intérêt à y participer. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle organisation aux côtés de toutes celles qui existent et qui font leur travail. Mais il serait utile et nécessaire au développement de cet « esprit atlantique » que nous appelons de nos vœux que chaque Etat, chaque pouvoir local, chaque acteur gouvernemental de cet espace puissent intégrer cette dimension atlantique dans sa manière de concevoir son action intérieure et de la réaliser.

---

## Liste des intervenants

---

- ABOUYOUB Hassan, *Ambassadeur itinérant, Maroc.*
- ABRAMS Elliott, *Ancien Conseiller du Président pour la sécurité nationale, Senior Fellow for Middle Eastern Studies at the Council on Foreign Relations, Etats-Unis.*
- AÏT KADI Mohamed, *Président du Conseil du développement agricole, Maroc.*
- ALVAREZ Carlos Alberto, *Président des Représentants permanents de Mercosur et ancien Vice-président, Argentine.*
- ANNAN Kofi, *Ancien Secrétaire général de l'ONU (message).*
- BACCOUCHE Hédi, *Ancien Premier ministre de Tunisie (message).*
- BENSALAH ALAOUI Assia, *Ambassadeur itinérant, Maroc.*
- BODANSKY Yossef, *Rédacteur en chef, revue Defense and Foreign Affairs.*
- BORGES Victor, *Ancien ministre des Affaires étrangères, Cap Vert.*
- BRUNELLE Dorval, *Directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal, Canada.*
- DE CASTRO Juan, *Directeur du Groupe de prospective et d'analyse économique internationale (GPAEI), Université Antonio de Nebrija, Espagne.*
- DE MACEDO Jorge Braga, *Ancien ministre des Finances, président de l'Institut des recherches scientifiques tropicales, Portugal.*
- DE VASCONCELOS Alvaro, *Directeur de l'Institut d'études et de sécurité de l'Union européenne.*
- DUFOURCQ Jean, *Directeur de recherche à l'Ecole militaire de Paris, France.*
- EL YAZAMI Driss, *Président du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger, Maroc.*
- FASSI-FIHRI Taïeb, *Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Maroc.*
- FAUCHON Loïc, *Président du Conseil mondial de l'eau, France.*
- FIGUEREDO Reinaldo, *Ancien ministre des Affaires étrangères, Venezuela.*
- FRÉMONT Christian, *Directeur de cabinet du Président de la République, France.*
- GADIO Cheikh Tidiane, *Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Sénégal.*
- GAUTIER Louis, *Délégué national du Parti socialiste aux questions stratégiques, France.*
- GHILES Francis, *Senior Researcher, CIDOB, Espagne.*
- GOOLAM Pahad Essop, *Ancien ministre à la Présidence, Afrique du Sud.*
- GROSSO Guillaume, *Conseiller politique, Centre de développement de l'OCDE.*
- GUILHOU Xavier, *CEO, XAC Conseil, France.*

- HERZ Monica, *Professeur, Institut des relations internationales, Brésil.*
- IGLESIAS Enrique, *Secrétaire général du Secrétariat général ibéro-américain, SEGIB.*
- JIANMIN Wu, *Directeur général adjoint de la Commission des Affaires étrangères, Chine.*
- JIMÉNEZ Jorge Nuño, *Directeur général, Centre des études économiques et sociales du Tiers-Monde, Mexique.*
- KABERUKA Donald, *Président de la Banque africaine de développement.*
- KWESI Nduom Papa, *Ancien ministre de la Planification et de la Coopération régionale, Ghana.*
- LAHLIMI ALAMI Ahmed, *Haut Commissaire au Plan, Maroc.*
- LAMI Pascal, *Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (message).*
- LANDABURU Eneko, *Directeur général des Relations extérieures à la Commission européenne.*
- LANXADE Jacques, *Président de la FMES, France.*
- LARBI MESSARI Mohamed, *Ancien ministre, Maroc.*
- LAVAGNA Roberto, *Ancien ministre de l'Economie, Argentine.*
- LAZAREV Grigori, *Consultant international.*
- LESSA Antonio Carlos, *Editeur de la revue Revista Brasileira Política Internacional, Brésil.*
- MALET Emile, *Délégué général du Forum mondial du développement durable, France.*
- MATEOS CICERO Juan Antonio, *Ancien ambassadeur, Mexique.*
- MENIS Adán Martín, *Ancien président du Gouvernement des Iles Canaries.*
- MONTEIRO António, *Ancien ministre des Affaires étrangères, Portugal.*
- NDIAYE Papa, *Directeur de l'Institut fondamental d'Afrique noire, Sénégal.*
- OLUKOSHI Adebayo, *Secrétaire exécutif, CODESRIA.*
- PAPADEMETRIOU Demetrios, *Président du Migration Policy Institute, Etats-Unis.*
- RASOOL Ebrahim, *Conseiller du Président, Afrique du Sud.*
- REIFFERS Jean-Louis, *Doyen honoraire de la faculté des Sciences économiques d'Aix/Marseille II, France.*
- SAÂF Abdellah, *Ancien ministre, directeur du CERSS, Maroc.*
- SERFATY Simon, *Directeur, Centre pour les études internationales stratégiques, CSIS, Etats-Unis.*
- SPENCER Claire, *Chatham House, Royaume-Uni.*
- STIRN Olivier, *Ancien ministre, chargé des questions euro-africaines à la mission interministérielle de l'Union pour la Méditerranée, France.*
- TROVOADA Miguel, *Ancien président de Sao Tomé et Príncipe et Secrétaire exécutif de la Commission du Golfe de Guinée.*
- VALLADAO Alfredo, *Professeur à l'IEP de Paris, chaire Mercosur.*
- YANKAH Kojo, *Président de "African University College of Communication", Ghana.*
- ZARTMAN William, *Directeur du Programme de gestion des conflits, Université Johns Hopkins, Etats-Unis.*



Prospective  
**MAROC** 2030

Actes du Forum

Pour une  
Initiative  
Tricontinentale  
Atlantique

(...)

Notre pays appartient, comme vous le savez, aux mondes arabe, africain et euro-méditerranéen. Nous avons eu l’occasion, lors des forums antérieurs, de montrer l’impact de cette appartenance multiple sur son identité, ses engagements et sa vision de l’avenir. Sa dimension atlantique n’avait pas manqué de s’inviter dans notre réflexion, déjà, au cours de ces forums, naturellement et avec force, comme géographie, histoire et destin.

Sur une côte six fois plus longue que la côte méditerranéenne, les provinces atlantiques du Maroc abritent plus de 45% de ses citoyens, participent pour environ 60% de son produit intérieur brut et réalisent la quasi-totalité de son commerce extérieur.

Par ailleurs, l’histoire, à travers ses échanges atlantiques, particulièrement avec ses voisins du Sud et du Nord, a été l’un des facteurs déterminants de son positionnement dans le monde. Ces échanges humains, avec leur pluralité d’ethnies, de langues et de cultures, ont façonné son identité nationale et contribué, par la suite, à lui ouvrir, dès qu’il a recouvré son indépendance nationale, la voie d’une présence humaine, culturelle et diplomatique en Amérique du Sud, alors que ses relations historiques avec les Etats-Unis d’Amérique datent de l’indépendance de ce pays qu’il a été l’un des premiers à reconnaître. Il reste, cependant, que face aux défis - effectifs et potentiels - portés par les réalités économiques, environnementales et sécuritaires du monde, la conscience d’une communauté de destin de tous les pays riverains de l’Atlantique a, aujourd’hui, le plus vocation à fonder la pertinence de l’engagement du Maroc dans cet espace. C’est de là que procède aussi le poids que nous assignons à ce dernier dans notre réflexion prospective parmi les déterminants des scénarios alternatifs de Maroc 2030.

(...)

Ahmed LAHLIMI ALAMI  
*Haut Commissaire au Plan*

